

Avertissement
à M. Bush

La politique intérieure, qu'il avait quelque peu négligée, vient de se rappeler au bon souvenir du président George Bush. Un démocrate pratiquement inconnu il y a peu de temps encore, M. Harris Wofford, a en effet remporté, mardi 5 novembre, une élection sénatoriale en Pennsylvanie. Le coup est rude à l'égard d'un titre. Le candidat républicain était M. Richard Thornburgh, qui avait démissionné en août de son poste d'attorney général (ministre de la justice) pour se lancer dans cette course, jugée alors facile. Beaucoup mieux connu du public, M. Thornburgh avait été à deux reprises gouverneur de cet État, et le siège était dévolu par les républicains depuis 1982.

M. Wofford partait avec un handicap de quarante points dans les sondages sur son adversaire. Il l'a comblé en multipliant les attaques contre la politique économique et sociale de M. Bush, qui, affirme-t-il, ne profite qu'à eux seuls. Il a visiblement trouvé l'oreille des électeurs, traditionnellement républicains, du centre de la Pennsylvanie, en proposant l'instauration d'un système national d'assurance-santé et en dénonçant la montée du chômage.

Le bilan intérieur de M. Bush est en effet médiocre. La croissance n'a été que de 1,4 % depuis son entrée à la Maison-Blanche, et les États-Unis comptent actuellement 6,8 % de personnes sans emploi. Aucun président en exercice n'a été réélu depuis la seconde guerre mondiale avec des résultats économiques si faibles.

Face à une récession telle que celle qui se prolonge, l'attitude spontanée de M. Bush consiste à attendre et à ne rien faire. Cette position risque d'être bientôt intenable, en raison du climat qui se développe à travers le pays et qui met d'ailleurs en cause la classe politique dans son ensemble. Depuis les membres du Congrès qui ne payent pas leurs notes de restaurant jusqu'à un des fils du président qui s'est montré pour le moins léger dans la gestion d'une caisse d'épargne, la liste s'allonge des affaires qui alimentent les sentiments de méfiance de la population à l'égard des élus.

M. Bush a encore ajouté à ce trouble en procédant à des nominations controversées. Le président a réussi à deux reprises à faire passer son candidat, en la personne de M. Clarence Thomas à la Cour suprême et de M. Robert Gates à la CIA, mais l'impression créée est celle d'un leader peu sensible aux nouvelles exigences d'intégrité pour les candidats qu'il propose à des fonctions importantes.

La guerre du Golfe avait fait caracoler M. Bush dans les sondages. Une majorité d'Américains estimant maintenant que leur président se déplace un peu trop à l'étranger, occupé par les grandes affaires du monde, en oubliant leurs difficultés quotidiennes. M. Bush a compris le message et a essayé la tournée qu'il devait effectuer prochainement en Asie et en Australie. Mais il devra manifester davantage d'intérêt pour l'économie s'il veut convaincre. Et le climat actuel peut encourager le gouverneur démocrate de l'État de New-York, M. Mario Cuomo, à tenter d'obtenir l'investiture de son parti pour se lancer dans la course à la présidence. M. Bush n'apparaît plus aussi invincible qu'il y a quelques mois.

Lire page 8

l'article d'HENRI PIERRE

M0147 - 1107 0 - 6.00 F



Le réaménagement de l'alliance atlantique

Le renforcement des relations avec l'Est dominera le sommet de l'OTAN

Les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres de l'alliance atlantique, réunis à Rome les jeudi 7 et vendredi 8 novembre, débattent des nécessaires adaptations de l'OTAN dans le nouveau contexte international. L'un des dossiers dominants devrait être le renforcement des relations de l'organisation avec les pays de l'Est. Le porte-parole de l'Elysée a déclaré

par Claire Tréan

A quoi sert l'OTAN ? C'est la question qu'ont en tête sans doute les chefs d'Etat et de gouvernement de l'alliance qui se réunissent à Rome les 7 et 8 novembre, mais qu'ils se gardent bien évidemment de poser en ces termes. « Le sommet de Rome sera sans surprise », disait-il y a quelques jours M. George Bush ; ce sera « une affirmation de cohésion », déclarait mardi le porte-parole

de l'Elysée, M. Jean Musitelli. Les polémiques que l'on sentait grossir il y a quelques semaines encore, notamment entre pro-européens et atlantistes, sont retombées. C'est l'accalmie. C'est comme si les intervenants jugeaient finalement inutile de croiser le fer maintenant sur des questions auxquelles aucun d'eux ne peut encore répondre.

Au dernier sommet atlantique, à Londres, en juillet 1990, les dirigeants alliés étaient convenus de « réformer » l'organisation conçue à l'origine pour faire face

à une agression venant de l'Est contre l'Europe occidentale. Le pacte de Varsovie était en voie de dissolution, mais l'URSS existait encore. Depuis, les événements se sont à nouveau précipités. En perdant son adversaire de toujours - l'Union soviétique, qui n'est plus depuis le mois d'août ni soviétique, ni hostile, ni véritablement unie, - l'OTAN a perdu sa raison d'être originelle.

Lire la suite page 6

L'URSS de tous les dangers

Alors que l'ex-empire est menacé d'explosion, il est urgent pour les Occidentaux de tirer les leçons du drame yougoslave

par Jacques Amalric

La guerre civile fait rage, depuis le début de l'été, en Yougoslavie. A moins d'un millier de kilomètres de Paris, Serbes et Croates ne menacent pas que les pierres de l'antique Raguse : ils s'exterminent, se mutilent, se torturent, réglant les comptes, non soldés pour cause de ténacité, de leurs parents ou de leurs grands-parents. Les Européens de l'Ouest, impuissants face à des ténacs qu'ils avaient préféré ne pas prévoir et dont ils furent jadis coutumiers, désapprouvent, sermonnent, menacent, répètent que tout cela est absurde puisque, aujourd'hui, même Français et Allemands ont enfin cessé, après trois siècles, la hache de guerre.

Mais ils ne peuvent pas plus que les Etats-Unis, qui feignent de s'en étonner, faire grand-chose, face à tant de baine accumulée : impossible de tracer la moindre ligne verte ou rouge entre les deux camps ennemis, impossible de séparer des combattants entraînés jusque dans le moindre village.

Le carnage, pourtant, n'est pas fini : l'affrontement entre les Croates (catholi-

ques) et les Serbes (orthodoxes) - les Slovaques ont tiré leur épingle du jeu, même s'ils commencent aujourd'hui des jours fort difficiles - viendra s'ajouter inévitablement la grande explication entre les Serbes et les musulmans de l'ex-Yougoslavie, surtout ceux du Kosovo, « coupables » de camper depuis des centaines d'années dans le « berceau historique » serbe. Leurs cousins albanais, en voie de clochardisation pour cause de machine à vapeur, sont aux aguets. Les Grecs et les Bulgares sont pour l'instant plus calmes, mais ils gardent l'œil rivé sur cette Macédoine qui risque, elle aussi, d'être l'enjeu d'une sanglante empiètement.

« A quelque chose malheur pourrait être bon », entend-on murmurer pendant ce temps dans de nombreuses chancelleries occidentales. « Les malheurs yougoslaves serviront au moins de leçon aux peuples de l'ex-Union soviétique et colimeront leurs ardeurs nationalistes et séparatistes. » Si c'était vrai ! Mais c'est faux, n'est-ce pas à M. Gorbatchev qui, de concert avec M. Mitterrand, s'est livré, jeudi dernier 31 octobre à Soutons, après avoir joué les utilités à Madrid, à un exercice que nous n'aurions pas désapprouvé le bon docteur Cou-

Lire la suite page 3

La République se cherche

Une révision des institutions pourrait permettre à M. Mitterrand de reprendre l'initiative

par Jean-Marie Colombani

« Il faut qu'il porte » : à ceux qui, comme M. François Bayrou, lui signifient qu'il a fait son temps, et qui puisent leur inspiration dans des sondages d'opinion devenus des bulletins-catastrophes, M. François Mitterrand va donc répondre comme il sait le faire : en payant de sa personne (le Monde du 6 novembre). Encore lui faudra-t-il éviter un écueil de taille : la répétition d'exercices médiatiques vides de sens peut en effet devenir très délicate.

Nul ne peut se satisfaire d'entendre le président redire toute l'importance qu'il attache à la construction européenne, ou tout le bien qu'il pense du premier ministre qu'il a nommé, pour ne citer que les deux points qui ont scandé ses interventions les plus récentes.

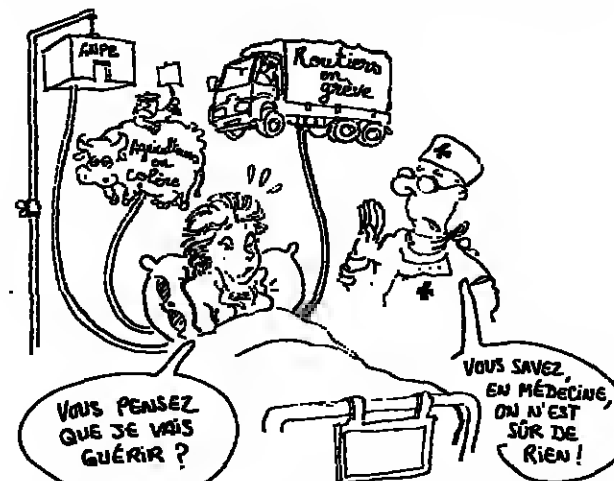
Pour ressaisir une situation qui lui glisse entre les mains, comme si le pays vivait, par poches de mécontentement successifs, une sorte de mai 68 rampant, il va lui falloir donner un contenu plus consistant aux prises de parole qu'il s'apprête à multiplier. Le débat sur la réforme des institutions peut constituer

une réponse à cette attente. M. Mitterrand a désormais dans ce domaine non seulement la maîtrise du calendrier, mais aussi celle de l'opportunité, puisqu'il s'agit, pour lui, sans que l'on puisse crier à une manœuvre, de répondre à une demande formulée par ses propres adversaires. Le premier à se découvrir a été, dans nos colonnes, M. Jacques Chirac, dont les propositions visent à « changer la République ». D'autres, comme M. Simone Veil, veulent plus radicalement « changer de République ».

A priori, l'urgence et la nécessité de ce débat sautent aux yeux. Il s'agit de poser une équation simple : répondre au déficit démocratique par la refonte, ou la réforme, des institutions. Le constat de ce déficit ne souffre plus guère de discussion, et la titane des déséquilibres dont souffre la démocratie française n'est plus à récrire : hypertrophie du pouvoir présidentiel, effacement d'un Parlement « à refaire », selon l'expression de M. Jean-Michel Bérégovoy.

Lire la suite et l'article de PATRICK JARREAU et PASCALE ROBERT-DIARD page 10
Lire aussi page 2 les points de vue de M. JACQUES BARROT et PIERRE-ANDRÉ WILTZER

Les manifestations de routiers



Lire page 33 l'article de GÉRARD BUÉTAS

Une rencontre avec le roi Hussein

Le souverain hachémite envisage la création d'une confédération jordanienne-palestinoise
Lire page 4 l'article de JEAN-PIERRE LANGELLIER

Les chiffres de l'immigration

Dans son rapport annuel, consacré aux statistiques, la Haut Conseil à l'Intégration précise que la France a compté près de cent mille nouveaux immigrants en 1990.
Lire notre dossier page 14

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 42

COLLECTION "CONCERTO"

ERRE

Broche or et brillants : 30.000 F

Pendentif or, brillant et rubis : 14.800 F

Bague or, brillants et saphir : 14.500 F

Bague or : 8.800 F

JOAILLIER

6 rue Royale, Paris 8° - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Cote, Neuville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Looze, Monte-Carlo • 23, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo

Robert Maxwell, l'insatiable

Mort en mer le 5 novembre, le magnat britannique de la presse avait édifié un empire puissant et fragile

par Michel Colonna d'Istria

Milliardaire et travailleur, extraverti et secret, britannique venu d'ailleurs et citoyen du monde, patron de presse et homme politique : l'énergie déga- gée par ce tumulte de contradictions, Robert Maxwell fabriquait

dans une carcasse de colosse, dont l'embonpoint croissant ne l'avait pas dissuadé de parcourir inlassablement ce monde pour en rencontrer les puissants. Son dernier rêve de papier, celui que ses secrétaires annonçaient invariablement comme « The Publisher », l'avait baptisé The European : un

journal qu'il voulait le reflet d'un continent dont il a incarné toutes les déchirures au fil d'identités successives. Car le Robert Maxwell qui croissait à bord du somptueux Lady-Christine était né Jan Ludvick Hoch - « le grand », déjà... - en 1923 dans une cabane de Ruthénie, une région ballottée par l'Histoire entre Tchécoslovaquie et Ukraine.

A seize ans, le fils de maquignon juif fuit les Carpates. Arrivé à Budapest, il s'élève et après une période entre les versions divergent, débarque en Angleterre avec la légion tchèque.

Lire la suite et les articles de YVES-MARIE LABÉ et LAURENT ZECCHINI page 40

EDUCATION • CAMPUS

La longue marche universitaire de l'Europe

La Commission de Bruxelles vient d'achever un mémorandum sur l'enseignement supérieur. Elle entend désormais ouvrir un débat tous azimuts pour définir une politique commune.

■ L'école découvre le marketing éducatif ■ Journées lycéens en liberté surveillée

pages 15 à 17

سنة من العمل

DÉBATS

Faut-il modifier la Constitution ?

Une réforme nécessaire

par Jacques Barrot

CETTE dernière semaine d'octobre, le décor est planté : les infirmes ont obtenu la promesse d'un accès au cadre A de la fonction publique, les agriculteurs ont reçu la promesse d'une retraite à cinquante-cinq ans et d'une détaxation de leur carburant, les hémophiles contaminés ont eu une promesse d'indemnisation... Ils avaient les uns et les autres suivi le conseil du professeur Minkowski : « Écrivez à François Mitterrand et à personne d'autre si vous ne voulez pas perdre votre temps. » C'est le président qui a parlé, enjambant les procédures budgétaires, les discussions sur l'extension possible des libertés de l'État... On a le sentiment, vu des monts d'Auvergne, après la démission spectaculaire de Roger Quilliot, que les querelles sont indémontables à la mesure de leurs récriminations et de l'ampleur de leurs manifestations. Le débat institutionnel se trouve ainsi réouvert par la force des choses.

Peut-on prendre son parti d'une République où tout doit remonter au sommet de l'État pour trouver le début d'une conclusion, encore que l'application en soit souvent très laborieuse puisque les rouages de l'État court-circuitent prennent facilement leur revanche en faisant trainer les choses en longueur quand il s'agit de les mettre en œuvre.

Jacques Chirac a eu le mérite d'avancer des propositions qui posent néanmoins questions : un quinquennat dont on ne sait pas très bien comment il sera en cohérence avec le quinquennat parlementaire... Le droit de dissolution subsistant, serions-nous condamnés, selon la coïncidence ou la contradiction des majorités présidentielles et parlementaires, à connaître de courtes périodes de pouvoir de plein exercice avec des périodes de cohabitation ? Il a suggéré le référendum d'initiative populaire avec lequel ne risquons pas d'être ramenés aux débats les plus idéologiques de notre histoire. Il a préché la modération dans l'usage du 49.3 en oubliant que c'est une arme du parlementarisme rationnel qu'il est bien difficile de cantonner dans son exercice dès lors que l'on en admet le principe. C'est pourquoi les ajustements institutionnels proposés pourraient bien s'avérer des remèdes en trompe l'œil, incapables de révaloriser le Parlement et d'enrayer cette tendance à l'hypertrophie du pouvoir présidentiel.

D'autres, soucieux de permettre aux protestations de mieux s'exprimer au Parlement au lieu de se cantonner dans la rue, préconisent l'élection des députés à la représentation proportionnelle. Mais n'est-ce pas par ce biais réintroduire la IV^e République dans la V^e ; une Chambre des députés

émiettée ne pourrait-elle pas conduire un président de la République ramené à sa fonction d'antan à rechercher laborieusement des majorités fragiles et instables... Le pays se trouverait peut-être mieux représenté à l'Assemblée nationale, il n'en serait pas pour autant mieux gouverné. Toute modification sérieuse du mode de scrutin ne peut que s'inscrire dans une transformation en profondeur du fonctionnement des institutions.

Aller au fond des choses

N'en déplaise à ceux pour qui la stabilité constitutionnelle est presqu'un dogme, une fin en soi, il faut avoir le courage d'aller au fond des choses et de réformer sérieusement à tant faire que de réformer. Pourquoi ne pas s'engager dans un régime de séparation des pouvoirs restituant ainsi à chacun l'autonomie nécessaire pour bien exercer sa fonction. Au président, clairement responsable devant le pays, de conduire pour l'essentiel la politique économique et internationale de la nation, de le faire non plus comme aujourd'hui à travers un exécutif bicéphale, enclin à se diviser lui-même, mais par une solide équipe autour de lui. Dans le même temps, l'Assemblée nationale qui pourrait, dans ces conditions, être élue à la manière allemande par un scrutin proportionnel uninominal (pour préserver ce lien entre les personnes et les électeurs), dispenserait d'une double indépendance : celle qui donne l'assurance de ne plus être dissoute, celle qu'induit une autre règle du jeu électoral qui ne soit pas calquée sur le scrutin majoritaire à deux tours des élections présidentielles.

Ce Parlement-là pourrait être, alors, à la fois le lieu de débat et de confrontation indispensable pour dégager les vraies alternatives et en même temps ce conseil de surveillance qui contrôlerait efficacement au jour le jour ceux qui doivent exécuter les décisions de l'État. Nul doute que ce Parlement finirait par imposer la restructuration de la Maison France, son remembrement, en évitant les gaspillages de fonds et d'énergie que constitue la multiplication des directions, des délégations, des échelons de l'État dans un pays pourtant décentralisé. Je vois dans cette distinction des rôles et des fonctions la source d'une efficacité nouvelle et, bien entendu, la chance pour le pouvoir judiciaire de retrouver lui aussi sa véritable place.

On objectera à cette nouvelle donne qu'elle n'est pas conforme à l'esprit français. Un régime de séparation des pouvoirs est un régime où il faut compromettre. Il

est vrai que nous n'avons pas eu beaucoup l'habitude, dans notre histoire institutionnelle, de le faire. Mais la France de 1991 n'est plus cette France idéologique où les divisions manichéennes quasi religieuses entre droite et gauche empêchaient de compromettre. La France de 1991 est décentralisée, et il faut bien compromettre entre pouvoir central et pouvoir local. Qui plus est, compromettre devient, dans nos sociétés modernes, le vrai moyen de réformer en trouvant ensemble les moyens de la réforme et la manière de la faire accepter. Ce n'est pas un hasard si depuis dix ans, mais à part la décentralisation voulue par Gaston Defferre, il n'y a pas eu de vraies réformes de structures en France. L'hypertrophie d'un pouvoir présidentiel, à peine tempérée par quelques ministères politiques, a, en fait, laissé libre cours à une technocratie qui n'a pas assez de prise sur le pays pour imposer les sages réformes des « Sages ».

Si nous sommes les derniers à engager une réforme de la sécurité sociale, de l'éducation, de la fiscalité, ce n'est sans doute pas par hasard, par la pusillanimité des hommes, mais bien pour cause de dissension institutionnelle. Puisque, comme le dit l'OCDE, la France souffre de l'absence de réformes de structures, commençons par le commencement, ayons le courage d'ouvrir le dossier d'une véritable réforme structurelle de nos institutions.

► Jacques Barrot, député de la Haute-Loire, est président du groupe parlementaire UDC.

Un faux problème

par Pierre-André Wiltzer

nous faire réfléchir avec un peu de modestie et de sagesse avant d'ouvrir un débat sur une hypothétique VI^e République ?

Le compromis de 1958

La Constitution de 1958, modifiée en 1962 par l'élection du président de la République au suffrage universel, réalise un compromis entre le système présidentiel et le système parlementaire. Tirant la leçon de l'instabilité gouvernementale du régime précédent, ses auteurs ont voulu assurer une certaine continuité à l'action de l'exécutif. D'où le renforcement du pouvoir présidentiel dans les domaines essentiels de la vie du pays. D'où le « parlementarisme rationalisé » qui définit les rapports entre Parlement et gouvernement. Contrairement à beaucoup de pronostics, cette Constitution a survécu à de Gaulle et elle s'est révélée assez souple pour s'adapter à des hommes et à des situations politiques de toutes sortes, y compris la cohabitation entre un président et une majorité opposés l'un à l'autre. Qui dit mieux ?

Le régime présidentiel à l'américaine, que des personnalités de premier plan appellent aujourd'hui de leurs vœux, serait-il plus conforme aux équilibres, voire aux contradictions de notre tempérament national ? Je suis convaincu du contraire.

Le régime présidentiel repose sur l'existence de deux pouvoirs d'égalité légitime, le président et le Parlement, sans intermédiaire entre eux et sans possibilité pour

aucun d'en appeler aux électeurs pour dénouer un conflit avant le terme normal de leur mandat. Le Parlement ne peut plus être dissous pour permettre au peuple de trancher. Réciproquement, il n'y a plus de gouvernement responsable devant le Parlement et susceptible d'être renversé. Par sa rigidité, un tel système est aux antipodes de nos traditions politiques. Aux premières difficultés sérieuses, le blocage tannerait à la crise de régime, voire au coup d'État, que le président soit contraint à la démission ou que le Parlement soit obligé de capituler devant le pouvoir présidentiel. C'est d'ailleurs ce second cas de figure qui s'est produit généralement dans notre histoire. On parait oublier.

S'il s'agit de corriger certains défauts apparus à l'expérience dans le fonctionnement de nos institutions, par exemple pour révaloriser le rôle du Parlement, il n'est pas besoin de jeter la Constitution aux orbes ni de la charger de tous nos péchés.

Appliquer les règles actuelles

Il faut d'abord obtenir que les règles actuelles soient appliquées conformément à l'esprit des institutions et non en abusant systématiquement des procédures exceptionnelles qu'elles prévoient. Ainsi en va-t-il de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. Il faut aussi que le Parlement prenne lui-même les dispositions nécessaires pour assurer ses responsabilités, en appliquant son règlement ou en le modifiant sur certains points. S'il utilisait les armes qui sont d'ores et déjà à sa disposition, il pourrait exercer un contrôle réel et efficace sur l'action du gouvernement. Il suffit que les groupes socialistes de l'Assemblée et du Sénat, durement encouragés par le président de la République, veuillent bien se prêter à cette réforme des méthodes de travail. Si l'on veut aller au-delà, il existe des propositions précises qui peuvent être aisément mises en pratique. Si la volonté politique se manifeste. Rien de ce qui précède ne nécessite un changement de République.

La crise actuelle est une crise de la politique et une crise morale. Elle n'est pas une crise constitutionnelle. Ayons le courage d'affronter les vraies difficultés et d'essayer de les résoudre. Ne nous réfugions pas dans les faux-semblants et les débats et trompe l'œil. Et gardons une Constitution qui a permis à notre pays de surmonter bien des épreuves et de tenir sa place dans le monde.

► Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, est délégué général des adhérents directs de l'UDF.

TRAIT LIBRE



« Mister Clean » : « M. Propre ». Dessin paru dans The Guardian du 5 novembre.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Éditions

M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Françoise Huguet-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Téléc. MONDPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-74-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de M. et Mme Lesourne

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Compteur 36-15 - Taper LEMONDE

ou 36-15 - Taper LM

Imprimerie

du « Monde »

12, r. M.-Guichard

94052 IVRY CEDEX

(1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE et hors
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	1 896 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Assemblée nationale

L'Europe sans le peuple

par Jean-Pierre Chevènement

L'IN de construire l'Europe des peuples, nous construisons l'Europe sans le peuple. Les super-bauts fonctionnaires qui forment la Commission des Communautés européennes édictent des textes, sans se soucier du consentement démocratique. Mais ils sont sous la pression des innombrables « lobbies » qui prospèrent à Bruxelles. La politique s'y mène dans les couloirs et les antichambres.

Par exemple, en 1987, sans aucun contrôle démocratique, sinon quelques conseils des ministres en forme de marathons, la Commission a émis 3 655 règlements, 23 directives et 4 212 décisions. Les règlements n'ont de règlement que le nom ; ils pénètrent aussi bien le domaine de la loi que celui que nous appelons encore en droit interne du règlement. Les directives sont de véritables injonctions à la souveraineté nationale ; les législations doivent s'y conformer volontairement ou attendre qu'elles finissent par s'appliquer un jour automatiquement. Le président de la Commission, Jacques Delors, estime que, avec l'acte unique, 80 % de la législation économique et peut-être sociale et fiscale sera à partir du

1^{er} janvier 1993 du ressort de Bruxelles. L'article 34 de notre Constitution n'est plus ce dernier pré carré qui protégeait un peu les pouvoirs de notre Parlement.

Certes les projets ne manquent pas, pour sinon empêcher, du moins limiter le désaisissement des pouvoirs de notre Parlement. Beaucoup relèvent de l'utopie. Les autres demandent du temps avant de pouvoir être mis en œuvre.

Pourtant, ce « déficit démocratique » exige d'être comblé sans tarder.

Une solution partielle existe au sein même de l'Assemblée nationale. La délégation parlementaire auprès des Communautés européennes, malgré son mérite, ne permet pas d'exercer un véritable contrôle. Il faut dans les meilleurs délais créer une commission permanente chargée exclusivement de suivre au temps réel les affaires européennes.

Elle serait obligatoirement informée de tout projet de règlement et de directive. Elle aurait compétence pour émettre un avis a priori. Elle pourrait auditionner toute personne physique ou morale concernée par l'application d'un tel texte. Elle serait le relais des citoyens français. Elle s'inscrirait dans un mouvement

déjà amorcé par les Parlements britannique et danois, qui ont créé en leur sein une commission spécialisée.

Le deuxième alinéa de l'article 43 de la Constitution limite à six le nombre des commissions. Pour en créer une septième, il faudrait engager une réforme constitutionnelle, procédure lourde qui risquerait de s'enliser. Je propose donc une autre modalité. Il faut d'abord regrouper en une seule commission celle de la défense et celle des affaires étrangères, ce qui obéirait à une certaine rationalité, puis créer cette commission des affaires européennes. Cette solution relève alors uniquement du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, donc du bon vouloir de son président et de la majorité. J'ai écrit en ce sens à Laurent Fabius et aux présidents des deux commissions concernées.

Je suis conscient que cette mini-réforme ne résoudra pas tous les problèmes, qu'elle restera insuffisante. Mais dans la situation actuelle, elle est préférable à rien du tout. Elle instillera un peu de démocratie là où il n'en existe pas du tout.

► Jean-Pierre Chevènement est ancien ministre, député socialiste du Territoire de Belfort.

ÉTRANGER

La réunion du Conseil d'Etat de l'URSS

Le ministère des affaires étrangères lutte pour sa survie

L'Ukraine et la Russie devaient signer, mercredi 6 novembre à Moscou, un nouvel accord bilatéral, au lendemain d'une réunion du Conseil d'Etat de l'URSS. M. Gorbatchev y a lancé une mise en garde dramatique contre le démantèlement de l'Union, les représentants des administrations centrales - en particulier du ministère des affaires étrangères - ont essayé de défendre leur « maison », et les décisions concrètes ont été remises à plus tard.

MOSCOU

de notre correspondant

Devant les présidents ou les premiers ministres de dix Républiques (l'Arménie et la Moldavie n'étaient pas représentés), M. Gorbatchev a évoqué la situation actuelle en termes sévères : « Nous avons gaspillé de manière irresponsable le capital reçu après le putsch. (...) Alors on pouvait espérer maîtriser la situation en avançant sur la voie des réformes sans risquer le démantèlement de l'Union. » Mais hélas ! « cela ne s'est pas produit ». Selon ses habitudes, M. Gorbatchev s'est appuyé sur les jugements formulés en Occident, faisant état de ses récentes rencontres avec les présidents Bush et Mitterrand : « L'Europe et le monde ont besoin de

L'Union, sinon il manquera une des bases les plus importantes de la stabilité du monde. »

Le président soviétique a, par ailleurs, exprimé son soutien aux mesures de libéralisation économique annoncées, une semaine plus tôt, par M. Boris Eltsine, soulignant que le président russe avait assuré de son intention de mener la réforme « dans le cadre de l'accord économique interrpublicain ». Mais M. Eltsine lui-même n'a pas pris la parole sur ce point. Pour sa part, M. Ivan Silaev a expliqué comment il envisageait le fonctionnement du « Comité économique interrpublicain » qu'il dirige et qui devra assurer une partie des fonctions du défunt gouvernement soviétique. Il a ainsi confirmé la suppression de quatre-vingts ministères, notamment ceux des finances, des relations économiques étrangères, de la santé et de la justice. Ce qui entraînera la suppression dans les trois mois à venir de 36 000 postes dans l'administration centrale.

Accords bilatéraux

Mais les pouvoirs et les statuts précis de ce Comité restent à définir. M. Silaev devrait présenter son projet d'ici dix jours. Il propose pour l'instant que les représentants de chacune des Républiques signataires du traité y disposent d'un droit de veto. De son côté, le premier ministre ukrainien, M. Fokine, a confirmé que l'Ukraine s'apprêtait à signer

ce traité, tout en disant au passage tout le mal qu'il en pensait. Il a par ailleurs lancé un appel pressant à M. Eltsine pour que ce dernier ordonne la reprise des exportations de bois de mine de la Russie vers l'Ukraine, faute de quoi un tiers des mines du Donbass va devoir fermer. M. Eltsine et le président ukrainien Léonid Kravtchouk devaient avoir l'occasion d'aborder le problème de vive voix mercredi à Moscou, où les deux présidents devaient signer un accord entre les deux Républiques. Un grand nombre de ces accords bilatéraux sont actuellement négociés et les responsables des Républiques semblent en attendre plus que des textes concernant l'ensemble de la communauté économique.

Il faudra d'ailleurs attendre au moins une dizaine de jours avant de connaître le détail des accords annexes sans lesquels le traité économique interrpublicain ne pourra être soumis à ratification. M. Grigorij Iavlinski, le principal auteur du projet, a fait valoir qu'il avait fait sa part du travail et qu'il ne lui restait plus qu'à espérer que les Républiques ne bloqueraient pas le processus. Il n'en semble pas tout à fait sûr : on l'a entendu expliquer, lors d'une interruption de séance, combien il était las de toutes ces discussions stériles.

Le Conseil d'Etat s'est également penché sur le sort des ministères fédéraux, qui, en tout état de cause, ne relèveront pas du Comité économique : les affaires étrangères et la défense. M. Pan-

kine a plaidé pour son ministère, soulignant qu'il serait hors d'état de fonctionner si la réduction de ses effectifs dépassait 50 %. Les responsables russes avaient, eux, parlé de 90 %, mais M. Eltsine semble désormais disposé à accepter un compromis. Pour mieux défendre sa « maison », M. Pankine n'a pas hésité à dire que le rôle de l'URSS avait été déterminant dans le succès de la convocation de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient. Là encore, rien de concret n'a été décidé.

Ambassades « sectionnelles »

Il a seulement été convenu apparemment que les différentes Républiques n'auraient pas d'ambassades en tant que telles, mais pourraient disposer de « sections » particulières au sein des ambassades de l'Union. Ainsi, un ministre conseiller représentant la Russie serait nommé à Washington et à Kazakh à l'ONU. On s'est aussi mis d'accord sur un changement de nom, les affaires étrangères devenant les « relations extérieures ». En revanche, les propositions particulièrement vagues tenues ensuite au cours d'une conférence de presse par M. Pankine n'ont été aucune des incertitudes qui pèsent sur le fonctionnement de cet organisme de « coordination », qui devra écouter les décisions « prises en commun » par les dirigeants des Républiques. Un affaiblissement, sinon une paralysie, de la diplomatie « soviétique »

apparaît en tout cas inéluctable.

La partie de la réunion consacrée à la défense s'est tenue à huis clos. Selon le chef d'état-major des armées, le général Vladimir Lobov, il a été convenu que l'Union continuerait à disposer de forces armées unifiées et que les Républiques ne constitueraient pas d'armées particulières, en dehors de leurs gardes nationales. Un tel résultat surprend dans la mesure où il contredit les décisions déjà prises par les Parlements de certaines Républiques. M. Alexandre Iakovlev, membre du conseil consultatif auprès de la présidence soviétique, a fait remarquer à ses proches que le président ukrainien n'assistait pas à la réunion du Conseil d'Etat et que son premier ministre n'était pas compétent pour prendre position sur ce sujet.

Il a également été question de l'avenir des forces du ministère de l'intérieur, dont les effectifs sont actuellement de 400 000 hommes. Selon un projet présenté à l'examen du Conseil d'Etat, 230 000 hommes devraient être mis à la disposition des ministères de l'intérieur des différentes Républiques. C'est notamment sur la base de ces troupes que l'Ukraine entend constituer sa garde nationale qui, selon un vote intervenu fin octobre au Parlement de Kiev, serait qu'une petite partie des forces armées de la République.

JAN KRAUZE

massacres aient commencé ; c'est aider le président russe, à ces conditions, à réussir la tâche de titan qu'il vient de s'assigner ; c'est prendre langue, sans complexes, avec les autres dirigeants républicains et leur tenir le même langage.

C'est leur dire, en particulier, que les armes nucléaires stratégiques qui sont stationnées en Ukraine, en Biélorussie et au Kazakhstan et les armes nucléaires tactiques qui sont disséminées sur tout le territoire de l'ancienne URSS ne doivent en aucun cas servir au moindre chantage économique ou politique à l'égard de Moscou. C'est s'employer à obtenir non pas leur transfert en Russie, mais leur destruction sur place, fût-ce à nos frais et dans le cadre de nouvelles réductions massives et unilatérales des arsenaux.

Plutôt que de se débattre sur des modèles centralisateurs qui ne sont pas de ce temps, les Occidentaux doivent avant tout faire preuve d'imagination, de pragmatisme, pour éviter à ces peuples de l'Est de s'engouffrer dans de sanglantes impasses, pour les aider à désamorcer toutes les bombes à retardement du tsarisme mais surtout du stalinisme ; mais, pour que cet espace ait quelque chance de devenir demain un lieu de coexistence, il faut sans doute se résigner aujourd'hui à ce que ces peuples se séparent ; peut-être même faut-il les aider dans un premier temps à le faire, quitte à parler parfois haut et fort. Le temps presse, si l'on veut tirer quelques leçons du drame yougoslave.

JACQUES AMALRIC

Héritier des Romanov

Le grand-duc Vladimir à Saint-Petersbourg

Le grand-duc Vladimir Kirilovitch Romanov, considéré généralement comme l'héritier du trône du tsar de Russie, est arrivé, mardi 5 novembre, à Saint-Petersbourg, foulant pour la première fois le sol de ses ancêtres. Invité par la maire, M. Anatoli Sobtchak, pour une visite privée de quelques jours, le grand-duc va assister, le 7 novembre, aux fêtes organisées en l'honneur du changement de nom de la ville, à la place des traditionnelles fêtes de la révolution russe.

Né en 1917 en Finlande, le grand-duc Vladimir Romanov a toujours vécu en exil, où son père, Kiril Alexandrovitch, cousin du tsar Nicolas II, s'était proclamé héritier du trône en 1924.

A l'aéroport, le grand-duc était attendu par une poignée de monarchistes vêtus d'uniformes de l'armée impériale, mais la police les a empêchés d'approcher leur héros.

La visita ast, en effet, entourée de la plus grande discrétion, l'exclusivité des droits de « couverture » du événement ayant été achetée, au prix fort, par quelques médias. Une télévision française a décliné une proposition de 900 000 francs, tandis que des journalistes de la presse écrite se sont vus damander 80 000 francs pour accompagner le grand-duc dans ses promenades... La fête coûteuse vécue par M. Sobtchak a suscité de vifs débats à Saint-Petersbourg, où le mouvement Russie démocratique souhaitait plutôt une journée de deuil à la mémoire des victimes de la révolution. - (AFP)

POLOGNE : consultations sur la formation d'un nouveau gouvernement. - Quatre partis, de centre droit « se sont déclarés prêts à former une coalition gouvernementale », selon le porte-parole du président Walesa. Les dirigeants de ces formations, parmi lesquelles figure le Congrès des libéraux du premier ministre, M. Bielecki, ont été reçus, lundi 4 novembre, par le chef de l'Etat, qui a poursuivi ses consultations le lendemain avec les deux partis arrivés en tête des législatives du 27 octobre, l'Union démocratique et l'Alliance de la gauche démocratique (ex-communistes). - (AFP)

HONGRIE : poursuites contre les anciens responsables communistes. - Après plus d'un an de débats houleux, le Parlement de Budapest a adopté, lundi 4 novembre, une loi autorisant l'ouverture de poursuites contre les ex-dirigeants communistes qui ont commis des « crimes » au cours des quarante-cinq dernières années. Les deux principales formations de l'opposition et le Parti socialiste (ex-communiste) dénoncent cette loi qui, selon eux, pourrait ouvrir la voie à des « chasses aux sorcières ». - (AFP)

L'URSS de tous les dangers

Suite de la première page.

Le président soviétique, à vrai dire, n'avait pas tout fait, surtout lorsqu'il a affirmé que les événements yougoslaves pourraient bien n'être que les « zakouskys » du drame qui est en train de se jouer dans son pays. Mais il se trompait lourdement : et nous tromperions encore plus - lorsqu'il expliquait à son hôte, qui ne demandait qu'à le croire, qu'une « solution satisfaisante » était en voie pour mettre sur pied « un Etat fédéral renoué ». Comme si un « centre » soviétique existait encore en URSS alors qu'il est tout aussi défunt que cette présidence tourmentée yougoslave, et laquelle certains feignent de croire, quelques jours seulement avant qu'une armée prétendument fédérale, mais en fait serbe, se mette en marche d'abord contre la Slovaquie puis contre la Croatie.

Constater un fait n'est pas l'approuver ou le désapprouver. C'est simplement le prendre en compte, sachant qu'il ne sert à rien de se vouloir aveugle. Ne serait-il donc pas temps d'ouvrir les yeux sur la situation qui est en train de se créer dans l'ex-Union soviétique ? De reconnaître que l'empire explose et de se demander s'il est encore possible de prévenir une déflagration qui serait meurtrière pour tous ? Il était encore possible de ne pas voir la réalité avant le putsch reté du mois d'août. Depuis, les événements se sont considérablement accélérés et avec eux l'effondrement de l'URSS.

An bord d'un abysse

Lorsqu'il s'adresse à un public soviétique, et non pas occidental, M. Gorbatchev est bien obligé d'ailleurs de reconnaître la réalité. C'est ainsi qu'il a affirmé, lundi 4 novembre, que l'URSS était « au bord d'un abysse politique et économique ». L'expression n'est pas excessive : alors qu'un vent de panique souffle sur une population qui se demande comment elle va passer l'hiver, qu'un billet de cent roubles n'est plus qu'un chiffon de papier et qu'un œuf est un don du ciel, les institutions centrales ne brossent que du vide.

On ne peut déjà plus, d'ailleurs, les qualifier de fédérales puisqu'elles n'ont pratiquement plus de pouvoir : le Conseil d'Etat, qui tient lieu d'exécutif, est paralysé par le droit de veto que détient chaque président de République qui veut bien participer à ses travaux, même chose pour le Comité économique interrpublicain ; quant au nouveau Soviet suprême, il est dépourvu de toute légitimité, ses membres ne procédant d'aucune élection mais étant désignés par des Républiques qui, de toute façon, décident que leurs lois l'emportent toujours sur la loi fédérale.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions, qu'aucune réforme économique ne puisse être engagée par un centre à l'agonie et que M. Boris Eltsine, après des semaines d'arbitrages, ait décidé de se consacrer à la révolution dans une seule République, la Russie. Il a porté ainsi un coup fatal à ce qui restait du « centre », notamment au traité d'union économique déjà signé par huit Républiques. Ce texte, il est vrai, évite soigneusement toutes les questions épineuses, comme le maintien d'une banque centrale, la répartition de la dette extérieure de l'ancienne Union et des futurs impôts, le financement du déficit budgétaire.

Conditionner les aides

En se jettant seul à l'eau, M. Eltsine n'a pas pu seulement le le nier, d'échouer et d'être balayé par une vague de jacqueries que s'empresseraient d'encourager en sous-main les revanchards du mois d'août. Il a aussi posé la Russie comme seule héritière légitime de l'ancienne Union. S'il ne l'a pas dit explicitement dans son récent discours prononcé le 28 octobre devant le Parlement russe, c'est tout simplement, révèle *Time* magazine, parce que le président Bush, auquel M. Eltsine avait fait parvenir la trame de son intervention, s'y est opposé. Sinon, M. Eltsine s'apprêtait à annoncer la mort de l'URSS et à déclarer la Russie protectrice des vingt-cinq millions de Russes qui vivent hors de son territoire. Une vraie bombe, dans le chaudron des nationalismes, qui aurait achevé de convaincre Ukrainiens, Moldaves, Caucasiens et autres habitants des Républiques d'Asie centrale que le nationalisme grand-russe est bien de retour.

Le fait que M. Eltsine ait accepté de se censurer ne change d'ailleurs pas grand-chose à l'avenir : toutes les Républiques de l'ex-empire se effient d'ores et déjà d'une Russie qui pourrait chercher dans le nationalisme un exutoire à sa débâcle économique. La disette aidant, les nostalgiques du national-communisme, les grands-russes fascisants, les militaires en déroute, pourraient se retrouver dans ce genre d'aventure.



Jamais, depuis longtemps, l'Europe n'aura connu une situation aussi dangereuse que celle qui s'installe à ses portes. La question yougoslave, par comparaison, pourrait un jour se révéler « simple », ainsi que l'a fait remarquer M. Gorbatchev. Mais on ne contrôlera pas la crise qui s'annonce - il ne peut s'agir à ce stade de la résoudre - en s'accrochant à l'idée d'un « centre » qui a vécu, en privilégiant l'acteur le plus impuissant de la tragédie. M. Gorbatchev a peut-être encore un rôle à jouer, mais ce n'est plus le premier ; ce ne peut être que celui d'un médiateur dans l'inévitable processus de décomposition qui

s'accomplit. « Aider M. Gorbatchev, aujourd'hui, ce n'est pas mettre à sa disposition des crédits dont il n'aurait pas l'usage ; c'est le convaincre que sa quête tragique d'une Union renouvelée est vaine. C'est convaincre Boris Eltsine, tant qu'il est temps et comme vient de le faire le président Bush, de ne pas jeter de l'huile sur le feu, de respecter les droits des minorités de Russie et de ne pas se lancer dans la fuite en avant du populisme et du pouvoir personnel ; c'est suggérer, lorsqu'un conflit interethnique menace de dégénérer, une méthode de médiation à la Badinter, sans attendre que les

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Condamnation de l'attentat contre l'ex-roi

La plupart des parties au présence dans la guerre civile qui ravage l'Afghanistan depuis treize ans ont condamné la tentative d'assassinat de l'ancien roi Zahir Shah, lundi 4 novembre à Rome. En particulier, les groupas islamistes du Peshawar et les commandants sur le terrain, pourtant très hostiles, pour le papier, à l'ex-souverain, ont dénoncé, de façon presque unanime, cet acte de terrorisme qui est « une insulte à la nation afghane ». Seule la faction la plus radicale, la Hezb-islami, dénonce une « pièce de théâtre » mise en scène par Moscou et Washington pour « attirer la sympathie » vers le monarque déchu. A Rome, cependant, les enquêteurs sont convaincus que l'auteur de la tentative d'assassinat n'est pas un Portugais né en Angola, comme son passeport l'indique. Son attitude, en effet, est celle d'un musulman de naissance, et non d'un converti. - (AFP, Reuters)

PHILIPPINES

770 morts à la suite d'un cyclone

770 personnes ont été tuées et au moins 1 800 autres étaient portées disparues après le passage du cyclone tropical Thelma, mardi 5 novembre, sur la centre des Philippines.

Le cyclone a balayé les îles de Leyte et Negros, avant de se diriger vers la mer de Chine du Sud. PÉROU : Recrudescence du terrorisme à Lima. - Des roquettes de fabrication artisanale ont été lancées, au petit matin du mardi 5 novembre, contre le palais présidentiel de Lima, juste derrière les appartements où vivent le chef de l'Etat, Alberto Fujimori, et sa famille. Deux policiers et une passante ont été grièvement blessés dans cet attentat, dont les auteurs semblent être les rebelles « guérilleros » du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Celui-ci a revendiqué le dynamitage, dans la nuit de lundi à mardi, d'une douzaine de banques, faisant six victimes. - (Corresp.)

La Passion du Futur

Georges Elgozy 1909-1989

Révisé par : Jean Bosquet, Paul Camous, François de Closets, Pierre Drouin, Paul Galt, André Hamberg, Raymond-François Leblond, Claude Mouton, André Pissarro, Jacques Pissarro, Jean de Roussy, François-Henri de Wicq.

Ce livre a le style de ce qu'il aimait faire jaillir au fil de son écriture ou de sa conversation : la liberté.

Le Monde

MEDIATIONS

كثير من الناس

EUROPE

YUGOSLAVIE : douzième « accord » de cessez-le-feu...

Les médiateurs européens pourraient ajourner la conférence de La Haye

Une atmosphère d'échec régnait à La Haye, mardi 5 novembre, à l'issue de la huitième session plénière de la conférence de paix sur la Yougoslavie. Huitième et probablement dernière avant longtemps : le président de la conférence, Lord Carrington, a fait dépendre la poursuite des discussions du respect d'un nouvel accord de cessez-le-feu... auquel lui-même ne croit guère. Si cette trêve, décidée par les belligérents, n'est pas « entièrement appliquée d'ici à vendredi matin 8 novembre », il « recommandera » aux ministres des affaires étrangères de la CEE, alors réunis à Rome pour le sommet de l'OTAN, d'ajourner sine die la conférence de La Haye.

LA HAYE

de notre correspondant

La conférence de La Haye a déjà de facto suspendu ses activités. Les trois groupes de travail, qui élaboraient les diverses propositions de règlement pacifique du conflit yougoslave, ont cessé de se réunir, et la plupart des diplomates européens impliqués dans le processus ont commencé à regagner leurs capitales d'origine dès mardi soir. A l'évidence, le scepticisme de Lord Carrington quant à l'efficacité du nouvel accord de cessez-le-feu (le douzième depuis le début de la crise...) s'est révélé contagieux. « Je doute que cette nouvelle tentative réussisse là où les autres ont échoué », a déclaré sans fioritures l'ancien secrétaire au Foreign Office, non sans avoir indiqué, pour le bon ordre, que les signataires de l'accord (le général Kadijevic, ministre fédéral de la défense, le général Tuss, chef d'état-major croate, et M. Suzac, ministre croate de la défense) l'avaient assuré qu'ils donneraient

des ordres « immédiats » pour son application « inconditionnelle ».

Pourquoi avoir convoqué les responsables militaires des deux camps avant même d'ouvrir formellement la séance de discussion politique, si la manœuvre était vouée à l'échec? Lord Carrington a expliqué sa démarche, menée conjointement avec le président en exercice de la CEE, M. Hans Van den Broek, par le souci de redonner un tant soit peu de crédibilité à la conférence : celle-ci a pour but de trouver une solution pacifique à la crise, mais elle n'est qu'une « farce » tant que les violences continuent. En mettant de façon aussi claire les protagonistes au pied du mur, la présidence de la conférence cherche également à leur faire endosser la responsabilité de l'ajournement éventuel, voire probable, du processus de paix.

« Désigner

les responsables »

La menace brandie par Lord Carrington illustre aussi la lassitude des médiateurs européens que leur impuissance, sinon leur échec. Convoquée début septembre en dépit de la violation constante des premiers accords de cessez-le-feu, la conférence aurait, croyaient-ils, des vertus apaisantes. « Les armes parlent toujours, mais elles ne nous réduisent pas au silence », déclarait ainsi le ministre néerlandais des affaires étrangères au nom des Douze. Mais, s'ils suivent vendredi la voie de la rupture qu'est prêt à préconiser Lord Carrington - qui n'a jamais fait mystère de ses doutes quant aux chances de succès de négociations menées sur fond de combats - les pays de la Communauté européenne effectueront un virage à 180 degrés.

La décision d'ajourner la conférence ne serait pas, toutefois, dénuée de toute cohérence : elle interviendrait, en effet, deux jours avant l'expiration du délai d'un mois fixé le 10 octobre à la Croatie, à la Serbie et à l'armée fédérale pour faire appliquer un véritable cessez-le-feu et jeter les bases d'un règlement politique. Cet ultimatum

avait alors été interprété comme une menace voilée des Douze de mettre fin à leur médiation et d'examiner, dans la foulée, la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie indépendantes. Cette dernière question pourrait d'ailleurs être évoquée, dit-on, à Rome. Celle des sanctions contre la ou les parties refusant de coopérer à la solution pacifique du conflit le sera sans aucun doute aussi. Lord Carrington, pour sa part, s'est refusé à préciser s'il ferait, vendredi, des recommandations en ce sens. Il a simplement indiqué qu'il « désignerait les responsables » du non-respect du cessez-le-feu et que les ministres européens « devraient agir en conséquence ».

Les Douze risquent d'être confrontés à un sérieux problème. Le « paquet » de mesures restrictives qu'ils ont arrêtées lundi à Bruxelles vise au premier chef la Serbie, « sommée » d'accepter la troisième version du modèle de règlement politique proposé par les médiateurs européens. Mais le président serbe, M. Slobodan Milosevic, tacticien roué, n'a osé acquiescer sans réserves ni repoussé catégoriquement le texte.

Un amendement serbo-monténégrin

Celui-ci, substantiellement retouché depuis la dernière séance plénière, propose toujours que les deux camps, la Serbie et la République serbo-monténégrine, « acceptent une association libre de Républiques souveraines et indépendantes », mais il prévoit désormais une intégration « à la carte » aux plans politique et économique. Ainsi les Républiques le souhaitant pourraient-elles constituer un « Etat commun » ; la coopération économique ne serait plus seulement organisée selon les principes de l'économie de marché, mais également selon « d'autres formes » de propriété ; les Républiques pourraient choisir de créer entre elles soit une union douanière, soit un marché unique. Moins monolithique que les précédents, ce nouveau plan européen était destiné à amadouer la Serbie, à laquelle une der-

nière concession importante était faite : l'article prévoyant le retour à l'autonomie des provinces « annexées » du Kosovo et de la Voïvodine a été supprimé.

M. Milosevic ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Il n'a pas opposé son veto formel à la proposition européenne, admettant même que la possibilité d'un « Etat commun » à plusieurs Républiques représentait « un progrès ». Mais le leader serbe veut davantage : avec le président du Monténégro, M. Bulatovic, il a ainsi proposé une nouvelle rédaction de cette disposition, aux termes de laquelle « les Républiques égales et les nations désirant rester en Yougoslavie » auraient le droit de former un Etat. Le but de la manœuvre est double : assurer la pérennité de la Yougoslavie en tant qu'Etat, et permettre aux Serbes de Croatie désignés sous le vocable de « nation » de se rattacher à cette entité.

Le texte de l'amendement serbo-monténégrin n'a pas recueilli l'unanimité, pas plus d'ailleurs que le texte initial des Européens. Ce dernier, a-t-on appris de source diplomatique après la clôture de la conférence, a même été rejeté par la Croatie (sans doute hostile aux petits pas effectués par les médiateurs européens en direction de la Serbie) qui craignait, entre autres, d'être spoliée au cas où l'héritage de la Yougoslavie reviendrait au nouvel Etat formé autour de la Serbie.

Les Douze jugeront-ils, vendredi, que la Serbie s'est montrée trop exigeante ou qu'elle a joué le jeu des négociations? Un diplomate estimait mardi soir qu'il serait « difficile » de prendre des sanctions sur la base du déroulement des négociations de La Haye. Interrogé sur cette éventualité, M. Milosevic a estimé que la CEE, dont la mission était de « chercher une solution acceptable par tous », n'était pas habilitée à prendre des mesures et que « l'opinion internationale ne comprendrait pas que soit sanctionné un pays qui refuse de s'autodéfinir ».

CHRISTIAN CHARTIER

Pour la première fois, la guerre a touché le territoire serbe

Pour la première fois, la guerre vient de toucher directement le territoire serbe. Après le bombardement de la ville de Sid, située à une centaine de kilomètres à l'ouest de Belgrade, le long de la frontière croate, la radio et la télévision de Belgrade ont annoncé, dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 novembre, que la petite agglomération d'Apatin, sur la rive serbe du Danube, avait été soumise à de violents tirs de mortier provenant de la région d'Osijek, en Croatie. Aucun bilan n'a été communiqué ; toutefois, la radio a fait état d'importants dégâts matériels.

BELGRADE

de notre correspondant

C'est quelques instants seulement avant l'ouverture de la nouvelle session de la conférence sur la Yougoslavie, à La Haye, mardi matin, que la Serbie a subi la première attaque sur son territoire depuis le début du conflit. Selon l'agence Tass, les forces croates ont bombardé Sid au mortier. Cette petite ville de Voïvodine, limitrophe de la Croatie, était devenue, ces derniers mois, le point de rassemblement des convois militaires acheminant des renforts de l'armée fédérale vers les zones de combat de Croatie. Elle était, par ailleurs, l'une des principales voies d'évacuation des réfugiés serbes et de blessés. Une trentaine de projectiles ont endommagé la zone industrielle, des quartiers d'habitation ainsi qu'un village voisin. Selon les autorités militaires, il semblerait que les tirs provenaient de Nijemci et de Lipovec, deux villages de Slavonie orientale sous contrôle croate. Le bilan provisoire de cette première opération contre la Serbie est de quatre morts et treize blessés, dont quatre militaires.

Le vice-ministre croate de la défense, M. Ivan Miles, a formellement démenti ces informations. Affirmant que les forces armées croates n'avaient pas bombardé Sid, il a souligné que « la Croatie est agressive et ne mène qu'une guerre défensive ». Cette nouvelle a pour

objectif, selon M. Miles, « de provoquer la panique au sein de l'opinion publique serbe, de combattre les désertions et de préparer le peuple serbe à la mobilisation générale pour une guerre contre la Croatie ». Selon la télévision de Zagreb, les autorités militaires croates de la région assurent que les Serbes ont eux-mêmes tiré sur Sid. De son côté, le gouvernement de Serbie a accusé les forces croates de vouloir étendre les combats à la Serbie et a demandé à la présidence collégiale yougoslave (réduite au Monténégro et à la Serbie) de prendre des mesures « énergiques ». Quant au gouvernement de Serbie, il prendra « toutes les mesures nécessaires pour défendre son territoire et la population de la République ».

Bien que le communiqué du gouvernement serbe ne fasse pas allusion à un décret de mobilisation générale, on estimait, mardi soir à Belgrade, que cette mesure était très probable. En effet, le Parti socialiste (« communiste »), au pouvoir, a qualifié « le bombardement contre la population civile de Sid d'acte de barbarie », et estimé que « le seul moyen de mettre un terme à cette guerre était de briser définitivement les formations paramilitaires croates ». Le Parti communiste - mouvement pour la Yougoslavie - exige, pour sa part, que la présidence yougoslave proclame l'état de guerre et décrète la mobilisation générale. Pour le vice-président du gouvernement de Serbie, M. Budimir Kostic, qui s'est rendu mardi après-midi à Sid, « la Serbie est en danger... et si les Serbes ne se préparent à se défendre, ils risquent d'être menacés sur l'ensemble du territoire de la Serbie ».

Au lendemain de la dernière session de la conférence de La Haye, la Yougoslavie semble plus près de la guerre totale que d'un compromis politique. Après l'attaque contre Sid, qui a choqué l'opinion serbe et a été ressentie à Belgrade comme un acte d'agression, la Serbie pourrait justifier une nouvelle offensive en Croatie avec le soutien des réserves, qui répondraient jusqu'à présent difficilement aux ordres de mobilisation. Sans compter que, du côté croate, le bilan de la guerre est certes estimé que le règlement de la crise se trouve désormais sur le champ de bataille.

FLORENCE HARTMANN

PROCHE-ORIENT

JORDANIE : après la création d'un Etat dans les territoires occupés

Le roi Hussein envisage toujours une confédération jordanienne-palestinienne

Une conférence sur les droits des Palestiniens s'est tenue à Tunis

de notre correspondant

Une conférence internationale pour « la défense des droits du peuple palestinien » s'est réunie du 3 au 5 novembre, à Tunis, à l'initiative de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH). Dans un appel solennel, les participants ont déclaré que « dans l'attente de voir le peuple palestinien jouir de tous ses droits, il importe de lui assurer des maintenant la protection internationale dans les territoires occupés ». A Madrid, le chef de la délégation palestinienne avait demandé que la Cisjordanie et le territoire de Gaza soient placés sous tutelle internationale.

Lors de la séance d'ouverture de ses travaux, auxquels participaient toutes les ligues maghrébines des droits de l'homme et leurs homologues jordanienne et libanaise, M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, avait dressé le bilan de l'intifada depuis son déclenchement en décembre 1987, faisant état de deux mille morts, quatre-vingt-douze mille blessés et de quatre-vingt-neuf mille arrestations. Soulignant la nécessité d'organiser de telles assises après la conférence de Madrid, le Dr Moncef Marzouki, président de la LTDH, nous a dit : « Les Palestiniens se sont présentés nus à Madrid. Il était donc de notre devoir de nous mobiliser pour les soutenir dans une période aussi difficile ».

M. D.

Victoire de l'OLP aux élections à la chambre de commerce de la bande de Gaza. - Les candidats de l'OLP ont remporté lundi la plupart des sièges aux élections à la chambre de commerce de la bande de Gaza, a-t-on appris, mardi 5 novembre, de source palestinienne. Les nationalistes ont obtenu 13 sièges, tandis que les islamistes du mouvement Hamas n'en ont obtenu que trois. - (AFP)

En ces premiers jours de l'après-Madrid, le roi Hussein de Jordanie semble heureux. A l'âge de cinquante-six ans, dont « trente-huit de service actif » - une formule qu'il affectionne - le souverain a rarement paru aussi confiant en l'avenir. Détendu et souriant, il recevait mardi 5 novembre une douzaine de journalistes européens invités par les Nations unies, dans ses appartements privés, sur la plus verdoyante des collines d'Amman.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Pour la première fois peut-être, depuis le début de son long règne tumultueux, le souverain hachémite croit aux chances de la paix et le dit. En compagnie de son épouse, la reine Noor, qu'il prend à témoin du regard, de temps à autre, Hussein souligne les acquis - et salue les promesses - de cette conférence israélo-arabe qu'il tient pour « magistrale ».

« Nous sommes à mille lieues, dit-il, d'où nous étions avant que ne s'enclenche le processus qui nous a conduits à Madrid. Je suis très heureux qu'après toutes ces années le problème palestinien reçoive enfin l'attention qu'il mérite. Plus généralement, nous vivons un moment excitant, le début d'une ère nouvelle où les vieilles barrières mentales pourront s'effondrer, où les craintes, les doutes et les soupçons pourront se dissiper. (...) Je suis fier que la Jordanie participe activement à ce processus. Nous sommes pleinement engagés au service d'une paix juste et durable. Les peuples de la région se sentent concernés.

Ils entendent pour la première fois la possibilité d'un monde complètement différent de celui où ils vivaient. L'écroulement de la Jordanie sous l'occupation israélienne que les progrès se poursuivent ».

Riches en malentendus, en ruptures, voire en drames - tel le sanglant affrontement de Septembre noir (1970) - les relations entre Amman et l'OLP sont aujourd'hui aussi sereines que possible. En renouant, pendant l'été de 1988, à toute souveraineté sur la Cisjordanie, le roi Hussein avait rendu possible l'étroite coopération politique jordanienne-palestinienne scellée avant Madrid.

Double nationalité

« La délégation conjointe que nous avons envoyée à la conférence a très bien fonctionné. Je suis heureux de m'être un peu plus rapproché des Palestiniens, et de défendre leur cause ». Pour le roi Hussein, il va de soi que l'évacuation par Israël des territoires occupés, selon l'interprétation communément admise de la résolution 242 du Conseil de sécurité, doit permettre, le jour venu, l'avènement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ensuite, prédit le souverain, « la mise sur pied d'une confédération jordanienne-palestinienne sera une très forte possibilité ». Et pourquoi les Palestiniens, suggère-t-il, ne pourraient-ils pas alors une « double nationalité », de même qu'aujourd'hui un juif peut être à la fois citoyen israélien et américain?

Et Jérusalem? Pendant longtemps, la reconquête de la mosquée El Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam - où son grand-père Abdallah avait été assassiné sous ses yeux en 1951 - justifiait, à elle seule, dans l'esprit du roi Hussein,



Le roi Hussein

qu'il continuât de revendiquer la Cisjordanie perdue en 1967.

Consentant, comme toutes les parties au conflit, que le sort de Jérusalem ne pourra être réglé qu'en tout dernier ressort, le souverain se garde, à ce stade, de proposer une solution. Il estime seulement que le destin de la ville sainte devra se jouer « au-delà des considérations politiques », que celle-ci devra « représenter l'essence, le symbole de la paix ».

Le roi souhaite non seulement que les négociations bilatérales entre Israël et les délégations arabes débutent « très bientôt » mais aussi qu'elles se déroulent parallèlement aux discussions multilatérales entre tous les pays de la région. « Il y a quelque temps, explique-t-il, je pensais que ces dernières ne devraient s'ouvrir qu'une fois le processus de paix largement engagé. Maintenant je crois que les deux séries de pourparlers doivent

être menées simultanément. En effet, les négociations régionales seront un stimulant supplémentaire. Elles permettront à chacun d'anticiper, d'imaginer l'avenir commun, de songer, au-delà des difficultés du moment, à ce que pourrait être le Proche-Orient, une fois la paix revenue ».

Un échec serait un désastre

« Il y aura, poursuit le roi, tant de problèmes à résoudre. Nous devons partager les ressources en eau, préserver les sources d'énergie, protéger l'environnement, et nous débarrasser des armes de destruction massive. Seule la paix permettra de s'atteler à toutes ces tâches. Nous n'avons pas d'autre choix. Nous avons perdu tellement de temps et d'argent à nous battre. La région a besoin de sécurité et de stabilité. Mais la vraie paix va au-delà de la simple sécurité. Elle suppose que disparaissent la peur dans les esprits et les cœurs ».

Le souverain convie que le processus « exigera beaucoup d'efforts » et « sera long » mais, espère-t-il, « pas trop long tout de même ». Et si, par malheur, l'échec survient, tout ou tard? « Cela encouragerait surtout les extrémistes. Ce serait un désastre pour les prochaines générations. Et cela, nous ne pouvons pas nous le permettre. Je ne veux pas minimiser le danger que représentent les extrémistes, toujours prêts à nous, pour faire obstacle à la paix, des alliances contre nature. Il existe des gens qui ont beaucoup de mal à s'adapter aux réalités, à abandonner leur rêve. Mais j'ai confiance ».

Sans doute le roi songe-t-il, en disant cela, à ses propres opposants. Il y a un mois, les Frères musulmans, hostiles au processus de paix, ont conduit au sein du Par-

lement (en vacance jusqu'au 1^{er} décembre) une alliance de circonstance avec des nationalistes arabes et un groupe de conservateurs, mécontents d'avoir été mis à l'écart, en demandant la démission du premier ministre d'origine palestinienne, M. Taysir El Masri. Ces turbulences ont le rançon de la démocratisation du royaume, en cours depuis les élections législatives de novembre 1988.

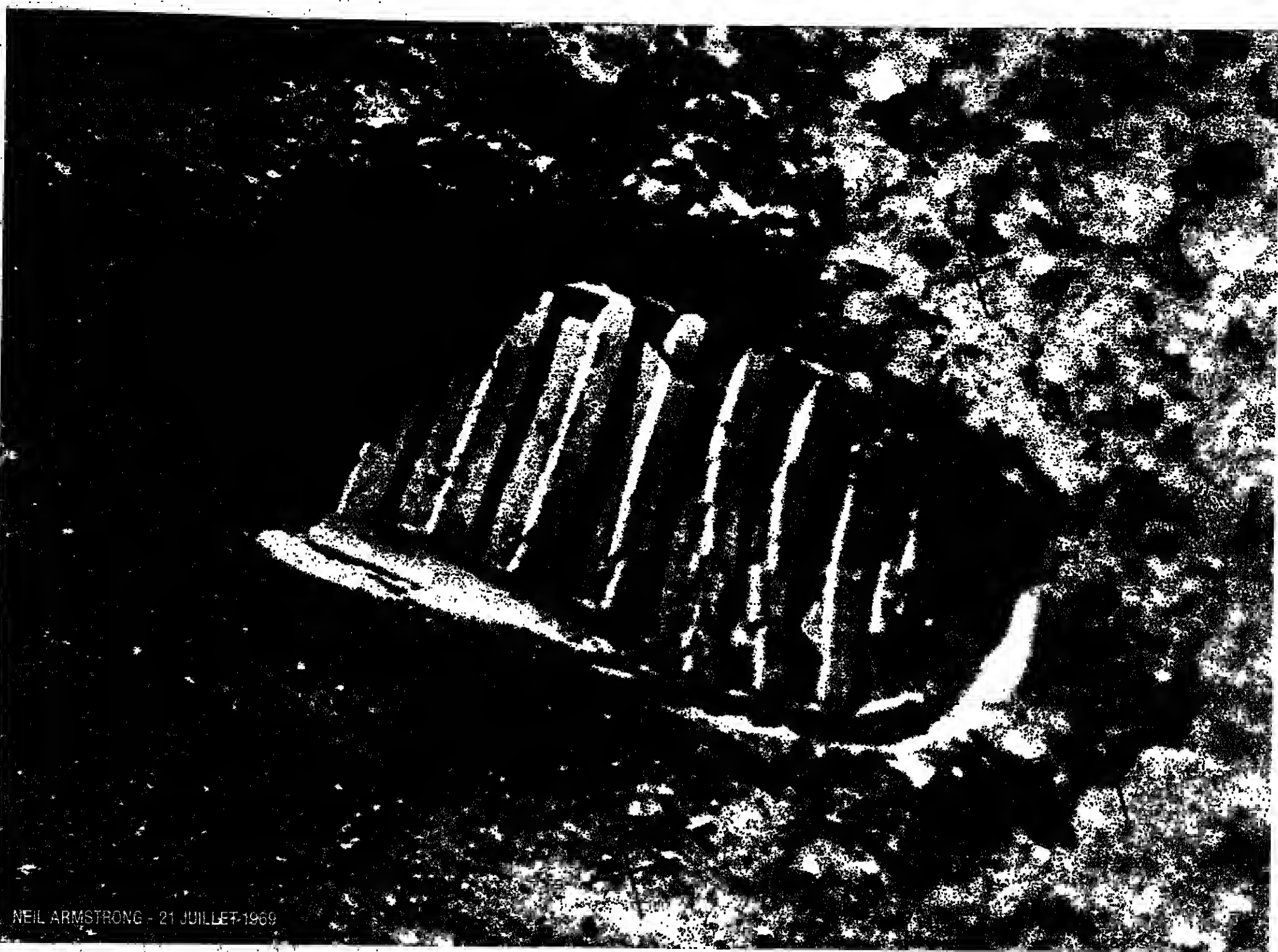
Paix dans la région, démocratie chez soi : ce pourrait être la devise du monarque hachémite. Cette double aspiration, Hussein dit la partager avec les Palestiniens. « La démocratie et le pluralisme sont un grand défi. Je souhaite que les Jordaniens et les Palestiniens puissent en donner le modeste exemple. » Révent de démocratie pour ses voisins et évoquant son récent discours devant le Parlement européen, il ajoute : « J'ai été ému d'y prendre la parole, mais aussi un peu triste. J'espère qu'un jour, assez proche, je pourrai m'adresser à un Parlement arabe... »

JEAN-PIERRE LANGELLIER

ISRAËL : premier vol direct d'Aéroflot pour les immigrants juifs soviétiques. - Le premier vol direct d'Aéroflot transportant des émigrés juifs soviétiques en Israël est arrivé, mardi 5 novembre, à Tel-Aviv avec 125 personnes à bord, a annoncé la Radio israélienne. L'URSS, après avoir rompu ses relations diplomatiques avec Israël lors de la guerre de six jours en 1967, a rétabli les liens directs entre les deux pays. Israël s'attend à accueillir environ un million de juifs soviétiques en cinq ans. - (Reuters)

هكذا من الأصل

DANS LA VIE, IL Y A TOUJOURS EU LES PREMIERS ET LES AUTRES.



NEIL ARMSTRONG - 21 JUILLET 1969

Partout dans le monde, la Visa Premier,
c'est 320 000 guichets bancaires et 80 000 distributeurs Visa.
Retrait de 10 000 francs par semaine en monnaie locale.

PREMIER VISA



Assurance, assistance médicale pour toute votre famille
et envoi d'une carte de dépannage en 48 heures
en cas de perte ou de vol à l'étranger.
Accueil privilégié dans les plus grands hôtels.
Ne soyez pas le dernier à avoir une Visa Premier.

VISA PREMIER.
SOYEZ PREMIER PARTOUT.

مكتبة من الكتب

première fois, la guerre
sur le territoire serbe

rdano-palestiniens

CALLEGARI BERVILLE PHOTOGRAPHES

هذا من اصل

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après la grève générale

Les syndicats menacent le gouvernement d'autres démonstrations de force

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), qui avait appelé, lundi 4 et mardi 5 novembre, à la grève générale pour protester contre l'instauration d'une TVA et exiger d'être associé aux restructurations économiques du pays, a menacé le gouvernement d'autres démonstrations de force s'il n'était pas consulté sur le prochain budget. M. Jay Naidoo, le secrétaire général du COSATU, a affirmé mardi que le gouvernement devait « gérer l'entrée en vigueur de la TVA et accepter l'idée de négocier » avec l'ensemble de la société sud-africaine.

La grève a été massivement suivie à travers tout le pays (le Monde du 6 novembre). Selon la puissante confédération syndicale et les organismes patronaux, entre 80 % et 100 % des salariés ne se sont pas rendus à leur travail, que ce soit pour montrer leur soutien au

COSATU, par empêchement pour des raisons pratiques ou parce qu'ils ont cédé à l'intimidation. L'alliance du COSATU, du Congrès national africain (ANC) et du Parti communiste (SACP) devait se réunir mercredi pour décider, « à la lumière des deux jours de grève », de la voie à suivre dans les « futures négociations macro-économiques » et de leur « politique commune » en prévision de la conférence multipartite qui devrait être organisée d'ici à la fin de l'année.

Le président Frederik De Klerk a manifesté mardi sa désapprobation face à un mouvement de grève qui n'aurait « jamais dû avoir lieu ». Deux autres mineurs ont été tués au cours d'affrontements sur des sites aurifères, près de Carltonville, ce qui porte à une vingtaine le nombre de décès liés plus ou moins directement à l'organisation de la grève générale. Dans la cité noire de Daveyton, à l'est de Johannesburg, la police a tué un manifestant noir et en a blessé cinq autres.

FREDÉRIC FRITSCHER

DJIBOUTI : selon un rapport d'Amnesty International

Près de trois cents personnes ont été torturées en un an

Amnesty International a rendu public, mercredi 6 novembre, un rapport éloquent sur la situation des droits de l'homme à Djibouti, en appelant le gouvernement à mettre un terme à la torture et à la détention arbitraire d'opposants politiques.

« Ils m'ont enfoncé par terre et m'ont enfoncé une bouteille dans l'anus. Ils m'ont forcé à m'asseoir dessus, comme ils ont vu du sang couler. Ils ont voulu l'uriner. La bouteille ne voulait pas et ils ont été obligés de casser le fond pour laisser partir l'urine. » Ce témoignage, parmi des dizaines d'autres, a été recueilli auprès d'un détenu djiboutien en avril dernier, par une délégation d'Amnesty International.

Au terme de sa mission sur place, l'organisation estime que quelque trois cents personnes, appréhendées au cours d'arrestations massives en 1990 et 1991, ont été torturées, suspendues pieds et poings liés à une barre fixe, rouées de coups, brûlées avec des cigarettes ou victimes de décharges électriques. Dans ce premier rapport important sur Djibouti, Amnesty affirme que plus de deux cents membres d'un clan somali ont été arrêtés, puis systématiquement torturés à la suite de l'attentat contre le Café de Paris, qui avait fait un mort - un Français - et quatorze blessés le 27 septembre 1990.

Cadavres découverts

En janvier dernier, la police a également interpellé une cinquantaine d'Africains dont l'ancien président Ali Arif Bourhan, son neveu M. Arif Mohamed Arif et Mohamed Daoud Chehou, directeur au ministère des finances, accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat.

Au moins treize de ces personnes ont été torturées pendant leur garde à vue, et une vingtaine sont toujours incarcérées, selon l'organisation, pour laquelle Ali Arif Bourhan et les autres personnes arrêtées dans le cadre de cette affaire sont détenus en raison de leur opposition au gouvernement, plutôt que sur preuve de leur participation à des actes de violence. L'organisation a demandé au

gouvernement djiboutien, en septembre, d'adopter une série de mesures afin de protéger les droits de l'homme. Elle n'a reçu une réponse que mardi, le gouvernement niant que la torture soit systématiquement pratiquée mais s'engageant à suivre les recommandations qui lui étaient soumises.

De nouveaux éléments sont venus renforcer les conclusions de la délégation depuis sa visite : le 19 septembre, au moins dix personnes sont mortes d'étouffement dans la cellule surpeuplée d'un commissariat de police de la capitale. Amnesty International ne fait pas état d'une autre affaire, en septembre, la découverte, dans des sacs poubelles, d'une dizaine de cadavres décapités. Après avoir signalé le fait à Paris, les instructeurs français de la gendarmerie de Djibouti avaient reçu l'ordre du ministère de la coopération de cesser leur travail. Vingt-quatre heures plus tard, un contre-ordre leur parvenait. Entretemps, le gouvernement djiboutien avait promis aux autorités françaises de faire la lumière sur cette affaire.

■ MAROC : Rabat annonce la mort d'un étudiant après les affrontements d'Oujda. L'agence officielle marocaine MAP a annoncé, mardi 4 novembre, qu'une intervention de la police à la suite des affrontements de la mi-octobre à l'université d'Oujda avait permis de découvrir la mort d'un étudiant d'extrême gauche. Le journal d'opposition *El-tihad el-ichiroki* avait fait état lundi de trois morts (le Monde du 6 novembre). - (AFP)

■ Vingt-six pays africains s'engagent à « améliorer l'efficacité » de leurs administrations. - Vingt-six pays africains, francophones pour la plupart, ont adopté mardi 5 novembre une résolution, baptisée « Initiative de Concorde », pour affirmer leur volonté commune « d'améliorer l'efficacité et la crédibilité des administrations ». Ce texte a été approuvé à l'issue d'une réunion, dans la capitale béninoise, des ministres de la fonction publique de ces pays et de la France. - (AFP)

DIPLOMATIE

Débat sur le droit d'ingérence à l'Assemblée générale de l'ONU

La Communauté européenne propose la création d'un poste de sous-secrétaire général chargé de l'aide humanitaire

Au cours des débats à l'Assemblée générale de l'ONU concernant une meilleure coordination des actions humanitaires, la Communauté européenne a proposé la création d'un poste de sous-secrétaire général des Nations unies chargé de la coordination de l'aide humanitaire.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Le débat relatif à l'aide humanitaire internationale, qui s'est tenu, lundi 4 et mardi 5 novembre, au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, suscite bien des inquiétudes. L'« ingérence humanitaire » des Nations unies en faveur de la population kurde de l'Irak, organisée sans le consentement de Bagdad, semble, en effet, avoir changé la nature du débat en lui donnant une tonalité nettement plus politique. Les pays en développement et la Chine craignent que l'idée du renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et la nomination d'un coordonnateur ne soient qu'une « manœuvre de plus » pour accroître le droit d'ingérence dans les pays souverains.

Ce débat, qui s'est achevé mardi 5 novembre, a tourné autour des propositions de la Communauté européenne en faveur de la création d'un poste de sous-secrétaire général de l'ONU, « coordonnateur suprême » de l'aide humanitaire internationale. Ces propositions ont été faites à la suite des critiques des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur l'inefficacité des Nations unies au moment de l'exode de la population kurde irakienne. La proposition de la CEE, ainsi qu'un rapport du secrétaire général des Nations unies, sont articulés autour de trois points essentiels : la nomination d'un coordonnateur des actions humanitaires avec le titre de sous-secrétaire général ; la création d'un fonds d'urgence qui disposerait en permanence de 50 millions de dollars ; la mise en place d'un « comité d'urgence » coordonnant l'ensemble du travail des agences spécialisées de l'ONU et des organisations non gouvernementales.

Le rôle du coordonnateur serait de recevoir les premières informations sur une catastrophe et d'en assurer la synthèse ; d'harmoniser l'action des agences et de lancer un appel aux pays donateurs. Il ferait appel aux moyens humains et matériels des

agences des Nations unies et, enfin, entrerait en contact avec les autorités du pays victime de la catastrophe. Bien que l'on s'accorde à dire que le travail des agences humanitaires doit être plus efficace, l'idée d'un « *co-ordinator suprême* » n'est pas sans susciter l'inquiétude.

Le respect des souverainetés

M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, s'est efforcé de désamorcer les craintes : « Qu'on ne s'y trompe pas, a-t-il dit, l'action humanitaire est respectueuse de la souveraineté et des compétences nationales ; elle ne saurait en aucune façon intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale. » Il a également défendu le principe de « *subsidiarité* » déjà exprimé par l'Assemblée générale dans deux résolutions antérieures. Selon lui, « en vertu de ce principe, c'est à l'Etat territorial que revient le rôle primaire dans la mise en œuvre de l'assistance humanitaire ». Il a rappelé qu'au cours des deux dernières décennies les catastrophes naturelles ont fait près de trois mil-

lions de morts et huit cents millions de sans-abri, essentiellement dans le tiers-monde.

Mais ce discours, comme celui d'autres délégués européens, n'a pas apaisé les inquiétudes de plusieurs pays. « Au fond, ils ont raison », observe un diplomate qui demande l'anonymat, « si on regarde bien, ce sont les pays dictatoriaux qui sont hostiles au renforcement de l'aide humanitaire car ils savent qu'ils auront de plus en plus de mal à réguler l'aide internationale ». Il ajoute : « L'idée d'un coordonnateur qui imposerait la volonté internationale fait trembler les dictateurs. »

Les réticences concernent également des agences mêmes des Nations unies. Les « *grandes hermines* » humanitaires (UNHCR, UNICEF et HCR) sont pour le moment libres de leurs actions. Certains responsables de ces agences n'ont « nullement envie », pour reprendre la formule de l'un d'entre eux, « de se retrouver tout d'un coup avec un supérieur ». Les candidats au poste proposé sont nombreux. M. Bernard Kouchner est sur les rangs ? « Non, dit-il fermement, mais je serais un bon candidat. »

ASFANÉ BASSIR POUR

Le réaménagement de l'alliance atlantique

Suite de la première page

L'administration américaine d'aider les pays de l'Est, le plan de désarmement présenté en septembre par M. George Bush bouleverse virtuellement des données stratégiques considérées jusqu'à présent comme intangibles, notamment quant au rôle à venir de la dissuasion nucléaire ; en proposant à l'URSS une coopération dans le domaine anti-missiles, il plante même des jalons pour un système de sécurité future qui n'a plus rien à voir avec la bi-polarité est-ouest.

Les relations avec les pays de l'Est

Mais on n'en est pas encore là. Le vieux système a encore de beaux restes, le désarmement n'est pour une large part qu'un projet, la situation dans l'ex-Union soviétique est toujours en mouvement, et on ne saurait jurer de la façon dont elle finira par se stabiliser. Comment, dans ces conditions, bâtir une nouvelle stratégie et réorganiser conséquemment un dispositif militaire ? Les responsables de l'OTAN qui planchaient depuis le sommet de Londres sur une redéfinition du « concept stratégique » de l'alliance vont remettre leur copie à Rome.

Mais on convient qu'elle est déjà obsolète. Quant aux plans de réorganisation concoctés par les instances militaires de l'alliance (unités multinationales, force de réaction rapide, etc.), qui auraient dû recevoir la bénédiction des chefs d'Etat et de gouvernement, ils ne sont pas même écrits à l'ordre du jour. Rome sera à nouveau un sommet de transition, un sommet d'attente.

Les questions d'ordre purement politique donneront lieu à débat mais sans doute pas aux affrontements qui s'annoncent. Les rapports franco-américains se sont visiblement détendus depuis quelques semaines, et l'Allemagne n'y est sans doute pas pour rien. En gros, la

question est de savoir si les Etats-Unis qui s'apprêtent à signer officiellement leur présence militaire en Europe dans les années à venir (on estime maintenant qu'ils laisseront à terme moins de 50 000 hommes), peuvent légitimement conserver via l'OTAN un pouvoir hégémonique sur les questions de sécurité concernant le Vieux Continent, ou bien si les Européens, qui ont récemment de l'Union européenne, peuvent prétendre à une certaine autonomie.

Cette lutte pour le pouvoir, pour une mise à jour de la relation transatlantique, aurait dû porter sur deux points à Rome : d'une part sur le projet de l'OTAN de développer des relations avec les pays de l'Est, c'est-à-dire de se doter d'une fonction politique nouvelle par rapport à sa vocation initiale ; d'autre part sur la façon dont il serait fait référence, dans les documents du sommet, au projet européen.

L'inquiétude de la France était aussi, il y a quelques mois, que, en adoptant certaines dispositions d'ordre strictement militaire (comme la création d'une Force de réaction rapide par exemple), l'OTAN ne coupe l'herbe sous le pied des Européens et ne vide pour longtemps de toute substance une éventuelle « *politique commune* » européenne de défense ; il est dit, dans de telles circonstances, quasiment impossible d'en faire adopter le principe par les douze au Conseil européen de Maastricht dans un mois.

De Vancouwer à Vladivostok

Seule la question des relations avec les pays de l'Est figure finalement à l'ordre du jour du sommet de Rome, dont elle devrait être l'un des thèmes dominants. Début septembre, M. Baker et Genscher proposaient de consacrer à leurs alliés d'Europe centrale les rapports de l'OTAN avec les anciens membres du pacte de Varsovie et de créer avec eux une instance de concertation au niveau ministériel, le « Conseil de coopération de l'Atlantique nord », lequel Atlantique nord inclut deux désormais de Vancouwer à Vladivostok.

Il s'agissait de répondre à la demande pressante que trois pays d'Europe centrale (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne) adressent à l'OTAN, un peu comme à la CEE, en faisant valoir en l'occurrence l'inconfort du « vide de sécurité » dans lequel les laisse la dissolution du pacte de Varsovie. Il s'agissait aussi pour les Américains de donner à l'OTAN une fonction plus politique pour la pérenniser alors que sa fonction strictement militaire va devenir moins érucolée. C'est dire que la France voyait le projet d'un mauvais oeil. Il fut sur le moment assez gêné que M. Genscher s'y soit prêt. « L'OTAN ne doit pas se transformer en un directeur des affaires du monde », disait au lendemain de l'initiative germano-américaine M. Roland Dumas.

« On cherche à la faire survivre en la mettant à toutes les sauces », disait pour sa part un proche du président en faisant remarquer qu'une instance existe déjà pour traiter des questions de sécurité au

niveau paneuropéen : la CSCE, où les Etats-Unis n'ont exercé pas la même hégémonie que dans l'OTAN.

Dire non à cette proposition eût été cependant pour la France avoir une fois de plus à l'égard des pays d'Europe centrale un mauvais rôle, qu'elle n'a déjà que trop assumé à propos de l'élargissement de la CEE. Elle ne le fera pas. Le ton a totalement changé à Paris, et le porte-parole de l'Elysée affirmait mardi que « la France est très favorable à cette initiative » à condition que les choses se fassent « dans la clarté ».

Le président Bush lui-même a déjà fait une partie de ce travail de clarification en expliquant à Vladivostok, qu'il recevait récemment, à Washington, que l'OTAN n'est pas disposée à offrir à la Hongrie, à la Pologne et à la Tchécoslovaquie la garantie formelle de sécurité qu'elles réclament, ni à leur faire offrir, même par la petite porte, dans l'OTAN. Les Britanniques, très sensibles pour leur part aux risques de dilution que comporte pour l'OTAN une ouverture vers les pays de l'Est, ont aussi contribué à fixer les limites de la proposition germano-américaine.

La France a obtenu, d'autre part, que le rôle de la CSCE soit réaffirmé dans le communiqué final du sommet. Elle a surtout reçu l'assurance que la question de l'« identité européenne de défense » ne serait pas inscrite à l'ordre du jour à Rome, ce qui l'aurait incitée, sans doute à plus de souplesse sur le sujet précédent.

L'armée européenne n'est pas pour demain

Le document de Rome devrait se borner à renvoyer, à propos de l'identité européenne de défense, à un texte adopté en juin dernier à Copenhague par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, texte assez indigeste dont les participants peuvent faire des lectures contradictoires. La France en retient pour sa part un morceau de phrase qui dit : « *reconnaissant qu'il appartient aux alliés européens concernés de décider des dispositions nécessaires à l'expression d'une politique étrangère et de sécurité et d'un rôle de défense commun au niveau de l'Europe*. » C'est tout ce que voulait Paris : que l'OTAN reconnaisse à la Communauté une compétence pour traiter de ses propres affaires de sécurité.

C'est le principe que la France veut voir inscrit le mois prochain dans le texte constitutif de l'Union politique européenne, principe dont il ne sera tiré dans l'immédiat aucune conséquence opérationnelle. Pas plus que Rome ne réorganisera le dispositif militaire de l'OTAN, Maastricht ne proclamera l'avènement d'une « *armée européenne* ».

Adapter au nouveau contexte

La lettre commune adressée par MM. Kohl et Mitterrand à leurs partenaires, le 17 octobre, a en tout cas apparemment contribué à détendre l'atmosphère, sinon avec Londres du moins avec Washington, sur ce sujet. Elle insiste fortement sur l'idée que le projet européen en matière de défense ne doit pas affaiblir l'OTAN mais au contraire la renforcer et la compléter. Le porte-parole de l'Elysée le soulignait à nouveau mardi : la France souhaite le maintien d'une présence militaire américaine en Europe, elle tient toujours l'OTAN pour indispensable à la défense du Vieux Continent, elle veut préserver une relation transatlantique forte.

Sur un plan plus concret (dont il

ne devrait d'ailleurs pas être question à Rome), l'OTAN a pour handicap de ne pouvoir statuairement intervenir hors de son territoire ni dans des crises de type yougoslave ni dans des guerres comme celle du Golfe. L'Europe de son côté a pour principale faiblesse de n'avoir pour l'instant pas grand-chose de concret à proposer comme solution alternative au dispositif de l'OTAN. On a fait grand cas d'un petit paragraphe « pour mémoire » qui figurait à la fin de leur lettre de plusieurs pages, dans lequel MM. Kohl et Mitterrand se proposent de développer la brigade franco-allemande et invitait les Européens qui le désirent à les rejoindre dans cette entreprise. A ce stade, il s'agit surtout d'un symbole politique. Il a eu pour effet de lever la France du soupçon de faire des beaux discours et de défendre des grands principes sans mettre rien de concret dedans et sans vouloir en fait céder un pouce de sa souveraineté sur le territoire de défense.

Mais le seul fait que la quasi-totalité des troupes de la Bundeswehr soient pour l'instant sous commandement de l'OTAN et que pour des raisons constitutionnelles l'Allemagne ne puisse intervenir militairement hors de la zone alliée, handicape pour un bon moment tout projet sérieux de défense européenne. On peut ajouter à cela, comme le fait M. François Fillon, député et spécialiste des questions de défense au RPR, que la France n'offre pour l'instant à ses partenaires que « le spectacle d'une armée de terre, composée à plus de 60 % de conscrits, mobilisables seulement pour la défense des abords du Rhin ».

Autant dire que si le dispositif militaire de l'OTAN demande à être adapté au nouveau contexte international, l'Europe est en tout cas très loin de pouvoir à y substituer demain, pour autant qu'elle le souhaite. Contrairement à ce qu'affirment Paris et Bonn, il y a certaines contradictions entre les projets de l'Europe et ceux de l'OTAN, au moins en termes de pouvoir. Mais personne ne songe à jeter à la poubelle dès aujourd'hui le dispositif militaire atlantique. Alors que, peut-être, le temps résoudra ces contradictions.

CLAIRE TRÉAN

■ Négociations « Ciel ouvert » : l'Union soviétique autoriserait le survol de son territoire. - L'Union soviétique s'est déclarée prête à autoriser le survol de l'ensemble de son territoire par l'aviation des seize pays de l'OTAN et des cinq membres de l'ex-pacte de Varsovie pour observer ses activités militaires, a-t-on appris, mardi 5 novembre, de source française à Vienne.

■ Moscou propose de coopérer avec Washington pour détruire les armes chimiques. - Lors de ses entretiens, mardi 5 novembre, à Kremlin avec le secrétaire d'Etat adjoint à la défense américain, Donald Atwood, le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a renouvelé ses appels à la coopération pour supprimer les stocks américains et soviétiques d'armes chimiques, a rapporté l'agence Tass. Il a également proposé que les deux pays produisent conjointement des équipements militaires et partagent la technologie d'élimination des armements chimiques. - (AFP, Reuters)

Comprendre le langage politique de l'Islam...

Vous avez un livre à m'indiquer ? *



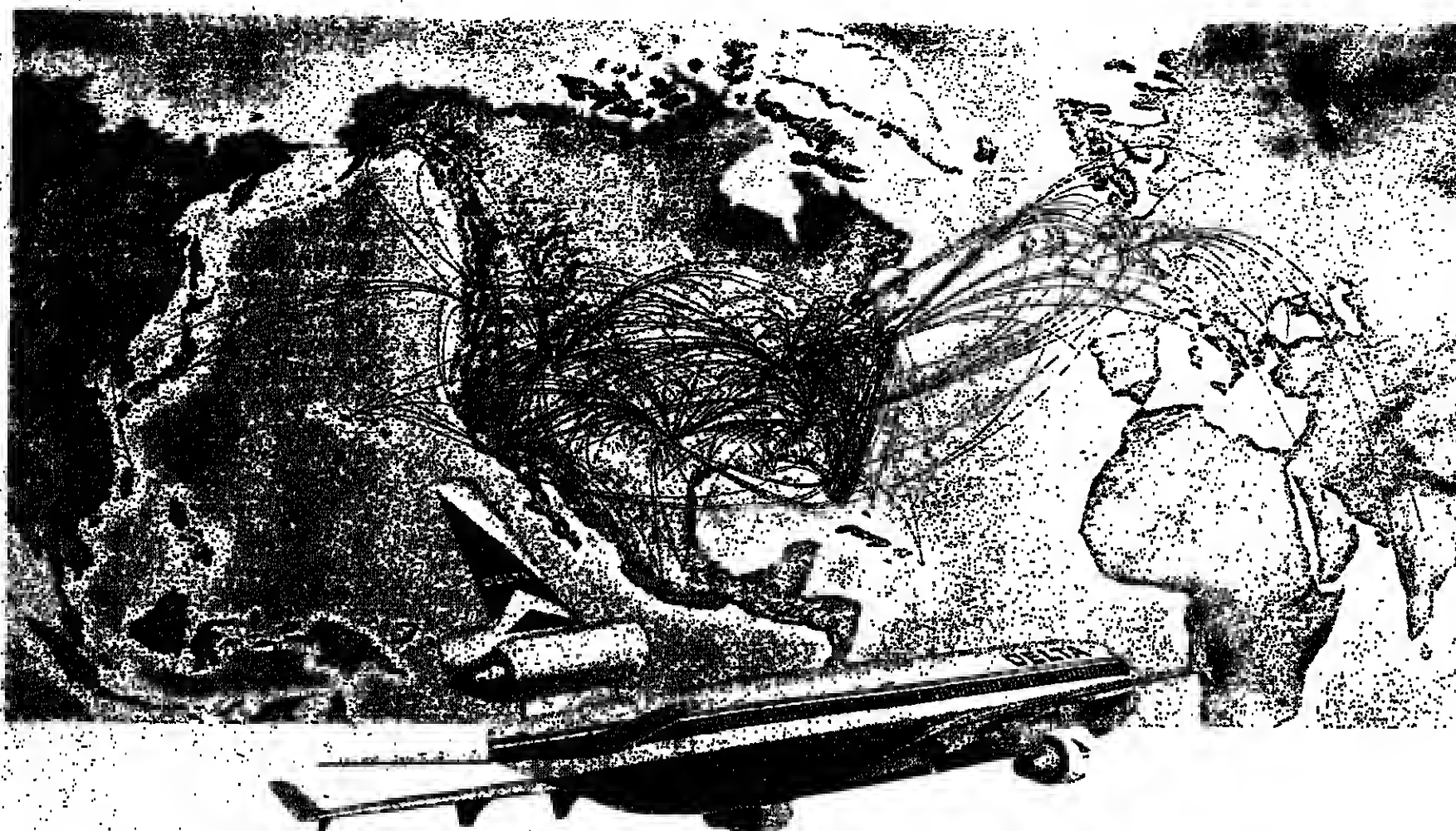
3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS
Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.
Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans sujet : Islam politique

... de l'ONU
... la création
... de l'aide humanitaire

Bienvenue dans le nouveau monde de Delta.



De gauche à droite, Bonita Carlingola (hôtesse de l'air), Timothy Therrell (co-pilote), Larry Bacon (capitaine) et Stéphanie Allen (hôtesse de l'air).

Depuis que Delta a élargi son réseau au départ de 21 villes en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, le monde est soudain devenu plus petit et l'atmosphère plus chaude.

Si Delta offre un plus grand nombre de destinations, elle n'en reste pas moins fidèle à sa philosophie : excellence de son service orchestré par un personnel chaleureux et compétent.

**Nouvelles destinations
au départ de la France**
Auparavant vous pouviez, au

départ d'Orly, voyager sans escale vers Atlanta ou Cincinnati. Depuis le 2 novembre 1991, Delta vous propose des vols Paris - New York, Nice - New York et Paris - Tel Aviv.

En voyageant sur Delta et avec un seul billet, vous pouvez vous envoler vers plus de 240 villes aux États-Unis.

**Premier aux U.S.A.,
premier dans le monde**

Le réseau Delta assure plus de 4800 vols quotidiens vers plus de 300 villes dans 33 pays. En desservant plus de villes aux États-Unis que n'importe quelle autre compagnie, le réseau Delta détient la première place mondiale.

D'autres atouts
Le choix des horaires est primordial et

c'est aussi une des raisons de choisir Delta.

De plus, nous possédons la flotte commerciale la plus récente et la plus moderne de sa catégorie. Nos cartes de fidélité sont parmi les plus avantageuses.

En outre la qualité de notre service à bord nous a valu les meilleurs indices de satisfaction parmi les principales compagnies américaines depuis plus de 17 années consécutives*

Demandez à votre agent de voyages de réserver vos prochains vols sur Delta. Ou bien appelez-nous à Paris au (1) 47 68 92 92, ou tapez sur votre Minitel 3615 GO U S rubrique Delta.

Et bienvenue dans le monde de Delta.

DELTA AIR LINES
* Notre Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.
Horaires sujets à changement sans préavis. * Statistiques de l'US Department of Transportation. © Delta Air Lines, 1991.

هنا في الأصل

هنا في ليل

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le procès de l'ancien « homme fort » du Panama

La crédibilité de nombreux témoins à charge contre le général Noriega est contestée

Entamé le 16 septembre devant le tribunal fédéral de Miami (Floride), le procès du général Manuel Antonio Noriega a été relancé avec le témoignage, mardi 5 novembre, de l'Américain Steven Kalish, qui a fourni des détails sur les commissions versées à l'ancien « homme fort » du Panama, pour le blanchiment de l'argent du trafic de la cocaïne. Ce témoignage contraste avec les précédents, dont la crédibilité avait pu être mise en doute. Le général, arrêté en janvier 1990 lors de l'intervention militaire des États-Unis au Panama, est accusé d'avoir collaboré avec le « cartel » colombien de Medellín et risqué, s'il est déclaré coupable, une peine de cent quarante ans d'emprisonnement.

simultanée des propos de son «ami». Outre ses décorations militaires, il arbore la Légion d'honneur qui lui fut remise, au début de 1986, lors d'un séjour à Paris, en remerciement de «services» non déterminés. Sans être excessive, les mesures de sécurité sont néanmoins rigoureuses pour protéger celui qui fut pendant de nombreuses années l'homme des États-Unis et surtout de leurs services secrets, la CIA. Ce qui ne l'a pas empêché de fournir parallèlement des informations à Cuba et d'entretenir des relations troubles avec les organisations colombiennes de la drogue.

M. Felicidad Noriega, l'épouse du général, ne manque pas une séance. Elle est la première arrivée et occupe toujours la même place devant la presse. «C'est un procès injuste, dit M. Noriega. L'accusation dispose de moyens disproportionnés par rapport à la défense. Le gouvernement des États-Unis ne laisse

pas sur les moyens car avec ce procès il veut justifier son intervention militaire au Panama. Il paraît clair, en effet, qu'un acquittement du général — improbable mais pas totalement exclu — mettrait Washington dans l'embarras. On ne peut manquer d'éprouver un certain malaise en écoutant les déclarations de tous ces témoins qui ont négocié des réductions de peine en échange de leur «collaboration» à ce procès. Quelle crédibilité accorder en effet à ce Max Mermelstein, un New-Yorkais de quarante-sept ans, qui a publié une autobiographie intitulée «L'homme qui a fait pleurer la cocaïne» ? Il a reconnu, lors de son procès, avoir importé à lui seul cinquante-six tonnes de «poudre blanche» aux États-Unis et avoir assassiné un agent américain du service anti-droge.

Cet individu, qui n'a jamais rencontré le général Noriega, avait été condamné à la prison à perpétuité.

En acceptant de collaborer avec l'accusation, il n'a obtenu sa libération et bénéficie désormais, avec sa famille, d'une protection spéciale du ministère de la justice contre d'éventuelles représailles du cartel de Medellín.

Les autres témoignages sont de la même eau et viennent souvent de personnes tout aussi peu recommandables. Mais, surtout, l'accusation, c'est la seule façon d'obtenir des preuves sur ce genre d'activité criminelle. A l'appui de son argumentation, elle cite les «révélations» faites par un autre trafiquant connu, Gabriel Taboada, qui affirme avoir assisté à une réunion à Medellín entre le général Noriega et les principaux dirigeants du cartel colombien, les frères Ochoa. Ces derniers, a-t-il affirmé, ont remis au général une mallette contenant une demi-million de dollars en billets de cent. Ce genre de témoignage ne met cependant pas à l'abri des surprises et la défense ne s'est pas privée de souli-

gner les nombreuses contradictions entre les différents intervenants. On a pu le voir, notamment, avec les déclarations de deux anciens membres de l'état-major des forces de défense panaméennes, à propos du voyage «secret» effectué à Cuba en juin 1984 par le général Noriega qui, faisant fi des réserves exprimées par les États-Unis, entretenait des relations amicales avec M. Fidel Castro.

Selon l'accusation, il avait rendu visite au président cubain pour obtenir sa médiation dans un différend avec le cartel de Medellín, ce qui tendrait à confirmer la collaboration entre La Havane et les trafiquants de drogue. Les Colombiens, affirme l'accusation, auraient exigé le remboursement des 15 millions de dollars versés à un officier panaméen, le colonel Julian Melo, qui aurait reçu cette somme au nom du général Noriega pour assurer la protection d'un gigantesque laboratoire de

cocaïne installé dans la jungle panaméenne. Ces installations furent finalement détruites en mai 1984 avant même d'entrer en production, lors d'une opération menée par l'armée en l'absence du général Noriega.

Accusé des mêmes faits, le général Noriega n'avait assisté à la rencontre des deux dirigeants à La Havane, l'accusation n'a pas pu préciser, pour l'instant, si ces derniers avaient parlé de politique ou de drogue. En revanche, on a pu apprendre de la bouche du colonel Lorenzo Purnell, qui dirigeait à l'époque la force aérienne panaméenne, qu'une partie de l'argent versé par le cartel de Medellín avait été utilisée pour la campagne de M. Nicolas Barletta à l'élection présidentielle de mai 1984. Or M. Barletta, qui obtint la victoire avec moins de 2 000 voix grâce à la fraude, était le candidat des États-Unis.

BERTRAND DE LA GRANGE

MIAMI

de notre envoyé spécial

Steven Kalish raconte tout, devantant même à l'occasion les questions de l'accusation. Il a tout à gagner à être franc. Comme les témoins précédents, il espère obtenir une réduction substantielle de sa peine de prison ou même sa libération. A la différence de ses prédécesseurs toutefois, il est citoyen américain et, avec ses allures de jeune homme d'affaires, il peut paraître plus crédible, aux yeux du jury, que les ex-militaires, contrebandiers et pilotes panaméens ou colombiens, qui ont témoigné, en espagnol ou dans un anglais parfois laborieux, au cours des dernières semaines. Il est, de plus, le premier à affirmer qu'il traitait directement avec le général et entretenait avec lui des relations suffisamment amicales pour l'appeler «Tony». Il aurait «donné», à titre d'exemple, 300 000 dollars au général Noriega en 1984, pour obtenir le feu vert en vue de blanchir 80 millions de dollars dans les banques panaméennes. Le trafiquant avait de grands projets puisqu'il envisageait d'exporter vers New-York près de deux cents tonnes de marijuana colombienne vers le Panama.

Impécable dans son uniforme de général quatre étoiles, l'accusé écoute, impassible, la traduction

La victoire d'un démocrate à l'élection sénatoriale de Pennsylvanie

Un coup de semonce pour M. Bush

WASHINGTON
correspondance

Avant même d'attendre les résultats de l'élection sénatoriale de Pennsylvanie, le président Bush a annoncé qu'il ajournait son voyage en Asie et en Australie prévu pour la fin novembre et le début décembre. La discussion au Capitole de projets de loi importants exige la présence du président, disent les officiels, qui cachent mal un certain embarras pour expliquer l'ajournement d'un déplacement déjà reporté en raison de la guerre du Golfe et auquel on attribuait antérieurement beaucoup d'importance.

Cette décision reflète en réalité les préoccupations du président Bush. A la lumière des derniers sondages, en effet, la situation économique apparaît aux électeurs comme le plus important des problèmes. Évidemment, de loin, ceux de la politique étrangère. Les stratégies du Parti républicain ont mis en garde la Maison Blanche en soulignant que, dans la conjoncture économique difficile, les électeurs accepteraient mal que le

président poursuive ses périples. Dans ce contexte, l'échec spectaculaire de M. Thornburgh, ancien attorney général, à l'élection en Pennsylvanie est un avertissement sévère pour le président. Bien entendu, la victoire de son adversaire, M. Wolford, a été saluée avec enthousiasme par les démocrates, encouragés dans leur conviction que le président Bush est maintenant vulnérable.

Néanmoins, la défaite de M. Thornburgh ne peut être interprétée exclusivement comme un échec du président. En effet, le succès de son adversaire reflète largement le désenchantement des électeurs, mécontents de l'établissement, quel qu'il soit. Au cours de cette journée électorale, les «sortants» ont été souvent malmenés.

«A la porte les sortants»: tel est le mot d'ordre de certains groupes jouant sur le mécontentement populaire pour encourager une campagne visant à limiter le nombre des mandats des sénateurs et représentants. Déjà, dans plusieurs États, les électeurs se sont prononcés par voie de référendum en ce sens.

Les électeurs de l'Etat de Washington, sur la côte ouest, sont allés plus loin dans un référendum qui imposera rétroactivement les limitations (deux mandats pour les sénateurs, trois pour les représentants). Dans cette hypothèse, la carrière politique de la majorité des représentants de cet État, à commencer par celle de M. Foley, le speaker de la Chambre, serait brisée. Les adversaires des limitations soulignent que des projets de loi en ce sens exigeraient un amendement constitutionnel.

Les partisans des limitations évitent cependant d'aller au fond du problème, c'est-à-dire celui de l'argent pour les campagnes électorales. D'autres moyens ont été envisagés pour encourager la compétition: fixer des limites aux dons privés, prévoir des spots gratuits à la télévision... Mais, étant donné les moyens financiers dont ils disposent, les républicains n'ont guère l'intention de se limiter à ces mesures. Ils ont le financement par des fonds fédéraux des candidats aux élections.

HENRI PIERRE

Le Sénat a confirmé la nomination de M. Robert Gates à la tête de la CIA

Le Sénat américain a confirmé, mardi 5 novembre, à une écrasante majorité (64 voix contre 31) la nomination de M. Robert Gates à la direction de la CIA, au terme du processus le plus long et le plus controversé jamais imposé à un candidat à la tête de la principale agence américaine de renseignement. Assuré du soutien des républicains, M. Gates, qui fut le numéro deux de la CIA de 1986 à 1988, a également recueilli nombre de voix démocrates, en dépit d'accusations selon lesquelles il n'aurait pas pu ignorer le scandale de l'irangate (détournement des bénéfices de ventes d'armes américaines à l'Iran au profit de la Contras du Nicaragua) et aurait modifié les rapports de ses subalternes sur l'URSS, pour les rendre conformes aux vœux du gouvernement Reagan. Président du comité sénatorial sur le renseignement, le démocrate David Boren a, tout compte fait, estimé que M. Gates, conseiller adjoint pour les affaires de sécurité à la Maison Blanche, avait «les connaissances et l'expérience» pour faire face à un monde en pleine mutation. — (AFP, UPL)

Controverse sur le coût de la guerre du Golfe

Dans un rapport publié mardi 5 novembre, le General Accounting Office (GAO), chargé de vérifier les comptes de l'administration américaine pour le Congrès, a estimé que les contributions étrangères pour la guerre du Golfe atteindraient 48,3 milliards de dollars si chaque nation contributrice tient ses promesses, soit près de 800 millions de plus que les estimations établies par le Melsion Blanche. L'Arabie Saoudite doit encore 2,4 milliards de dollars (sur les 16,8 promis) et le Koweït environ 2 milliards (sur 16 milliards).

Le GAO conteste par ailleurs le coût total du conflit, établi par le Pentagone aux alentours de 60 milliards de dollars, pour le ramener à 46 milliards de dollars. — (AFP)

ASIE

JAPON : la formation du gouvernement Miyazawa

Plusieurs personnalités mêlées aux récents scandales reviennent au pouvoir

M. Kiichi Miyazawa, que la Diète a confirmé mardi 5 octobre comme premier ministre du Japon, a annoncé la composition de son gouvernement, formé sur la base de discussions entre les cinq clans qui paraissent les élus du Parti libéral démocrate (conservateur), au pouvoir depuis 1955.

TOKYO

de notre correspondant

M. Miyazawa avait une ambition: diriger un gouvernement fort. La participation à ce cabinet de personnalités influentes et connues pour être de bons gestionnaires témoigne de sa réussite sur ce plan. Mais il a dû concéder la suprématie au clan de l'ex-premier ministre Noboru Takeshita. En outre, son arrivée sur le devant de la scène signifie aussi la remise en selle de politiciens compromis dans les scandales qui ont défini la chronique des quinze dernières années. M. Miyazawa a, en d'autres termes, sacrifié l'éthique à l'efficacité. Figurent ainsi dans le cabinet de M. Miyazawa trois ministres — outre lui-même — mêlés au scandale politico-boursier Recruit: M. Michio Watanabe, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères (le Monde du 6 novembre), Koichi Kato, chef du secrétariat du cabinet (et bras droit de M. Miyazawa), et Hideo Watanabe, ministre des postes et télécommunications.

On retrouve également aux postes de direction du PLD des personnalités au passé trouble: MM. Koko Sato, président du conseil exécutif (qui avait été condamné à trois ans

de prison avec sursis dans le scandale Lockheed en 1976), et Yoshiro Mori, président de la commission des affaires politiques (impliqué dans l'affaire Recruit). Et les ex-premiers ministres, MM. Nakasone et Takeshita, mêlés également à ce scandale, deviennent, quant à eux, conseillers spéciaux du Parti libéral démocrate.

Qualité d'«inacceptable» par le président Tanaka, ce retour des «corrompus» après la parenthèse «propre» du cabinet Kaifu pourrait avoir pour conséquence de nouveaux ajournements dans la mise en route de la réforme du système politique.

Le cabinet Miyazawa sera en revanche bien armé pour faire face à l'une des grandes échéances qui attendent le Japon: les négociations du GATT, avec une question fondamentale à trancher: celle de l'ouverture du marché du riz japonais. Le «lobby paysan» est, de fait,

représenté par des «poids lourds»: MM. Tsutomu Hata aux finances, Watanabe aux affaires étrangères et Kato comme secrétaire du cabinet.

Dans la répartition des portefeuilles entre les clans, celui de M. Takeshita s'est, comme il était prévu, taillé la part du lion: six de ses membres assument des fonctions importantes (dont les finances et la direction du fameux MITI). Le secrétaire général du parti, M. Tamioka Watanuki, est membre du même clan, ce qui assure à celui-ci le contrôle du PLD. Le clan de M. Miyazawa lui-même n'a, en revanche, que deux portefeuilles.

Le nouveau premier ministre ne sera donc pas libre de définir sa politique. Les relations personnelles difficiles qu'il entretient tant avec M. Takeshita qu'avec le «shogun de l'ombre», M. Shin Kanemaru, n'arrangeront rien. Tout dépendra, par la suite, du résultat des élections sénatoriales de juillet prochain.

PHILIPPE PONS

La composition du cabinet

Voici la liste des vingt ministres et directeurs d'agences du gouvernement Miyazawa:

Premier ministre: Kiichi Miyazawa (le Monde a publié son portrait dans son édition du 29 octobre); affaires étrangères: Michio Watanabe (le Monde du 6 novembre); justice: Takashi Tawara; finances: Tsutomu Hata; éducation: Kunio Hatoyama; santé et affaires sociales: Tokuo Yamashita; agriculture, forêts et pêcheries: Masami Tanabu; commerce international et industrie: Kozo Watanabe; transports: Keiwa Okuda; postes et télécommunications: Hideo Watanabe;

travail: Tetsuo Kondo; construction: Taku Yamazaki; secrétaire général et porte-parole du gouvernement: Koichi Kato; directeur de l'agence de gestion et de coordination: Junzo Iwasaki; directeur de l'agence de développement d'Okunawa et d'Hokkaido: Tomoto Ie; directeur de l'agence de défense: Sohei Miyashita; directeur de l'agence de planification économique: Takashi Noda; directeur de l'agence des sciences et de la technologie: Kanzo Tanigawa; directeur de l'agence pour l'environnement: Shozaburo Nakamura; directeur de l'agence foncière: Yoshiyuki Toya.

CAMBODGE : le lent cheminement vers la paix

Les Khmers rouges se sont déjà reconvertis à l'action politique clandestine

La mise en place de la MIPRENUC (Mission préparatoire des Nations unies au Cambodge, prévue à la conférence de Paris, le 23 octobre) est très lente. Le mardi 5 novembre, son chef a été désigné, le diplomate bangladais M. Ataul Karim. En revanche, son responsable militaire n'est toujours pas connu: les États-Unis n'acceptent pas, en effet, que ce soit le général français Michel Lorrion, pourtant nommé par le secrétaire général de l'ONU. Washington s'oppose à ce que la tâche échoie à un ressortissant de l'un des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité. Cependant, les forces politiques cambodgiennes commencent à se réorganiser en prévision du difficile retour à la paix.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Selon des documents récemment tombés entre les mains de leurs adversaires, les Khmers rouges se sont déjà reconvertis à l'action politique clandestine. Ils affichent l'ambition d'obtenir la majorité des suffrages aux élections générales prévues en 1993. Les autorités de Phnom-Penh ont constaté, avant la signature de l'accord de paix à Paris, le 23 octobre, un renforcement de la présence des Khmers rouges dans la région du port de Kompong-Som, ainsi que dans les provinces de Svay-Rieng et de Prey-Veng, à la frontière du Vietnam. Leur objectif, toujours selon les mêmes documents, est d'infiltrer l'administration de Phnom-Penh. Les Khmers rouges

ont également envoyé des commandos d'agitateurs dans les villes. Ces groupes, en général formés de deux ou trois hommes, sont baptisés «Action secrète».

Selon des instructions données avant le 23 octobre par Pol Pot, qui demeurerait le principal animateur du mouvement, les Khmers rouges excluent, pour l'instant, toute action ouverte. Leurs hommes ont reçu pour mission de renforcer les positions déjà acquises et de tenter de prévenir une alliance entre le prince Sihanouk, attendu le 14 novembre dans la capitale, et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh. Ils se seraient également donné pour objectif de remporter les élections prévues début 1993 sous les auspices de l'ONU, en 1988, envisageant déjà un règlement politique. Pol Pot avait fixé la barre nettement moins haut, puisqu'il avait alors parlé d'obtenir de 20 % à 30 % des suffrages en cas d'élections.

Signataires de l'accord de Paris, les Khmers rouges ont, en théorie, de nouveau plein droit de cité. Ils ont pu, en outre, se préparer à une telle éventualité, puisqu'ils ont été associés à toutes les négociations depuis la réunion, l'été 1989 à Paris, d'une première conférence internationale sur le Cambodge.

On note ici avec optimisme le fait que, depuis le 23 octobre, le cessez-le-feu n'a été violé qu'à l'occasion de quelques duels d'artillerie. Le plus préoccupant demeure la montée du banditisme en province. Le fait que 70 % des effectifs militaires en présence devraient être démobilisés dans quelques mois, sous contrôle de l'ONU, ne peut qu'encourager cette tendance: de nombreux soldats paressent, à terme, condamnés au chômage.

JEAN-CLAUDE POMONTI

■ NICARAGUA : un siège du parti sandiniste mis à sac. — Des partisans du gouvernement de M. Violeta Chamorro, indignés par la saisie d'une exploitation agricole par des paysans pro-sandinistes, ont mis à sac le siège du parti sandiniste de La Concepcion (40 kilomètres au sud-ouest de Managua), a-t-on appris mardi 5 novembre à Managua. Une centaine de militants de l'Union nationale d'opposition (UNO, centre-droit) ont brisé des vitres et partiellement incendié ces locaux, selon plusieurs témoins. — (Reuters)

■ HAITI : la mission de l'OEAA retardée par des problèmes logistiques. — Une mission de l'Organisation des États américains (OEAA), qui devait se rendre en Haïti mercredi 6 novembre pour négocier le retour au pouvoir du président renversé Jean-Bertrand Aristide, a été retardée de plusieurs jours en raison de «problèmes logistiques», a-t-on appris au siège de l'Organisation à Washington. A Port-au-Prince, les effets des sanctions décrétées par la communauté internationale se font de plus en plus durement sentir. — (AFP)

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
200 QUESTIONS
A MON AVOCAT
DEMANDEZ VOS DROITS
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

POLITIQUE

L'examen des crédits des ministères à l'Assemblée nationale

L'abstention des centristes a permis l'adoption du budget des affaires étrangères

L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 6 novembre, par 278 voix contre 254, le budget des affaires étrangères, et des affaires européennes présenté par M. Roland Dumas et par M. Elisabeth Guigou. Les socialistes ont voté pour, les centristes se sont abstenus, le RPR, l'UDF et le PC ont voté contre. Il s'agit du premier budget adopté par les députés. Jusqu'à présent, les crédits des ministères avaient été systématiquement « réservés ».

Le rituel finissait presque par lasser. A grand renfort de chiffres, jonglant avec les francs constants et les autorisations de programmes, les ministres s'élevaient tout d'abord à prouver que leurs crédits étaient incontestablement en hausse, ou que leur baisse, le cas échéant, n'était en fait pas si conséquente que cela et qu'on pouvait même, par ces temps de rigueur, la tenir pour un succès. La main sur le cœur, soutenus par les rapporteurs socialistes, ils justifiaient ensuite avoir lutté jusqu'au bout face au Léviathan de Berrey, mais tout cernés par la meute composite des députés de l'opposition et de ceux du groupe communiste, ils n'en mettaient pas moins les pouces et demandaient invariablement la réserve du vote de leur budget.

M. Jean-François Deniau : un « déficit diplomatique »

M. Roland Dumas a eu plus de chance. Le ministre des affaires étrangères s'est contenté d'indiquer que son modeste budget (en augmentation de 7,8 % en 1992, soit 14,09 milliards de francs, soit 1,07 % du budget général) était à ses yeux un budget « honnête ». Comme à l'accoutumée, le porte-parole communiste, M. Gilbert Millet (Gard), a égrené le chapelet des griefs que lui inspire la politique du gouvernement et en particulier « l'alignement sur la politique des États-Unis qui ne constitue

pas un facteur d'affirmation de notre place dans le monde ».

Sur un autre mode, M. Jean-François Deniau (UDF, Cher) s'est interrogé sur les raisons du « déficit diplomatique » qu'il a cru déceler. « La France ne joue plus son rôle et va même parfois à l'encontre de ce qu'on attend », a-t-il déploré en énumérant les faux pas de l'Etat face aux bouleversements en cours en Union soviétique et dans ses anciens satellites. M. Michèle Alliot-Marie (Fédération-Atlantique), au nom du RPR, s'est montrée pareillement mordante : « Votre politique se caractérise par son immobilisme, votre communication par son irréalisme (...). Notre pays s'accroche aux régimes en place, même s'ils ont tenté de se réformer. Ils sont de gauche, a-t-elle assuré, nous voulons sonner l'alarme politique que vous mettez en œuvre, celle du président de la République ».

M. Bernard Stasi (UDC, Marne) s'est bien gardé, lui aussi, de déverser un blanc-seing à la politique de M. Dumas. Ainsi, à propos de la conférence de Madrid, M. Deniau avait brocardé la rencontre entre MM. Mikhail Gorbatchev et François Mitterrand, « celui qui n'avait plus grand-chose à dire » et « celui qui n'avait pas été invité ». M. Stasi a estimé que « la nuit passée par le président Gorbatchev et son épouse dans l'intimité d'une bergerie londonienne la propriété de M. Mitterrand à Latouche ne saurait suffire à nous consoler de l'absence de notre pays » dans la capitale espagnole. « Nous avons souvent dit, au cours de ces derniers mois, constater et déplorer une certaine incapacité de la France à faire entendre une voix claire et forte », a-t-il ajouté.

L'ouverture, pour M. Dumas, est pourtant venue, cette année encore, du groupe de l'Union du centre. Adnan el Lachkar, député « soucieux », comme l'a indiqué M. Stasi, « de ne pas affaiblir la position du gouvernement français à la veille du rendez-vous décisif de Maastricht (...) parce que nous ne voulons pas donner de la volonté du gouvernement français de contribuer à mettre sur pied une véritable

union politique européenne », les centristes ont en effet choisi de s'abstenir tant sur les crédits globaux du ministère de M. Dumas que sur ceux du ministère des affaires européennes de M. Elisabeth Guigou.

Les « attardés de l'histoire »

Plus symbolique encore que celui de M. Dumas, le budget de M. Guigou (116 millions de francs consacrés pour une large part à la « défense » de Strasbourg comme siège du Parlement européen), distinct du prélèvement effectué au profit de la Communauté européenne, qui s'élève en 1992 à 84,25 milliards de francs (au lieu de 70,75 milliards en 1991), a permis que s'esquissent une nouvelle fois les apparentements désormais classiques sur la question européenne entre le PC et le RPR, les « attardés de l'histoire », selon M. Dumas, opposés, comme l'a expliqué M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne), à ce que « nos intérêts vitaux » soient « pris en tenaille », et le PS et l'UDF, l'UDF s'en tenant pour

sa part, par la voix de M. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), au « scepticisme ».

M. Guigou a même dû réfréner les ardeurs communautaires de M. Bernard Bosson (UDC, Haute-Savoie), prompt à souligner la frilosité en la matière du gouvernement. « Prenons garde à la surchauffe et à la fuite en avant », ainsi qu'aux « fausses aides qui conduisent à de vaines impasses », a-t-elle estimé. A propos du dilemme entre « l'approfondissement » de l'Europe des Douze et « l'élargissement » aux autres pays européens, en réponse à M. Nicole Catala (RPR, Paris) qui en tient pour la seconde formule et qui accusait le gouvernement de « tourner le dos à l'histoire », M. Guigou a enfin assuré qu'il s'agissait « des deux faces d'une même médaille ». « Si l'adhésion des nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est à la Communauté n'est pas possible aujourd'hui, elle le sera demain », a estimé M. Dumas.

GILLES PARIS

Du bon usage de la réserve

Pour la première fois depuis le début, le 22 octobre dernier, de l'examen des dépenses de l'Etat inscrites dans le projet de loi de finances pour 1992, un budget, celui des affaires étrangères et des affaires européennes, a été adopté, au terme d'un vote, par une majorité de suffrages exprimés (1). Faute de majorité relative, les quatorze budgets qui l'ont précédé ont, en revanche, fait l'objet d'une réserve du vote. Cette procédure est prévue par l'article 44, alinéa 3, de la Constitution, qui stipule que « si le gouvernement le demande, l'Assemblée nationale se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement ».

Les différents budgets des ministères n'étant que des éléments d'un même texte, le projet de loi de finances, ils pourront donc être soumis à un seul vote, à l'issue de la discussion budgétaire, le 15 novembre prochain. Si, comme il est probable, M. Cresson ne dispose pas d'une majorité pour faire adopter l'ensemble de son budget, elle pourra alors engager la responsabilité de son gouvernement, en application de l'article 49, alinéa

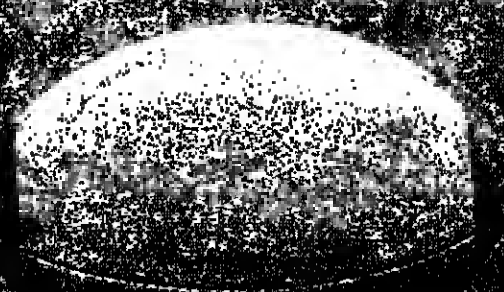
3, de la Constitution : auquel cas, l'ensemble du budget sera considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée par l'opposition, recueille une majorité absolue de suffrages.

Ce scénario a déjà été mis en œuvre en 1990 pour le dernier budget présenté par le gouvernement de M. Michel Rocard. Toutefois, dans un contexte politique moins tendu, celui-ci avait pu faire adopter neuf budgets, sans faire procéder à la réserve du vote. Le groupe UDC avait notamment voté les budgets des affaires étrangères et de la coopération, et il s'était abstenu sur le budget du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et sur celui des postes et télécommunications. Le groupe communiste avait voté le budget de la culture. Enfin, le budget des départements et territoires d'outre-mer avait bénéficié de l'abstention de l'ensemble des groupes RPR, UDF, UDC et PC.

J.-L. S.

(1) Le résultat officiel du vote fait apparaître que quatre députés socialistes, dont le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, ont voté contre le budget présenté par M. Roland Dumas. Il s'agit, en fait, d'une erreur de manipulation des clés.

LE BANQUIER QUI A DÉJÀ LES ACTIONNAIRES LES PLUS SOLIDES FAIT JOUER LES SPORTIFS D'ARRAS



L'Etat et la Caisse des dépôts, ses deux principaux actionnaires, donnent une assise solide au Crédit local de France.

Principal banquier des collectivités locales, le Crédit local finance la réalisation de projets urbains, d'équipements sportifs, d'écoles, de crèches, de réseaux de transports, etc.

En devenant actionnaire du Crédit local, votre intérêt est double : vous participez à l'amélioration de votre cadre de vie et vous investissez dans une entreprise solide et dynamique.

Un document de référence (N° COB R91-013 du 18 octobre 1991) est disponible sur simple demande auprès du Crédit local de France au 16 (1) 40.57.70.53.



CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
BIENTÔT, VOUS POURREZ VOUS AUSSI EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

Les élections internes à l'UDF

Le PR devance le CDS de près de dix points

Convoqué mardi 5 novembre pour la préparation de son conseil national qui se tiendra, samedi 9 et dimanche 10 novembre, à l'Arche de la Défense à Paris, le bureau politique de l'UDF a ratifié les résultats des élections internes qui ont eu lieu ces dernières semaines conformément à la réforme des structures de la confédération décidée le 13 juin dernier.

Passant de 56 à 1644 membres, le nouveau conseil national de l'UDF, élu pour trois ans, réunit trois collèges. Le premier com-

prend 444 membres de droit (parlementaires nationaux et européens, présidents de conseil régional et de conseil général, maires des villes de plus 20 000 habitants, présidents et délégués départementaux de l'UDF).

Un deuxième collège de 600 personnes se compose de 23 représentants des Français de l'étranger et de 577 délégués élus par les fédérations départementales. Ces élections, qui constituent la grande nouveauté de la réforme, ont donné la répartition suivante entre les six composantes de l'UDF : 37,5 % pour le PR, 27,9 % pour le CDS, 12,8 % pour les radicaux, 8,6 % pour les clubs Perspectives et Réalités, 8,6 % pour les adhérents directs et 4,8 % pour le PSD.

Le troisième collège compte également 600 membres, 100 pour chacune des six composantes. Au total, compte tenu de la représentation dans chacun de ces trois collèges, le rapport de forces entre chacune des composantes est désormais celui-ci : 29,34 % pour le PR, 25,43 % pour le CDS, 12,59 % pour le parti radical, 11,5 % pour les adhérents directs, 9,30 % pour les clubs Perspectives et Réalités et 8,87 % pour le PSD.

Des prix à vous faire partir !

THAILANDE

prix à partir de **8760 F**

Transport A/R compris
Taxes locales non incluses

Mini-circuit

"Rouleurs de Printemps" 4 nuits

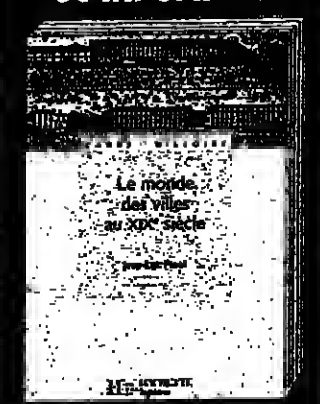
Séjour Pattaya, 3 nuits Orchid Lodge

Discard, on vous conseille.

VO Tél. : 40 53 07 11

181, bd Pereire, 75017 PARIS

Pour préparer la question d'Aggr. et du CAPES



J.-L. Pinol, 322 p. 79 F

CARRÉ ■ HISTOIRE

Des synthèses sur les grandes questions d'histoire.

11

11

مكتبة من الكتب

سنة ١٤١٠ هـ

POLITIQUE

A l'exception des communistes

Les sénateurs entérinent la politique de M^{me} Aubry en matière de formation professionnelle

Les sénateurs ont adopté, dans la nuit du 5 au 6 novembre, par 299 voix contre 16, le projet de loi relatif à la formation professionnelle et à l'emploi présenté par le ministre du travail, M^{me} Martine Aubry. Tous les groupes, à l'exception des communistes, ont voté pour. Les amendements adoptés par la majorité sénatoriale étaient purement formels et n'ont pas altéré le fond du texte.

Quel écumenisme ! Communistes mis à part, les sénateurs ont soutenu comme un seul homme ce projet de loi qui a vocation à être la nouvelle « bible » législative en matière de formation professionnelle. On y trouve pour l'essentiel les éléments de l'accord interprofessionnel signé le 3 juillet 1991 qui prévoyait notamment l'amélioration du dispositif des formations en alternance, l'assouplissement des conditions d'accès au congé individuel de formation et l'accroissement des contributions financières des entreprises à cet effort de formation.

La gauche divisée

Sous la forme d'amendements déposés à la dernière minute — ce qui a provoqué chez les sénateurs une protestation fort polie, — M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, y a ajouté les

dernières mesures gouvernementales visant à encourager les emplois dits de proximité et l'embauche de jeunes sans qualification.

Les membres de la majorité sénatoriale ont gratifié le travail de M^{me} Aubry de propos flatteurs bien qu'assortis, dans la plupart des cas, de réserves. « Si ce projet de loi est de portée modeste, il n'en constitue pas moins un acte solide pour la formation professionnelle », a ainsi estimé M. Louis Souvet (RPR, Doubs), rapporteur de la commission des affaires sociales. « Je voterai ce texte, mais comme un pis-aller car mieux vaudrait de vrais remèdes que des palliatifs », a déclaré, de son côté, M. Joël Bourdin (Rég. et Ind., Eure). La consécration était identique sur les bancs de l'Union centriste, où M. Jean Madelain (Ille-et-Vilaine) a jugé que ce texte ne faisait que « parler au plus pressé ». Quant à la gauche, elle apparaissait bien divisée : M. Marc Boul (PS, Gironde) a rendu hommage à la démarche de M^{me} Aubry qui « prépare la société du vingt et unième siècle », tandis que M. Hector Viron (PC, Nord) n'a vu que des dispositions « dangereuses » et « inacceptables » favorisant la « précarité de l'emploi ».

M. Viron a été la véritable vedette de cette séance pour s'être acquitté d'un travail de bénédictin : il a déposé pas moins de trente amendements, d'importants arguments mais tous rejetés avec la régularité d'un métronome.

F. B.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 1^{er} novembre 1991 :
DES DÉCRETS

— N° 91-1135 du 28 octobre 1991 modifiant le décret n° 88-321 du 7 avril 1988 fixant l'organisation du troisième cycle des études médicales ;

— Du 31 octobre 1991 autorisant la prise de participation de la société Nec au capital de la société Compagnie des machines Bull ;
— N° 91-1136 du 30 octobre 1991 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux.

Est publié au Journal officiel des samedi 2 et dimanche 3 novembre 1991 :
UN DÉCRET

— N° 91-1137 du 31 octobre 1991 déterminant les sanctions

pénales applicables en cas de rémunération du vendeur en fonction d'un taux de crédit proposé.

Est publié au Journal officiel des lundi 4 et mardi 5 novembre 1991 :
UN DÉCRET

— N° 91-1139 du 4 novembre 1991 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 6 novembre 1991 :
UN DÉCRET

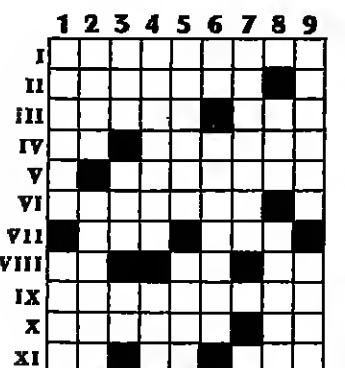
— N° 91-1141 du 30 octobre 1991 relatif à la publicité des comptes des sociétés nationales de construction aéronautique ;

UN ARRÊTÉ

— Du 9 octobre 1991 relatif au budget de la Bibliothèque de France pour 1991.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5645



HORIZONTALEMENT
1. Sont toujours prêts à dérouter les souris. — II. Qui a besoin d'être redressée. — III. Justifie une ébriété. — IV. Exemple de la farniente. — V. Pronom. Comme un paresseux. — VI. On le fait tourner quand il est sacré. — VII. Adjectif qu'on peut avoir à la bouche. Fut de l'adjectif. — VIII. Deux cantons dans l'auvergne. — IX. Dama de l'intervention d'un vrai frère. — X. Qui ne s'évanouit pas facilement. Viailla ville. — XI. Préposition. En France. Forma d'étra.

VERTICALEMENT
1. On attend de lui des mots d'esprit. Peut être de passage. — 2. Essance à la hauteur. Des gens qui ont beaucoup à perdre. — 3. Pas mis au feu. Preneur de son. Pronom. — 4. La fille de l'air. Pas sévère. — 5. Qui n'a pas été tiré. Certains sont électriques. — 6. Pronom. Qu'on ne peut donc pas faire chanter. — 7. Devenues incapables de réfléchir. — 8. Ne conserva pas. On s'y mat pour guetter. — 9. Prennent avec du lait. Pas trop serré.

Solution du problème n° 5644
Horizontalement
I. Stoppeur. — II. Iota. Troc. — III. Lieux. Été. — IV. Eltras. In. — V. Nef. Vêr. — VI. Editeur. — VII. Ivresse. — VIII. Ere. Sta. — IX. Ur. Mue. Ar. — X. Semestre. — XI. Eau. Ecalle.

Verticalement
1. Silencieuse. — 2. Toile. Réa. — 3. Olfactif. Mu. — 4. Paut. Derma. — 5. Révisseuse. — 6. Et. Sets. Etc. — 7. Ure. Tees. Ré. — 8. Adé. Taal. — 9. Candirar.

GUY BROUTY

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole

150 F

Distributeur Distique

Le débat sur les institutions

Un mode de scrutin partiellement proportionnel pourrait être soumis à l'Assemblée nationale avant les élections régionales

Une réunion commune du bureau exécutif du PS et d'une délégation du groupe socialiste de l'Assemblée nationale doit être organisée la semaine prochaine pour discuter d'une réforme du mode de scrutin pour les élections législatives, qui serait soumise à l'Assemblée avant les élections régionales et cantonales de mars prochain. La formule retenue serait celle d'un scrutin proportionnel à deux tours dans les départements à forte densité de population, le scrutin majoritaire de circonscription étant conservé dans les autres.

Le sort de M. Mauroy

Dans ces conditions, la question de la longévité de M. Mauroy à son poste de premier secrétaire est, de nouveau, posée à mi-voix. Certains se demandent si le PS peut aller aux élections de 1993 avec M. Mauroy pour « patron ». Des noms sont cités pour un possible changement à l'occasion du congrès extraordinaire, dans l'hypothèse où M. Mauroy serait mis en minorité sur la question du mode de scrutin. L'heure de M. Laurent Fabius sonnerait-elle ? Ou bien un « pape de transition », qui pourrait être M. Jean Poperen, s'imposerait-il alors ? Cependant, à moins d'une cristallisation soudaine des oppositions, qu'il déciderait lui-même de provoquer, un départ de M. Mauroy relève, aujourd'hui, de la spéculation sans faits. Les raisonnements de ceux qui l'envisagent les conduisent vite à estimer que, tout bien pesé, le maintien de M. Mauroy à son poste conviendrait davantage aux trois principaux courants.

La question du mode de scrutin ne figure pas à l'ordre du jour de la réunion du groupe socialiste, mardi après-midi. Il a fallu qu'un député « de base », M. Bernard Pégibet, mette « de pieds dans le plat », selon sa formule, pour qu'enfin, on évoque dans les instances du groupe ce dont tout le monde parle à la buvette de l'Assemblée. S'il s'agit de la proportionnelle intégrale, les députés qui ont intervenus dans le débat ont insisté sur

l'urgence qu'il y a à trancher dans le choix d'un nouveau mode de scrutin. Convoqués que les députés ont exprimé le vœu qu'un projet ou une proposition de loi, modifiant le mode de scrutin, soit soumis au Parlement « le plus tôt possible et, de préférence, au cours de cette session », selon M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe, proche de M. Mauroy.

Soucieux de replacer ce débat dans le contexte plus général de la stratégie du PS et du choix de ses alliances, les députés craignent que l'annonce d'une modification du mode de scrutin en l'absence d'élections régionales et cantonales conduise à une interprétation erronée comme une ultime tentative de « sauve-qui-peut électoral », ainsi que l'a observé M. Yves Durand, député (populiste) du Nord. « La position du groupe ne sera pas celle d'un syndicat de sortants », a affirmé, pour sa part, son président, M. Jean Anronx. M. Durand a demandé que le groupe soit associé à l'élaboration de cette réforme aux côtés des instances du Parti socialiste.

M. Mauroy, qui assistait à la réunion du groupe, a tenu à apporter plusieurs assurances aux députés. A propos du mode de scrutin, il a indiqué qu'il est « hors de question de revenir sur la nécessité d'un scrutin à base majoritaire » et il a accepté l'idée d'une concertation entre une délégation du groupe et le parti. Une première réunion, a précisé le premier secrétaire, pourrait avoir lieu dès la semaine prochaine. Il a condamné très sévèrement l'initiative de M. Pégibet et Gouzes. « On ne signe pas de pétition à l'Assemblée », a-t-il dit. « Ce n'est ni dans notre mentalité, ni dans notre culture ». Dans les coulisses, après la réunion du groupe, M. Mauroy se disait « convaincu » de parvenir à convaincre la majorité des députés du bien-fondé d'une réforme du mode de scrutin. « Ceux qui défendent le statu quo sont très vite à court d'arguments dès que l'on évoque la question des alliances, a-t-il

observé. On ne peut pas, à la fois, souhaiter l'ouverture du PS et refuser une part de proportionnelle. Il faut bien, tout de même, assurer la représentation de nos alliés ».

Le retour des apparentements

Le système proposé par M. Mauroy, qui avait été évoqué avec trois autres hypothèses dans le rapport présenté par M. Gérard Le Gall au bureau exécutif, le 30 octobre, doit, maintenant, être discuté de près. Il consisterait à élire les députés, dans les départements à forte densité de population, sur des listes qui seraient incitées à fusionner entre les deux tours pour accroître leur part dans la répartition des sièges. Inspiré du système en vigueur pour les élections municipales, cette formule rappelle la méthode des apparentements, imaginée sous la IV^e République pour réduire, à l'époque, la représentation des « extrêmes » — gaullistes et communistes — au bénéfice des partis situés plus près du centre de l'échiquier politique. En principe, les formations qui annonçaient l'appareillement de leurs listes s'engageaient, de ce fait, sur la voie de la formation ultérieure d'une coalition à la Chambre des députés.

Cette disposition avait été conçue pour introduire une logique majoritaire dans un système proportionnel. Celle qui est proposée aujourd'hui tend à l'inverse, mais elle apparaît à beaucoup comme plus « proportionnaliste » que majoritaire. Les accords qu'elle permettrait ne seraient pas nécessairement passés au niveau national, mais pourraient varier selon les situations locales, ce qui réduirait encore la vocation majoritaire du système. En outre, elle pourrait se heurter au principe constitutionnel de l'égalité devant le suffrage, si la fusion des listes permettait de faire élire davantage de députés, avec un quotient électoral plus faible, que sur les listes séparées.

PATRICK JARREAU ET PASCALE ROBERT-DIARD

La République se cherche

Suite de la première page

On peut y ajouter : l'illibéralité et faiblesse de l'échelon régional, distinction croissante entre citoyens actifs et citoyens passifs, chute de la représentativité des partis de gouvernement, montée de l'extrême droite, délégitimation de la loi elle-même, etc. A lui seul, cet état des lieux justifierait que l'univers politique, se plonge dans une réflexion sur le partage du pouvoir à l'aube du vingt et unième siècle.

Ce thème, appliqué aux institutions, peut permettre de repenser la démocratie, de tolérer la Constitution, qu'il s'agisse de la présidentialiser ou simplement de l'amender pour en corriger les excès, aussi bien que de « faire la nuit de la loi administrative », comme le souhaite M. Raymond Barre, par exemple en redonnant aux régions et en supprimant l'échelon départemental.

Pollution tactique

Bref, le champ est vaste des réformes possibles, et souvent nécessaires. Il ne devrait pas exclure non plus une refonte du mode de scrutin qui tienne compte de l'évolution d'une société qui ne se reconstruit plus que pour moitié dans les partis de gouvernement et qui fait une place chaque jour plus grande à la préoccupation écologiste.

Pourtant, le problème est mal posé, et paraît d'été, le plus souvent, par des considérations tactiques. La réduction à cinq ans du mandat présidentiel ? La réflexion serait assurément plus saine s'il ne s'agissait presque exclusivement de dire : onze ans de mitterrandisme, c'est déjà trop ! Que dire de quatorze ans ! A l'abri de la réforme des institutions se profile la cohorte de ceux qui veulent d'abord réformer... le président ! A quoi s'ajoute une somme d'intérêts particuliers.

M. Giscard d'Estaing, par exemple, pense aussi écarter ses rivaux, à droite, et à la faveur d'une présidentielle anticipée. A gauche, la

séquence rêvée par quelques-uns consiste à éviter la Bérézina législative qui s'annonce grâce à une élection présidentielle qui, elle, a l'avantage de rendre le jeu de nouveaux concurrents. Les législatives qui suivraient permettraient alors au corps électoral d'adapter son comportement au résultat de la présidentielle, alors que le schéma inverse joue en faveur de la droite si le candidat actuel (1993, législatives ; 1995, présidentielle) est respecté.

De même, il serait plus commode de réfléchir aux fonctions du premier ministre et à l'avenir de ce poste hors de toute considération sur le cas Cresson. L'idée de sa suppression aurait pu naître de l'expérience de la cohabitation, d'une analyse du caractère intrinsèquement pervers de la dyarchie exécutive, qui, dans le meilleur des cas, institutionnalise au sommet de l'Etat la lutte pour le pouvoir. Or cette suppression n'est envisagée aujourd'hui que parce que M. Cresson n'occupe pas la place qui devrait être la sienne.

S'agit-il d'inscrire, dans un paquetage sur les institutions, une refonte du mode de scrutin ? Là encore, tout irait bien s'il n'était d'abord question pour M. Mauroy, qui en a pris l'initiative, d'assurer à M. Mitterrand des jours tranquilles à l'Élysée jusqu'au terme de son mandat.

Un rempart quasi infranchissable

Du constat, patent, que les électeurs qui consentent à se déplacer ne le font plus que pour se passer de leur député acquis socialement, que la démocratie tend à se réduire à un rite et que l'effort doit porter sur les moyens de donner aux citoyens des occasions de manifester enfin une vertu participative pour une réactualisation des procédures de référendum. Or celles-ci ne sont mises en avant, sous la forme dite d'initiative populaire, que par ceux qui ont le plus de mal à trouver la peine de mort leur cheval de bataille, et par d'autres qui trouvent là un moyen de se signaler à l'attention de l'extrême droite.

Cette liste des aménagements possibles, et de leur pollution par des considérations de pure opportunité, n'est pas limitative. Celles-ci risquent de transformer une réforme qui devrait être inévitable en une réforme introuvable : pourquoi le président ferait-il ainsi le jeu de ses adversaires en proposant un référendum qui, réduisant le mandat présidentiel à cinq ans pour ses successeurs, le placerait dans une obligation morale de s'appliquer cette réforme à lui-même ?

Sans prêter à M. Mitterrand une quelconque générosité — étrange à tout détenteur de ce pouvoir — à l'égard de ceux qui, à gauche, peuvent prétendre à sa succession, son intérêt peut être de retrouver l'inspiration qui fut la sienne avant qu'il n'exerce la charge suprême. Depuis 1981, en effet, à chaque moment décisif — 1984 et la querelle sociale, 1986 et la cohabitation — la question des institutions s'est posée : la cohabitation fut, chaque fois, que les institutions telles qu'elles existent, sont un rempart quasi infranchissable.

Mais, aujourd'hui, la gauche est à court d'idées et à bout de souffle : le thème d'un nouveau partage du pouvoir serait de nature à lui redonner un minimum de conscience de soi. Un vaste débat, dans le pays, sur l'adaptation de ses institutions pourrait aussi jouer — à défaut de la méthode Rocard — comme un formidable « évacuateur » des difficultés sociales, qui seraient ainsi reléguées au second plan.

Au pied du mur

En prenant l'initiative d'un toilettage de la Constitution, M. Mitterrand prendrait également ses adversaires à leur propre piège. Ce qui aurait pu passer hier pour une manœuvre, destinée à éviter à la gauche un désastre et au président une piètre fin de mandat, apparaîtrait aujourd'hui comme une réponse à tous ceux qui le questionnent, et qu'il ne serait pas malhabile de mettre au pied du mur de leurs contradictions.

Ce pourrait être enfin un pari extraordinairement risqué certes, mais aussi une réelle possibilité de rebond qui permettrait une réélection cohérente de la trajectoire d'un homme qui a toujours proclamé que « dangereuses avant lui », les institutions le redeviendraient « après lui ». N'est-ce pas lui qui a successivement tenté d'élargir la saisine du

Conseil constitutionnel aux citoyens, et le champ d'application du référendum, après avoir inscrit parmi ses « cent dix propositions », en 1981, la limitation du pouvoir présidentiel à un mandat de sept ans ou à deux mandats de cinq ans ? En tout cas, il y a fort à parier que s'il hésite, et finalement ne bouge pas, la droite, elle, cherchera par ce moyen, dès la cohabitation revenue, à donner crédit à ses ambitions réformatrices.

Si, face à l'agitation actuelle, et au débat qui s'installe, M. Mitterrand choisit de laisser les choses se déliter davantage, il n'aura d'autre perspective qu'une défaite programmée. S'il prend en revanche une initiative, celle-ci ne peut être que de grande ampleur, à la mesure du changement qui se joue, et qui est ni plus ni moins le passage d'une démocratie représentative à une démocratie d'opinion, dont personne à ce jour n'a encore vraiment défini le contenu et les limites.

JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Belorgey (PS) crée un mouvement contre le racisme. — M. Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Ailier, président de la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 5 novembre, la création d'un mouvement contre le racisme baptisé Fraternité, qui entend répondre « aux difficultés d'aujourd'hui et aux espoirs de demain » par « le refus du repli sur soi et du rejet de l'autre ». M. Belorgey a rassemblé une trentaine de personnalités (parmi lesquelles M^{me} Gisèle Halimi et Lucie Anbrac, MM. Raymond Aubrac, Maurice Béjart, Jacques Berque, Pierre Boulez, Bernard Clavel, René Darnaud, Aron Tazoff, Léo Ferré, Gilles Perrier, Michel Piccoli, Mgr Gailliot, les professeurs Marcel-François Kahn et Henri Laborit), qui constatent qu'une « parole du pays sombre dans les tentations raciales et xénophobes (...) orchestrées par des préceptes du nationalisme mais aussi nourries par le renouveau des intellectuels » et veulent montrer « que la recherche de boucs émissaires, la désignation à la vindicte de telle ou telle communauté, ne résout pas les problèmes de l'heure ».

JUSTICE

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

La réclusion à perpétuité requise pour un crime de haine raciale

Devant la cour d'assises spéciale des Alpes-Maritimes, l'avocat général Bernard Farret a requis, mardi 5 novembre, la peine de réclusion criminelle à perpétuité, avec une période de sûreté de dix-huit ans, contre Nicolas Gouge, considéré par le magistrat comme le principal responsable des attentats commis de 1985 à 1988, principalement contre des foyers de travailleurs immigrés, et qui ont fait un mort et dix-neuf blessés. Contre Philippe Lombardo, il a demandé vingt ans de réclusion criminelle, et dix-huit ans de la même peine contre Serge Bayoni et Georges Cassar, ces peines devant, selon l'avocat général, être effectuées avec une période de sûreté des deux tiers. Contre Gilbert Hervochon, il a demandé une peine de quinze ans de réclusion criminelle.

Ce n'est pas un procès ordinaire qui se déroule devant une cour d'assises ordinaire. Au cours des débats, la différence était déjà apparue : on ne parle pas à des magistrats comme on parle à des jurés, et l'aspect profondément bumain de la juridiction criminelle ordinaire semble s'estomper lorsque le jury est composé de professionnels. L'interrogatoire de personnalités perd de son importance et les faits eux-mêmes ne sont pas détaillés de la même manière que lorsqu'ils sont soumis à un jury populaire.

Certes, la nature, particulière des crimes terroristes renforce cette attitude, et même le bâtonnier Mario Stasi, conseiller du MRAP, partie civile, s'interrogeait : « Avez-

vous à juger une idée, des hommes ou des actes ? », et il a insisté pour que la cour juge « des hommes qui ont commis des actes pour une idée ». Mais le bâtonnier a aussi constaté que c'est le terrorisme qui avait amené la création des cours d'assises spécialement composées de magistrats. « C'était déjà, dans une certaine mesure, une démission », soupireait M. Stasi.

Revenant aux accusés, l'ancien bâtonnier de Paris a demandé « une régulation par le droit » afin que cessent les crimes commis au nom du racisme, « une idée qui o tue et qui les hobite toujours ». Une argumentation reprise par M. Patrick Quentin, conseil de la LICRA, qui a dénoncé les attentats en considérant qu'il s'agissait d'une sorte de « pogrom ».

Cependant, l'avocat ne s'adressait pas seulement aux accusés, « les hommes de main », mais « aux pyromanes sociaux », qui, dans leurs discours, pratiquent « la provocation à la haine raciale », une infraction qui prend aujourd'hui un sens concret. « On renvoie dans ce dossier », souligne M. Quentin, en évoquant l'attitude des accusés, « soutenus par le lâcheté d'un certain nombre de politiciens qui les confortent dans leurs opinions ».

« La volonté de tuer »

Un propos qui a trouvé un écho dans la défense lorsque M. Didier Valette, avocat de Gilbert Hervochon, a lancé : « Vous le voulez, ce vieux druide ? Je vous le donne ! Mais il faut aussi faire des outadges des trucs et des journaux nationalistes. Il faut aussi brûler les discours de Giscard et ceux de Cresson quand elle porte des Anglaises et des Japonaises. » Cependant, M. Valette demandait l'acquittement d'Hervochon, raciste

certain, mais « un loupiste, un jélé », qui n'a pas participé aux attentats. « Vous voulez le juger pour ce qu'il pense », s'insurgea l'avocat en considérant que son client n'avait commis qu'un délit d'opinion. Son confrère, M. Michel Cardia, rappelait d'ailleurs que la cour d'appel d'Aix-en-Provence avait accordé un non-lieu aux idéologues responsables du Parti nationaliste français et européen, dont faisait partie Hervochon.

Mais l'avocat général avait tenu un autre langage. Celui qui l'ont tenu à des juges professionnels. Certes, pour le magistrat, Hervochon n'était plus le principal accusé, mais il restait « le complice » qui fixe les objectifs et qui fabrique les explosifs. Et, pour chacun des accusés, il a méthodiquement justifié en droit toutes les accusations, depuis celle d'association de malfaiteurs, jusqu'à l'assassinat, « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », selon la formule de la loi du 9 septembre 1986. Le magistrat avait donc démontré « la volonté de tuer » en relevant notamment que deux bombes avaient été placées au foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer, pour constater : « La deuxième, c'est celle qui prend à revers ceux qui essaient de s'enfuir ».

Et, pour M. Farret, les accusés « ont décliné le verbe terroriste en s'attaquant à des foyers Sonacotra qui représentent l'immigration ». En d'autres temps, d'autres victimes du racisme ont connu d'autres méthodes d'intimidation. M. Quentin l'avait rappelé en constatant : « Ça commence à recommencer ».

MAURICE PEYROT

Un « trou » de 259 millions de francs

Trois dirigeants d'une société de Bourse inculpés à Lyon

LYON

de notre bureau régional

M. Jacques Chauvoit, juge d'instruction à Lyon, a inculpé, mardi 5 novembre, M. Sylvie Girardet, ancienne dirigeante d'une société de Bourse qui portait son nom, de faux et usage de faux, d'abus de confiance et d'abus de biens sociaux. M. Girardet a été libérée en liberté. Son mari, M. Daniel Benoit d'Anthenay, et M. Marc Delaruelle, ancien cadre dirigeant de l'entreprise, ont été écroués.

Plusieurs interpellations ont été effectuées à Montpellier, au sein de l'état-major de la société civile immobilière Wagram. C'est au bénéfice de cette dernière qu'avaient été engagées des opérations risquées, sinon frauduleuses, de location de titres et d'arbitrage sur des bons du Trésor français et espagnol.

Les difficultés de la société de Bourse Girardet étaient apparues en septembre 1990, lors de l'évocation d'un premier différend avec le Crédit agricole de l'Ain, portant sur plus de 35 millions de francs. La société de Bourse lyonnaise fut ensuite complètement rachetée par le Crédit national, car les opérations à risque avaient laissé une « ardoise » de 259 millions de francs. Ayant ainsi complètement garanti les avoirs de la clientèle, le Crédit national résolut de cesser complètement cette activité d'intermédiation boursière et céda une partie du fonds de commerce à la société de Bourse Michaux.

G. B.

Au tribunal correctionnel de Grasse

Les mauvais numéros de Guy Lux

Trois mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende ont été requis, mardi 5 novembre, contre l'animateur de télévision Guy Lux, qui comparait sous l'inculpation de publicité mensongère, devant le tribunal correctionnel de Grasse. La même peine a été demandée contre l'illusionniste Dominique Webb.

NICE

de notre correspondant régional

Dès son arrivée au palais de justice de Grasse, Guy Lux n'a pas manqué d'avertir les journalistes. « N'oubliez pas que je viens ici avec un non-lieu pour complicité d'escroquerie. C'est la plus importante de tout. A ses yeux, le ieste, c'est-à-dire l'inculpation pour publicité mensongère, n'était que pure vénéla dont il allait s'expliquer devant les juges ».

L'affaire se résume à un contrat de licence de notoriété signé par l'animateur, le 26 février 1986, avec une société anonyme, Informatique et service (IES), en vertu duquel il autorisait cette société à faire usage, pendant deux ans, de son nom, de son image et de ses écrits pour la promotion d'un produit appelé « chiffres millionnaires ». IES avait ensuite passé un accord avec une SARL, Solis, située au Cannet (Alpes-Maritimes), qui avait organisé une vaste campagne de publicité pour proposer, sous une somme de 120 F, une série de huit chiffres de « chance » prétendument personnalisés.

Dans les encarts publicitaires, Guy Lux apparaissait triomphant, les mains tendues de billets. « Je pense, disait-il, faire de

vous un gros gagnant. » Selon la publicité l'animateur garantissait, enfin, un gain d'au moins 4 millions de centimes dans les six mois.

A la barre, Guy Lux, blazer bleu et cravate club, se présente comme un « passionné, depuis toujours, de numérologie ». Bref, le contrat entraînait « dans ses cordes » puisqu'il s'agissait de donner « des numéros personnalisés tirés de la numérologie à partir des dates de naissance des clients ». Ce qu'il ignorait — l'ordonnance de non-lieu reconnaît, sur ce point, sa bonne foi — c'est que Solis vendait des « numéros millionnaires » calculés de façon tout à fait aléatoire à partir... de l'horlogerie interne d'un ordinateur.

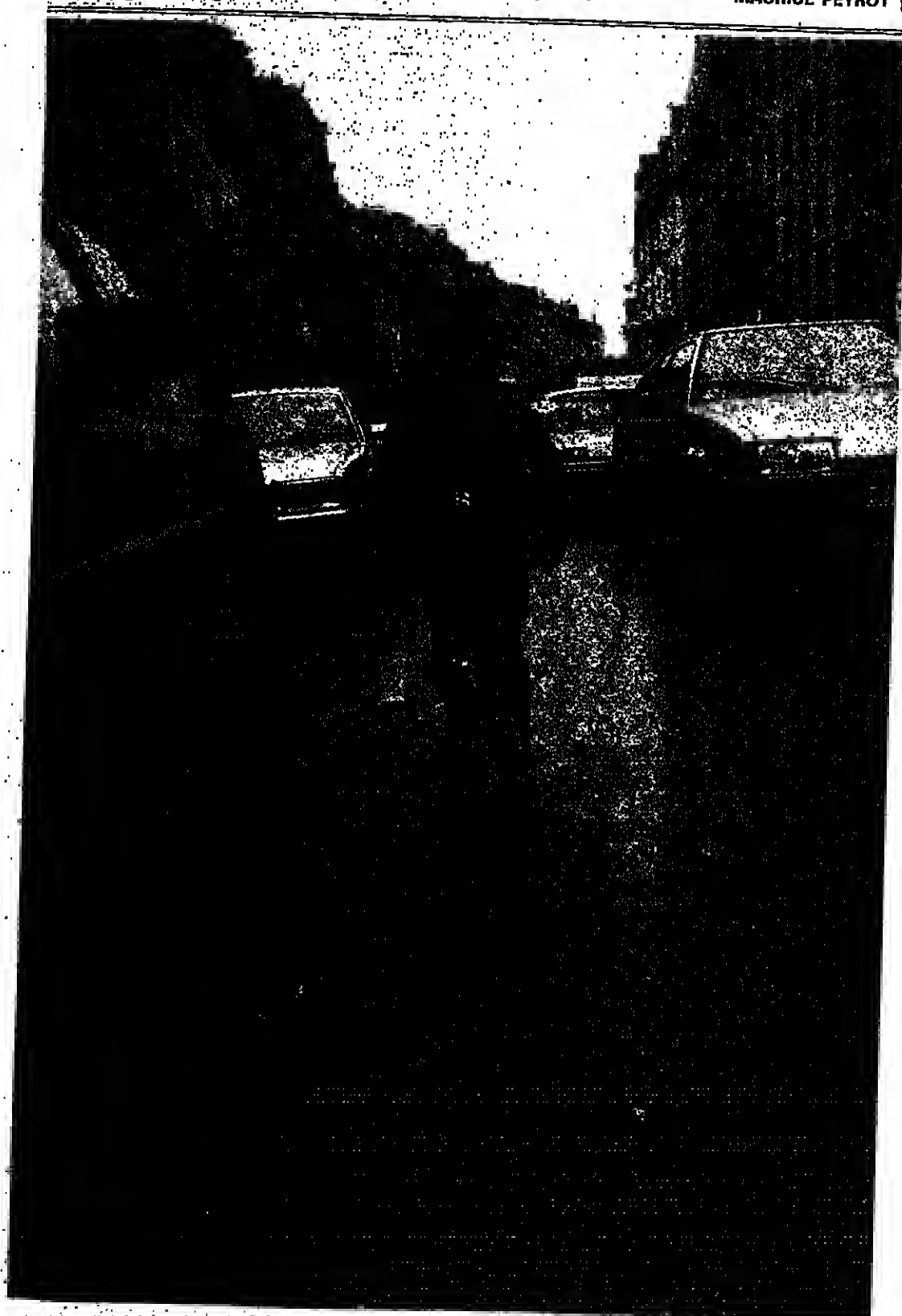
« Dès que j'ai vu que j'avais affaire à des fantaisistes, souligne Guy Lux, j'ai résilié mon contrat. » C'était le 3 mars 1987, soit un an après la signature, et Solis ne lui avait alors pas versé les royalties promises (environ 100 000 F). Dans son réquisitoire, le substitut Chassard ne l'accablait pas mais insistait sur son défaut de vigilance.

Plaidant la relaxe, les avocats de Guy Lux, M. Gérard Boudoux (Nice) et M. Paul Lombard (Marseille), se sont efforcés de démontrer, au contraire, que l'animateur n'avait rien fait de plus » et qu'à sa confiance avait été « abusée ».

Selon les mêmes méthodes, le groupe Solis commercialisait plusieurs autres produits de nature semblable. Ses trois sociétés, aujourd'hui en liquidation, avec un passif de 9 millions de francs, auraient fait six cent mille dupes grâce à une publicité « obsédante ».

Jugement le 10 décembre.

GUY PORTE



comment

développer la ville sans développer les transports en commun ?

metropus

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun

هذا هو الحال

سلا من اهل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Après les obsèques d'Ingrid et de Muriel

Un homme, une ville

Plusieurs milliers de personnes ont assisté, mardi 5 novembre à Elne (Pyrénées-Orientales), aux obsèques d'Ingrid Van de Portaele et Muriel Sanchez, deux petites filles de dix ans dont un cadre au chômage, Christian Van Geloven, quarante-eux ans, interpellé après quinze jours de recherches, a reconnu être le meurtrier. Déjà condamné à deux reprises pour avoir agressé des enfants, le meurtrier présumé a été écroué dans un lieu que les enquêteurs, par crainte de représailles, tiennent à ne pas révéler.

ELNE

de notre envoyée spéciale

« Inlassablement, on se raconte qu'il l'avait déjà fait ». Deux fois au moins, les dossiers de la justice en ont gardé les traces : le tourmenteur d'Ingrid et Muriel, déjà, s'en était pris à des enfants. Il avait pour cela connu les juges et les psychiatres, la prison et la honte. Ce « déjà » est terrible, qui accuse plus profondément encore et interdit de s'en remettre pour toute explication au hasard d'une folie impulsive passagère et imprévisible.

Les détails connus du drame, une ville entière se les ressasse, se les répète, en une litte dévorante, n'osant mettre en image ni la peur, ni les cris, ni la mort. La seule image que les habitants d'Elne aient à leur disposition est une photo que les enquêteurs, sans doute moins par complaisance que pour permettre de fixer l'angoisse, ont offerte à la presse qui l'a immédiatement publiée. C'est la photo d'identité, avec son poinçon et son cachet, d'un père de famille au crâne dégarni, aux lunettes fumées, qui sourit un peu niaisement au Photomaton. Mais des drames de cet homme-là, de ceux de sa famille aussi - il y en a une femme et des enfants - on ne sait pour ainsi dire rien.

Dans les cafés d'Elne, le journal local est dans toutes les mains. On le tourne et le

retourne et le commente. On sait maintenant à quoi ressemble celui qu'on appelle « le monsieur » et l'on prend garde de ne pas toucher son image, comme les enfants celles des serpents sur les livres de sciences naturelles. L'heure n'est pas venue - viendra-t-elle jamais ? - de tenter de comprendre l'incompréhensible.

On avait pu croire que le plus dur était passé avec ces interminables et si pudiques obsèques qui, quatre heures durant - deux heures de cathédrale et autant de procession, de remise de gerbes et de cimetière - avaient réuni pratiquement toute la ville, des bébés ébouriffés aux anciens, ratatinés et traînant la jambe sur les pavés, il y avait eu les convulsions de la mère d'Ingrid, son cri insoutenable lorsque, à côté de celui de Muriel, on avait glissé dans un trou de marbre le cercueil de sa petite fille. Il y avait eu les yeux rougis des hommes et les hoquets d'enfants cassés trop tôt par une peine d'adulte.

Des condoléances aux pétitions

Solidaires comme depuis le jour de la disparition des enfants, la ville avait fermé ses commerces et ses écoles. Avec peine, on avait supporté l'irruption des étrangers, de ces journalistes à objectifs voyeurs de cercueils, piéteux de tombes, que le curé, avec sa grosse voix gauloise de fumeur catalan, avait proprement virés de sa cathédrale. Mais il avait fallu dire l'interminable adieu et relever les rideaux de fer, tenter de retrouver la vie d'avant et lui imaginer une suite.

Après ceux des condoléances, d'autres cahiers en ville se noircissent. On pétitionne à tour de bras pour réclamer « l'abolition de l'abolition » de la peine de mort et évoquer de terribles châtements : « Ah, si seulement, cet homme, on nous le laissait entre les mains... » Aux comptoirs des cafés du commerce, on tentait de donner un sens au vide en dressant, après celui des beutes, le plan d'« exploits » futurs : siège du palais de jus-

tice ou assaut d'une prison. M. Narcisse Planet, le maire, vidé par le drame au cours duquel, pas plus que ses administrés, il n'avait marchandé son temps ni sa peine, promettait de transmettre aux élus qui en feraient bien ce qu'ils voudraient.

On se rappelle la mort en 1977 d'une adolescente victime d'un ouvrier d'auto-tampon qui, à la fête foraine de la Sainte-Eulalie, une nuit de décembre, l'avait violée et étranglée alors qu'elle repoussait ses avances. Eline, depuis, n'avait connu que quelques vols, commis pour la plupart par des gens d'ailleurs, venus d'un des cités dortoirs des alentours de Perpignan. On n'avait pas jusqu'ici vécu avec la peur. Et voilà qu'on devait commencer avec ce summum d'honneur et prendre conscience de son impuissance à renverser le cours des drames.

Installé depuis deux semaines en mairie, le poste de commandement des recherches avait pitié bagage, laissant un grand silence. Comme si tout était fini. Le juge d'instruction, M. Claude Gauze, qui s'était excusé de n'avoir pu refouler ses larmes lorsqu'il avait vu le corps des petites filles et compris ce qu'elles avaient dû vivre avant de mourir, s'était enfoncé avec les gendarmes pour classer les quatre cents pièces de cet infernal dossier et ne rien laisser au hasard.

Les familles s'étaient verrouillées en elles-mêmes. Des vitrines, on avait fini par décoller les affiches annonçant la demi-journée de deuil général. Après avoir tenté d'égayer, après avoir voulu croire à toutes les pistes, jusqu'aux plus folles, à celles même, si complaisantes, des redoutables et autres voyeurs de la France entière, pourvoyeurs d'indications futiles, après avoir fait planer les enfants des écoles sur une rédaction consacrée au thème de la disparition (on espérait encore pouvoir y puiser un indice), après avoir subi enfin l'annonce du pire, il allait falloir reprendre à vivre.

AGATHE LOGEART

Lancée il y a plus d'un an

La « grande » agence de l'environnement est toujours en panne

« Libuesque ! » Le mot revient comme un leitmotiv chez tous les protagonistes. Comment qualifier autrement la douloureuse gestation de la « grande agence », chargée de l'environnement et des économies d'énergie ? Depuis qu'en juillet 1990 - un mois après l'annonce du « plan vert » de Brice Lalonde - le cabinet de Michel Rocard a lancé ce projet, qui devait réconcilier le PS avec l'électorat des Verts, maladroites, querelles intestines, et malentendus se sont multipliés pour transformer une bonne idée en un gâchis presque complet.

Un an et demi plus tard l'Agence n'a toujours pas d'existence juridique, de conseil d'administration, ou de budget, mais elle a cinq sièges possibles, un personnel d'ores et déjà écroué et un président qui, bien qu'il ne soit pas encore officiellement nommé, est déjà virtuellement démissionnaire ! La création officielle qui devait intervenir « au plus tard le 1^{er} octobre » a dû être repoussée en catastrophe, par décret, au 31 décembre.

Comment en est-on arrivé là ? La première erreur est commise dès la conception. L'Agence doit résulter de la fusion de trois organismes existants : l'AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie), l'ANRED (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets) et l'AAQA (Agence pour la qualité de l'air). Différentes de par la taille, l'histoire et la culture, ces trois agences sont en outre soumises à trois administrations de tutelle : l'Industrie, l'Environnement et de la Recherche.

Or ces trois tutelles, mises devant le fait accompli par le premier ministre, réagissent toutes avec hostilité au projet. Les services de l'Industrie, comme ceux de la Recherche, redoutent de perdre la maîtrise de l'AFME, qui, dotée d'un budget non négligeable, est l'organe de référence des élus locaux pour ses subventions. L'administration de l'Environnement craint de se laisser « manger » - la nouvelle agence aurait un budget et des effectifs supérieurs à ceux du ministère - et se bat pour en être le seul maître, au grand dam des deux autres...

La création de l'Agence unique est officiellement annoncée le 6 octobre 1990 par M. Brice Lalonde, qui la présente comme « l'instrument numéro un de la lutte contre l'effet de serre ». Elle est approuvée deux mois plus tard par le Parlement. Reste à lui trouver un président, ce

qui, compte tenu du contexte, déclenche une guerre au couteau entre les trois ministères et finit l'occasion d'une seconde maladresse. Dans un premier temps, M. Brice Lalonde réussit, malgré d'âpres résistances, à faire accepter le nom de M. Yves Cochet, ancien compagnon des Amis de la Terre devenu membre éminent du parti des Verts. Ce devait être un bon « coup » politique. C'est un fiasco. L'affaire Brière - ce militant des Verts lyonnais soupçonné d'antisémitisme - fait écarter Yves Cochet.

L'implantation des bureaux

Le ministère de l'Environnement propose alors Lucien Chabason, ancien directeur de cabinet et père du « plan vert ». Mais les grands corps ne veulent plus entendre parler d'écolos, fussent-ils bauls fonctionnaires. En juillet 1991, un an après le lancement du projet, on déniché enfin l'homme-miracle pour la présidence de l'Agence : M. Yves Martin, ingénieur général des mines, à la fois compétent dans le domaine de l'énergie et celui de l'environnement. Pour consolider Brice Lalonde, on propose son directeur de cabinet, Vincent Demby-Willers, comme directeur de l'Agence.

M. Yves Martin est donc officiellement désigné par le premier ministre pour présider l'Agence, mais il n'est pas nommé, car le décret annonçant la création de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), non finalement voté, est publié au Journal officiel posthume, au même temps. Et on s'aperçoit alors que, selon les textes désormais officiels, la coexistence du conseil d'administration de l'Agence, qui doit être le président, nécessite légalement l'approbation du Parlement, lequel est en vacances...

Qu'importe, on attendra la rentrée parlementaire. Entre-temps, M. Martin est chargé par les trois tutelles d'étudier avec les présidents des trois agences existantes les moyens de réaliser la fusion aussitôt qu'elle sera juridiquement possible. Première question écorchée : la localisation de la future Agence. Les personnels (372 AFME, 112 ANRED et 30 AAQA) sont en effet éparpillés à travers tout l'Hexagone. Les services centraux sont répartis sur quatre sites : Vanves (Hauts-de-Seine) et Villebon (Alpes-Maritimes) pour l'AFME ; Angers pour l'ANRED et

la Défense (Hauts-de-Seine) pour l'AAQA. Sans compter les délégations régionales, y compris dans les départements d'outre-mer.

Un nouveau comité interministériel

Conclusion logique : il faut regrouper l'ensemble. M. Lalonde propose alors Tours, capitale du département où il doit se présenter aux élections régionales. M. Delabarre propose Orléans, encore plus central. Et M. Martin, en accord avec les trois agences et les services de l'aménagement du territoire, adresse en septembre une note à ses futures tutelles pour leur indiquer que le seul lieu possible, pour le siège d'un organisme écarté, est Paris.

Le 3 octobre, tout dérape : le comité interministériel à l'aménagement du territoire décide finalement que les services centraux de l'ADEME seront répartis pour moitié à Angers, pour moitié à... Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) ! Or Cergy-Pontoise est restée depuis déjà deux ans comme site d'implantation de l'Institut français de l'environnement (IFEN), à la fois « banque de données » et centre de recherche du ministère. M. Alain Richard, maire socialiste de Cergy-Pontoise, rapporteur général du budget, est le premier surpris de cette offre. Il ne s'attendait pas du tout à recevoir des « cols blancs » sur son aire technologique de Cergy-Neuville.

Résultat : la moitié des effectifs prévus à Angers et un quart de ceux prévus à Cergy se déclarent d'emblée démissionnaires, de même que deux des trois directeurs généraux. Écœuré le personnel de l'AFME, qui n'en est pas à sa première purge et a perdu un tiers de ses effectifs depuis 1988, se mobilise, crée un « Comité contre le transfert du personnel parisien » et débraye le 4 novembre. Pis encore : le président « miracle », qu'on a mis un an à dénicher, menace lui aussi de rendre son tablier avant même sa nomination.

« Au lieu de créer une grande agence on est en train de tuer les trois petites qui existent », explique un des dirigeants, qui souhaite toutefois garder l'anonymat de peur de compromettre les dernières chances de survie du projet. Jeudi 7 novembre, un nouveau comité interministériel pour l'aménagement du territoire tranchera.

ROGER CANS
et VÉRONIQUE MAURIS

Remise en service de l'accélérateur de Forbach. - Le tribunal de Sarreguemines (Moselle) a autorisé, mardi 5 novembre, la remise en service de l'accélérateur de particules de la société EBS de Forbach, où trois ouvriers avaient été gravement irradiés en août dernier. Fermée depuis septembre, l'entreprise pourra reprendre son activité dès

que le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) aura effectué une vérification complète de ses installations. Le PDG et le directeur d'EBS avaient été inculpés, en octobre dernier, de « blessures involontaires » et d'« infractions aux règlements sur l'hygiène et la sécurité » (le Monde du 24 octobre).

SPORTS

FOOTBALL : qualification européenne pour Moscou. - Un but de Christophe Robert (25^{es} mn) a suffi, mardi 5 novembre, à l'AS Monaco pour assurer sa victoire sur les Suédois de Norrköping et sa qualification pour les quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. Les Montégasques qui s'étaient déjà imposés au match aller en Suède (2-1) accèdent aux quarts

de finale d'une coupe européenne pour la troisième fois en quatre ans.

SPORTS EQUESTRES : mort de Jappeloup. - Alors qu'il manégeait tranquillement, mardi 5 novembre, dans son box à Saint-Seurin-sur-l'Isle (Gironde), le petit cheval noir de seize ans, dont on avait fait les adieux à la compétition le 29 septembre, victime d'une défaillance cardiaque, s'est soudainement écroulé. Petit par la taille (1,58 mètre), mais grand par le talent, Jappeloup avait permis à Pierre Durand d'obtenir le titre européen à Saint-Gall en Suisse en 1987, les médailles d'or individuelle et de bronze par équipe aux Jeux olympiques de Séoul en 1988 et la médaille d'or par équipe aux championnats du monde de Stockholm en 1990.

VOILE : Abandon en série dans La Baule-Dakar. - La grosse houle

formée par la tempête des jours précédents a provoqué, dès les premières heures de la course à la voile en solitaire entre La Baule et Dakar, l'abandon de trois trimarans et le retour au port de deux autres sur les huit qui avaient pris le départ mardi 5 novembre. Bertrand de Broc (Groupe LG) n'a pu éviter que son bateau, sous pilote automatique, ne heurte une bouée moquée d'une heure après le départ. La rupture d'un bras de liaison a entraîné le chavirage du trimaran. En début de soirée, c'était au tour de Francis Joyon (Banque Populaire de l'Ouest) de renoncer à la suite d'un démâtage. Enfin Hervé Lauriot (Papillote) a annoncé son abandon mercredi matin. Projeté par une vague contre un wicb, il peose, avorté au moins une côte cassée. Dès le début de la course, Jean Mauré (Eléphantine) avait dû rentrer à Pornichet après avoir cassé sa bôme en carbone.

« Crève misère » une nouvelle campagne du Secours catholique

Le Secours catholique a annoncé, mardi 5 novembre, le prochain lancement d'une campagne pour alerter l'opinion sur l'accroissement de la pauvreté. La France compterait deux millions de pauvres et au moins cent mille personnes dans le besoin ne bénéficieraient pas du revenu minimum d'insertion (RMI).

La prochaine campagne destinée à récolter des fonds a pour slogan « Crève misère ». Elle s'appuie sur des affichettes, avec lettres roses sur fond noir, et des messages radio lus par le comédien Richard Bohringer.

Secours catholique, 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07-CCP 737G.

PORTUGAL, LE NOUVEAU FESTIVAL EUROPALIA.

De septembre à décembre 91, le Portugal est en Belgique, pour vous proposer un panorama de sa culture dans le cadre d'Europalia 91. Europalia est une biennale des Arts et de la Culture dont la particularité est d'offrir une vision pluridisciplinaire de la vie culturelle présente et passée du pays invité. Après 9 pays d'Europe et le Japon, le Portugal est donc à l'honneur.

Au programme, quelque 30 expositions d'art ancien et d'art moderne. Plus de 150 concerts de musique classique et contemporaine. De la danse avec le célèbre ballet Gulbenkian. Du théâtre de toutes les époques. Du cinéma en compagnie, entre autres, de Manoel de Oliveira. Des colloques historiques et littéraires. Diverses animations. Ainsi qu'une exploration de la littérature avec Fernando Pessoa.

Par sa situation et ses découvertes, le Portugal était véritablement la porte de l'Europe sur le monde. Le carrefour des civilisations. Connue pour ses richesses, il recèle bien des trésors inconnus. Le festival Europalia vous invite à les découvrir.

Pour toutes informations et le programme complet, appelez la Fondation Europalia International au 02-507 85 94.

EUROPALIA 91 PORTUGAL

L'Europe à la découverte du Portugal.

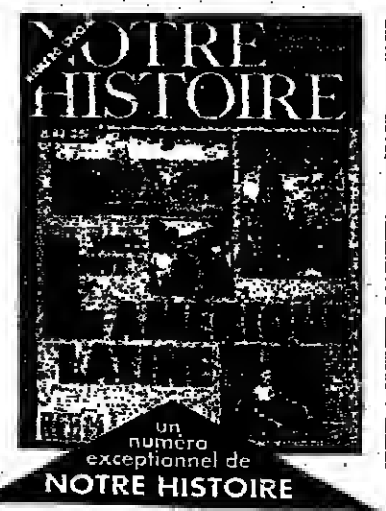
L'AMÉRIQUE LATINE cinq siècles de christianisme

1492-1992 : 5^e centenaire d'une « découverte » ? d'une « conquête » ? d'une « conversion » ? d'un « asservissement » ?

- Que cherchoit Colomb et qu'o-t-il trouvé ?
- Los Cosos Indien avec les Indiens.
- Évangélisation, modes d'emploi...
- Empire inca, Mexique, Brésil : autan de « Nouveaux Mondes ».
- Le choc des indépendances et de dictatures.

UNE ENQUÊTE EN PROFONDEUR, QUI DÉMYSTIFIE LA MÉMOIRE.

68 pages illustrées en noir et couleurs, à ne pas manquer, chez votre marchand de journaux : 35 F.
Rue du 25 octobre ou sur commande à : NOTRE HISTOIRE, VPC 163, bd Maistreherbes 75017 Paris



Vous dites pouvoir dormir sur n'importe quoi,
pourtant vous avez choisi
un matelas en pure laine vierge sur sommier
à ressorts hélicoïdaux.

Mais si vous deviez choisir un album
de Charlie Parker avant d'aller dormir,
seriez-vous aussi sûr de vous ?



Télérama

PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

هنا من الامور

POINT/LES CHIFFRES DE L'IMMIGRATION

Etrangers
et « Français
par acquisition »

Dans le débat sur l'immigration, les statistiques pèsent lourd. Mal interprétées, simplifiées ou présentées de manière tendancieuse, elles peuvent avoir des effets désastreux.

Le Haut Conseil à l'intégration, installé en mars 1990 et présidé par M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'Etat, s'est fixé pour objectif d'améliorer le recueil des données, d'affiner l'analyse et de rendre compte régulièrement de ses travaux aux pouvoirs publics et à l'opinion.

Le rapport annuel des neuf «sages», présenté mercredi 6 novembre, est entièrement consacré, cette fois, aux travaux statistiques. Il s'agit d'une synthèse inédite des données les plus récentes en la matière, provenant de l'INSEE et de l'INED, de l'Office des migrations internationales (OMI), de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), des préfectures ainsi que du ministère des affaires sociales et de l'intégration.

Ces chiffres indiquent, entre autres, que la France a enregistré l'an dernier

quelque cent mille nouveaux immigrants. Dans ce total, on ne compte ni les personnes entrées pour un séjour temporaire (étudiants, travailleurs saisonniers...), ni les demandeurs d'asile. Il n'y est pas question non plus des clandestins, sur lesquels le débat se focalise depuis quelque temps.

Le rapport du Haut Conseil souligne, en revanche, la part croissante dans la population des « Français par acquisition », c'est-à-dire des personnes nées étrangères et qui ont acquis la nationalité française au cours de leur vie.

Cent mille nouveaux immigrants en 1990

En révélant la stabilisation globale de la population étrangère - 3,6 millions en 1990 contre 3,7 en 1982 - les premiers résultats du recensement de 1990 avaient surpris (le Monde du 11 juin). La statistique ne contredisait-elle pas le constat communément admis selon lequel l'immigration serait en hausse « visible » ? Le Haut Conseil fournit une double réponse.

En premier lieu, le recensement est entaché d'inevitable erreurs. Des étrangers, comme certains Français, remplissent mal les formulaires, d'autres ne tiennent pas à se faire repérer. Certains, à l'inverse, déclarent comme étrangers leurs enfants qui sont en réalité français. Ces incertitudes ne remettent pas en cause les ordres de grandeur, ni les comparaisons avec les précédents recensements, qui souffrent des mêmes aléas.

La seconde source de décalage est beaucoup plus lourde de conséquences. Elle résulte du fait qu'un

grand nombre de personnes sont perçues comme « plus étrangères » que d'autres, de par leur apparence physique, voire leur mode de vie. Ainsi la stabilité globale du nombre des étrangers masque une forte augmentation de la proportion des personnes originaires d'un pays extérieur à la CEE - 64 % en 1990 contre 46 % en 1975 - c'est-à-dire principalement Maghrébins et Africains.

Plutôt « beurs »
que Français

Parallèlement, un grand nombre de Français sont considérés comme des étrangers par la société qui ne les perçoit pas comme « intégrés ». C'est notamment le cas des enfants d'immigrés maghrébins qui, bien que nés français, restent davantage perçus comme des « beurs » que comme des Français à part entière. Mais cela concerne aussi les Français par acquisition, c'est-à-dire les personnes nées étrangères et ayant acquis la

nationalité française en cours de leur vie : les naturalisés, leurs enfants et les enfants d'étrangers nés en France qui deviennent automatiquement français à dix-huit ans.

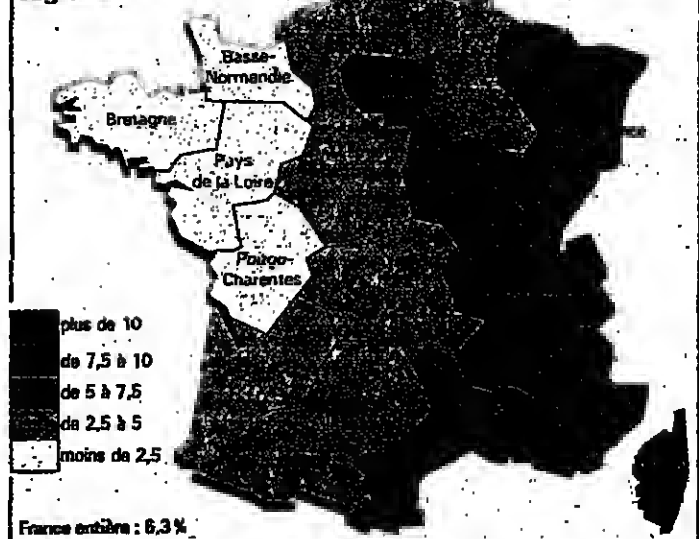
Demandeurs d'asile
et saisonniers

Un autre point fort du rapport réside dans l'analyse des flux d'im-

migrés en Ile-de-France - 38 % des étrangers présents en 1990 contre 18 % en 1946 - est un autre phénomène très perceptible sur le terrain, mais masqué par les moyennes nationales du recensement. La région parisienne concentre même 47 % des arrivées de familles d'étrangers et 66,4 % des nouveaux demandeurs d'asile. Elle se trouve elle-même déséquilibrée, avec la forte hausse de l'effectif des étrangers dans deux départements, Paris et la Seine-Saint-Denis, alors qu'une relative stabilité domine dans les cinq autres. Certaines autres régions, en revanche, se distinguent par une baisse notable. C'est le cas de la Lorraine, de Rhône-Alpes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec pour corollaire l'augmentation sensible de l'effectif des Français par acquisition.

A ces véritables « immigrants » s'ajoutent les entrées correspondant à un « séjour temporaire », soit, pour 1990, 53 053 demandeurs d'asile, 58 249 travailleurs saisonniers, 20 469 étudiants, 8 627 visiteurs, 3 807 titulaires d'une autorisation provisoire de travail. Additionner ces effectifs n'a pas grand sens puisque ces catégories connaissent des sorts différents que les statistiques ne permettent pas de suivre. Les travailleurs saisonniers repartent dans leur pays. Ce n'est

Pourcentage d'étrangers dans la population régionale en 1990



Les étrangers ne sont pas répartis en France de manière homogène. La région Ile-de-France en accueille une part croissante : 38 % en 1990, contre 33 % en 1975 et seulement 18 % en 1946.

LES FLUX DE L'AN DERNIER

	Travailleurs permanents	Familles de travailleurs permanents	Conjoints de Français	Parents d'enfant français	Réfugiés	Familles de réfugiés et apatrides	Acquis non salariés	Autres	Total
Européens	11 599	6 501	2 286	143	2 944	647	73	148	24 321
dont Europe de l'Est et OES	2 236	662	649	28	1 031	265	8	84	4 961
Asiatiques	6 370	2 806	1 415	205	8 396	1 857	56	350	21 455
Africains	2 761	25 735	9 868	2 491	1 616	468	1 241	625	44 705
dont Maghreb	1 646	23 088	7 477	237	28	80	1 223	480	34 239
Américains	1 595	1 834	1 579	200	587	184	63	53	6 095
Toutes nationalités	22 393	36 949	15 254	3 080	13 486	3 200	1 439	1 195	95 997

nationalité française en cours de leur vie : les naturalisés, leurs enfants et les enfants d'étrangers nés en France qui deviennent automatiquement français à dix-huit ans.

Ce phénomène explique pour une bonne part la stabilité du nombre des étrangers. En 1990, le recensement dénombre 1,77 million de Français par acquisition, soit 3,13 % de la population totale, contre 2,6 % en 1982. C'est la conséquence directe du processus français d'intégration des immigrés par la nationalité. Ce taux était resté stable de 1962 à 1982. Mais la vague d'immigration des années 60 se traduit aujourd'hui par une augmentation du taux de Français de fraîche date. Au total, entre 1984 et 1989, 205 000 étrangers ont acquis la nationalité française par une procédure enregistrée (non compris donc les acquisitions « automatiques »), parmi lesquels 43 % étaient auparavant italiens, espagnols ou portugais. La concentration croissante des

migrés. Le Haut Conseil prend deux précautions méthodologiques. En premier lieu, il met en garde contre la confusion entre « étranger » et « immigré ». Ce dernier est ou a été étranger et est venu s'installer en France au cours de sa vie. Il peut être Français ou étranger. Le Haut Conseil, reprenant une recommandation de l'ONU, limite la notion d'« immigré » à « l'étranger qui pour la première fois reçoit un titre de séjour d'une durée supérieure ou égale à un an ». Cette définition englobe donc les réfugiés, les travailleurs permanents qui ont reçu une autorisation de l'OMI, les familles de conjoints étrangers et les familles de réfugiés titulaires d'une carte de résident.

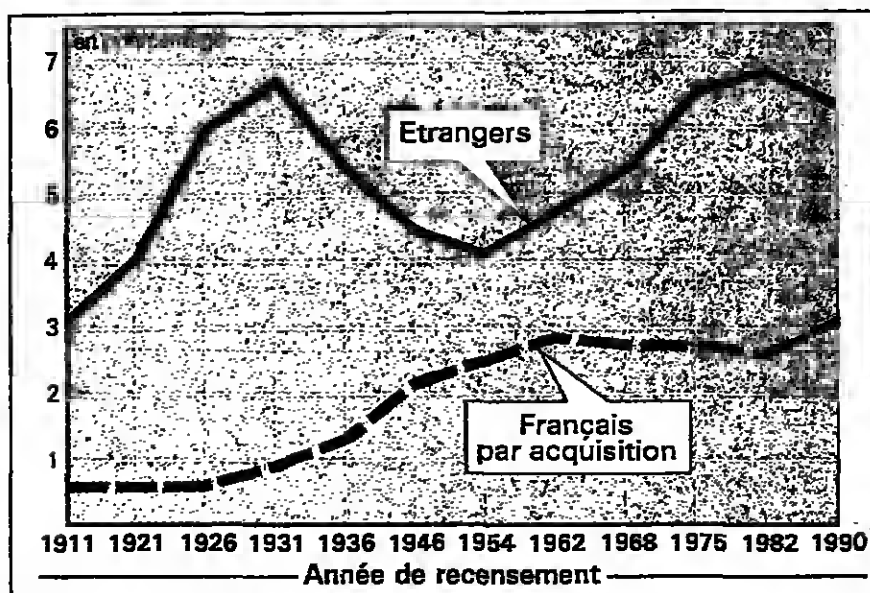
Selon cette définition, près de 100 000 immigrants sont entrés en France en 1990 (lire notre tableau). Soixante pour cent de ces entrées ont lieu au titre de la famille. Le regroupement familial proprement dit s'est récemment stabilisé après

généralement pas le cas des demandeurs d'asile, bien que 85 % d'entre eux se voient refuser le statut de réfugié. Quant aux étudiants, certains finissent par obtenir une autorisation de travail. Les statistiques ont bien du mal à refléter la réalité de cette catégorie, dont sont issus un certain nombre d'étrangers illégaux dits « clandestins ».

Aux chiffres officiels mesoquent également deux données capitales, celle des sorties volontaires du territoire et celle des décès. La réforme du système d'enregistrement du ministère de l'Intérieur, l'enquête sur les immigrés prévue par l'INSEE et l'INED et défendue par le Haut Conseil, pourraient permettre de mieux suivre la réalité particulière des mouvements de l'immigration. Et d'améliorer l'information du public sur une question trop complexe pour qu'on se contente à son propos de chiffres bruts.

PHILIPPE BERNARD

Des citoyens venus d'ailleurs



La stabilisation du nombre d'étrangers s'accompagne d'une augmentation du nombre des « Français par acquisition ». Cette augmentation, qui a été continue depuis le début du siècle, est la conséquence de fortes vagues migratoires. En 1975, sur une population totale de 52,6 millions de personnes, la France comptait 6,5 % d'étrangers et

2,7 % de « Français par acquisition ». En 1982, les proportions étaient de 6,8 % et de 2,6 %. En 1990, elles étaient de 6,3 % d'étrangers et de 3,1 % de « Français par acquisition ». L'an dernier, 30 % de ces personnes nées étrangères et devenues françaises par la suite, étaient originaires du Maghreb et 25 % d'Europe occidentale.

Mesurer l'intégration

Il n'est déjà pas facile de compter les immigrés et leurs enfants. De là à mesurer leur degré d'intégration dans la société française, c'est tout autre chose. C'est pourquoi l'une des tâches que s'est fixées le Haut Conseil.

La difficulté tient d'abord au concept lui-même : qu'entend-on exactement par intégration ? Celle-ci peut être vue de deux manières différentes : une quasi-assimilation, avec la suppression graduelle des différences entre immigrés et nationaux ; ou une absence de problèmes sociaux, favorisée par une organisation communautaire à l'anglo-saxonne.

Mariages mixtes
et chômage

L'intégration n'insiste dans le temps, elle peut s'étaler sur deux ou trois générations. Pour la mesurer, il faut des indicateurs statistiques se rapportant aux situations juridiques, familiales et sociales. Le Haut Conseil en a retenu cinq, positifs ou négatifs : les mariages mixtes, le chômage, l'appartenance à la catégorie des cadres, l'activité féminine et le prison. Mais aucun de ces indicateurs n'est simple à analyser.

Prenez le chômage. Il est clair que la population étrangère - ou même immigrée française - y est particulièrement exposée : selon une enquête de l'INSEE, pour une même qualification, le risque d'être chômeur est 80 % plus élevé pour un Maghrébin que pour un Français de souche. Mais le travail clandestin entraîne une surestimation des taux de chômage. Et ceux-ci sont un instrument de mesure imparfait : à chaque période de calcul, c'est une population différente qui est concernée, compte tenu des flux d'entrée étrangers et des flux juridiques d'acquisition ou de perte de la nationalité française... Le chômage ne peut donc être qu'un indicateur d'alerte, à manier avec précaution.

Les mariages mixtes ne sont pas beaucoup plus faciles à analyser. D'abord, les seules unions qu'on puisse recenser sont celles qui sont célébrées en France. Puis il faut pouvoir les interpréter correctement. Que

signifie, par exemple, le mariage entre un Algérien et une « beurette » française d'origine algérienne ? Dans certains cas, cela peut traduire une volonté d'intégration : le époux ; dans d'autres, celle de rester lié à la communauté d'origine. Et si une « beurette » française épouse un Français de souche, cette union échappera évidemment aux statistiques sur les mariages mixtes...

De simples
constats

Autre indicateur délicat : le pourcentage de personnes incarcérées. Chacun sait que la mise en détention provisoire est beaucoup plus fréquente chez les étrangers que chez les Français. Cela ne tient pas seulement à une « surdélinquance », explicable par des structures d'âge, de sexe ou de condition sociale : certains délinquants, comme ceux qui ont trait au séjour irrégulier, sont spécifiques aux étrangers ; d'autres, au contraire, qui devraient être réglés à l'emblée, sont systématiquement portés devant la justice quand de non-Français se trouvent en cause.

La difficulté ne s'arrête pas là. Pour chacun des indicateurs, il faudrait une distinction plus fine que celle de la nationalité. Car il ne s'agit pas seulement de mesurer l'intégration des étrangers, mais celle des immigrés (même s'ils sont français).

Conclusion du Haut Conseil à l'intégration : les indicateurs choisis constatent une situation mais ne l'expliquent pas. Tels quels, ils ne permettent pas d'isoler ce qui est propre au phénomène migratoire ou à l'origine nationale. Et ils empêchent d'appréhender l'intégration en tant que processus dynamique, car leur calcul, à des époques différentes, concernent des populations qui évoluent.

Malgré tout, le Haut Conseil estime que ce travail sur les critères d'intégration doit être poursuivi. En 1992, trois thèmes seront étudiés en priorité : l'emploi, la formation et les revenus. Cela n'empêchera pas de conduire d'autres types d'enquêtes sur les évolutions de comportement ou de situation.

A partir du moment où un grand objectif national - l'intégration - a été fixé, ne convient-il pas d'en mesurer régulièrement la réalisation, fût-ce de manière tronquée ? Les pouvoirs publics en ont besoin. L'opinion aussi, qui est spontanément plus sensible à la « différence » des immigrés qu'à leur progressive insertion dans la société.

ROBERT SOLÉ

EDUCATION • CAMPUS

La longue marche universitaire de l'Europe

La Commission de Bruxelles vient d'achever un mémorandum sur l'enseignement supérieur. Elle entend désormais ouvrir un débat tous azimuts pour définir une politique commune

EXIGENCES nouvelles, enjeux stratégiques, défis à long terme, mobilité et intégration : la littérature communautaire rassemble de ce vocabulaire qui marie, de façon souvent dissuasive, solennité prospective et sécheresse technocratique. Le mémorandum que vient de boucher la Commission des Communautés européennes sur « l'enseignement supérieur et la formation avancée » n'échappe pas à la règle.

Au-delà de son ton inimitable, ce copieux document d'une cinquantaine de pages très denses, qui doit servir de base à la réunion des ministres de l'éducation des Douze le 25 novembre, constitue pourtant une étape importante dans la présentation d'une analyse globale des perspectives de développement universitaire à l'échelle européenne. Il esquisse, autour de quelques objectifs clés, une politique d'harmonisation progressive des différents systèmes d'enseignement supérieur des Douze.

Il s'agit, à ses yeux, d'une « exigence croissante ». L'évolution de la Communauté, l'accélération des processus d'intégration et de mobilité, les défis de la science et de la technologie ou encore les perspectives d'élargissement de la CEE : tout incite les Douze à « réaliser des performances de premier plan dans le développement des ressources humaines, particulièrement dans le domaine de l'enseignement supérieur ».

Compétitivité et démographie

Deux facteurs sont particulièrement déterminants. En premier lieu, les besoins croissants du marché du travail en main-d'œuvre qualifiée de haut niveau, possédant des compétences multiples, tant dans les secteurs industriels, scientifiques et technologiques que dans celui des services, de la gestion et de la vente. Or toutes les études indiquent que « le déficit en qualifications dans les secteurs de pointe est général dans la Communauté ». C'est particulièrement sensible dans le domaine de la recherche, où l'Europe est à la traîne par rapport à ses principaux concurrents mondiaux et où les disparités d'un pays à l'autre de la CEE atteignent un niveau « critique ». Combler ce déficit est un impératif catégorique pour la compétitivité de l'économie européenne.

Cette demande pour de hauts niveaux de formation sera d'autant plus sensible que la population européenne « diminue et vieillit ». Les perspectives démographiques sont en effet sans appel : « Vers l'an 2000, le solde de l'accès au marché

du travail sera négatif, avec un excédent de trois cent mille personnes quittant le marché du travail par rapport à ceux qui y entreront ». Autrement dit, les entreprises européennes ne pourront plus s'appuyer uniquement, à l'avenir, sur le vivier des étudiants en formation initiale : sans modification des politiques d'accès à l'enseignement supérieur et d'ouverture à de nouveaux publics – en particulier les adultes –, on prévoit que leur nombre diminuera de plus d'un million et demi d'ici une dizaine d'années, passant de 6,7 à 5 millions environ. Une telle diminution produira inévitablement des « tensions » fortes entre les systèmes de formation et les systèmes d'emploi.

Enjeu plus que jamais « stratégique », le développement pour la communauté des formations supérieures exige donc de nouvelles politiques et de vigoureuses initiatives. Le mémorandum de la Commission trace à cet égard quatre priorités.

L'objectif numéro un est celui de l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur et de l'accroissement de la population universitaire. Les États membres devraient « encourager une demande supérieure et engager des actions explicites en vue d'augmenter la participation des groupes sous-représentés et de promouvoir le développement et le statut de la formation permanente ». S'il prend solo, prudemment, de noter que la fixation d'objectifs de croissance est « bien évidemment l'affaire de chaque État membre », le document de Bruxelles suggère cependant que les Douze s'efforcent d'adopter des « objectifs communs de participation, à réaliser sur une certaine période » et ouvrant la possibilité pour les États concernés, de bénéficier de l'appui de la Communauté.

Aucun chiffre n'est mentionné par le mémorandum, mais, dans les couloirs de la Commission, on ne cache pas que le sans quantitatif, et par conséquent qualitatif, nécessaire devrait être décisif : actuellement, 28 % environ d'une classe d'âge accèdent à l'enseignement supérieur dans les pays de la CEE. Il faudrait, estime-t-on, passer en une dizaine d'années à 35 %, voire 40 %. Perspective radicale pour des États comme la Grande-Bretagne, où le taux d'accès à l'Université est encore inférieur à 20 %.

Un tel bond en avant suppose, pour la Commission, « une redistribution des priorités entre la formation initiale et la formation continue ». Pour assumer les développements technologiques et élever le niveau de compétence de la population active, les entreprises



européennes devront de plus en plus s'appuyer, en effet, sur la requalification de la main-d'œuvre existante, qui sera encore en activité à plus de 80 %, à la fin du siècle. Or, constate la Commission, les systèmes d'enseignement supérieur européens ont, dans l'ensemble, été trop peu actifs sur ce terrain jusqu'à présent. Cette inadéquation est notamment « mise en lumière par le développement, ces dernières années, de formations assurées par les entreprises et par le secteur privé ».

Validation des acquis professionnels

Le mémorandum préconise donc une mobilisation générale de la part des établissements d'enseignement supérieur, qui devraient placer la formation continue parmi leurs priorités et leurs critères de recrutement et de formation des universitaires. Il convient, en outre, de résoudre un certain nombre de problèmes académiques et de permettre, en particulier, la validation « sur une grande échelle des connaissances et de l'expérience acquises sur le marché du travail ». Et la Communauté entend bien appuyer ces efforts en soutenant des projets novateurs, en particulier ceux qui seraient centrés sur les PME-PMI.

Le troisième objectif est intimement lié au développement de la formation continue et aux tensions prévisibles sur le marché de la main-d'œuvre. Il s'agit de donner « plus d'impulsion aux partenariats entre l'enseignement supérieur et l'industrie ». Les universités devraient considérer, estime la Commission, que la coopération avec l'entreprise est « une composante fondamentale de leur mission » et elles devraient être prêtes « à adapter la structure de leurs enseignements et qualifications ainsi que leurs méthodes de formation ». Inversement, les entreprises devraient avoir une stratégie explicite de formation, qui fait trop souvent défaut. Quant aux États membres, ils sont conviés à réfléchir à des politiques d'incitation fiscale de nature à stimuler les investissements des entreprises en faveur de la formation et de la coopération avec l'Université. La Communauté, pour sa part, entend encourager fortement les AUEF (association universités-entreprises pour la formation) mises en place dans le cadre du programme COMETT et dont le champ de compétence devrait être élargi.

Enfin, la Commission mise, pour tous ces développements, sur la généralisation de l'enseignement « ouvert » et à distance, dont les potentialités sont « énormes », notamment pour la formation permanente des adultes. Un mémorandum spécifique devrait être présenté rapidement sur ce point.

Au-delà de ces quatre objectifs prioritaires, Bruxelles préconise, à plus court terme, le renforcement des liens entre la « dimension communautaire » dans l'ensemble des dispositifs d'éducation et de formation. Sans aller jusqu'à proposer d'emblée l'adoption de politiques communes, le mémorandum souligne que cette dimension européenne doit être systématiquement prise en compte et renforcée.

Mobilité des étudiants et des enseignants

C'est particulièrement vrai de la mobilité des étudiants. En dépit des multiples programmes lancés depuis quatre ans (ERASMUS, COMETT, LINGUA notamment), 4 % seulement de la population étudiante sont actuellement concernés, au lieu des 10 % espérés à l'origine.

La Commission souhaite donc modifier radicalement la machine à la fois en éliminant un certain nombre d'obstacles (restrictions à l'admission, reconnaissance des qualifications, problèmes de langue, difficul-

tés financiers – elle propose, sur ce dernier point, l'introduction d'euro-prêts à des taux avantageux pour les étudiants) et en renforçant les stimulants à la mobilité. Pour développer le programme ERASMUS, elle envisage notamment de rechercher auprès du secteur privé un soutien financier accru.

La coopération entre les établissements d'enseignement supérieur devrait également être approfondie. A défaut d'une mobilité très large des étudiants européens, il s'agit d'« amener l'Europe vers les étudiants » en multipliant les programmes d'enseignement en commun et les accords de coopération, en particulier dans le domaine des échanges d'enseignants. « *reformer, sous-développée jusqu'ici* ». Un « traitement exceptionnel » du problème de la mobilité européenne des enseignants justifierait, d'ailleurs, pour la Commission, un programme spécifique de soutien aux échanges de professeurs. Ces efforts, souligne le mémorandum, « relèvent d'une stratégie de concentration des ressources intellectuelles dans toute la Communauté ».

Des « zones de consensus »

C'est donc un programme de grande ampleur et de longue haleine que préconise la Commission des Communautés pour donner une véritable consistance à l'Europe des universités. Ce volontarisme, à l'évidence, bouscule non seulement des traditions bien enracinées dans chacun des pays de la Communauté mais aussi l'organisation même des différents systèmes d'enseignement supérieur. Cela explique la prudence affichée par Bruxelles, qui vient de passer des semaines à peaufiner le texte de son mémorandum et qui prend bien soin de tracer des pistes de réflexion plutôt que des orientations trop directes.

Celles-ci ne viendront que dans plusieurs mois, au terme d'un débat très large que la Commission veut engager dans tous les États membres et avec le plus grand nombre d'acteurs et de partenaires. C'est sur la base des « zones de consensus » qui pourront se dégager à cette occasion que la Commission envisage de tracer des objectifs de planification plus précis et de présenter au conseil des ministres des « recommandations » en bonne et due forme. Au terme de ce processus, il ne restera plus qu'à poursuivre la longue marche vers l'université européenne.

GÉRARD COURTOIS

L'école découvre le marketing éducatif

L'éducation ne craint plus de s'exposer.

Deux exemples régionaux – Scola 91 à Rennes, Oriation à Nancy – en témoignent

ICI on enseigne. Un professeur de langues, des élèves, quelques chaises, un tableau : une mini-classe, ni plus ni moins, s'est installée sur le stand Education nationale du salon Scola 91, qui s'est tenu à Rennes du 23 au 30 octobre. « Soyons moins pudiques, plus communicatifs, plus volontaires. N'ayons pas peur de montrer concrètement ce qui se fait dans les écoles ». L'homme est de ceux qui parlent peu mais s'enflamment à l'idée de défendre une conviction. M. Jean-Charles Ringard, inspecteur d'académie à Rennes, poursuit : « Tout le monde vit aujourd'hui sur des images stéréotypées, standardisées, sur des clichés. Les parents d'élèves, les responsables d'entreprise, considèrent l'école à travers le prisme de ce qu'ils ont reçu. D'où ces décalages incessants et l'idée reçue qu'il faut tout va mal ».

Chargé d'organiser et de gérer la participation de l'éducation nationale au sein de Scola 91, M. Ringard balaye d'un geste les panneaux du stand de l'institution (projets d'école affichés et en images, descriptions des pratiques d'enseignement des langues en France – le

thème du salon) et s'arrête une fois encore sur la mini-classe. Ici, les adultes peuvent même revenir en classe et tester sur pièces l'enseignement que l'on dispense au collège.

« On ne peut pas être absent d'une manifestation comme celle-ci, l'éducation nationale n'est plus seule dépositaire des savoirs. Nous ne sommes plus au temps de l'alphabetisation. Notre place est ici, à deux pas de l'enseignement catholique, au milieu de commerçants, d'entreprises et de jeunes qui "vendent" eux aussi leur lycée, le technique, le professionnel. On peut opposer une résistance idéologique, avancer une certaine éthique laïque de son métier et être rebuté par le côté commercial d'une telle démarche. N'empêche, il ne s'agit plus d'être frileux. Si l'on résiste, on sera de moins en moins éducatif et de moins en moins nationale. Il faut va-lo-riser nos compétences et ne pas hésiter à faire du marketing éducatif ».

C'est dit. Et depuis peu, c'est un fait : l'éducation sort des écoles, se montre, s'affiche. De préférence localement. A Rennes, l'initiative est venue de la Ville et a pris corps au cœur de la ville. La deuxième

citée après Lyon à avoir signé un contrat éducatif ville-État s'est lancée dans l'aventure en 1985. Le temps fort ainsi créé, après s'être baptisé un temps un peu pompeusement Forum des projets éducatifs (1987), a trouvé son nom : Scola, un contenu (une centaine d'exposants, trois journées de rencontres professionnelles organisées par l'Institut national de recherche pédagogique), une vocation (européenne, par la connaissance des systèmes éducatifs voisins), une périodicité (biennale) et désormais un public (25 000 visiteurs, décideurs, parents d'élèves, élèves du Grand Ouest).

Répondre aux attentes des jeunes

« Il ne s'agissait pas de faire un colloque pointu de plus, explique M. Hubert Chardonnet, conseiller municipal délégué à l'enseignement et à la jeunesse, mais de créer de la fois un lieu de communication – le salon – et un lieu de réflexion – les rencontres ». Pas question non plus d'organiser un Salon de l'étudiant bis, à vocation commerciale. La manifestation s'est ouverte aux

intervenant étrangers, via deux thèmes porteurs : l'Europe des langues et l'Europe des formations et des métiers. L'opération a coûté 5,5 millions de francs financés à près de 75 %, en subventions et prestations de services, par la Ville de Rennes.

A Nancy, c'est la même volonté d'exposer l'éducation qui a animé les responsables de l'Office lorrain d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP Lorraine), à une fin tout à fait différente, axée spécifiquement sur l'orientation post-bac. « En lançant un Salon des formations et des métiers en 1990, nous souhaitons dépasser notre seule fonction éditoriale, explique M. Françoise Vuillemin, directrice de l'ONISEP Lorraine et commissaire général d'Oriation. Nous voulons répondre aux attentes des jeunes : apporter des éléments concrets, du vécu, des témoignages. Organiser, par exemple, des consultations d'orientation puis simuler dans la foulée des entretiens d'embauche avec des responsables de recrutement ».

Souhaitant briser les carcans institutionnels et les contraintes du service public, l'équipe de l'ON-

SEP Lorraine a créé une association afin de ne pas peser sur la comptabilité publique et de gérer « au plus clair » les 1,5 million de francs nécessaires à la bonne marche de la manifestation, qui s'est tenue, pour la deuxième fois, du 10 au 12 octobre dernier au Parc des expositions de Nancy.

« Ici, rien ne se vend ! »

En deux ans, les responsables de l'Office, qui avaient obtenu à l'origine « plus d'adhésion à l'extérieur qu'à l'intérieur du système éducatif », ont su tisser un réseau de correspondants locaux : établissements, notamment techniques et professionnels, qui se sont groupés pour pouvoir exposer, collectivement locaux qui ont subventionné, banques ou mutuelle étudiante qui ont sponsorisé, médias qui ont répercuté, entreprises ou branches professionnelles, enfin, qui ont découvert, encore en petit nombre (38 sur 500 entreprises contactées), l'intérêt qu'offre à moyen terme une participation à une telle opération. Le résultat, au plan régional, est plus qu'encourageant. 12 000

visiteurs (dont 9 700 lycéens) en 1990, 23 000 en 1991 (dont 14 700 lycéens et 6 500 étudiants) pour une académie qui compte un peu moins de 27 000 élèves de terminale.

« Bien sûr, rétorque M. Vuillemin, on nous dira que cela "fait" commercial. Mais l'idée de commerce provient du seul fait que nous n'écarterons pas les réalités économiques d'une telle opération ! Et, contrairement à d'autres salons, dont le principe repose sur le commerce, ici, rien ne se vend, si ce n'est une somme de compétences afin que les élèves puissent agir à l'université en consommateurs avisés ».

Rennes, pour son aspect grand public, ou Nancy pour son domaine ciblé (l'orientation) pourront rapidement faire des émules. La ville de Strasbourg a récemment fait part de son souhait d'« importer » l'idée rennaise, et les responsables des services académiques d'information et d'orientation de Dijon, qui envisagent de mettre sur pied l'an prochain un « salon » de l'orientation, se sont rendus à Nancy. L'école semble découvrir les vertus de la communication.

JEAN-MICHEL DUMAY

سكولا من أجل

هذا من ليد

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

APPRENTISSAGE. En 1990, 231 572 apprentis ont été recensés dans les centres de formation d'apprentis (CFA), soit une baisse de 1 % par rapport à l'année antérieure. Plus de 217 000 apprentis préparent un certificat d'aptitude professionnelle (CAP). En revanche, la part de l'apprentissage en SEP (3 959 élèves pour 462 600 en lycée professionnel) et en bac professionnel (2 926 pour 73 850) reste marginale. (Note d'information 91-41 du ministère de l'éducation nationale)

EDITION SCOLAIRE. La déprime des éditeurs scolaires s'aggrave. Leur chiffre d'affaires avait déjà baissé, pour la première fois depuis dix ans, de 3,5 % en 1990. Selon le syndicat national de l'édition, la baisse s'est accélérée au premier semestre 1991 (-5,7 %). Le mouvement est surtout dû à la mévente des manuels scolaires dans les collèges.

LIMOGES. Le remplacement, à la tête du rectorat de Limoges, de M. Claude Lombois par M. Guy Pouzard (le Monde du 1^{er} novembre) devrait permettre d'émousser le conflit de plus en plus vif qui opposait l'ancien recteur aux syndicats enseignants de son académie. Un différend était publiquement, le 25 septembre dernier, devant le tribunal de la Brive (Corrèze). Le directeur du collège Victor Hugo de Tulle, M. Caillot, y accusait un professeur responsable du SNES, M. André Pamboutoglou, d'avoir tenu des propos diffamatoires à son égard lors d'une réunion de la commission d'administration paritaire académique. Or le plaignant ne participait pas à cette réunion, et ne pouvait avoir connaissance de ces propos, en principe confidentiels, que par des « fuites » organisées depuis le rectorat, ce qui donne argument à la défense pour plaider la machination et présenter le recteur Lombois comme le « véritable instigateur » de ce procès. Le tribunal de Brive rendra son jugement sur cette affaire le 19 décembre prochain, mais le départ de M. Lombois devrait calmer le jeu. (Corresp.)

MAJORITE SOCIALE. Le Mouvement national des étudiants de France (MNEF) poursuit sa campagne en faveur de l'enseignement de l'âge de la majorité sociale étudiante sur la majorité civile, à dix-huit ans. L'appel lancé en ce sens début octobre (le Monde du 3 octobre), a déjà recueilli plus de trois cents signatures : 67 députés

ont exprimé leur soutien, dont 50 socialistes, mais aussi des personnalités comme Michel Noir, maire de Lyon, André Rossini, maire de Nancy, Jacques Barrot ainsi que Michel Rocard, ancien premier ministre.

POITIERS. Coup de colère des universitaires de Poitiers, le 29 octobre dernier : par 19 voix contre 15 et 5 abstentions, le conseil d'administration de l'université a repoussé le projet de contrat quadriennal entre l'Etat et l'université. Malgré la promesse de 120 créations de postes d'enseignants en deux ans, les syndicats enseignants et étudiants ont déploré l'absence de mesures pour les ATOS (non enseignants), ou pour les IUT, ainsi que l'absence de dotation particulière pour la future université de La Rochelle. M. René Girard a qualifié ce refus de « d'arrière-pensées » qui risquent de remettre en cause les engagements financiers du schéma régional Universités 2 000. (Corresp.)

UNEF-ID. L'UNEF-Indépendante et Démocratique (UNEF-ID) va changer de président. A l'occasion d'un collectif national fixé au 30 novembre, M. Christophe Borgel, qui est à la tête du principal syndicat français d'étudiants depuis avril 1988, devra passer le flambeau à M. Philippe Campinchi. Agé de vingt-sept ans et étudiant en troisième cycle à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Philippe Campinchi est entré à l'UNEF-ID en 1985. Il fut l'un des animateurs des manifestations étudiantes de l'automne 1988 contre le projet de loi Devaquet. Christophe Borgel souhaite désormais se consacrer aux relations entre l'université et la ville. Il envisage de créer une association organisant le soutien scolaire, par des étudiants, dans les quartiers « difficiles ».

VIDEO. L'association Jean Zay et l'inspection de l'éducation nationale de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or) organisent, les 8 et 9 mai 1992, le 4^e festival national du film vidéo pédagogique, Ecolimages. Ce festival récompense chaque année des productions amateurs ou professionnelles, témoignant d'une activité scolaire originale par sa forme, son contenu ou son sujet. Les candidats doivent déposer leur film avant le 22 février prochain. (Paris, supré de l'association Jean Zay, tél. : 80-97-08-83).

Journaux lycéens en liberté surveillée

Cette presse se développe, mais le ministère craint les dérapages. Un livre blanc tente de poser quelques garde-fous.

La presse lycéenne est à l'honneur. Le Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI) lui consacre un livre blanc (1) et elle vient de faire l'objet d'une université d'été, qui a réuni, du 28 au 31 octobre, à Marly-le-Roi, une cinquantaine d'enseignants, de chefs d'établissements et de lycéens.

Cette mobilisation n'est pas le fruit du hasard. Enseignants et chefs d'établissements ne sont pas très à l'aise avec ces droits tout neufs acquis par les lycéens sous la pression du mouvement d'octobre 1990. Les dérapages sont peu fréquents, mais ils peuvent être spectaculaires comme l'a montré l'histoire de Rochefort (Charente-Maritime), où trois enseignants ont intenté un procès en diffamation à trois lycéens, rédacteurs du journal *Confessions* (le Monde du 22 août).

La presse lycéenne est à peu près aussi ancienne que les lycées eux-mêmes — les premiers spécimens connus, signés le CLEMI, remontent à 1830 — mais elle vivait, jusqu'à présent, dans un état de semi-clandestinité, sans réglementation véritablement statutaire. Toute publication devait notamment pour être diffusée dans l'enceinte du lycée, recevoir au préalable l'imprimatur du chef d'établissement. Dissuasif, même si beaucoup de professeurs usaient avec circonspection de ce droit de veto.

M. Lionel Jospin avait inscrit le principe de la liberté d'expression des lycéens dans sa loi d'orientation du 10 juillet 1989. Très attendu par les lycéens qui en avaient fait un des chevaux de bataille de leur mouvement de l'an dernier, un décret précisant les « droits et devoirs des lycéens » était publié en février 1991. Enfin, une circulaire entièrement consacrée à la presse lycéenne sortait un mois plus tard, après un accompagnement au forceps et six versions successives. Objectif du ministre : préciser les règles du jeu et rassurer des chefs d'établissement plutôt méfiants, dans l'ensemble, à l'égard des nouveaux textes.

Le rôle difficile du médiateur

Rédigé à la demande du ministre, le Livre blanc des journaux lycéens, présenté à Marly-le-Roi, complète le dispositif. En une centaine de pages, le groupe de travail où étaient réunis, sous la houlette du CLEMI, des enseignants, des chefs d'établissement, des juristes et des lycéens a dressé un état des lieux, analysé la nouvelle réglementation et fait des propositions. Prudence, prudence. Le ton adopté est très consensuel. L'affaire de Rochefort, par exemple, actuellement en appel et qui doit

être jugée par le tribunal de Poitiers le jeudi 7 novembre, est juste évoquée et le groupe de travail, qui ne donne par ailleurs aucune indication sur le nombre des « dérapages » occasionnés par les nouveaux textes, n'a visiblement pas cherché à l'analyser. Dès le premier jour des débats à Marly-le-Roi, les réactions de crainte d'un certain nombre de professeurs et d'enseignants ont pourtant occupé une place centrale. « Il faut que nous soyons des médiateurs, mais comment s'y prendre ? » a, par exemple, interrogé M^{me} Marie-Josée Mescon, proviseur au lycée Georges-Brassens de Neuchâtel-en-Bray (Seine-Maritime). La circulaire est mal venue par un certain nombre d'enseignants. Quand on travaille avec des adultes qui ont peur et qui donnent quatre heures de colle pour une brouille, comment faire pour éviter ces situations de crise dont les élèves sont toujours les frais ? »

Malgré des contributions intéressantes, le Livre blanc ne répond pas vraiment à cette question. Jean-Pierre Rosenczweig, directeur de l'Institut de l'enfance et de la famille, réplique, à juste titre, la circulaire sur

la presse lycéenne dans le contexte plus général de la convention internationale des droits de l'enfant. Alain Weber, avocat et membre de la commission des droits de l'enfance de la Ligue des droits de l'homme analyse les nouveaux textes d'un point de vue juridique, en insistant particulièrement sur le rôle des chefs d'établissement. Ces derniers sont-ils, comme l'a défendu leur plus important syndicat, le SNPDSE-FEN, mis dans une situation tellement inconfortable par les nouveaux textes ? Pas si simple, répond Alain Weber. « La circulaire rappelle que le chef d'établissement conserve un pouvoir essentiel d'appui, d'encouragement et éventuellement de mise en garde », explique-t-il.

« Le nouveau texte décharge les chefs d'établissement d'une responsabilité qui pesait, parfois à leur insu, sur leurs épaules », ajoute Alain Weber, puisqu'ils endossaient ipso facto la responsabilité d'écrits sur lesquels ils ne pouvaient pas avoir de maîtrise intellectuelle ». En outre, précise-t-il enfin, les chefs d'établissement ne sont pas démunis de moyens d'agir puisqu'ils peuvent, en

cas de problème, suspendre ou interdire une publication.

Formulées très brièvement, les recommandations du groupe de travail se résument en trois mots : informer, conseiller et diversifier. Autrement dit, favoriser « l'existence de plusieurs journaux de styles différents dans un même établissement ». L'inscription au conseil d'administration de l'établissement d'un conseil de délégués d'élèves d'une réflexion sur les publications des lycéens est « une démarche indispensable », estime le groupe de travail. Un exercice sans doute périlleux si l'on veut préserver l'essentiel des journaux lycéens, qui est de « conquérir un territoire, un espace d'autonomie et de libre parole » comme le signale dans le Livre blanc, Pascal Faumery directeur du festival Scoop en stock (2).

Former les enseignants

De la même façon, le Livre blanc recommande que les jeunes soient « formés » à l'exercice du droit de presse. « Ne confondons pas tout », a tenu à rectifier M. André Hussenot, inspecteur général et directeur du centre de formation des cadres et des personnels d'inspection de l'éducation nationale, invité à Marly-le-Roi. Autant une formation paraît indispensable pour l'exercice du rôle de délégué élève, autant elle paraît secondaire en ce qui concerne le droit d'expression des élèves. S'il convient, à ce sujet, d'organiser une formation, c'est plutôt en direction des chefs d'établissement et des enseignants qu'il le soit.

Pour les élèves, ce revanche, il serait sans doute utile d'organiser, au moins dans les lycées, une réflexion collective sur les nouveaux textes ministériels. Les lycéens présents à Marly-le-Roi avaient visiblement pris connaissance de ces textes grâce au dossier élaboré à leur intention par le CLEMI. Mais qu'en est-il de la masse des autres ? Une cinquantaine de lycéens de la région parisienne, membres des conseils de délégués de leurs établissements, étaient réunis à Paris-VIII pour une autre université d'été consacrée à la formation des délégués (voir ci-dessus). Or, plusieurs confessaient sans complaisance leur satisfaction d'avoir pu à cette occasion, « découvrir » les textes sur le droit d'expression et de presse.

CHRISTINE GARIN

(1) L'Expression lycéenne. Livre blanc des journaux lycéens. Hachette-CNDP (à paraître).
(2) Depuis 1985, le festival Scoop en stock réunit chaque année environ deux mille lycéens représentant plusieurs centaines de journaux lycéens.

Les professionnels

Jeux de rôle, analyse de cas et travail sur la communication étaient au programme de l'université d'été organisée à Paris-VIII, du 28 au 31 octobre, pour une cinquantaine de lycéens, membres des conseils de délégués de leurs établissements des académies de Paris, Versailles et Créteil. Sous la houlette de M. Pierre Vandevorde, doyen du groupe vie scolaire de l'inspection générale, et de M. Guy Berger, professeur à Paris-VIII, les délégués ont, quatre jours durant, débattu avec des représentants du ministère, des chefs d'établissement et des conseillers d'éducation. Ils ont pu aussi interroger des représentants d'établissements allemands, australiens, italiens sur les « droits et devoirs des lycéens » dans d'autres pays.

Pour tout savoir sur les nouveaux textes, l'organisation et le rôle des différents conseils, le fonctionnement des établissements ou encore l'animation et la création d'un foyer socio-éducatif, on peut se reporter à la nouvelle édition de *Délégué Flash*, édité par le CRDP de Gre-

noble. On y trouve l'ensemble des textes officiels utiles aux élèves exerçant des responsabilités au sein de leur établissement ainsi que des conseils pratiques et toutes les adresses utiles.

Pour ceux qui tentent l'aventure de la presse lycéenne, Odile Chevenez, du Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information (CLEMI), propose un petit guide pratique. *Faire son journal au lycée*. De la constitution d'une équipe aux feuilles de la maquette, en passant par la recherche de la publicité et des sponsors et les techniques de l'interview, Odile Chevenez distribue ses conseils.

► *Délégué Flash. Mémento-guide à l'usage des élèves et des enseignants*. Centre régional de documentation pédagogique (CRDP) : 11, avenue du Général-Champon. 38031 Grenoble-Cedex. Tél. : 76-74-74-74.

► *Faire son journal au lycée*, par Odile Chevenez et le CLEMI. Editions du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ). Diffusion La Découverte, 127 pages, 48 francs.

POINT DE VUE

Ingénieurs : sélection n'est pas formation

par Jean-Claude Martin

EN France, quand on parle de formation d'ingénieurs, on parle d'abord d'ingénieurs diplômés des écoles. Or, si le titre d'ingénieur diplômé est protégé — par la commission du titre qui reproduit, avec parcimonie, le modèle existant — la fonction d'ingénieur, elle, n'est pas réglementée.

Sur plus de 500 000 ingénieurs en exercice en 1989 (source CEREQ), à peine 39 % étaient diplômés d'école. La même proportion (39 %) était issue de la promotion, interne à l'entreprise, de cadres moyens titulaires de diplômes de niveau inférieur ou égal à bac + 2. Au cours de la dernière décennie, s'est développée une nouvelle catégorie d'ingénieurs : celle des diplômés d'université (de la maîtrise au doctorat). Et elle donne satisfaction. A elle seule, sur une période de cinq ans, l'université Paul-Sabatier de Toulouse en a formé plus de 3 500, davantage que trois ou quatre écoles réunies.

Il apparaît très clairement qu'aujourd'hui, pour répondre à la nécessité de doubler le nombre d'ingénieurs formés, les écoles ne peuvent suffire, puisque, depuis déjà longtemps, elles ne suffisent pas les besoins et que leurs coûts sont prohibitifs.

Toutes les possibilités doivent donc être utilisées. Il y a de l'intérêt de notre économie et de celui de nos jeunes. Selon sa capacité à résoudre un problème, la France montrera, soit qu'elle est un pays moderne capable de mobilisation et d'innovation, soit qu'elle reste un vieux pays empêtré dans ses traditions, paralysé par les con-

servatismes et les furies de chapelle. La fonction d'ingénieur n'est pas une. Elle est diverse par la nature des tâches, différente selon les spécialités. Elle est ce que l'industrie en fait et ce que les écoles et la commission du titre voudraient qu'elle soit. Il faut en tirer les conséquences.

Le nombre et la compétence

Mon plaidoyer — c'en est un — veut interpeller les protagonistes afin qu'ils admettent que la formation des ingénieurs se discute en termes de formation, c'est-à-dire d'enseignement, d'apprentissage et de qualification acquises, sans a priori de sélection, concours d'entrée, nombre d'années d'études, statut de l'établissement, ni préjugé de modèle normatif.

Le seul objectif n'est-il pas de faire acquiescer à l'apprenant, étudiant ou salarié en formation continue, les compétences nécessaires à l'exercice de la profession, telles qu'elles peuvent se déduire de l'observation de la pratique actuelle et d'une anticipation de la pratique future ?

Sélection n'est pas formation. La sélection à l'entrée ne mesure que la qualité des élèves et bien évidemment pas celle des études qui suivent. On pourrait croire pourtant qu'il en est autrement, à écouter l'argumentation des défenseurs du système.

La sélection perd son caractère opératoire et il s'ensuit une baisse de niveau, quand il s'agit d'augmenter les effectifs. Seule une formation adaptée, en amont, à l'ap-

prenant, à ses capacités, à ses acquis, et, en aval, à la fonction visée, peut concilier la nécessité du nombre et de la compétence.

Les universités peuvent apporter beaucoup pour atteindre l'objectif de doubler en trois ans, fixé par les autorités de l'Etat sur la demande des professions. Un grand nombre de formations scientifiques et technologiques, en leur sein, dispensent déjà, au cours des trois cycles d'études, une bonne partie des savoirs nécessaires à l'ingénieur. Une fois repérés les savoirs et savoir-faire manquants selon les spécialités et les fonctions visées (ingénieurs de conception, production, recherche, etc.), il suffit de déduire les contenus de formation complémentaires à assurer, de les regrouper par objectif, en modules d'enseignement professionnel, de généraliser les stages en entreprise et surtout d'en aménager l'utilisation pédagogique.

Aller plus loin que les IUP

A partir du moment où seraient obtenus, quel que soit le temps mis à les préparer, les examens correspondants, la qualification acquise étant celle d'ingénieur, elle devrait être reconnue comme telle et le titre d'ingénieur, par accord de vérité et de justice, délivré. Une estimation rapide du coût montre que la transformation d'un maître des sciences en ingénieur ne coûterait guère plus de 10 000 francs à l'Etat. Un tel dispositif aurait l'avantage de se prêter tant à la formation initiale, qu'à la formation en alternance ou à

temps partagé entre travail et études, ou à la formation continue des salariés.

La création d'instituts universitaires professionnalisés d'ingénierie va dans ce sens, mais pas assez loin. Pour qu'elle mobilise les universités scientifiques les mieux placées pour le faire aboutir et atteindre l'objectif de doublement fixé, il faudrait en faire une opération comparable à celle du lancement des IUT, comportant une programmation de moyens. Et offrir le vrai titre d'ingénieur au côté d'ingénieur diplômé d'université. Ingénieur-maître, le diplôme auquel conduiraient les IUP, est intraduisible.

Le monopole des écoles et les critères de la commission du titre sont dépassés. Aujourd'hui une université responsable, capable d'apporter sa pierre au développement économique et social, qui rejette la religion du bachotage, de la sélection à l'entrée, de la ségrégation des étudiants, du statut dérogatoire des structures, pour lui préférer des principes de formation ouverte, de lutte contre l'échec et d'ouverture, est empêchée d'agir, ou doit se rabattre sur des solutions intraduisibles.

Schopenhauer disait : « On peut ce qu'on veut, mais on ne peut pas ce qu'on veut. » Pourrait-on enfin, vouloir former un nombre suffisant d'ingénieurs ?

► M. Jean-Claude Martin, ancien recteur, est président de l'université Paul-Sabatier de Toulouse.

Les clefs du savoir

Tous les aspects de la politique et de l'économie : modes de gouvernement, institutions, relations internationales, idées politiques, syndicats et groupes de pression, police, environnement, collectivités locales, fiscalité, économie internationale...

Collection dirigée par Dominique Chagnollaud. Professeurs à l'université d'Orléans, politiques de Lyon, et Yves Meny, Professeur à l'université d'Orléans, des politiques de Paris.

Volumes de 160 pages. Prix unique : 60 F

Le système politique français
Yves Meny

Montchrestien
25, rue Vauvray
75014 Paris
Tél. (1) 46 34 07 70
Téléfax (1) 46 34 07 71

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
CONTRAT ET RELATIONS DU TRAVAIL
par Claude ORLIAC
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

EDUCATION • CAMPUS

Grenoblois sans frontière

Au-delà du label de « pôle européen », la communauté universitaire de l'Isère joue la carte internationale

GRENOBLE

correspondance

QUITTE à devenir l'un des « pôles universitaires européens » prônés par le ministère de l'éducation nationale, autant l'être résolument et d'entrée de jeu. C'est le choix qu'a fait la communauté universitaire et scientifique grenobloise en décidant de se soumettre au diagnostic d'une instance internationale de haut niveau. Composée de quatorze membres dont une dizaine d'universitaires européens et présidée par M. Alex Müller, Prix Nobel de physique en 1986, le conseil scientifique du « pôle européen » en gestation vient en effet d'ausculter le potentiel universitaire grenoblois et de remettre un rapport sans concession.

Les experts du nouveau conseil affichent d'emblée une grande liberté de réflexion. Ainsi, incitent-ils les Grenoblois à dépasser le catalogue d'intentions pour définir avec plus de précision leurs vastes projets. De même, ils mettent carrément le doigt sur la plaie, en rappelant que l'autonomie, tant financière qu'en matière de recrutement des chercheurs, reste l'une des conditions de succès d'un véritable développement international.

Il s'agit enfin de veiller au bon développement de certaines disciplines (notamment les mathématiques et une partie de la physique) auxquelles Grenoble doit sa notoriété, mais qui ne figurent pas parmi les quatre axes de recherche choisis pour structurer le pôle grenoblois (1).

Le tout jeune conseil scientifique remet même en cause la notion de pôle européen. « Il faut s'interroger, souligne-t-il, sur la signification réelle d'un label « européen », attribué par une instance nationale. Le ministère de l'éducation nationale l'a d'ailleurs suivi sur ce terrain, et vient de donner son accord pour que le pôle universitaire et scientifique en cours de mise en place ne mentionne plus ce qualificatif dans son intitulé.

Ces subtilités sémantiques dépassent l'anecdote. Lorsqu'il avait lancé l'idée, en 1990, dans le cadre du schéma de développement de l'enseignement supérieur Université 2000, le conseil scientifique de l'éducation nationale sur quelques ensembles universitaires chargés d'atteindre une meilleure compétitivité face aux grands centres étrangers. L'objectif initial consistait à renforcer l'identité d'une poignée de sites (Grenoble, Paris-Orsay, Strasbourg, Toulouse), en les incitant à réorganiser, regrouper et fédérer leurs forces.

Dépasser le cadre universitaire

Depuis, le concept de « pôle européen » a fait florès dans l'hexagone. Onze projets sont aujourd'hui recensés sous ce label, dans les principales villes universitaires. Ils témoignent de conceptions d'autant plus variées que la démarche ministérielle, volontairement expérimentale, laisse une large place à l'initiative locale. « Nous attendons des partenaires concernés qu'ils fassent preuve de leur volonté à se rassembler pour atteindre un potentiel qu'ils possèdent », explique-t-on rue de Grenelle. Ainsi, à la différence des Strasbourgeois, qui ont signé dès juin dernier avec le ministère de l'éducation nationale un contrat basé sur la fédération des seules composantes universitaires, les Grenoblois se sont attelés à un projet plus écumenique.

« Nous voulons dépasser le cadre strictement universitaire, pour associer les grands organismes de recherche », explique M. Jean-Marie Martin, économiste, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), président d'une structure provisoire chargée de créer un groupement d'intérêt public (GIP). Ce GIP aura la lourde tâche de façonner un visage unique à une nébuleuse composée de quatre universités et leurs 40 000 étudiants, de nombreux organismes de recherche, dont quatre instituts internationaux (2), et d'un tissu industriel très dense, sans compter les collectivités locales, intéressées par la démarche.

Il a tout d'abord fallu surmonter quelques réticences, notamment celles de structures nationales, telles que le Centre national d'études des télécommunications (CNET), peu enclines à se plier aux exigences d'une logique régionale. « L'un des aspects passionnants de notre expérience est de rechercher la compatibilité entre une politique scientifique de site et une politique nationale, qui peuvent s'avérer plus complé-

mentaires qu'antagonistes dans une logique européenne », poursuit M. Martin.

De fait, la démarche grenobloise est sur le point d'aboutir auprès des douze partenaires du futur GIP, dont les statuts devraient être signés d'ici à la fin de l'année (3). Le GIP devrait disposer d'environ 6 millions de francs, provenant pour moitié de ses partenaires, et pour moitié d'un contrat de pôle à négocier avec le ministère de l'éducation nationale.

Sur le terrain, les choses avancent pas à pas. « Nous n'attendons pas la mise en place institutionnelle du pôle pour travailler à des réalisations concrètes », explique M. François Gillet, ingénieur de recherche au CNRS, pressenti pour prendre la direction du GIP. A cet égard, la récente mise à disposition du pôle du chef de cabinet du président de l'université Pierre-Mendès-France, avec mission de traiter de façon interuniversitaire les questions de vie étudiante, d'urbanisme et de politique culturelle, est citée comme exemplaire. « Notre action devrait permettre aux universités de gagner en efficacité dans ces domaines qui sont aujourd'hui en marge de leurs préoccupations les plus urgentes », estime M. Gillet.

Une meilleure « lisibilité » externe du site universitaire grenoblois est également attendue de la création de nouvelles formations. Il s'agit, en particulier, d'un projet de collège international de premier cycle, destiné à donner une formation multidisciplinaire à des étudiants européens pour les conduire à différentes maîtrises et écoles d'ingénieurs. Une autre piste consiste à développer des formations doctorales et postdoctorales sur les sites de Grenoble, de l'école de physique théorique des Houches et du parc technologique d'Archières (Haute-Savoie), en coopération avec le Centre d'études et de recherche nucléaire (CERN), les universités de Savoie et de Genève, et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. De quoi donner du grain à moudre au conseil scientifique, dont la prochaine réunion est prévue en mars 1992.

ELISABETH DEVAL

(1) Accompagnement des grands équipements scientifiques, sciences et technologie de l'information et de la communication, environnement et milieu naturels, science-technologie et société.

(2) Institut Laue-Langevin (ILL), Source européenne de rayonnement synchrotron (ESRF), Institut de radioastronomie millimétrique (IRAM), Service national des champs magnétiques intenses (SNCF).

(3) Universités Joseph-Fourier (Grenoble-I), Pierre-Mendès-France (Grenoble-II), Stendhal (Grenoble-III), Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Centre national d'études des télécommunications (CNET), Centre d'études de mécanique agricole des eaux et des forêts (CEMAGREF), Ville de Grenoble, syndicat intercommunal d'études de programmation et d'aménagement de la région grenobloise (Sisyphe), conseil général de l'Isère, conseil régional Rhône-Alpes.

SOURCES

La faute à l'école ?

DEUX revues se livrent simultanément à l'exercice courageux et périlleux à la fois de la défense et illustration du système éducatif. Dans un dossier très dense, la revue *Sciences humaines* dresse le bilan de dix années de réflexion et d'analyse sur le système scolaire, ses ambitions, son rôle et ses dysfonctionnements. Avec des contributions ou interviews d'Antoine Prost, historien et ancien conseiller pour l'éducation de M. Michel Rocard, de Robert Ballion et de Marie Duru-Bellat, sociologues et spécialistes des stratégies scolaires familiales et de l'orientation.

De son côté, dans la revue *Alternatives économiques*, Philippe Frémeaux remet en cause le dogme bien établi des relations entre haut niveau de chômage et inadéquation de l'offre de formation. Le système éducatif est un étalon accusé, on lui assigne la tâche impossible de résoudre, à lui seul, les problèmes les plus divers : chômage, intégration sociale, égalité des chances. « Regardons autour de nous, préconise Philippe Frémeaux. Envisageons, sous deux modèles radicalement différents mais qui allient des systèmes éducatifs en crise et un faible niveau de chômage. » Il rejette le parti pris d'une « austérité éducative » qui a cours aujourd'hui en France et qui lui semble « nuisible » aux jeunes comme à l'économie.

Il y a certes des dysfonctionnements importants à l'intérieur du système scolaire, analyse Philippe Frémeaux, mais les entreprises ne sont pas en reste, avec leurs besoins « irréalistes » et leur

conception « inadéquante » de l'apprentissage. L'élévation générale du niveau, la volonté de rééquilibrage des filières au profit des formations techniques et professionnelles ou encore la création des bacs professionnels ont été autant de bons choix, à l'aube des années 80, qu'il ne semble pas opportun de remettre en question.

Jeter le bébé avec l'eau du bain

Reste que le traitement et la réalisation de l'objectif n'ont pas été à la hauteur. Les efforts de revalorisation de l'enseignement professionnel, par exemple, se sont soldés par un échec. D'où les ratiocinations sur l'objectif dit « des 80 % » qui sont autant d'incitations à jeter le bébé avec l'eau du bain. D'où, aussi, le retour au mythe des formations « adaptées aux besoins des entreprises », dont les déclarations d'Edith Cresson sur l'apprentissage ne sont qu'une version renouvelée.

Mais de quoi s'agit-il, précisément ? analyse *Alternatives économiques*. Les entreprises se gardent bien de revendiquer une part plus active, notamment financière, dans l'organisation des formations, qui les rapprocherait pourtant du fameux modèle allemand. « Leurs discours sur leurs besoins » est en effet étonnamment pauvre », souligne Philippe Frémeaux. C'est le plus souvent un discours de court terme qui n'intègre aucune dimension prévisionnelle. « Depuis le début des années 80, les entreprises ont découvert les défauts des embauches surqualifiées : elles

bloquent toute dynamique de promotion interne, les nouveaux embauchés deviennent, aigris, démotivés et quittent finalement l'entreprise pour aller chercher ailleurs un avancement ». Et ses conclusions vont nettement à contre-courant : « Le système éducatif ne doit donc pas définir ses objectifs en fonction des besoins exprimés par les entreprises. Dans l'intérêt même de ces dernières ».

Ch. G.

► *Sciences humaines*, n° 10, octobre 1991.
► *Alternatives économiques*, novembre 1991.

► *Quelles formations pour les ouvriers et les employés en France ?* Le rapport commandé à la sociologue Lucie Tanguy par le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique est publié. Faut-il encore former des ouvriers qualifiés ou privilégier la formation de techniciens ? Comment stopper le discrédit qui pèse sur la formation professionnelle ? Comment, surtout, réconcilier impératifs économiques et impératifs démocratiques et éviter l'exclusion scolaire et sociale ?

► *La Documentation française*. Collection des rapports officiels, 142 pages, 95 francs.

► *Organisation et gestion de l'éducation nationale*. Par René Péné. C'est la quatrième édition de cette bible, indispensable à qui veut tout savoir sur les méandres de l'administration centrale de l'éducation nationale. De A comme académie à Z comme ZEP.

► *Berger-Levrault*, septembre 1991, 302 pages, 320 francs.

COURRIER

Discipline républicaine

A la suite de notre article publié dans le Monde du 31 octobre, M. Jacques Vauthier, responsable d'un des centres de l'Institut universitaire de formation des maîtres de Versailles, nous a envoyé copie de la lettre qu'il a adressée au recteur de Versailles.

J'ai accepté de prendre la direction du centre de Versailles rattaché à l'IUFM pour les raisons suivantes : la formation des maîtres était, pour le second degré, dévolue aux universités, et je m'y étais investi depuis vingt ans à tous les niveaux dans mon université ; l'absence d'universitaires laissait le champ libre à d'autres, dont la compétence, si elle n'est pas mise en cause pour leur domaine strict, n'était pas celle d'universitaires, ce qui dévaluait le U de l'IUFM. Enfin, la position de M. le directeur de l'IUFM, nette et précise, permettait de penser que les exi-

gences de formation scientifique des futurs maîtres et la promotion d'une recherche de type universitaire dans ce domaine seraient privilégiées.

Je suis pour une discipline républicaine : si le gouvernement lance une expérience et juge bon de n'en pas publier les résultats, je me crois en droit de protester, ce que j'ai fait avec mes collègues et l'Institut. Si M. le ministre passe outre et met en place un système qui engage la formation des maîtres, je m'y soumettrai, et en conscience je me sens obligé d'y répondre, compte tenu du défi énorme posé par la relève des enseignants qui partiront en retraite dans les prochaines années.

JACQUES VAUTHIER

Mon droit de vote

Le lundi 14 octobre 1991 à 22 h, j'ai pleuré ! Non pas en regardant le dernier téléfilm américain, mais l'émission de Guillaume Durand

« Les absents ont toujours tort ». Le sujet était « De l'ontologie avec le Front national ? ».

Je ne suis pas là pour répondre à cette question, mais simplement pour signaler la gravité de ce qui a été dit : j'ai seize ans, j'ai la nationalité française, je suis ce qu'on appelle une fille d'immigré, et en plus je suis juive, et toutes ces qualités (au sens grammatical du terme, rassurez-vous, messieurs du Front national) font que, pour une certaine partie de la population (minime, je l'espère) je ne serais pas française ! De plus quand M. Megey se dit le porte-parole des Français et quand M. Le Pen affirme, dès aujourd'hui, qu'il sera élu président, je peux redouter que le cauchemar de mes grands-parents, pendant l'Occupation ne redevenue réalité.

Alors permettez-moi de vous dire que, pour empêcher cela, mon droit de vote aux prochaines élections présidentielles, je vais l'utiliser, et plutôt deux fois qu'une.

DEBORA KOPANIAC, lycéenne, Paris.

Le Monde L'EDUCATION

Novembre 1991

A L'IUT, A L'UNIVERSITÉ ACQUÉRIR UN MÉTIER

Il faut rendre les formations supérieures plus proches des métiers. Telle est l'ambition aujourd'hui. Les instituts universitaires professionnalisés (IUP) sont une filière nouvelle pour former des ingénieurs. Objectif : qu'ils soient différents de ceux des grandes écoles, plus polyvalents et à l'esprit plus concret. De leur côté, les IUT se réorganisent pour accueillir les bacheliers technologiques, comme c'est leur vocation. Face à ce mouvement, les premiers cycles des universités doivent s'adapter. Comment ? Un dossier complet.

Aussi au sommaire : Réussir sa première année de fac.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

VOYAGES TERRES D'HIVER

DESTINATION DÉSERT : des itinéraires détaillés pour découvrir les grands déserts du monde • DES REPORTAGES en Egypte, Algérie, Sierra-Leone, Népal, Thaïlande, Laos, Chine, Philippines, Floride, Patagonie, Italie, Irlande • UNE SÉLECTION DE VOYAGES et des informations pratiques pour s'évader • DOSSIER NEIGE : l'inventaire des stations « authentiques », l'hébergement pour les jeux d'Albertville, skier en Suisse et en Autriche, Saint-Gervais, la Laponie • L'AGENDA EUROPÉEN : pour ne manquer aucun des prochains rendez-vous culturels.

Supplément magazine avec

Le Monde

JEUDI 7 NOVEMBRE (numéro daté vendredi 8)

BUREAUX - 1992

Marché Unique Européen

Envisagez-vous d'étendre vos opérations commerciales au Royaume-Uni pour les débuts du Marché Unique Européen de 1992 ?

Totalmain Euro Business Services vous aide à votre société une image prestigieuse grâce à ses bureaux modernes qui satisfont à vos exigences les plus rigoureuses en matière de temps et d'espace. Disponibles pour des périodes allant de 6 mois à 5 ans et sans frais juridiques cachés, frais de réparations ou renouvellement obligatoire du bail à long terme.

Votre versement mensuel inclut la location et les taxes locales, l'ensemble des réparations et des travaux de rénovation, le chauffage central, le double vitrage, les charges d'électricité et d'éclairage, le nettoyage quotidien des bureaux, l'ameublement, les décorations, la pose de la moquette et les frais d'assurance, l'exemption des biens personnels etc.

Des secrétaires totalement bilingues, un équipement informatique, des services de dactylographie, de telex, de photocopie et de télécopie sont également à votre disposition et vous ne payez que pour ce que vous utilisez. Confiez à Totalmain Euro Business Services le soin de s'occuper de vos bureaux et de votre secrétariat pendant que vous lirez ce que vous savez le mieux faire - diriger vos propres affaires.

Pour de plus amples informations contactez M. Hollis par téléphone ou par télécopie.

Téléphone UK 071 739 3604 Télécopie: UK 071 733 1902

Totalmain Euro Business Services
28 Redchurch Street, London E2 7DP

سنة ١٤١٢ هـ

L'AUTRE JOURNAL

Michel Piccoli :

l'acteur, l'enfant et quelques monstres. Entretien.

L'hippodrome :

c'est la prochaine course qui les fera millionnaires. Ils reviennent tous les jours.

Une vie à crédit :

ils voulaient une maison, ils ont un million de dettes : L'escroquerie au logement.

Yugoslavie, le prince architecte :

Il est breton, descendant du roi du Monténégro. La légende familiale a viré au cauchemar.

Test : Etes-vous vivant ?

Guérilla dans le métro :

Jour et nuit plusieurs centaines d'hommes font régner l'ordre sur les quais : violences en sous-sol.

Le banquier aimait la poésie :

Bernard Heidsieck alignait les chiffres le jour. La nuit, pendant quarante ans, il écrivait...

BD : qu'est-ce qu'on peut

faire quand on s'ennuie ? Médecin du monde.

... et des contes, un inédit, l'horoscope, des chroniques...

L'Autre Journal, si c'est un roman, c'est le nôtre.

L'Autre Journal n° 18. Novembre 1991. 30 F

CARNET DU Monde

Naissances

- René VILLIERS-MORIANÉ et Anne-Laure MORIN, sont heureux d'annoncer la naissance de

Aude,

le 3 novembre 1991.

9, rue Campagne-Première, 75014 Paris.

- Pierre et Vincent BENEDETTUS

sont heureux d'annoncer la naissance de leur sœur

Sarah,

le 4 novembre 1991, à Chelles.

Mariages

- M. et M^{me} David JOURDAN, M. et M^{me} Jacques SCHMIDT,

sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Isabelle et Yves,

à la mairie de Saint-Jorx, le samedi 9 novembre 1991, à 15 heures.

Décès

- Sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

François BOISSEL,

survenu dans sa trente-septième année.

Ses funérailles auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 8 novembre 1991, à 15 heures, 66^e division.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Une messe sera célébrée le jeudi 14 novembre 1991, à 18 h 45, en l'église Sainte-Marie des Batignolles, 63, rue Legendre, Paris-17^e, à l'initiation de

M. Jacques GEMAEHLING, décédé le 16 octobre à son domicile de Vallon-sur-Gô (Sarthe).

De la part de M^{me} Jacques Gemaeling, née Darau de Laubadère, Du docteur et M^{me} Edmond-Michel Henry-Blaud et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Bissara et leurs enfants, M. Nicolas Gemaeling, M. et M^{me} François Gemaeling et leurs enfants.

66, boulevard Perrière, 73017 Paris.

- M. André Lasset, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Lucienne LASNET, née Meusy, archiviste paléographe, ancien professeur à Saint-Germain-en-Laye.

Une messe aura lieu à la chapelle de l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, le 8 novembre 1991, à 15 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière nouveau de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

- M. et M^{me} Pierre Puux et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Puux, leurs enfants et petits-enfants, M. Jacques Puux et sa fille, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve Frank PUUX, née Isabelle Lamy, médiatrice de la France libre.

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, qui s'est éteinte le 30 octobre 1991 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. Pierre Puux, 97, rue de Crimée, 75019 Paris.

□ Mort de Fred Mac Murray. - L'acteur américain Fred Mac Murray est mort mardi 5 novembre à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Fils d'un violoncelliste célèbre, il avait d'abord été musicien, jouant du saxophone dans plusieurs orchestres de danse. Puis il avait débuté au cinéma dans les années 30. Avant de connaître une seconde carrière à la télévision où il avait incarné longtemps un père sympathique dans le feuilleton à succès « My Three Sons », souvent diffusé aux États-Unis de 1960 à 1972, Fred Mac Murray devait tourner dans de nombreux films. Passant sans difficulté de la comédie au film noir, il a trouvé ses meilleurs rôles dans « Assurance sur la mort » de Billy Wilder aux côtés de Barbara Stanwyck (1944) et dans « Ouragan sur le Caine » d'Edward Dmytryk (1954).

- M. et M^{me} Maurice Lafaye, Catherine, Hélène, Jean-René, François, Marie-Christine et leurs enfants, Le professeur et M^{me} Jacques Lafaye, Jean-Jacques, Etienne et Olivier, Les familles Lafaye, Millet, Rougon et Villalot, Sœur Germaine, Et la Communauté des religieuses des missions étrangères de Paris, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} MILLET-LAFAYE, née Marie-Berthe Guillot,

survenue le 27 octobre 1991.

L'inhumation a eu lieu, dans l'intimité familiale, à Cormeilles-en-Parisis, le 30 octobre.

« Elle rêve d'un champ et l'acquiert du produit de ses mains : elle plante une vigne. Accordes-lui une part du produit de ses mains, et qu'aux portes ses œuvres disent sa louange ! » (Proverbes, IX.)

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue de Babylone, 75007 Paris.

- Olivier et Jean Rolin ont la tristesse de faire part de la mort de leur mère

M^{me} Jean ROLIN, née Agathe Moutier.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Saint-Lambert-des-Bois.

10, rue de l'Odéon, 80, rue de Turcotte.

- M. Ello Sacuto, son épouse, Gabriel, Evelyn, Guy et Antoine, ses enfants, Les familles Sacuto, Cazalé, Spizzichino, Vais, Constantini, Séphar, Bessis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Vanda SACUTO, née Spizzichino,

survenue le 5 novembre 1991, à l'âge de soixante-sept ans, à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 novembre, à 10 h 30, au cimetière nouveau de Montreuil.

- M. et M^{me} Alain Pélissier, Jean-Christophe, Cyrille, Stéphane, ses enfants et petits-enfants, Les familles Séguel, Laffargue, Campourcy, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie SÉQUELA, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre de la République tunisienne, officier du Mérite agricole, membre correspondant de l'Académie d'agriculture, directeur de recherche honoraire à l'INRA, directeur honoraire de l'INRA-SBAT,

le 27 octobre 1991, à Marseille.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à La Bastide-de-Sérou (Ariège).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Dormech-Carthege, Tunisie, Collège H. Wallon, Traversée du Couvent, 13014 Marseille.

- Le président de la Société psychanalytique de Paris a la tristesse de faire part du décès, survenu le 3 novembre 1991, du

docteur Serge VIDERMAN, membre éminent de la société.

Ses travaux ont marqué l'histoire de la psychanalyse française de ces vingt-cinq dernières années.

(Lire ci-contre.)

Anniversaires

- 7 novembre 1981 - 7 novembre 1991.

Il y a dix ans,

Andrée ROSARY

nous quittait. Que ceux qui l'ont connue et aimée unissent leurs pensées et leurs prières en cet anniversaire.

« Nous voyons actuellement une image obscure, dans un miroir. Ce jour-là, nous verrons face à face » 1^{re} Corinthiens, 13.

Communications diverses

- Développement personnel. Séminaire « Gym mental » : gérer son stress ; améliorer sa mémoire, son sommeil, la confiance en soi ; mieux utiliser ses capacités créatrices ; mieux communiquer. Tél. : 47-66-59-49.

Dynavie SA (organisme de formation agréé sous le contrôle d'un médecin psychologue).

Soutenances de thèses

- Laurent Marquet de Vasselot : « Ordre public social et métamorphoses du droit du travail (droit et pratiques du temps de travail) ». Université Panthéon-Assas (Paris-II), vendredi 8 novembre 1991, à 14 h 30, salle des Conseils, 12, place du Panthéon.

Mort du psychanalyste Serge Videman

Serge Videman, une des grandes figures de la psychanalyse en France, est mort le 3 novembre, des suites d'une longue maladie.

Qui, de l'humanisme, du penseur, du linguiste, du gourmet, du sage, et, pour finir, du psychanalyste, l'apportait chez lui ? C'était selon qu'on l'interrogeait sur un passage d'Homère, le bouquet d'un médoo, une traduction de Vialatte ou simplement le sens d'un mot, lui qui, venant de Roumanie, avait appris le français dans Anatole France !

Né à Rimnicu-Sarat (Roumanie) non loin de Bucarest, en 1916, il arrive en France en 1936 et mène de conserve à Rouen des études de médecine et de philosophie. La guerre lui vaut d'être emprisonné comme résistant pendant trois mois. Au terme d'un jugement rocambolesque, il est acquitté grâce à une ruse : ayant rédigé lui-même un document le dispensant de toute activité subversive, un comparse est chargé de « cambrioler » sa chambre et de remettre au tribunal cette pièce à conviction. Le jugement est rendu tard dans la soirée et la Kommandantur, toujours exacte, fermant ses portes à 20 heures, la Gestapo n'arrive chez lui que le lendemain matin. Il est déjà parti pour Grenoble en zone libre. Les Italiens, beaucoup moins virulents, ne l'inquiéteront que de loin.

Après la guerre, et devenu médecin, il travaille à l'ONP, organisme situé à Fribourg où il s'occupe des « personnes déplacées » qui, selon leur état, sont dirigées vers la France ou les États-Unis. C'est à Fribourg qu'il fera la rencontre de son épouse Michèle, bourguignonne d'origine et qui lui donnera trois filles. Médecin de campagne près de Poitiers, et peu fait pour cet état, il entreprend une analyse avec Sacha Nacht, originaire comme lui de Roumanie. Très tôt, son intérêt s'éveille

pour la théorie de la technique analytique. Il travaillera pendant sept ans dans une clinique privée du Vésinet avant de s'installer comme analyste.

Le sage et le révolté s'opposent toujours en lui. La subtilité du talismanite (bien qu'il se voulait rationnellement athée) s'allie chez lui à la sagacité du clinicien, deux qualités qui le conduisent vers deux combats : l'un vers l'institution dont il est membre, la Société psychanalytique de Paris, l'autre vers son œuvre écrite. La réforme institutionnelle qu'il tente de promouvoir à l'intérieur de cette société et qui vise à supprimer la sélection dans la formation des analystes ne sera pas entendue. En revanche, ses livres trouveront la plus large audience et contribueront à former et à inspirer plusieurs générations d'analystes.

La Construction de l'espace analytique, paru en 1970 chez Denoël, inaugure le mouvement de la pensée psychanalytique contemporaine qui porte l'accent sur le contre-transfert. C'est-à-dire sur ce qui, chez l'analyste, est induit par ce qu'il entend, mais plus encore sur ce qu'il construit, reconstruit et finalement invente dans la cure. La levée de l'amnésie infantile ne sera jamais que fragmentaire, dispersée, inconstante et, plus profondément encore, Serge Videman ébranle le dogme tenace d'une réalité de la « scène primitive » pourtant très affirmée chez Freud. Ne dira-t-il pas dans le Céléste et le Sublimaire, paru en 1977, aux PUF : « Il nous faut imaginer les schèmes organisationnels que les particularités de l'histoire viennent rejoindre ? Dans le Disme enfin (PUF, 1987), il nous suivra avec Freud une sorte de lutte entre Jacob et l'Ange, dont il sortira meurtri peut-être, mais vainqueur, de même que de cet infini combat qu'il a mené entre l'ordre et le désordre, entre la rigueur et l'invention.

MICHEL NÉRAUT

AUTOMOBILE

Opel Frontera 4 x 4 : un véhicule de loisirs

Opel, la filiale allemande de General Motors, s'apprête à distribuer en Europe un véhicule de loisirs, la Frontera, dont les atouts pourraient laisser imaginer qu'il s'agit d'un 4 x 4 tout-terrain, mais dont il faudra savoir que l'expression tout-terrain ne convient pas. Ce véhicule qui comporte deux versions, l'une à chassis court, à deux portes, considérée par le constructeur comme sportive, l'autre à chassis long et quatre portes qui apparaît plus familiale, n'est pas, en tout état de cause, un engin de franchissement. L'endossement de la transmission sur les quatre roues, donc, ne permet que des passages plus aisés sur des linéaires difficiles, pentes, mais néanmoins carrossables.

Produite à Luton, en Grande-Bretagne, dans une filiale commune à GM et Isuzu, on ne s'étonnera pas que la Frontera ressemble tout à fait à plusieurs modèles du même type fabriqués au Japon. Opel, toutefois, affirme que les règles communautaires sont respectées et que 80 % des composants de leurs 4 x 4 sont européens. Seuls la transmission, les freins, les bras de suspension à l'avant (à roues indépendantes) et le tableau de bord sont japonais.

Des deux versions, la Frontera à chassis long (4,48 m) apparaît curieusement plus agile que la formule courte (4,04 m). En outre, le 2 litres à essence de

115 chevaux de la version sport se révèle moins exploitable en effort que le turbo diesel de la version longue, valant (100 ch pour 2 250 cm³) et plein de ressources. Une motorisation supplémentaire est disponible sur cette quatre portes. Il s'agit d'un 2 400 cm³ à essence, plein de bonnes dispositions (125 ch) mais gourmand.

Quels que soient les modèles on trouve à nos régimes un couple important qui permet d'arracher la voiture quand le terrain s'élève. L'inconscience est soignée et le confort intérieur tant dans la finition que dans la conception des sièges, qui maintiennent bien conducteur et passagers en toutes circonstances, sont incontestablement des atouts. Les prix ne sont pas encore fixés, mais on peut imaginer qu'ils évolueront entre 130 000 et 160 000 francs.

C. L.

□ Solo Ferrari. - L'édition 1991 de la désormais traditionnelle vente aux enchères Solo Ferrari aura lieu comme les années précédentes à Monaco. Organisée samedi 9 novembre sous les auspices de la maison Orion Auction House et le maître de M. Christian Huet, la vente proposera aux amateurs 20 modèles de la firme de Maranello dont une berline 250 Millemiglia de 1953.

► Renseignements : au 45-24-45-48 ou à Monaco au 93-30-16-53.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 NOVEMBRE

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

« Le village de Montmartre insolite, ses cités d'artistes », 14 h 30, métro Abbesses (Paris livre d'histoire).

« Les salons de l'Arsenal », 14 h 30, entrée, 1, rue de Sully (D. Fleuriot).

« Fagades d'immeubles remarquables : River-d'Or », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers, sortie rue Réaumur (A nous deux Paris).

« Le langage caché et mystérieux de certains tableaux du Lovers », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et Lettres).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Seine et ses vieux ponts, les nautes, la berleserie », 14 h 40, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autrefois).

« Promenade à travers le vieux

quartier de Saint-Séverin », 15 heures, métro Maubert-Mutualité, sortie escalator (Rue des vivants).

« Les nouvelles salles du Musée Carnavalet : Sur les traces de nos ancêtres, de Lutèce au Paris du dix-neuvième siècle » (limité à trente personnes), 15 heures, 23, rue de Sévigné, dans la cour (E. Romani).

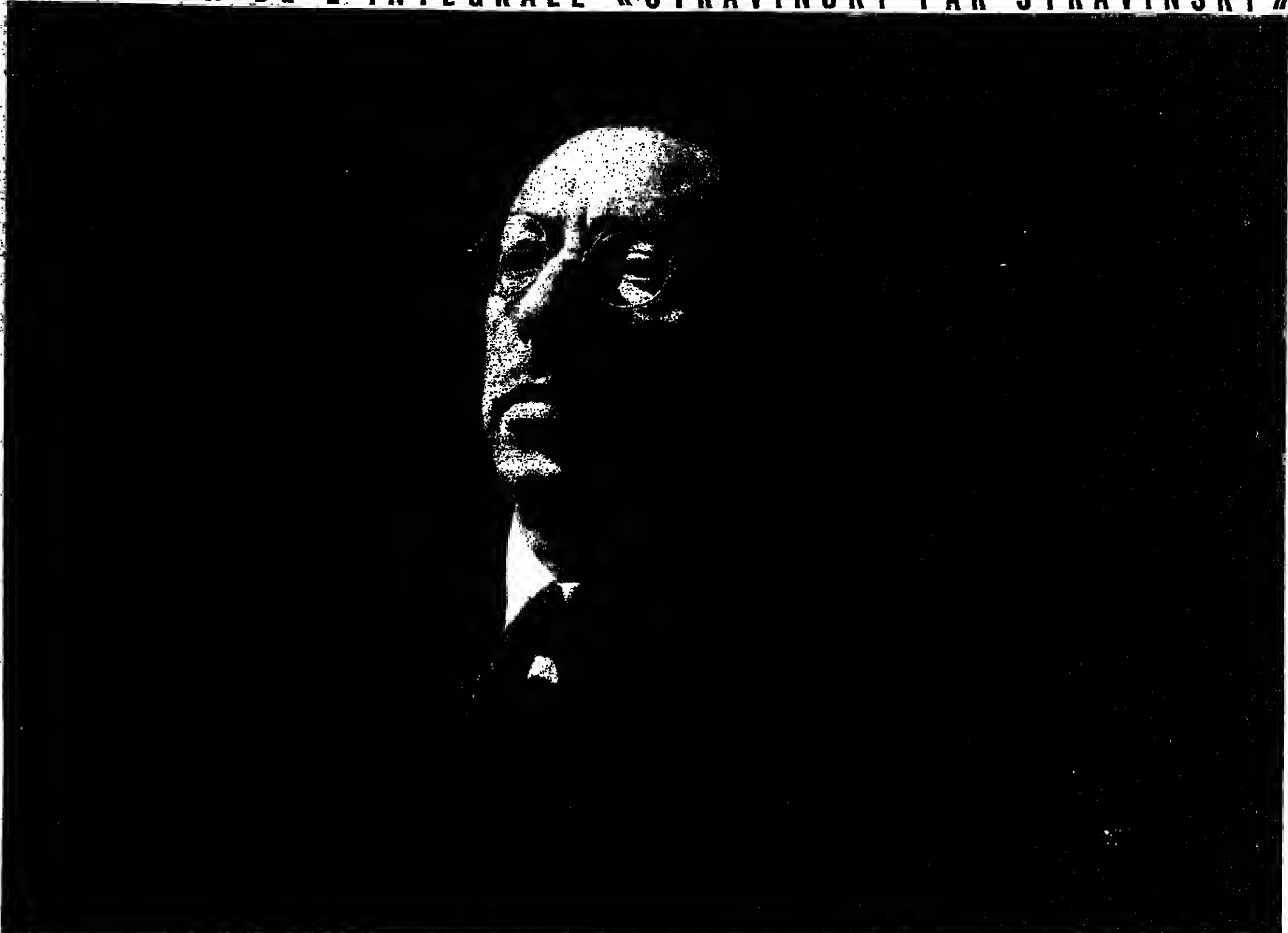
CONFÉRENCES

Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 16 heures : « L'âge d'or de Sunar : Sargon, Gouda », par O. Boucher (Amis du vivant).

Ecole européenne des affaires, 108, Boulevard Meisnerherbes, 18 h 30 : « Le Japon en 1991 », avec S.E.M. Akizane Kuchi, ambassadeur du Japon en France (Institut du Pacifique), 17, avenue d'Iéna, 18 heures : « Hommage à Manasse Sperber », avec A. Grosser et J. Herli (Gothic Institut).

ARTS • SPECTACLES

RÉÉDITION DE L'INTÉGRALE «STRAVINSKY PAR STRAVINSKY»



HOYNINGEN-HUENE IN «L'ÉLÉGANCE DES ANNÉES 30», DE WILLIAM E. EWING, ED. DENOEL

Le sacre du caméléon

Stravinsky n'est pas seulement le plus glorieux compositeur du siècle. Il fut le musicien le plus perméable aux couleurs successives de la modernité — impressionnisme, fauvisme, néoclassicisme, abstraction sérielle. Le seul qui, selon André Boucourechliev, sut « parler à l'Histoire ». D'où l'idée de le faire parler, dans une interview imaginaire réalisée à partir de ses souvenirs, de ses déclarations publiques, de ses conversations familiales. Et puisque reparait sur disques laser l'intégrale de l'œuvre stravinskienne dirigée en studio par Stravinsky lui-même, il fallait saluer cette édition exemplaire. Gilbert Amy, autre compositeur, a écouté ces vingt-deux compacts et nous a adressé ses remarques.

«**M**AITRE, les disques où vous dirigez votre propre musique viennent d'être réédités. Quel vous paraît être l'avenir de la musique enregistrée ?

— La vélocité extraordinaire du phono donne une nouvelle substance musicale. L'image de la musique que donne le phono pose un problème nouveau. Si la musique demande à être reproduite et non pas lue (puisque l'oreille juge et non l'intelligence visuelle), on peut dire que le phono donne une image d'une image et non pas une transposition. Je pense que, dans les enregistrements futurs, on ne cherchera pas à reproduire le piano, le violon ou l'orchestre, mais que le but sera le phono, instrument absolu, offrant un tim-

bre mélodique constant, un son particulier et pur.

— A quand remontent vos débuts de chef d'orchestre ?
— Je débutai devant le public parisien en dirigeant mon ballet *Oiseau de feu*.

— Vers 1915, donc. Treize ans plus tard, vous revenez à Paris enregistrer le même *Oiseau de feu*. Comment se passe ce premier contact avec le studio ?

— C'était ma seconde expérience, puisque *Petrouchka* fut enregistré en Angleterre. Je ne connais pas de plus grandes difficultés, car il faut répéter inlassablement un morceau en vue de la meilleure exécution, c'est-à-dire accumuler des fatigues successives et, cependant, au moment où les nerfs sont à bout, où le bras des violonistes succombe, où l'esprit s'engourdit de la monotonie de la tâche, c'est à cet instant qu'il faut être parfait : c'est celui où l'on enregistre. L'impression d'être mon propre critique, de m'écouter froidement devant un appareil sans prendre part à l'action orchestrale, de ne pouvoir rattraper ni une faiblesse d'exécution ni un défaut mécanique, cela dépasse les critiques les plus cruelles.

— Pourquoi vous êtes-vous intéressé au piano mécanique avant de vous intéresser au disque ?

— Je voulais trouver un instrument non pas destiné à reproduire mes œuvres mais à restituer mes œuvres.

— En 1921, la maison Pleyel propose de vous engager pour que vous transcriviez vos partitions sur le nouveau piano mécanique, le « Pleyela ».

— De cette façon je pouvais fixer pour l'avenir les rapports des mouvements et établir les nuances telles que je le voulais. Certes, cela ne me garantissait rien, et pendant les dix ans qui se sont écoulés depuis, j'ai pu, hélas ! constater maintes fois toute l'inefficacité de cette mesure au point de vue pratique. Pourtant, avec ces transcriptions, j'ai créé un document

durable pouvant servir à ceux des exécutants qui tiennent à connaître mes intentions et à les suivre plutôt qu'à s'égayer dans des interprétations arbitraires de mon monde musical.

— Traducteur, traducteur... La fidélité de l'interprète serait-elle votre obsession ?

— La musique doit être transmise et non pas interprétée... La valeur de l'exécutant se mesure précisément à sa faculté de voir ce qui, en fait, se trouve dans la partition et non pas, certes, à son obstination d'y chercher ce qu'il voudrait qu'il y ait.

— Mais mon travail sur le Pleyela me donnait une satisfaction d'un autre ordre. Il ne consistait pas seulement en la simple réduction d'une œuvre orchestrale pour un piano à sept octaves. C'était tout un travail d'adaptation à un instrument qui, d'une part, possède des possibilités illimitées en fait de précision, de vélocité et de polyphonie et, d'autre part, présente constamment de sérieux obstacles à l'établissement des rapports dynamiques. Ces occupations développaient et exerçaient mon imagination en me posant toujours de nouveaux problèmes d'ordre instrumental intimement liés avec ceux de l'acoustique, voire de l'harmonie et de la conduite des voix.

— Ces mêmes problèmes que vous rencontrez, finalement, en pastichant Pergolèse dans *Pulcinella*.

— Précieuse, l'attitude de ceux qui ont su discerner dans ma partition autre chose qu'un pastiche plus ou moins adroit du dix-huitième siècle ! Non seulement je me sens la conscience nette de tout sacrilège, mais j'estime que mon attitude vis-à-vis de Pergolèse est la seule que, félicitement, on puisse prendre à l'égard de la musique d'autrefois.

Propos recueillis par ANNE REY
Lire la suite page 20

MUSIQUE	
La symphonie universelle d'Antonin Dvorak	22
CINÉMA	
Les grandes heures de Warner Bros	23
Le tournage du nouveau film de Michel Deville	30
Lire pages 24 à 28 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

THEATRE

NANTERRE

Enfant du Siècle

Fantasio

Les Caprices de Marianne

Alfred de Musset

Mise en scène
Jean-Pierre Vincent

**du 15 octobre
au 20 décembre**

AMANDIERS

سنة ١٤١٢ هـ

سورة المائدة

STRAVINSKY

UNE INTERVIEW IMAGINAIRE DU COMPOSITEUR Le sacre du caméléon



Suite de la page 19

« Le matériel de Pergolèse que j'avais sous la main, ces nombreux fragments et ces lambeaux d'œuvres inachevées ou à peine ébauchées, qui avaient eu la chance d'échapper au filtrage des rédacteurs académiques, me faisaient ressentir de plus en plus la vraie nature de ce musicien et discernent d'une façon toujours plus nette ma proche parenté spirituelle et, pour ainsi dire, sensorielle avec lui. Je connais trop la mentalité de ces conservateurs et archivistes de la musique qui gardent jalousement leurs dossiers intangibles, sans jamais y fourrer le nez, et ne pardonnent pas à quelqu'un de vouloir ranimer la vie latente de leurs trésors qui, pour eux, sont choses mortes et sacrées.

— Faire revivre la musique ancienne serait donc affaire d'imagination autant que de connaissances. Vous voyez d'accord avec vos baroqueux modernes ?

— Avant de discuter les anciens maîtres, on se doit de les connaître. J'aime toute la bonne musique, aussi bien l'ancienne que la nouvelle. Mais parler le langage d'une génération passée n'est pas créer. Les méthodes d'expression sont aujourd'hui différentes. Nous avons l'habitude moins longue. Nous vivons plus vite. La télégraphie sans fil, l'aviation, le cinéma et des formes d'art nouvelles influencent toutes nos manières de penser et de nous exprimer. Nous parlons d'une manière concise. Nous avons remis les formes d'expression démodées aussi bien en art qu'en musique au dans la vie en général.

— Qu'est-ce qui vous intéresse, au fond, dans le jazz ?

— Le côté percussion du piano. Avant de me mettre au travail de *Pulcinella*, je travaillai une œuvre pour piano que j'avais déjà commencée auparavant, en pensant à Arthur Rubinstein aux doigts agiles, adroits et forts, et que je lui dédiai. Ce fut *Piano Rag Music*. Ce qui me passionnait surtout là-dedans, c'était que les différents épisodes rythmiques de cette pièce m'étaient dictés par les doigts mêmes. Ceux-ci y prenaient un tel plaisir que je me mis à travailler la pièce, non que j'eusse envie de la jouer moi-même en public — mon répertoire pianistique, même d'aujourd'hui, ne suffirait pas pour remplir le programme d'un récital — mais simplement pour ma satisfaction personnelle. Il ne faut pas mépriser les doigts ; ils sont de grands inspirateurs et, en contact avec la matière sonore, éveillent souvent en vous des idées subconscientes qui, autrement, ne se seraient peut-être pas révélées.

— Grâce au disque, vous êtes le premier compositeur à

avoir fixé pour la quasi-intégralité de votre œuvre la « version de l'auteur ». Boulez a suivi votre exemple. Cela n'a-t-il que des avantages à vos yeux ?

— Ces disques ont l'importance de documents pouvant servir de guides à tous les exécutants de ma musique. Malheureusement, très peu de chefs y ont recours. Les uns ne cherchent même pas à savoir si ces disques existent ; quant aux autres, c'est sans doute leur dignité qui leur défend une pareille consultation, d'autant plus que, connaissant le disque, leur conscience ne serait plus nette, s'ils interprétaient l'œuvre à leur guise. Ainsi le disque enregistré par l'auteur n'atteint malheureusement pas un de ses buts les plus importants, celui de défendre la cause du compositeur en établissant la tradition dans laquelle son œuvre doit être exécutée.

— Qu'entendez-vous exactement par tradition ?

— Les tempos et leur rapports réciproques. Les anciens, les classiques souffrent le même sort malgré toute leur autorité. Il suffit de citer Beethoven et, comme exemple, sa *Huitième Symphonie*, laquelle porte des indications métronomiques précises faites par l'auteur lui-même. Eh bien, les observe-t-on ? Autant de chefs d'orchestre, autant de mouvements différents.

— Tous ceux qui entendent mes disques entendent ma musique sans que ma pensée soit déformée, du moins dans ses éléments essentiels. Mais ne dissimulons pas le mensonge musical qui consiste à substituer à l'exécution réelle sa reproduction, soit par le disque et le film, soit au moyen de la transmission à distance par les ondes électriques. Le danger réside précisément dans le fait d'une consommation toujours plus grande de cet ersatz qui — ne l'oublions pas — est encore bien loin de présenter une identité absolue avec son modèle. Ainsi les facultés actives, sans la participation desquelles on ne saurait assimiler la musique, s'atrophient peu à peu chez l'auditeur à force de ne plus être exercées.

— Cette paralysie progressive entraîne des conséquences extrêmement graves. Sursaturés de sons, blasés de leurs combinaisons les plus variées, les gens tombent dans une sorte d'abrutissement qui leur enlève toute capacité de discernement et les rend indifférents à la qualité même des morceaux qu'on leur sert. Il est plus que probable qu'une pareille suralimentation désordonnée leur fera bientôt perdre l'appétit et le goût de la musique.

— Toutes ces considérations peuvent paraître inattendues de la part de quelqu'un qui a beaucoup travaillé dans ce domaine et continue de le faire. Il me semble

que j'ai assez insisté sur la valeur documentaire que je prête sans réserve à ce mode de reproduction musicale. Cela ne m'empêche pas d'en voir les côtés négatifs et de me demander avec inquiétude si ces derniers sont suffisamment contrebalancés par les avantages positifs pour pouvoir être bravés impunément.

— Enfant, à Saint-Petersbourg, vous avez appris le piano ?

— La seule manie de M^{re} Kashperova comme professeur était de m'interdire tout usage des pédales ; il me fallait soutenir les notes avec les doigts, comme un organiste — pressage peut-être, puisque je n'ai jamais été un compositeur à pédales. C'était une excellente pianiste et une cruche. J'entends par là que son esthétique et son mauvais goût étaient invincibles ; mais que son pianisme était de premier ordre. Son étroitesse et ses formules contribuèrent grandement à la provision d'amertume qui s'accumula dans mon âme jusqu'au moment où, vers vingt-cinq ans, je brisai mes chaînes et me révoltai.

— A Saint-Petersbourg, vous avez fréquenté Scriabine ?

— C'était un homme à l'air arrogant, qui avait une épaisse chevelure blonde et une barbe du même ton. Peut-être ai-je été influencé par lui sur un point très insignifiant : dans l'écriture de piano de mes *Études opus 7*. Mais on n'est influencé que par ce que l'on aime, et je n'ai jamais pu aimer une seule mesure de sa musique ampuée.

— Prokofiev ?

— C'était une personnalité biologique. Ses jugements musicaux étaient d'ordinaire banals cependant, et souvent faux. Les profondeurs de Prokofiev n'étaient en fonctions que lorsqu'il jouait aux échecs.

— Varèse ?

— Il y a de la noblesse dans ses sons.

— Debussy ?

— Était-il embarrassé par son incapacité à digérer la musique du *Sacre*, que la génération plus jeune acceptait avec enthousiasme ? Il m'est difficile d'en juger.

— En fait, croyez-vous au génie ?

— C'est un terme strictement pathétique. S'il n'est pas dans le *Dictionnaire des idées reçues*, il faudra l'y mettre, en l'associant automatiquement aux noms de Michel-Ange et de Beethoven.

— Aucune œuvre de la jeune génération ne trouve non plus grâce à vos yeux ?

— Le *Marteau sans maître*. Je n'expliquerais pas mon admiration pour cette œuvre, mais je paraphraserai la réponse de Gertrude Stein lorsqu'on lui demandait

pourquoi elle aimait les peintures de Picasso : « J'aime les regarder. » Moi, j'aime écouter Boulez.

— Evidemment, il faut un gros effort pour accepter un enseignement des jeunes, et leurs manières ne sont pas toujours excellentes. Mais lorsque vous avez soixante-quinze ans et que votre génération a été remplacée par une nouvelle, vous n'avez pas à décider d'avance « jusqu'où un compositeur peut aller », mais bien à découvrir l'élément qui fait que la nouvelle génération est nouvelle. Ce sont parfois ceux-là mêmes qui ont forcé les murailles qui mettent un frein à leur initiative. Quelle est la peur qui leur crie d'arrêter ? Quelle sécurité cherchent-ils et comment peuvent-ils oublier qu'ils ont jadis lutté contre cela même qu'ils sont devenus ?

— La musique est impuissante à exprimer, écrivez-vous en 1935. Vous regrettez ?

— Le phénomène de la musique nous est donné à seule fin d'instaurer un ordre dans les choses, y compris et surtout un ordre entre l'homme et le temps. Pour être réalisé, il exige donc nécessairement et uniquement une construction. La construction faite, l'ordre atteint, tout est dit. Il serait vain d'y chercher ou d'en attendre autre chose. C'est précisément cette construction, cet ordre atteint qui produit en nous une émotion d'un caractère tout à fait spécial, qui n'a rien de commun avec nos sensations courantes et nos réactions dues à des impressions de la vie quotidienne. On ne saurait mieux préciser la sensation produite par la musique qu'en l'identifiant avec celle que provoque en nous la contemplation du jeu des formes architecturales. Goethe le comprenait bien qui disait que l'architecture est une musique figée.

— Quels objectifs fixeriez-vous à la musique de l'avenir ?

— Utiliser des moyens musico-électroniques, exploiter des effets de miroir acoustique et mêler des éléments composés à des éléments improvisés. Mais assez de pronostics : je suis moi-même compositeur, et je dois cultiver mon propre jardin.

Propos recueillis par ANNE REY

— Les citations utilisées dans cette interview imaginaire sont extraites des ouvrages suivants :

- Igor Stravinsky : *Chroniques de ma vie*, 1935, réédition en 1962 chez Denoël.
- Igor Stravinsky et Robert Craft : *Souvenirs et commentaires*, Gallimard, 1963.
- Avec Stravinsky, éditions du Rocher, Monaco, 1958.
- Stravinsky, *Études et témoignages*, Lattès, 1982.
- À lire également : *Igor Stravinsky*, par André Boucourechiev, Fayard, 1982.

9 et 10 novembre
PARADE
un jour
SAUVAGE
une nuit
POUR
à la
ARTHUR
grande halle
RIMBAUD

Pendant "Parade Sauvage Pour Arthur Rimbaud"

LEO FERRE

chante RIMBAUD le 9 novembre à 21 h

24 h non stop de Spectacles Vivants, d'Arts Plastiques, de Musiques...

Métro Porte de Pantin

40 03 39 03

40 03 39 03

40 03 39 03



STRAVINSKY

UNE QUASI-INTÉGRALE EN VINGT-DEUX DISQUES ARGENTÉS

Les vérités du prince Igor



« Tous ceux qui entendent mes disques entendent ma musique sans que ma pensée soit déformée, du moins dans ses éléments essentiels. »

Rédition sur disques laser d'une intégrale historique : celle que la marque américaine CBS avait commandée après la guerre au compositeur-chef d'orchestre. Ou comment un créateur se protège contre la trahison des interprètes en légant sa propre tradition.

Par Gilbert Amy

TOUT d'abord saluons cette « première » : l'enregistrement d'un compositeur majeur dirigé par lui-même. Ni Schoenberg, ni Bartók, ni Prokofiev n'ont eu cette chance. Ils ne dirigeaient pas ou rarement leur musique, et l'auraient-ils fait qu'aucun éditeur ne se serait frotté là, à l'époque, avec toute la puissance et la perspicacité de CBS pour proposer une intégrale, avec de tels moyens.

Il faut dire que l'alliance objective de Stravinsky avec le disque ne datait pas d'hier. Dès ses premiers succès, le musicien s'était employé à trouver les moyens de fixer (sur la cire, sur les rouleaux) ses propres exécutions, d'abord au piano, puis avec des ensembles. Sa philosophie de la non-interprétation des textes, au profit de leur lecture, ne l'induisait pas seulement à établir avec la plus grande minutie la partition-œuvre – la révisant au besoin plusieurs fois au cours de sa vie –, cette philosophie-là le conduisait tout naturellement à fixer – au sens chimique du terme – ses exécutions pour l'édition de disques contemporains et comme modèles pour les générations à venir. On ne peut comprendre cet ensemble monumental si l'on n'a ce concept à l'esprit : « La musique doit être transmise et non interprétée. »

VERSIONS

Nombre d'œuvres d'Igor Stravinsky ne sont connues du grand public que sous forme abrégée (suites symphoniques extraites des grands ballets) ou dans des versions « révisées », le plus souvent à partir des années 40 où le compositeur, devant renouveler son copyright aux États-Unis pour les œuvres d'avant la première guerre, en a profité pour modifier sensiblement certaines orchestrations. La présente intégrale nous livre généralement les deux versions (abrégée et intégrale) ; ainsi de *l'Oiseau de feu*, du *Rossignol*, de *Pulcinella*. Il y a cependant des exceptions. *L'Histoire du soldat*, œuvre des plus populaires et « historique », n'apparaît que sous forme de la grande suite, donc sans les acteurs. C'est dommage, car il aurait été intéressant de voir comment Igor Stravinsky « réagissait » aux comédiens, en parallèle au travail avec les chanteurs. La présente édition est destinée d'abord au public de langue anglaise : or *L'Histoire* est originellement écrite en français.

TEMPOS

L'essentiel de cette intégrale – sauf quelques repiquages des années 30 (1) – a été réalisé entre la fin des années 50 et 1965, date à laquelle Igor Stravinsky a définitivement cédé la baguette à Robert Craft. Ces années couvrent en partie la deuxième période « américaine » de sa vie créatrice, celle où il a découvert la technique sérielle et l'a adoptée. Il est intéressant d'observer que la rigueur qu'il s'imposait dans le mode d'écriture le plus austère qui soit (à l'aide des fameuses grilles ou « chartes » dodécaphoniques) trouvait son pendant dans une autre rigueur, celle-là tou-

chant à la lecture de textes pourtant bien éloignés de lui (certains remontant aux années d'avant 1910). Pour s'en convaincre, il n'est que de repérer l'exactitude méticuleuse des tempos métronomiques, souvent rapides, parfois un peu trop (?) rapides pour permettre une élocution claire des chanteurs, voire des instrumentistes. L'âge avancé du musicien n'a en rien émoussé son acuité extrême dans ce domaine, ni ralenti sa pulsation intérieure. C'est que le maître mot de Stravinsky, ainsi qu'il s'est plu à le rappeler, réside dans le tempo, facteur générateur de toute musique : « Il existe dans la façon dont on traite le tempo un aspect créateur... on crée un objet déterminé, précisément le tempo... » Pour ceux qui possèdent le vieil enregistrement de *Jeux de Cartes* de 1938 (réalisé à Berlin), je leur conseille de le comparer avec celui de la présente intégrale : il existe des différences, mais l'essentiel des tempos est identique.

COUPLAGES

Le regroupement thématique de l'intégrale, obéissant à une logique distributive, nous mène à des voisinages inattendus, parfois scabreux. Ainsi le CD consacré aux « symphonies » fait voisiner curieusement la très pompeuse *Symphonie en mi bémol* (1906) avec ses consœurs atypiques des années 30 : *Symphonie de Psalms*, *Symphonie en ut...*, sommets de l'art néo-classique du compositeur... Ainsi le coffret consacré aux ballets enchaîne-t-il sans sourciller le chatoyant *Oiseau de feu* au *Scherzo à la Russe* et le *Sacre du Printemps* au très tchaïkovskien *Baiser de la Fée*, l'endormant *Orphée* au sensé et rustique *Agon* ! L'effet est surprenant, puisque Igor Stravinsky a régulièrement tourné le dos à ses manières d'écrire, tout en conservant son inimitable « style », ses surprises rythmiques, son oxygénation des harmonies.

Une telle classification, sacrifiant à la logique des catégories, n'a vraiment aucune justification musicale. Il aurait été plus intéressant, me semble-t-il, de grouper par périodes stylistiques : elles sont tout de même faciles à repérer. Sans doute de stricts impératifs commerciaux ont-ils dicté le choix contraire.

DÉCHETS

Les concessions successives de Stravinsky au « retour à Bach », à la forme classique, puis à l'écriture sérielle, ont suscité des polémiques. Certains y voyaient l'incapacité pour notre auteur à puiser en lui-même ses propres réserves créatrices et imaginatives, d'autres au contraire repéraient là sa faculté particulière de re-création, sa grille apparaissant toujours en pleine lumière, quel que soit le langage employé. Le mérite de ce coffret est de mettre côte-à-côte, j'allais dire sans protocole, à la va-comme-je-te-pousse, le meilleur et le pire. Car, sans irrévérence à l'égard du grand Igor Feodorovitch, auquel je me sens presque filialement attaché, il faut bien dire que nombre de partitions de l'époque 1930-1940 sont tout bonnement inaudibles : ainsi le *Baiser de la Fée*, *Jeux de cartes*, *Orphée*, la *Symphonie en ut*, me paraissent redoutablement inutiles. On a envie de dire, paraphrasant Stravinsky lui-même : « Ça pue le ballet ! » N'avait-il pas conscience qu'il était acculé à une impasse, à un isolement croissant ?

Ma thèse est que, oui, il en a pris conscience : ce fut déterminant pour son adhésion – certes tardive, mais rigoureuse – au sérialisme dodécaphonique.

SACRÉ

Un domaine attachant et original est celui que Stravinsky a consacré à la musique d'inspiration reli-

gieuse, après son retour au sein de l'Eglise orthodoxe en 1926. Le classement de l'intégrale est ici également critiquable. Sous le vocable « Sacred Music », on a mis pêle-mêle *Cantate* (sur des textes profanes !), *Messe*, *Pater Noster*, *Threni*, *In Memoriam Dylan Thomas* (texte également profane), etc.

Il aurait paru plus judicieux d'inclure la *Symphonie de Psalms* (au contenu essentiellement religieux et spirituel) et de bâtir le secteur autour de l'axe : *Symphonie de Psalms*, *Requiem Canticles*. On a encore assez peu étudié la musique religieuse d'Igor Stravinsky. On ne sait par quel bout la prendre, et, en dehors de la *Symphonie de Psalms*, elle n'est guère connue du grand public. Cet orthodoxe croyant (il reprochait à Rimski son attitude « athée ») est tout de même fêtu de latin et de liturgie catholique. Il va et vient entre le slavon, le latin, puis à nouveau le slavon : allez y comprendre quelque chose ! Sans parler de l'incursion de l'anglais : *Babel*, *A Sermon* et autres *Déluge*...

Le jardin secret de cette musique, robuste comme l'airain, est riche et émouvant pour celui qui fait l'effort d'y entrer.

TECHNIQUE

L'« interprétation » de ces pages par l'auteur lui-même est un témoignage de sa rigueur de tempo, d'articulation, de phrasé, de son sens aigu des balances orchestrales. Sans être un virtuose de la baguette, il s'en sort plutôt bien dans les passages périlleux... Ne cherchons pas de charme, de panache, ou d'arrêt sur image dans la nuance pianissimo ; tout cela est mené tambour battant ! On doit rendre hommage au directeur artistique, John MacLure, pour ce tour de force (1). Presque aucun enregistrement, sauf peut-être celui des *Nozes* et des *Symphonies d'instruments à vent*, ne paraît « dater ». La cohérence des prises de son s'impose, sans doute grâce à un « nettoyage » pour l'édition laser. Pour autant, on ne doit pas se voiler la face sur certaines faiblesses : sonorité, justesse, présence excessive des basses.

A l'écoute des œuvres les plus radicalement instrumentales, le reste parfois sur ma faim. On sait le goût de Stravinsky pour les vents. Or, si les cuivres sont en général somptueux, surtout à l'orchestre (velouté des cors, punch des trombones, agilité et homogénéité des trompettes), le timbre des bois est souvent pâle, sans relief, parfois incisif et nasillard (hautbois, cor anglais). Il n'est pas rare que tel solo un peu virtuose soit « limité » (les clarinettes de 121 à 127 dans le deuxième acte d'*Oedipe* ?). La justesse laisse parfois à désirer. *Dumbarton Oaks*, le *Concertino pour douze instruments* (où le violon solo est remarquable), le *Concerto pour piano et instruments à vent* ne sont pas toujours un vrai plaisir à écouter : la réverbération excessive ajoute à la couleur cinquante des vents. Quant aux cordes, le jeu est toujours correct, mais parfois lourd et sans raffinement excessif. Dans certaines sections d'*Apollon Musagète* (rebaptisé *Apollo*), les difficultés techniques mises en lumière par la rapidité des tempos posent problème : sans doute un manque de travail en profondeur des ensembles réunis pour l'enregistrement ? Mon sentiment est que dans les grandes œuvres de répertoire, que tous les orchestres connaissent par cœur (*Petrouchka*, *Oiseau de feu*, le *Sacre*), il n'y a pas de surprises. Les difficultés apparaissent avec les œuvres moins jouées, ou en effectif réduit.

Quant à l'excès des basses, très général, il aurait sans doute pu être corrigé à la prise de son. S'agit-il d'un parti pris ? Dans les œuvres symphoniques un

peu « légères », on pense au souhait de Debussy pour *Jeux* : « J'aimerais un orchestre sans pieds ! »

DIALOGUES

Le coffret laisse une place – minime – à la voix de Stravinsky (2), soit en répétition (savoureux dialogue avec John MacLure au sujet d'un équilibre de trompettes), soit enregistrée *in situ* lors d'un voyage en Suisse ou à Paris en 1965. On ne peut que déplorer le peu d'espace laissé à ce témoignage. On aurait aimé capter Stravinsky à l'âge avancé sur son expérience de compositeur dans le siècle, confronté à des écritures si différentes. Plus capital que sa confrontation à la voisine de Clartés ou au fauteuil du Théâtre des Champs-Élysées eût été d'entendre son approche des autres musiques du vingtième siècle. Ne semble-t-il pas d'ailleurs que toute trace de connivence entre Igor Stravinsky et les musiciens qu'il fréquentait dans les années 60 ait été délibérément gommée ? Je puis témoigner que cette connivence et cette inlassable curiosité (qui n'exclut pas l'acuité de jugement) était pourtant vive, ayant moi-même connu et rencontré le compositeur du *Sacre* à plusieurs reprises entre 1962 et 1966, à Paris et à Berlin.

GÉNÉRIQUE

Le coffret Sony comprend un petit livre intitulé *The Edition*. Il comprend :

- a) une biographie d'Igor Stravinsky (en trois langues), schématique mais assez précise quoique muette sur les fréquentations des années 50-60 (voir ci-dessus) ;
- b) une série de trente-six « citations », tirées des *Chroniques de ma vie* (rééditées en 1934 par Walter Nouvel), pour une part, d'articles de journaux et des témoignages divers, pour une autre part. Mélange de connu et d'inédit, de savoureux et de philosophique ;
- c) une iconographie de qualité (bien qu'avec parfois des légendes fautives : ainsi, page 173, un personnage photographié en 1929 aux côtés de Stravinsky est identifié à Georges Auric, alors qu'il s'agit de Pierre Souvtchinsky) ;
- d) une introduction du directeur de la publication originale et concepteur de l'intégrale : Goddard Lieberson.

Chaque CD comprend, en outre, un bref texte de présentation des œuvres, souvent « de la main » d'Igor Stravinsky lui-même, en trois langues, ainsi que les livrets et poèmes mis en musique, y compris en écriture phonétique russe, avantage fort appréciable.

CODA

De cet ensemble unique, de ce modèle du genre, quelques points forts émergent. Ce sont, à mon sens : le *Rossignol* (chanté de manière ravissante en russe), le *Sacre*, *Petrouchka* (superbe, mais pourquoi avoir annoncé la version 1911, alors qu'il s'agit à l'évidence de la version révisée de 1947... ?), *Edipe-Rex* (sur-tout en raison de la présence inouïe de Shirley Veret en Jocaste), le groupe des chansons russes (*Pribaoutki* et autres) si savoureuses dans l'extraordinaire interprétation de Cathy Berberian. J'ajouterais aussi, comme témoignage du pianisme d'Igor Feodorovitch, le disque du *Concerto pour deux pianos solos* enregistré en 1938 : toucher sans sécheresse, imperturbabilité des doubles croches, parfaite lisibilité de l'ensemble de la polyphonie.

Il y a, bien sûr, de très grandes beautés dans la plupart des autres. Signalons l'intérêt, tout anecdotique qu'historique, de la version des *Nozes* de 1959, en raison de la présence aux quatre pianos de quatre célèbres compositeurs américains, d'Aaron Copland à Samuel Barber !

Enfin, je mettrai hors catégorie *The Rake's Progress*, le seul opéra « opéra » de Stravinsky, dont la version me paraît remarquable, tant par la qualité de la distribution que par le côté « allegro con spirito » de la direction implacable du maître.

La présence de Philippe Entremont (à l'époque fort jeune), aux côtés de Charles Rosen et d'Isaac Stern (magnifique dans le *Concerto de violon*) dans cette intégrale, illustre la conception éclectique intéressante de la CBS d'alors. Bravo ! ■

(1) Les enregistrements réalisés au temps du 78 pour Igor Stravinsky lui-même (ou sous son contrôle) viennent d'être réunis par Vogue en un coffret de cinq disques compacts : Vogue 665002. Ces premières « épreuves » interprétatives sont un complément indispensable au grand coffret publié par Sony. Les reports sont d'une fidélité exemplaire.

(2) De brefs extraits de répétitions nous renseignent sur sa manière, respectueusement autoritaire, de travailler.

■ Igor Stravinsky 1882-1971 « The Recorded Legacy » : un coffret de vingt-deux disques compacts Sony « Classical » SX22K 46290. 1 800 F environ.

► Né en 1936, à Paris, Gilbert Amy mène de front les activités de compositeur, de chef d'orchestre (il a été l'élève de Darius Milhaud, d'Olivier Messiaen et de Pierre Boulez, auquel il a succédé à la tête du Domaine musical en 1967) et de pédagogue : Gilbert Amy est directeur du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon.

سنة 1412 هـ

سما من ليل

MUSIQUES

LE CENT CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE D'ANTONIN DVORAK

Il a chanté la Bohême

Les manifestations de l'année Mozart ont occulté partout, en Tchécoslovaquie même, un anniversaire pourtant important, celui d'Antonin Dvorak, né en 1841. Plusieurs manifestations, en France, vont permettre de mieux connaître un compositeur qui n'a pas écrit seulement la « Symphonie du Nouveau Monde ». Partiellement de la tradition allemande, Dvorak a développé un art essentiellement national qui s'inspire, dans le sillage de Bedrich Smetana, du folklore bohémien pour déboucher sur l'universel.

par Guy Erismann

COMPARER Smetana et Dvorak? Cela apprendrait beaucoup sur l'un, sur l'autre et sur leur temps : utile pour comprendre l'histoire et la musique de la Bohême, leur pays. Bedrich Smetana est considéré comme le père de la musique nationale. Il paya jusqu'au martyre le prix d'un combat radical. Dvorak eut un destin progressif, heureux et glorieux. Mais même si chacun, à sa manière, est profondément tchèque, ils ne sont pas réellement comparables. Longtemps, on les a opposés; on perçoit aujourd'hui la complémentarité de ces deux destins parallèles.

En France, ils ont en commun l'ignorance dans laquelle on les a maintenus, en dépit de quelques ouvertures isolées, comme si la tradition qu'ils représentaient existait seulement à la marge de l'Histoire, alors qu'elle en est un des centres essentiels. Cette année, en Tchécoslovaquie même, le deuxième centenaire de la mort de Mozart a rejeté dans l'ombre le cent cinquantième anniversaire de la naissance de l'auteur de la *Symphonie du Nouveau Monde* sous prétexte que le profil européen de celui des *Noëces de Figaro* et de *Don Juan* accompagne un grand dessein politique contemporain. On ne peut y avoir d'Europe sans nations. C'est faire fi des leçons du siècle précédent, qui les vit se former avec le concours de Verdi, Wagner, Moussorgski, Chopin, Liszt... Smetana et Dvorak.

Pourtant le face-à-face Smetana/Dvorak est riche d'enseignements historiques. Dvorak, fils d'un boucher-aubergiste de campagne (Nelahnzeves, au nord



L'itinéraire d'un compositeur, né en 1841 dans la boucherie d'un village d'Europe centrale, qui deviendra directeur du conservatoire de New-York soixante ans plus tard. Entre-temps, il avait « inventé » la musique tchèque.



de Prague, 1841) et d'une mère villageoise, est un pur bohémien qui ne parlait que le tchèque, la langue des paysans et des domestiques. Il fut obligé d'apprendre l'allemand pour accomplir sa vocation musicale découverte par l'instituteur (le *kantor*) de la ville voisine, Zlonice. A l'opposé, Smetana, né dans une famille bourgeoise, fut élevé dans la mouvance du château des Valsejns (Wallenstein) à Litomyšl (1824). Il ne parlait le tchèque qu'à l'âge de trente-cinq ans et fréquentera la bourgeoisie, surtout à Pízen l'allemande, avant que les événements de 1848 ne lui révèlent la nature véritable du régime des Habsbourg qui étouffait la culture de son pays. Sa famille étant ruinée, il se lia à l'intelligentsia progressiste et patriote, livra bataille pour le Théâtre national tchèque tout en admirant Berlin et Liszt, chefs de file reconnus mais suspects des musiques modernes. La

vie de Dvorak fut tout autre. Pauvre de naissance, il le resta longtemps, ne vécut que de leçons, d'une très modeste charge d'organiste à l'église Saint-Vojtěch, entra comme altiste dans la fosse du Théâtre tchèque provisoire sous la direction de Smetana et n'obtint à trente ans une heure pour artiste pauvre et talentueux. Il connut un premier succès populaire grâce à une cantate patriotique en hommage aux *Héritiers de la Montagne blanche* dont le texte était signé d'un des plus grands poètes de l'époque, Vítězslav Halek.

La même année 1873, Smetana révéla sa *Troisième Symphonie*. Il travailla obscurément et sans relâche, admira les progrès du chantier d'un naissant futur Théâtre national, fut le témoin, mais non l'acteur direct, des empiètements politiques entre les partis

Vieux Tchèques et Jeunes Tchèques dont son aîné Smetana fut la victime historique. Dvorak, comme tous les intellectuels, prit fait et cause pour Smetana.

Le destin musical de Dvorak prit un tournant décisif grâce à Brahms, qui eut connaissance de ses *Duo mariaux*, composés entre 1875 et 1877, sans doute sous l'influence de son jeune ami, le Morave Janacek, qui étudiait alors à Prague. De cette époque date le *Stabat Mater* (1877), témoignage d'une vive douleur provoquée par la mort de trois enfants en deux ans de temps. Curieusement, cette œuvre inspirée par le malheur est à l'origine de ses plus grandes gloires internationales et ouvrit sa période dite « slave ». L'éditeur berlinois de Brahms lui commanda des *Dances slaves* qui furent suivies des *Rap-*

sodies slaves, de la belle *Sérénade* op. 44, du fameux *Quatuor* op. 51 et de la *Septième Symphonie* créée à Londres, sous sa direction, le 22 avril 1885. L'Angleterre, où l'on monta son *Stabat Mater* (septembre 1883), ne le lâchait plus; on l'édifiait (Novello) et le félicitait. Il s'y rendit neuf fois et l'université de Cambridge l'éleva au rang de docteur honoris causa en 1891. Le Festival de Leeds lui commanda un grand oratorio national: L'illustre poète Jaroslav Vrchlický lui fournit le livret de *Sainte Ludmilla*, dont la signification historique peut être comparée à l'opéra mythique *Libuse* que Smetana composa pour l'inauguration du Théâtre national. Smetana, dans cette œuvre, célébra la fondation de la première dynastie de Bohême (les Premyslides); Dvorak, quant à lui, évoqua la christianisation du pays. Le compositeur manifesta à cette occasion un sens politique aigu. Pas plus qu'il n'avait nubié Jan Hus - *Ouvrière husite* composée pour l'ouverture du Théâtre national - ni la *Montagne blanche* - sa cantate de 1872-1873 - il ne manqua pas de rappeler que Ludmilla fut baptisée dans la capitale de l'empire de Grande-Moravie, affirmant sa slavité face au germanisme oppresseur des Habsbourg. Ainsi, sa foi chrétienne ne l'empêcha pas de vénérer Hus et d'épouser tous les grands thèmes non confirmés qui alimentaient les campagnes patriotiques. La religion de Dvorak ne pouvait donc pas échapper au pouvoir de la Réforme libératrice et recouvrait, en une sorte d'amalgam poétique, l'esprit patriotique, le sentiment de la nature - il fut, comme Janacek, un panthéiste type - l'amour - il fut un mari vertueux et ne connut qu'un seul véritable amour - et enfin le sentiment populaire qui inonde sa musique; ce que confirme la fréquentation des grands poètes collecteurs, surtout Erben et Sutil, et les emprunts aux plus grands de la génération des patriotes: Vítězslav Halek, Jaroslav Vrchlický, Heyduk...

Ces traits de caractère, bien que différents, constituent un amalgame psychologique qui débouche sur une esthétique qu'il est bien difficile de définir, bien que sa richesse thématique et sa clarté d'écriture soient aisément identifiables. Disons qu'il s'est contenté d'écrire, savamment et naturellement, la musique qui exprime le pays tchèque, l'homme et l'histoire, la culture et la langue jusqu'à faire respecter, par son éditeur allemand, l'orthographe de son nom: Antonin et non Anton, Dvořák avec ses deux accents qui déterminent la prononciation correcte.

Tous ces traits, nous les retrouvons fidèlement, mais diversement, dans la totalité de ses œuvres, que ce soit dans ses grandes œuvres chorales déjà citées auxquelles il faut ajouter *Requiem*, *Chemises de noce*, *Te Deum*, mais aussi ses nombreux ouvrages symphoniques au-delà même de ses neuf symphonies, de ses trois concertos et du nombre incalculable de compositions de musique de chambre et autres. Il s'attacha à composer pour le Théâtre national « pour défendre la langue tchèque » face au répertoire étranger. Son *Ondine*, conçu sur le tard, constitue un beau portrait musical et psychologique de cet homme qui aimait vivre les mythes au quotidien. Pourtant il avait connu une gloire exceptionnelle, celle d'avoir été choisi pour diriger le conservatoire de New-York. On savait, en le désignant, qu'il avait su imposer, comme Smetana, une musique nationale dans le contexte oppressant de la culture germanique. Ce court épisode de trois années valut au répertoire universel quelques œuvres majeures et irremplaçables comme les *Chants bibliques*, le *Quatuor « américain »*, le *Concerto pour violoncelle en si mineur* et la neuvième et dernière symphonie, la *Symphonie du Nouveau Monde*.

Le colloque de Mâcon, grâce au concours de musicologues, ses compatriotes, est destiné à faciliter l'approche de cet homme que l'on dit simple puisqu'il se présentait lui-même ainsi, mais nous savons qu'il lui fallut bien de l'esprit pour épouser si bien celui de son temps, les mouvements de l'Histoire et de vivre la musique avec tant de naturel et de force.

* La Scène nationale Saonnoise de Mâcon, le Mouvement Jaček et l'Association France-Tchécoslovaquie (AFT) rendent hommage à Dvorak.

Paris: Espace Jeunes (116, quai de Jemmapes, 104). Le 12 novembre, Quatuor Kubin; le 13, conférence, Ensemble Sine qua non; le 14 novembre, Dvorak, sa vie, son œuvre, un film de Jaromil Jires. Du 12 au 14, exposition Dvorak, à l'AFT (24, rue Yves-Toudic, Paris 75010). Renseignements: 42-08-40-10 et 46-45-17-78.

Mâcon (Saonnoise): le 21 novembre, conférence; le 24 novembre, exécution du *Te Deum*; le 25, concert de l'Orchestre de chambre tchécoslovaque; le 26, concert du Quatuor Kocian, et projection du film de Jaromil Jires. Colloque, du 24 au 26 novembre. Du 21 au 26, exposition Dvorak. Renseignements, à Mâcon: (16) 85-33-58-00; à Paris: 46-45-17-78 et 42-08-40-10.

► Ancien responsable du programme musical sur France-Musique, Guy Erismann est spécialiste de la musique tchèque et auteur de nombreux ouvrages, dont *Dvorak* (Seghers, 1988).

CINÉMA

LE CENTRE POMPIDOU REND UN HOMMAGE EXCEPTIONNEL A LA « MAJOR » HOLLYWOODIENNE

Les grandes heures de la Warner

Le Centre Georges-Pompidou, pour la première fois, rend hommage à une compagnie hollywoodienne en proposant au public, jusqu'au 5 mars 1992, salle Garance, un choix de deux cents films produits par Warner Bros au cours de sa longue histoire. Egalement au programme : une exposition (objets, costumes, documents d'archives), et la publication, fin novembre, d'un livre, « la Warner Bros ».

WB : ces deux lettres accolées dans un écusson représentent les initiales de Warner Bros, pour Warner Brothers car, jusqu'en 1927 tout au moins, ils furent quatre frères parmi les neuf enfants d'une famille d'émigrés polonais qui assurèrent le financement, la distribution puis la production de films, dès l'âge des pionniers. Ils créèrent leur propre studio sur Sunset Boulevard vers 1920, privilégiant, déjà, les films sociaux et les films de gangsters.

En 1927, la Warner, qui se livre à des expériences avec le procédé Vitaphone, produit le premier long métrage sonore et parlant de l'histoire du cinéma, *Le Chanteur de jazz*, avec Al Jolson. Le film reçoit un accueil triomphal et fait la fortune des Warner Bros dont la firme accède au rang de *major company* hollywoodienne. 1927 est aussi l'année de la mort de Sam Warner. L'héritage est transmis à ses aînés Harry et Albert, Jack Warner prend la tête du service production, avec pour premier adjoint Darryl F. Zanuck (qui cédera la place à Hal B. Wallis en avril 1933).

Bette Davis l'a souvent dit : « et elle ne fut pas la seule : Jack Warner était un tyran faisant fonctionner ses studios comme une usine, exigeant qu'on respecte ses impératifs de rendement, d'économie et de... rapidité. Mais, à la tête des « majors », il n'y avait que des *tycoons* (brasseurs d'affaires) et celui-là surfit d'une façon remarquable les qualités artistiques à des sujets souvent humanistes et reflétant, en tout cas, le climat social contemporain. Au moins des débuts du parlant à l'aube des années '30. Ces grandes heures de la Warner sont, sans doute, les plus étonnantes. Car tous les réalisateurs attirés réussirent à avoir un style, tout en respectant le *Warner touch*, qu'on pourrait définir en quelques mots par une écriture narrative essentiellement romanesque et dynamique. On est frappé, aujourd'hui encore, à revoir les films de Michael Curtiz (entré chez Warner en 1925), Mervyn Le Roy, Raoul Walsh ou de Lloyd Bacon, Archie Mayo et quelques autres qui furent moins célèbres, par l'efficacité des mises en scène — en quelque genre qu'il soit, — des éclairages et des décors.

La grande dépression économique, qui commence en 1929, tout autant que l'avènement du parlant, engendre aussitôt la production de films de distraction, avec chansons et danses. Bien avant la MGM, la Warner invente une forme de comédie musicale au canevas presque toujours semblable (une troupe cherche à monter une revue à Broadway), prétexte à des numéros éblouissants. Pour *42^e rue* (1933), que réalise Lloyd Bacon, Darryl F. Zanuck donne carte blanche au chorégraphe Busby Berkeley qui fait défilé sur le plateau un régiment de girls, se sert des danseuses comme d'éléments décoratifs (femmes-fleurs, motifs géométriques, figures de kaléidoscope...). Inventions prodigieuses, merveilleuses, qu'on retrouve dans *Prologue*, de même Lloyd Bacon (1933), *Chercheurs d'or 1933*, de Mervyn Le Roy et *Dames*, de Ray Enright (1934). Les vedettes de ces films sont Dick Powell et la piquante Ruby Keeler, Joan Blondell et... James Cagney qui se révèle être un étourdissant danseur. A l'arrière-plan de ces fantasmes dont Berkeley est le roi, les difficultés économiques projettent leur ombre. James Cagney est alors, avec



« Prologue », de Lloyd Bacon et Busby Berkeley (1933).

Edward G. Robinson, un archétype du gangster violent et cruel dans les films où la Warner cherche à lutter contre la criminalité. Robinson joue *Little Caesar* en 1930, sous la direction de Mervyn Le Roy, d'après un roman de William R. Burnett, auteur qui sera souvent mis à contribution. Cagney est *l'Ennemi public* de William Wellman en 1931 (il y écrase sadiquement un pamphlétaire sur le visage de Mae Clarke). Ils ne s'en tiendront là ni l'un ni l'autre.

Little Caesar donne le ton au *Scarface* d'Howard Hawks, produit par Howard Hughes en 1932. Or, cette même année, l'interprète de *Scarface*, l'extraordinaire Paul Muni, tourne chez Warner un film de Mervyn Le Roy inspiré d'une histoire authentique, *Je suis un évadé*. C'est l'histoire d'un ancien combattant

de la première guerre mondiale, chômeur condamné pour un hold-up, et envoyé dans un bagne où il est enchaîné, mûlé, privé de toute dignité. Cette œuvre révèle certaines abjections du système pénitentiaire et bouleverse l'Amérique.

Avec l'élection de Franklin D. Roosevelt à la présidence des Etats-Unis, le pays entre dans une ère de réformes et la Warner soutient la politique du New Deal en mettant l'accent, dans ses films, sur les maux qu'il faut guérir. Il revient à William Wellman d'avoir réalisé le plus bouleversant tableau de l'Amérique de la grande dépression avec *Wild Boys of the Road*, où des adolescents sont chassés de leur foyer et jetés sur les routes. Ce film de 1933 ne devait arriver en France qu'en... 1976, au « Ciné-Club » d'Antenne 2.

Entre le film de gangsters et le film social, la marge est mince. Qu'apparaît un nouveau type de mauvais garçon, Humphrey Bogart, et les deux genres tendent à se confondre. Lloyd Bacon réalise ainsi *Femmes marquées* (1937), dans lequel Bette Davis est en vedette et où Bogart se place du côté de la loi puis *Menaces sur la ville* (1938). Remarquable souplesse des réalisateurs qui passent, tel celui-là, de la comédie musicale à des œuvres dramatiques. Busby Berkeley ne s'est-il pas risqué — avec succès — au pamphlet social de *Je suis un criminel* (1939) sur l'adolescence malheureuse ? Un jeune acteur de théâtre, John Garfield, marchait alors sur les traces de Paul Muni. Il devait être, plus tard, victime du macarthysme.

Mais, tout en participant à ce courant social réformiste, la firme lance les films d'aventures, les westerns et les drames historiques de Michael Curtiz. Et le couple romantique d'un *Robin des Bois* inégalé, Errol Flynn et Olivia de Havilland. Elle confie à William Dieterle la fabrication de biographies de grands personnages « progressistes » : *l'Ange blanc*, éloge de l'action de l'infirmière anglaise Florence Nightingale ; *la Vie de Louis Pasteur*, *la Vie d'Emile Zola* et *Jua-*

rez, tous trois interprétés par Paul Muir. La Warner prend fait et cause contre le danger hitlérien en commandant, en 1939, à Anatole Litvak les *Aveux d'un espion nazi* (avec Edward G. Robinson en agent du contre-espionnage). Défense et soutien de la démocratie : la Warner choisit de s'engager dans l'effort de guerre en produisant coup sur coup deux films de Michael Curtiz : *Casablanca* (1942), qui va devenir l'archétype du film de résistance romantique avec le couple Humphrey Bogart-Ingrid Bergman et offrir aux cinéphiles l'admirable scène de la *Marseillaise* chantée en défi aux nazis, puis *Passage à Marseille* avec Bogart et Michèle Morgan (1943). Howard Hawks reprend ce courant à son compte avec *Part de l'angoisse* (1944) où se forme un autre couple mythique, Bogart-Lauren Bacall. A cet époque, Bogart a échappé au stéréotype du mauvais garçon grâce à John Huston et *le Faucon maltais* (1941). C'est l'acte de naissance du « film noir » où vont se refléter, chez Warner, puis ailleurs, les flures intérieures d'une société en guerre et déstabilisée à l'issue du conflit.

La propagande en faveur de la lutte menée contre les nazis et les Japonais est soutenue par Raoul Walsh : *Sabotage à Berlin* (1942) ; *Aventures en Birmanie* (1945) ; Delmer Daves : *Destination Tokyo* (1943) ; et Lloyd Bacon : *Convoi vers la Russie* (1943). Mais l'entreprise la plus curieuse et la plus exemplaire fut celle de *Mission à Moscou*, de Michael Curtiz (1943). Le film est inspiré d'un livre de Joseph E. Davies, ambassadeur des Etats-Unis en URSS avant la guerre. A une époque où l'administration Roosevelt était l'alliée de la Russie soviétique, on présente Staline, en 1939, comme un défenseur de la paix et des démocraties.

Le peuple américain, qui voit le film au printemps 1943 (on ne devait le découvrir en France que quarante et un ans après au « Cinéma de minuit » de FR 3), est évidemment sensible à l'effort militaire soviétique contre le nazisme, alors que la guerre s'intensifie en Europe avec l'intervention anglo-américaine. Mais lorsque le sénateur McCarthy entreprend de purger Hollywood des communistes et des éléments subversifs, Jack Warner est mis sur la sellette et doit se « racheter ». Il participe donc à la croisade de McCarthy en produisant, en 1951, *I was a Communist for the FBI*, que réalise Gordon Douglas. Mieux vaut passer ce film par profits et pertes. Il ne figure d'ailleurs pas dans la rétrospective.

Les années 50 et 60 sont celles du passage de relais entre deux générations : derniers grands films des géants John Ford (*la Prisonnière du désert*, les *Cheyennes*) ou Howard Hawks (*Rio Bravo*), passage du météore James Dean et apparition de l'inclassable Nicholas Ray, confirmation d'Elia Kazan, révélation d'Arthur Penn (du *Gaucher à Bonnie and Clyde*), plus tard de Sam Peckinpah.

Les seventies s'ouvrent avec *Woodstock*, avant des titres aussi mémorables que *Orange mécanique* (et les trois films suivants de Kubrick), *Delivrance*, *Jeremiah Johnson*, les débuts de Scorsese avec *Mean Streets*, ou l'apparition de l'inspecteur Harry, alias Clint Eastwood, qui deviendra l'un des grands cinéastes américains modernes, toujours chez Warner (*Pale Rider*, *Bird*). *Blade Runner*, *Greystoke*, *Grenlins* ou Spielberg feront durant les années 80 les beaux jours de la Major, qui a fusionné avec l'éditeur Time pour former les plus grands groupes de communication du monde.

JACQUES SICLIER

* « Hommage à la Warner Bros ». 180 films des années 30 à 1990. Tous les jours sauf mardi à 14 h 30, 17 h 30 et 20 h 30, Salle Garance.

* Exposition « Hommage à la Warner ». Galerie des Brèves. Tous les jours sauf le mardi de 12 heures à 22 heures. Samedis et dimanches de 10 heures à 22 heures.

* *La Warner Bros*. Ouvrage dirigé par Jean-Pierre Coursodon. Dans la collection Cinéma/singulier du Centre Pompidou. Parution le 19 novembre. 384 pages, 250 illustrations en noir et blanc. 250 F.

Premiers Rendez-vous

Jeudi 7 novembre

- 14 h 30 : *Les Liaisons dangereuses* (1989), de Stephen Frears (120 mn). - 17 h 30 : *La Prisonnière de la 2^e avenue* (1974), de Melvin Frank (98 mn). - 20 h 30 : *Big Boy* (1967), de Francis Coppola (124 mn).

Vendredi 8 novembre

- 14 h 30 : *Mishima* (1985), de Paul Schrader (120 mn). - 17 h 30 : *Delivrance* (1971), de John Boorman (109 mn). - 20 h 30 : *Key Largo* (1948), de John Huston (100 mn).

Samedi 9 novembre

- 14 h 30 : *L'Étrange passion de Molly Louvain* (1932), de Michael Curtiz (71 mn). - 17 h 30 : *La Vie d'Emile Zola* (1937), de William Dieterle (89 mn). - 20 h 30 : *Géant* (1958), de George Stevens (200 mn).

Dimanche 10 novembre

- 14 h 30 : *After Hours* (1985), de Martin Scorsese (96 mn). - 17 h 30 : *La Femme à abattre* (1950), de Raoul Walsh et Bretaigne Windust (87 mn). - 20 h 30 : *Dark Victory* (1938), d'Edmund Goulding (108 mn).

Lundi 11 novembre

- 14 h 30 : *La Fugue* (1975), d'Arthur Penn (100 mn). - 17 h 30 : *Le Faux coupable* (1956), d'Alfred Hitchcock (100 mn). - 20 h 30 : *Excubitor* (1981), de John Boorman (138 mn). (Relâche le mardi, jour de fermeture du musée.)

Mardi 12 novembre

- 14 h 30 : *L'Obsession de Charles Lindbergh* (1957), de Billy Wilder (135 mn). - 17 h 30 : *Le Sept voleurs de Chicago* (1957), de Billy Wilder (135 mn). - 20 h 30 : *Josay Wales hors la loi* (1976), de Clint Eastwood (135 mn).

سید علی

CINEMA

Tous les films nouveaux

L'Amour en deux

de Jean-Claude Gallota, avec Pascal Gravat, Laurence Côté, Jean-Pierre Darroussin, Marilynne Canto, Alain Hucine, Philippe Chablon. Franco-suisse-belge (1 h 46).

Loin de l'inspiration du *Tout de Jean Renoir*, l'histoire tragique d'un amour de passage nostalgique de son amour d'enfance retrouvée dans une station de sports d'hiver aussi isolée et enneigée que l'hôtel de *Shining*. Pas de danse dans ce film de Gallota, qui n'en reste pas moins chorégraphique.

14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

Jeanit Joe

de Olivier Auster, avec Peter Tarter, John Walsh, Laurence Trill, Geoffrey Carey, Chantal Desroches, Valérie Popescu. Français (1 h 30).

Une adaptation sur grand écran et en grands espaces de la bande dessinée d'Hugo Pratt qui conte avec une créativité ironique les tribulations d'un indien méisé du Canada appliquant par le fer et le sang sa conception très personnelle de la morale.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, handicapés, 2- (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 3- (43-55-36-14) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-52-82) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08).

VF : Pathé Française, 9- (47-70-33-88) ; Pathé Waplar II, 18- (45-22-47-94).

Laali

de Pierre Yameogo, avec Elie Yameogo, Aline Hortanas, Zoungana, Deniel Yameogo, Cheick Kone, Laura Kaho, Burkina (1 h 38).

Pour dénoncer la fuite des cerveaux et la corruption dont souffre son pays, Pierre Yameogo retrouve la simplicité étonnante et souvent souriante du néo-réalisme au fil de scènes de rues interprétées par des amateurs.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-85) ; Les Trois Batz, 6- (45-61-10-60).

Sélection Paris

Les Amants du Pont-Neuf

de Leos Carax, avec Juliette Binoche, Daniel Lavent, Klaus Michael Grüber. Français (2 h 05).

La toute simple histoire de deux paumés de rencontre sur un pont hors du monde, magnifiée par la splendeur des images, l'invention de la mise en scène, l'extraordinaire puissance de l'interprétation, en un feu d'artifice d'émotions.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5- (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 8- (43-58-19-08) ; Saint-Lazare-Panther, 9- (43-87-38-43) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11- (43-57-90-81) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Feuverte 13, 13- (47-07-55-86) ; Gaumont Alesia, 14- (43-27-84-50) ; Sapt Parapente, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-73) ; Bienvenue Montparnasse, 15- (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 16- (48-28-42-27) ; Pathé Waplar, 18- (45-22-47-94).

La Belle Noiseuse

de Jacques Rivette, avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianne Denicourt, David Samat, Gilles Arbez. Français (4 h).

Dans la durée du travail du peintre sur sa toile, Rivette fait entendre en un vibrant suspense un peu du mystère de la création. Ce n'est pas le moindre des attraits de ce film infiniment fécond, élégant et sensible, qui donne à Piccoli

et Birkin l'un de leur meilleur rôle, révèle la force et l'étendue du registre d'Emmanuelle Béart.

Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-22-87-23).

Les Branches de l'arbre

de Satyajit Ray, avec Aftab Bannerjee, Haradhan Bannerjee, Soumitra Chatterjee, Despankar De, Ranjit Mukherjee, Ujjayanti, Franco-indien (2 h 10).

Les « branches », ce sont les fils du patriarcat, accablés à son chevet lorsqu'il a fait un infarctus. Satyajit Ray transforme cette réunion de famille en fable érigée et pessimiste, à la puissance démultipliée par une mise en scène dont la simplicité confine à la perfection.

VO : 14 Juillet Parapente, 6- (43-26-58-00).

Close up

de Abbas Kiarostami, avec Ali Sabahi, Hassan Farzmand, Abolfazl Aghajani, Hushang Shah. Iranien (1 h 30).

Au-delà d'une authentique mystification en partie filmée en direct et en partie reconstituée avec ses protagonistes réels, Kiarostami invente avec une confiante simplicité de moyen un superbe jeu sur les apparences et sur le regard, qui installe d'emblée ce cinéaste iranien parmi les noms qui comptent.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-85).

Homework

de Abbas Kiarostami, avec Abbas Kiarostami, des écoliers iraniens. Iranien (1 h 28).

Du même cinéaste, un documentaire-interrogatoire qui, à travers des témoignages d'écoliers, met en évidence de façon lumineuse les mécanismes de la soumission et les ferments de révolte au pays de la révolution islamique.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-85).

J'entends plus la guitare

de Philippe Garrel, avec Benoit Régent, Johanna Ter Steege, Yanni Collette, Mireille Perrier, Brigitte, Anouk Grinberg. Français (1 h 38).

Elle et lui se faisaient qu'un, au temps de leur bel amour de ce temps-là. L'époque a changé, l'amour s'est cassé, c'est comme une planète qui a explosé. Philippe Garrel, astronome ébaleureux, enregistre avec émotion et précision ce séisme cosmique. C'est beau et triste. Latins, 4- (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

Jusqu'au bout du monde

de Wim Wenders, avec Solweig Dammert, William Hurt, Sam Neill, Jeanne Moreau, Max von Sydow, Rudiger Vogler. Franco-germano-italien (2 h 59).

A toute vitesse autour de la planète en un étourdissant voyage à suspense, puis tout doucement dans le vertige du temps et des images, Wim Wenders navigue sur son film-fléuve, plaidoyer contre l'emprise narcotique des images.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Saint-André-des-Arts, 1- (43-26-48-18) ; U.G.C. Danton, 2- (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 3- (43-59-19-08) ; George V, 4- (45-82-41-48) ; Max Linder Panorama, 5- (43-24-58-88) ; La Bastille, handicapés, 6- (43-07-43-60) ; Escorial, 7- (47-07-28-04) ; Gaumont Parapente, handicapés, 8- (43-25-30-40) ; Kinopanorama, handicapés, 9- (43-06-50-50).

VF : Pathé Waplar II, 18- (45-22-47-94).

Life Is Sweet

de Mike Leigh, avec Alison Steadman, Jim Broadbent, Claire Skinner, Jane Horrocks, Stephen Rea. Britannique (1 h 42).

Ironique mais jamais cynique, ce portrait d'une famille anglaise dans la débine post-thatcherienne creuse avec bonheur la veine du comique social, servi par une bande de comédiens épatants.

VO : Reflet Logos II, handicapés, 5- (43-54-42-34).

Nuit et Jour

de Chantal Akerman, avec Guilaine Londez, Thomas Langmann, François Négret, Nicolas Colchat, Pierre Laroche, Christian Chabry. Franco-belgo-suisse (1 h 30).

Symétrique comme un ballet, rapide comme une comédie, attentive comme un documentaire, la simple et belle histoire de Julie et ses deux amants, jodie chanson des parités et impossibles amours adolescentes.

L'Entreprise, 14- (45-43-41-83).

Où le soleil est froid

de Bogdan Dinitescu, avec Oana Păun, George Vîșu. Roumain (1 h 31).

Dans le bûis-dos en plein vent d'un touriste de phare, le toni sportivement d'une jeune femme en rupture de couple et d'un garçon sauvage révèle le sens de l'image et de la description d'un jeune cinéaste, belle introduction au méconu cinéma roumain.

VO : Latins, 4- (42-78-47-86).

Riff Raff

de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Emer McCourt, Jimmy Coleman, George Moss, Ricky Tomlinson. Britannique (1 h 34).

Ken Loach retrouve sa verve et son regard de documentariste pour ce portrait échevelé des marginaux de Londres, à la fois cruel et chaleureux.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; Les Trois Batz, 6- (43-33-77-77) ; Les Trois Batz, 6- (43-33-77-77) ; Les Trois Batz, 6- (43-33-77-77) ; Les Trois Batz, 6- (43-33-77-77).

Urga

de Nikita Mikhalkov, avec Vadim, Bayaertu, Vladimir Gostukhin, Babouchka, Larissa Kuznetsova. Franco-soviétique (2 h).

Tout l'adresse de Mikhalkov, grand séducteur devant l'éternel slave, pour transformer l'histoire sociologique du berger mongol parti à la ville acheter des capotes en ode lyrique à la nature.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Breteigne, 6- (42-22-67-87) ; Pathé Hauteville, 7- (48-35-78-38) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-87) ; Pathé Française, 9- (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Feuverte, handicapés, 13- (47-07-55-86) ; Gaumont Alesia, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parapente, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-73).

Van Gogh

de Maurice Pialat, avec Jacques Dutronc, Alexandra Lavelle, Gérard Sely, Bernard Lecoq, Corinne Bourdon. Français (2 h 38).

Dans la transparence de la lumière d'Auvergne et la simplicité des gestes quotidiens, Pialat reinvente les derniers jours de Van Gogh, homme parmi les hommes, qui ne sait pas qu'il est un génie. Un film comme ça, ça s'appelle un chef-d'œuvre.

Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Breteigne, 6- (42-22-67-87) ; Pathé Hauteville, 7- (48-35-78-38) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Élysées, 8- (43-59-04-87) ; Pathé Française, 9- (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-90-81) ; Les Nations, 12- (43-43-04-67) ; Feuverte, handicapés, 13- (47-07-55-86) ; Gaumont Alesia, 14- (43-27-84-50) ; Gaumont Parapente, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-73).

Box-office Paris

Deuxième semaine à bénéficier des effets des vacances de Toussaint, la période du 30 octobre au 5 novembre n'atteint pas le million de spectateurs enregistré pour la première fois cette année entre le 23 et le 29 : la faute au long week-end du 1^{er} novembre. Mais elle s'en approche avec gourmandise, grâce au renfort de quelques nouveautés. Big bang pour *Hot Shots*, qui passe le mur des 140 000 sur 33 écrans, et vraie réussite de Van Gogh avec 70 000 spectateurs dans 20 salles. Grosse déception, en revanche, du côté des *Clés du paradis*, comédie qui avec moins de 40 000 entrées en 33 salles n'a manifestement pas trouvé son éden. Les distributeurs semblent par ailleurs, après quinze jours de vœux, retomber dans leurs anciens péchés, en sortant dix titres le même mercredi.

Avec encore 185 000 tickets vendus, *Terminator* continue d'écraser le box-office de sa puissance, pour totaliser près de 900 000 entrées en trois semaines, doublant au passage *Robin des Bois* (qui a pourtant profité des vacances pour reprendre un coup de rous, atteignant les 870 000 en douze semaines). Et *Croc-Blanc* garde la truffe fraîche avec encore quelque 120 000 amis des bêtes (360 000 en trois semaines), tandis que sur la même durée les *Amants du Pont-Neuf* se maintiennent tant bien que mal hors de l'eau en totalisant 175 000 spectateurs. Mais *Mon père ce héros*, sans réaliser un exploit, tient bien avec 75 000 entrées qui lui permettent de cumuler 180 000 entrées en quinze jours.

75-79-79 : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Waplar II, handicapés, 18- (45-22-47-94).

Reprises

Indiscret

de Stanley Donen, avec Cary Grant, Ingrid Bergman, Cecil Parker, Phyllis Calvert. Britannique, 1958 (1 h 40).

L'histoire de la belle comédienne capricieuse tombée amoureuse d'un confesseur catholique endurci offert à Stanley Donen l'occasion d'un élégant mariage londonien, servi par des interprètes exceptionnels.

VO : Reflet Médias Logos, salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34).

Festivals

Perpignan sur Mékong

On le sait déjà, le cinéma français sera pour une bonne part à l'heure indochinoise en 1992, avec les sorties de *L'Amant*, *Indochine* et *Dien Bien Phu*. Le douzième colloque Cinéma et Histoire de Perpignan anticipa en passant ce revue un vingtième de films évoquant la colonisation française, les guerres de libération et les traces qui demeurent dans l'inconscient de cette période et de ces événements. Plusieurs débats, animés notamment par le cinéaste Lam Lé et l'historien Henri de Turenne, complètent le programme.

Du 8 au 11 novembre à l'Institut Jean-Vigo, 21 rue de Malilly, 66000 Perpignan. Tél. : 68-66-30-33.

L'esprit du Cosmos

Pour sa troisième édition, le Festival film et spiritualité a choisi un sujet d'actualité : la permanence et le retour en force de la religion dans les pays de l'Est. Outre des classiques du genre, du *Dibout* à Tarkovski, le programme pro-

pose des œuvres récentes, et un hommage à un spécialiste de la question, le Polonais Krzysztof Zanussi, ainsi qu'une sélection d'émissions de la télévision russe, et des tables rondes.

Du 8 au 19 novembre au Cosmos (Paris-6). Tél. : 45-44-28-88.

Femmes turques et romanciers US à Orléans

La compétition internationale des Treizièmes Journées cinématographiques d'Orléans propose dix films inédits. Simultanément, une rétrospective mettra en lumière une cinéaste graphique méconnue, celle de Turquie, en s'attachant plus particulièrement à des portraits de femmes dans vingt-six films. Une autre programmation étudie les adaptations au cinéma de grands romans américains signés Herman Melville, Steinbeck, Nabokov, Fitzgerald, Hawthorne ou Jim Thompson.

Jusqu'au 12 novembre au Centre d'arts contemporains, Caré St Vincent, 45000 Orléans. Tél. : 38-62-45-68.

Un rénovateur à l'IMA

La société égyptienne des années 80-90, marquée par la corruption et l'islamisme, est au centre de la plupart des quinze films réalisés par Mohammed Khan, considéré comme le rénovateur d'un cinéma égyptien. Ainsi de son nouveau film, *Le Chevalier de l'Asphalte* découvert au récent Festival de Montpellier, ou du *Retour d'un Citoyen* (1990) qui aura le désastre d'une captivité revenue au pays natal après des années de travail dans le Golfe, ou encore de *La Femme d'un homme important* (1987), grand succès en Égypte car basé sur une affaire politico-policrière réelle. Il faut aussi voir ses défilés *River of Wind* et *Canal* (1988), aventures des deux filles pauvres qui décident de vivre leur vie sans intelligence masculine.

Hommage à Mohammed Khan, du 8 novembre au 29 décembre, le samedi et le dimanche à l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-81.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon.

Le Cahier Carax



Leos Carax et Juliette Binoche pendant le tournage des « Amants du Pont-Neuf ».

Quelque part, sur une coupure de journal collée sur une grande photo pétaradante plaquée sur un plan de travail, il est écrit : « Transformer la vie en une joie extraordinaire ». C'est une phrase d'un vieux Russe d'il y a soixante-dix ans, Lev Koulechov, grand cinéaste plus qu'eux trois quarts oublié. C'est dans un drôle d'objet dédié à un jeune Français, Leos Carax, depuis trois ans plus qu'à moitié noyé dans l'opprobre, et qui est lui aussi un grand cinéaste. Et cette phrase dit bien ce qu'est son film *Les Amants du Pont-Neuf*, et ce drôle d'objet est le numéro spécial que les *Cahiers du cinéma* ont offert à Carax.

Il y a des photos et des dessins, des citations et des légendes, des graffitis et des schémas et des messages d'amour. Telle une promenade nostalgique et décidée parmi les dépouilles de la longue croisière semée de tempêtes du tournage, les pages racontent à leur tour une histoire « de pauvreté, de possession, de

passion et de compassion » comme Carax décrit le projet du film qui s'appelle alors *Fau l'amour* à Alain Dahan, le producteur numéro un. Cette histoire n'est pas celle que raconte le film, mais celle de sa conception. C'est sans doute parce que ces deux histoires se ressemblent que *Les Amants du Pont-Neuf* est un beau film.

Au bout de ce voyage, Leos Carax envoie promener le cliché de son mutisme, pour dire, en mots simples, clairs, forts, ce qu'il a fait, ce qu'il a voulu, ce qu'il a senti. Il n'esquive rien (sauf sa brouille avec Christian Fecner), il parle comme un cinéaste, quelqu'un qui a les yeux ouverts. *Les Cahiers* lui avaient fait un cadeau en lui offrant ce numéro spécial, il leur en fait un plus beau encore.

J.-M. F.

* *Cahiers du cinéma*, numéro spécial *Les Amants du Pont-Neuf*, 98 p., 50 F.



du 8 novembre au 1^{er} décembre

Shakespeare

TIMON D'ATHENES
texte français Jean Michel Déprats
mise en scène Dominique Pitoiset

47.42.67.27

DIX-HUIT THÉÂTRE
sur le lac de Constance
PETER HANDKE
ARTM
Jacques Roux - Michel Peroni
7 nov. 15 déc
42 26 47 47

17, 23 et 24 novembre
LEO KATZ
Intégrales
L.C. SIRJACO
Création Avignon 91
LES GEMEAUX/SCEAUX
Scène Nationale
(1) 46 61 36 67

théâtre de la bastille
27 oct au 13 nov à 19 h 30
sauf lundi 11 nov à 17 h
dim intégrale à 17 h
Léo Katz
et ses œuvres
triptique de Louis-Charles Sirjaco
avec Irina Delle
Daniel Kenigsberg
Monly Marini
Arthur Nauzyciel
Jean-Luc Porraz
et 17 23 et 24 nov Intégrales,
à la Gaiety/Secours
5 au 10 nov à 21 h
sauf dimanche à 15 h 30
Paco Décina
Vestigia di un corpo
43 57 42 14
75, rue de la Rocheville 75014 PARIS
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
DES
Le Monde LIVRES

THEATRE

Spectacles nouveaux

Bête de style

de Pier Paolo Pasolini, mise en scène de Stanislas Nordey, avec Gaël Baron, Barbara Bouley, Cécile Bruna, Sarah Cheumette, Cécile Choler, Frédéric Flabach, Eric Gimonès, Stéphanie Retornaz, Richard Sammut, Laurent Sauvage, Laurent Schilling, Stéphanie Schwartzbrod et Arnaud Vatin.

C'est toujours une aventure que d'affronter Pasolini. C'est très souvent une découverte.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 92000 Saint-Denis. A partir du 7 novembre. Du mardi au dimanche à 20 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-58. 100 F.

Cent millions qui tombent

de Georges Feydeau, mise en scène de René Ligon, avec Carlos Chahine, Aristide Démonico, Sylvie Falvo, Didier Kerckevort, Jean-François Lapalus, Jean-Philippe Lo Cresto, Anne Marano, Glissio Montel, Chantal Murtel, Michel Raskine, Alain Rimoux, Isabelle Védie et Marie-Aude Weiss.

C'est une pièce inachevée de Feydeau que René Ligon a créée à Besançon, où il a pris la direction du centre dramatique. Il a demandé à plusieurs auteurs de la terminer. Le côté « cadavre exquis » ne devrait pas nuire.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gernivilliers. A partir du 12 novembre. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-83-20 30, 80 F et 110 F.

La Chevauchée du lac de Constance

de Peter Handke, mise en scène de Jacques Roux et Michel Perrot. Au départ, il y a la légende du cavalier qui traverse sans s'apercevoir le lac de Constance gelé, et meurt de frayeur rétrospective. A l'arrivée, il y a un jeu de couples, une réalité qui se lèze, tournée à un absurde cauchemardesque.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Gergette-Agutte, 18°. A partir du 7 novembre. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-26-47-47, 70 F et 100 F.

Cœur ardent

d'Alexandre Ostrovski, mise en scène de Benno Besson, avec Annie Alane, Pascal Bongard, Jean-Noël Brouté, Jean-Charles Fontana, Pierre Goudard, Jean-Jacques Lecoq, Guy Parigot, Gilles Privat, Emmanuelle Rami, Jean-Marc Stahé, Emilien Tessier et Aude Tréouat.

Créé à Rennes, le spectacle de Benno Besson situe dans des décors fantastiques la satire, entre farce et vandévisme, d'une société russe. De la société tout simplement.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. A partir du 6 novembre. Le mercredi à 20 h 30 (et le 14 décembre). Tél. : 48-80-18-88. 90 F et 110 F.

Ferdynurke

de Witold Gombrowicz, mise en scène de Jacques Marianne, avec Yves Aubry, Michel Baujard, Claude Bernhardt, Eric Boute, Benoît Colardelle, Patrice Fournier, Pernille Frederiksen, Guillemette Galland, Denis Verguet et Liliane Witant.

C'est un véritable défi que de porter sur

scène ce roman de Gombrowicz, tortueux, ambigu, dont le héros n'imaginerait pas pouvoir devenir adulte.

Cartoucherie Atelier du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. A partir du 12 novembre. Le dimanche à 15 heures (et le 21 déc.). Tél. : 43-28-97-04. 70 F et 90 F.

Le Haut-de-forme, Sik-Sik

d'Edoardo de Filippo, mise en scène de Jacques Michel, avec Jean-Claude Friesang, Chantal Joblon, Robert Lucchello, Louis Maréchal, Isabelle Candeller, Françoise Tournier, Dominique Patin, Chantal Neuwirth, Eric Averlant, J.-P. Roussillon, D. Boudon, A. Fessio, D. Imperato, S. Isogotta, A. Magnouat, J.-L. Maligne et L. Maréchal.

On commence enfin à reconnaître Edoardo de Filippo non plus seulement comme un acteur génial, mais comme un auteur à part entière. On découvre l'efficacité de sa vision satirique, la force de ses dons comiques.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4°. A partir du 8 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-74-22-77.

Léonce et Léna

de Georg Büchner, mise en scène de Philippe Van Kessel, avec Jean-Pierre Boudson, Delphine Bider, Aline Casavola, Anne Carpiou, Paul Clary, Patrick Donnay, Isabelle Dumont, Eric Fienaz, Pierre Laroche et Thierry Parrot.

Avec cette pièce, on a comparé Büchner à un Musset allemand, c'est-à-dire plus désespéré encore. Et dont l'humour serait beaucoup plus corrosif. Par l'un des meilleurs metteurs en scène belges.

Théâtre, Place Jacques-Séni, 78000 Sartrouville. A partir du 8 novembre. Les 8, 9, 10, 12, 13 et 14 novembre. Tél. : 33-14-23-77. De 60 F à 140 F.

Les Richesses naturelles

d'après René de Obaldia, mise en scène de Guy Sholley, avec Fabienne Augie, Frédéric Echaussoux, Guillaume Laine, Serge Nicolai, Juliette Reyniers et Frédéric Tilly.

Il y a eu une époque où on a beaucoup joué Obaldia. Ce serait heureux que la jeune revienne de sa fantaisie, de ses jeux de langage.

Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isabelle, 18°. A partir du 8 novembre. Du mardi au dimanche à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-62-35-00. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F.

Timon d'Athènes

de William Shakespeare, mise en scène de Dominique Pitoiset, avec Hervé Pierre, Thierry Besc, Dominique Lalot, Nedja Febrizio, Damien Dedman, Mathieu Delmonte, Edmond Villuud, Raoul Teuscher, Gilles Fisseau, Daniel Meller, Jean-Philippe Meyer et Yves Favier.

Après avoir monté un *Misanthrope* particulièrement républicain, Dominique Pitoiset s'est penché sur un autre courtisé vil, sur ce Timon, général grec, porté aux nues et puis trahi par ses amis. Personnage shakespearien qui va jusqu'au bout de son destin.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9°. A partir du 8 novembre. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-22. De 60 F à 130 F.

Paris

L'Annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Bagot, Béatrice Delavay, Alain Macé, Jacques Gaudin, Hugues Kingué, Hélène Lapiower et Annie Mercier.

Quelques jours encore pour voir cette mise en scène puissante, réellement neuve de la pièce peut-être la plus connue de Claudel.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 3 heures. De 50 F à 110 F.

Le Bonc

de Rainer Werner Fassbinder, mise en scène d'Anita Plochiarini.



« Des babouins et des hommes », mise en scène de Jean-Louis Houdrén, à Bobigny.

avec Brice Beaugler, Michèle Brûlé, Bruno Chodé, Christine Joly, Laurence Martin, Françoise Miquet, Stéphane Nageon, Anne Reiger et Baptiste Roussillon.

L'immigré comme révélateur des déséquilibres latents. Fassbinder traite du seul sujet qui l'intéresse, et qui demeure cruellement d'actualité : l'exclusion.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Lesclap, 92000 Châtigny-Malabry. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-61-33-33. De 60 F à 120 F.

Le Café

de Rainer Werner Fassbinder, d'après Goldoni, mise en scène d'Ivan Morne, avec Jean-Marc Avocat, Nathalie Besançon, Paul Ecoffard, Bruno Fleury, Corinne Frimas, Anne Merliet, Yves Pignot, Bernard Sabatier et Jean-Claude Weibel.

Un café et une maison de jeux. Des paumés de toutes sortes, des sentiments moris, une détresse brûlante.

Théâtre Le Vervet, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-48-47. 60 F et 100 F.

Les Caprices de Marianne

d'Alfred de Musset, mise en scène de Jean-François Vincent, avec Claude Bouchery, Clotilde de Bayser, François Clavier, Eric Elmosnino, Etienne Lefebvre, Madeleine Marion, Nicolas Pignot, Patrick Pineau et Philippe Uzan.

Après avoir monté *On ne badine pas avec l'amour* l'an dernier, Jean-Pierre Vincent s'est pris de passion pour Musset. Non pas le poète élégiaque, mais l'homme de théâtre déchiré, cruel, moderne.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 12 F à 120 F.

Les Chants de Maldoror

de Lautréamont, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Feodor Atkine, Gitta Barthel et Alex Desca.

Le poème fou de Lautréamont sur les décombres d'un navire échoué, monologue à deux voix, glissements des corps, danse fébrile, images secrètes et envoûtantes.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-02-02-88. Durée : 2 heures. 90 F et 120 F.

Les Attilas

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, G. Bigot, J. Carneiro da Cunha, N. Nityanandan, C. Schaub, M. Bernaud, D. Bellugi, M. Bouley, S. Brout, S. Canto, L. Clausen, O. Delonga, N. Djerrah, E. Fagnier, L. Gazonnotti, V. Grail, M. Jacques et B. Jodorowsky.

La trilogie recomposée par Ariane Mnouchkine et qui retrace les épisodes de la médiation des Attilas. Dans le style du Kathakali, sur une musique percutante, les comédiens du Soleil font merveille (en alternance).

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12°. 110 F et 135 F.

Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aulère, Miché Aumont, Philippe Blancher, Michaël Cesarès, J.-O. Châlain, M. Chevot, M. Courcier, L.-A. Diquiero, O. Genes, L. Gonzalez.

Jairo, P. Jorès, G. Juarez, I. Karajan, M. Labouret, P. da Oliveira, B. Quenlin, G. Sar et E. Suarez.

Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, en Galice, province aux mœurs médiévales. La famille Montenegro, un père et trois fils, plus despotes les uns que les autres, s'étripent, se disputent les richesses de la mère, les faveurs de la fille, se battent contre le pouvoir de l'Eglise, et nous entraînent en une suite d'épisodes aventureux, échevelés, pittoresques, irrésistibles.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20°. Du mercredi au dimanche à 20 heures. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-86-43-86. Durée : 2 h 45. De 110 F à 220 F.

Des babouins et des hommes

d'après Albert Cohen, mise en scène de Jean-Louis Houdrén, avec Clotilde Mollet et François Chazot.

D'après *Belle du seigneur*, une fantaisie corrosive sur le comportement amoureux des hommes, qui souvent ne se conduisent pas de façon plus raffinée que les singes.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 h 20, 95 F et 125 F.

Génération chaos 1

de Marc'O, mise en scène de Marc'O, avec Frédéric Bertelli, Yovan Gilles et Jérôme Prost.

Deux garçons et une fille, trois comédiens époustouflants, cartonnent, dansent, chantent les slogans qui se sont déversés sur « la jeunesse », depuis la construction jusqu'à la chute du mur (de Berlin).

L'Européen, 5, rue Biot, 17°. Du mardi au dimanche à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 43-87-29-89. De 40 F à 120 F.

Les Guerriers

de Philippe Mirey, mise en scène de Robert Cantarella, avec Jany Gastaldi, Christophe Huysman, Maximilien Regnier et Alain Reibel.

Quand on est guerrier, on tue, c'est dans la norme. Et il y a la femme, qui n'est pas vraiment un repos pour ces guerriers...

Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, cité Viron, 94, boulevard de Clichy, 18°. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-62-59-49. 75 F et 95 F.

Jugement

d'après Marie Noél, mise en scène de Jean-Pierre Noriel, avec Elisabeth Tamaris et Laurence Bianco.

Créé au Off-Avignon, sur des poèmes de Marie-Noél, l'affrontement de deux figures féminines, de la chair et de l'esprit.

Ménis, 37, rue Volta, 3°. Du mardi au samedi à 18 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-78-03-53. Durée : 1 heure. De 80 F à 120 F.

La Maison d'os

de Roland Dubillard, mise en scène d'Eric Vignier, avec Odile Bousquet, Bruno Bouzquet, Elise Bouchard, Christophe Brault, Arnaud Churin, Philippe Cotten, Myriam Courchelle, Benoît Di Marco, Benoît Girin, Xavier de Guillebon, Paulina Herms, Pascal Lacroix, Denis Léger-Milheu, Gaël Lescot, Laurent Lévy, Françoise Morel, Arthur Nauzevet et Jean-François Perrie.

Ils sont jeunes, ils ont choisi la pièce la plus amère de Dubillard, l'ont taillée

pour lui donner leur visibilité, leur goût de la pose. Et, en plus, ce sont de bons comédiens.

Grande Arche de la Défense, Parvis de la Défense, 92000 La Défense. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-86-96-94. 110 F.

Marilyn Montreuil

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Tiffi Badetou, Françoise Boryse, Bruno Bompard, Michel Dussor, Nanou Garcia, Hélène Hély, Christian Hillon, Allen Holst, Frank Jacop, Marc Ince, Maurice Lamy, Jean-Pierre Loustau et Jean-Jacques Scheffer.

La petite blonde rêve de Marilyn et se prend pour une graine de star. Elle arrivera à descendre tout emplumés le grand escalier du Casino de Monaco, entourée d'une inénarrable rockeuse et de travestis très classe. Elle croira vivre les aventures de son idole, et retournera rêver à Montreuil. Rires et larmes : Savary.

Théâtre national de Chailiot, 1, place du Trocadéro, 16°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 100 F à 140 F.

Mères, portraits

d'Arnold Wesker, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Joëlle Stollars.

Cinq femmes, cinq caractères de mères, plus ou moins psychologiques, et une comédienne rare.

Espace Pierre Cardin, 1-3, av. Gabriel, 8°. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-66-27-41. Durée : 1 h 30. De 120 F à 180 F.

Les Misérables

d'Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg, d'après Victor Hugo, mise en scène de John Caird et Trevor Nunn, avec Michel Pazeat, Patrick Rocca, Louise Pitra, Stéphanie Martin, Jérôme Piron, Marie Zamore, Julien Combey, Laurent Gendron et Marie-France Roussel.

Annoucé à grand renfort de publicité, cette version des *Misérables* qui a rassemblé quelques millions de spectateurs dans le monde entier - et ce n'est pas fini - ne déçoit pas. Mieux, elle étonne.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. De 100 F à 350 F.

No Woman/Land

d'Elisabeth Wiener, mise en scène de l'auteur, avec Cathy Bodet, J. Baur, Marie-Cherlotte Lullaire, Anne Leleuvra, Rebila Mokdedd, Luna Mosner et Barbara Willard.

Science-fiction en forme de comédie musicale, par l'une des chanteuses-comédiennes-musiciennes les plus douées, l'une des plus insolites aussi.

Théâtre moderne, 16, rue Blanche, 9°. Les 8, 9, 11 et 12 novembre, 20 h 45. Tél. : 48-74-10-75. De 70 F à 140 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur.

Face à face deux tribus, hommes d'un côté, femmes de l'autre. Et, reliant leur jeu de séduction, la musique, la beauté barbare des chevaux.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, la dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Peter Pan

C'est la légende du petit garçon qui ne voulait pas grandir, un conte de Noël au charme désuet et irrésistible.

Casino de Paris, 16, rue de Clichy, 9°. Les mardi et vendredi à 20 heures, le mercredi à 15 h 15, la samedi à 17 heures et 20 h 30, le dimanche à 14 h 15. Tél. : 49-95-99-99.

Pleins Feux

de Didier Kaminka, d'après Mary Orr, mise en scène d'Eric Chanyon, avec Lina Ranaud, Véronique Jannot, Patrick Raynal, Nicola Jamat, Sheila D'Conner, Pierre Magonat, en alternance Jeremy Kaminka, Jean-Baptiste Pennes et Pierre Fraje.

D'après le film de Mankiewicz, qui ressort à Paris, l'histoire d'un monstre sacré et d'une jeune ambitieuse. Mais c'est autre chose, et c'est d'abord la surprise (bonnel) de Lina Ranaud comédienne avec du punch et de la sensibilité.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 18 heures. Tél. : 47-42-95-23. Durée : 2 heures. De 50 F à 250 F.

Le Temps et la Chambre

de Botho Strauss, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Bernard Verley, Pascal Gregory, Aneuk Grinberg, Marc Batton, Bulle Ogier, Roland Blencha, Jean-Pierre Molin, Laurence Côte et Marc Ott.

Une pièce énigmatique, superbement éclairée par Patrice Chéreau. La jeune fille-femme, Aneuk Grinberg, habite la chambre, et la chambre respire au rythme des souvenirs, des espoirs, des rêves qu'elle trimbalait dans son cœur. Et dans sa tête il y a des immensités d'âme, et plein de loufoqueries.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 2 heures. De 30 F à 150 F.

Un prénom d'archiduc

d'après Charles-Ferdinand Ramuz, mise en scène de Michel Sautter, avec Marlene Pascal et Claude Guyonnet.

Au jardin de la mémoire les souvenirs se croisent, s'entrelient, se contredisent, font jouer la poésie charnelle des mots.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. De 50 F à 150 F.

Une des dernières soirées de carnaval

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Claude Penchenet, avec Nadine Alari, Jean Alibert, Gilbert Beugnot, Guillaume Briat, Mathieu Buscetto, Gaëtan Gallier, Raphaëlle Grins, Anna Guégon, Sophie Lahayville, Mathias Milieu, Frédéric Ruffet, Louis-Basile Serier, Maurice Tuet et Bénédicte Wenders.

A travers l'intrigue tout en chassé-croisés, c'est la légende perdue de Goldoni, et quand tombent les masques du carnaval demeure une certaine tristesse.

Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8°. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-60-70. Durée : 3 heures. De 50 F à 150 F.

Volière Dromesko

Sous la volière au crépuscule, sur les branches d'un arbre d'union, apparaissent des créatures en apesanteur, oiseaux ou acrobates. Voici le pays où les hommes cherchent à imiter les animaux volants.

Parc de la Villette sous chapiteau transluide, 211, av. Jean-Jaurès, 19°. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

DANSE Centre Georges Pompidou
COMPAGNIE CHRISTINE BASTIN
jeudi 7 novembre à 20h30 - vendredi 8 à 18h30
BLESS
mercredi 13, jeudi 14 à 20h30 - vendredi 15 à 18h30
GRACE
Grande Salle - 1^{er} sous-sol - Réservation 42.74.42.19

THEATRE DE GENNEVILLIERS
CENT MILLIONS
QUI TOURNENT
MISE EN SCENE
DE RENE FOSSE
12 NOV. 15 DE 20 H 30 A 21 H
19 NOV. 15 DE 20 H 30 A 21 H
PEINES D'AMOUR PERDUES
MISE EN SCENE
D'ANDRZEJ SEWERN
19 NOV. 15 DE 20 H 30 A 21 H

شركة من اجل

هذا هو الفن

LA SÉLECTION

Régions

Toulouse

Britannicus

de Jean Racine, mise en scène d'Alain Françon, avec Laurent Gréville, Clovis Cornillac, Nada Strancar, Hélène Alexandridis, Yann Collette, Vladimir Yordanoff et Anne Benoit.

Passions et politique. Affrontement mère et fils. Une vision étonnante et noble et puissante de cette pièce inépuisable, avec une distribution exceptionnelle.

Théâtre Sorano, 35, allée Jules-Guesde, 31000 Toulouse. Du 9 au 18 novembre, à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 81-25-66-87. 120 F.

Marseille

Les Paravents

de Jean Genet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Ours Olli, Coco Folgerielles, Michèle Grellet, Michèle Marquais, Lucie Maitre, Fabienne Perleau.

C'est l'Algérie vue par Genet, une terre mythique, refuge de la misère. Un trépas d'exclus, le garçon, sa mère, et sa femme si laide qu'elle doit se couvrir le visage. Et autour, les soldats, les vivants et les morts. Une intense poésie.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Du mardi au samedi à 20 heures, le mercredi à 19 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 120 F.

DANSE

Paris

Elisabeth Petit

Récital de Bharata Natyam

Elève du grand maître Shri Muthuswamy Pillai depuis onze ans, Elisabeth Petit est l'une des très rares danseuses occidentales à avoir pénétré les arcanes du Bharata Natyam, comme en témoignent les critiques enthousiastes qu'elle suscite lorsqu'elle se produit en Inde. Interprète par un chanteur et deux musiciens indiens, la musique de ce récital mêle des pièces traditionnelles du répertoire à des compositions créées spécialement pour cette tournée (prochaines étapes : Le Havre, le 12 novembre ; Chambéry les 15 et 16).

Casino de Paris, les 6 et 7 novembre, 21 heures. Tél. : 49-95-99-99. De 80 F à 120 F.

Compagnie Paco Decina

Vestigia di un corpo

La cinquième pièce d'un jeune chorégraphe napolitain fixé en France. Il la présente intitulée : « Dans l'obscurité, quand le silence devient un requiem, quand le vide se comble de flammes, quand on ferme les yeux et qu'on oublie notre corps, ce corps qui nous trahit à chaque instant, qui nous égare... »

Théâtre de la Bastille, du 5 au 10 novembre, 21 heures (dimanche à 16 h 30). Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Iles de danses

Cinquante communes reçoivent, pendant un mois, la visite de onze compagnies de danse, pour des résidences, des ateliers, des stages et environ soixante spectacles. La star de ce festival est Merce Cunningham, mais on verra aussi des pièces de Jean-Pierre Perreault (célèbre au Canada, mais pratiquement inconnu en France), Jean-Michel Aglia, Jean-Christophe Bletun, Madeleine

Chiche et Bernard Misrahi, Michel Kelenis, Maguy Marin, Jacques Paotz, Hervé Robbe, Elisabeth Schwartz et Santiago Sempere.

Jusqu'au 1^{er} décembre. Renseignements : Ile-de-France Opéra et Ballet : 42-65-06-58.

Régions

Donai

Trisha Brown Dance Company

Astral Converter

Lever Best

Une des chorégraphes les plus fascinantes qu'ait enfantées le mouvement post-modern américain. Astral Converter est ici « réécrit » sur une nouvelle musique de John Cage et dans une scénographie de Robert Rauschenberg ; quant à Lever Best, c'est une première mondiale. Tous à Donai !

L'Hippodrome, salle Maîtres, les 8 et 9 novembre, 20 h 48. Tél. : 27-98-62-53. De 70 F à 100 F.

Lille

Compagnie Karine Saporta

Carmen

En dédiant le XX^e Festival de Lille à l'hispanité, Brigitte Delannoy, son actuelle directrice, a jugé que la senorita Carmen était incontournable et a proposé ce sujet flamboyant à l'incendiaire chorégraphie. A priori, cela ne devrait pas être une mauvaise idée. Saporta a demandé les costumes à Emi Wada, la costumière du cinéaste Akira Kurosawa. Une Carmen japonaise !

Opéra de Lille, les 7 et 8 novembre, 20 h 30. Tél. : 20-62-74-23. De 50 F à 150 F.

La Rochelle

Compagnie Régine Chopinot

Saint Georges

Irregular, la Chopinot. Elle avait réussi K.O.K. raté ANA. Que nous réserve cette nouvelle création, inspirée par la sculpture romaine et dédiée à Jungo Baltrusaitis ? Douze danseurs, costumes du fidèle complice Jean-Paul Gaultier.

La Couraive, les 8 et 9 novembre, 20 h 30. Tél. : 46-51-54-02. 110 F.

Elancourt

Compagnie Claude Brumachon

Le Palais des Vents

En 1799, le maharaja de Jaipur fit construire une simple façade percée de 933 fenêtres, pour que ses femmes puissent voir les fêtes qui se donnaient dans la ville sans être vues. C'était le Palais des Vents. Dans cette nouvelle pièce, Brumachon veut évoquer à la fois « le plaisir du voyeur et les fautes sensuelles des Indes... »

Le Pellen, Centre d'action culturelle de Saint-Cushtien-en-Vexin, le 8 novembre, 20 h 30. Tél. : 30-62-82-81. 95 F.

Nîmes

Mois de la danse

Trois compagnies et non des moindres : la Martha Graham Dance Company sans Martha, disparue en avril dernier, mais avec cinq superbes pièces de l'illustre mère de la moderne danse (le 6). Des danses et musiques religieuses du royaume du Bhoutan (le 22) et le Béjat Ballet Lausanne (le 30). Autour de ces spectacles, des films, des conférences, des stages, des démonstrations, des expositions.

Théâtre de Nîmes, les 6, 22 et 30 novembre, 20 h 30. Tél. : 66-38-02-04. 100 F et 130 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Colette Godard.
« Danse » : Sylvie de Nassac.

MUSIQUE

Paris

Mercredi 6 novembre

Haydn

Sonata pour clavier n° 48

Kodaly

Dances de Maroszek pour piano

Liszt

Sonata pour piano

Bartok

Sonata pour piano

György Sebok (piano).

Un grand professeur. Un superbe interprète. Complice de Grumiaux et de Starer pour la musique de chambre. Hérédier, pour l'univers culturel, de Kodaly (dont il fut l'élève) et de Bartok. Hongrois d'origine, faut-il le préciser ?

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 130 F.

Weber

Sonata pour piano n° 1

Rachmaninov

Préludes pour piano n° 5, 6 et 12

Prokofiev

Sonata pour piano n° 3

Debussy

Suite bergamasque, pour piano

Liszt

Études d'après Paganini, pour piano

Alexander Paley (piano).

Un bouquet de pièces à jouer d'une virtuosité aile. On peut faire confiance à ce Russe aux doigts légers, élève de Béla Davidovitch.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 42-28-28-40. 100 F.

Jeudi 7

Byrd

My Lady Naveis Books : Hughes

Ashton's Ground

Schubert

Sonata pour piano n° 21

Frank

Prélude, choral et fugue pour piano

Chopin

Scherzo n° 2 et 4

Stephen Hough (piano).

Un programme à l'ancienne par un aristocrate du clavier.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 180 F.

Mozart

Schubert

Schumann

R. Strauss

Lieder



Kurt Nagano dirige Schoenberg au Châtelet.

Beethoven

Médias

Tosti

Romances

Duparc

Médias, l'invitation au voyage

Fauré

Médias, Fleur jette

Bizet

Sérénade espagnole

Massenet

Œuvre tes yeux bleus

Tchaïkovski

Nur wir die Sahnacht kennt

Rachmaninov

Un si rêve russe

Liszt

O Kelly, so lang du leben kannst

Francisco Ariza (ténor),

Iván Caga (piano).

L'invitation au voyage, de Duparc, par

le timbre triomphant du ténor mexicain,

ça semble assez cultivé d'emblée. Le

Fauré glorieux de Bary en mal de nuit,

le Werther de Plasson un mois après,

revient d'ailleurs le Châtelet dans un évé-

tail éblouissant de styles, d'époques, de

nationalités.

Châtelet, Théâtre musical de Paris,

20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à

195 F.

Vendredi 8

Mendelssohn

Capriccio et Fugue pour quatuor à cordes

Rondo capriccioso pour piano op. 14

Busch

Quatuor pour quatuor à cordes et piano

Beethoven

Quatuor à cordes n° 15

Philharmonie Concerts Berlin,

Alain Planès (piano).

Le fondateur de l'académie de Marlboro est né il y aura cent ans en août prochain. L'ami de Casati, le beau-père de

Serkin (qui lui a succédé sur la musique sacrée de la musique de chambre américaine) n'était pas seulement un

violoniste, fondateur d'un quatuor légendaire, second enfant d'une famille

musicienne dont l'aïeul était Fritz, chef d'orchestre et le cadet Hermann, violon-

celliste. Busch, Adolf, était compositeur. L'association Pro Quartet, instigatrice

du Forum du quatuor dans lequel ce concert s'insère, a décidé de le jouer

entre Mendelssohn et Beethoven. Il aurait aimé.

Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 250 F.

Samedi 9

Schoenberg

Gurrelieder, pour solistes, chœurs et

orchestre

Margaret Price (soprano),

Rémi Runkel (mezzo),

Guy Lohes,

Ian Coley (baryton),

Falk Struckmann (baryton-basse).

Orchestre de l'Opéra de Lyon.

Chœur d'hommes de Prague,

Chœur de la radio de Prague,

Chœur d'hommes de Prague.

Deux concerts à Montpellier, deux à

Lyon et atterrissage au Châtelet : cette

tournée des Gurrelieder ressemble fort à

la préparation d'un enregistrement. Sou-

haitons que cela soit vrai. Car la distri-

bution est magnifique, les chœurs tech-

ques prometteurs, Nagano a la stature à peu près d'Ozawa qui, bien que fluet, sait mieux que personne mener les énormes masses orchestrales et vocales de ce monument post-romantisme, aboutissement de tous les gigantismes beethoveniens et mahleriens.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 440 F.

Dimanche 10

Haendel

Adriano, version de concert

James Bowman (contre-ténor),

François Lorrain (ténor),

Danielle Bonis,

Isabelle Pouletaud (soprano),

La Grande Écurie et la Chambre du roy,

Jean-Claude Malgoire (direction).

C'est le vingt-cinquième anniversaire de la Grande Écurie. Et c'est un très grand opéra de Haendel qui a été choisi pour le fêter, créé, dans le rôle-titre, par « La Faustina », à Londres, en 1727. Un opéra pour monstres sacrés. Sait-on encore le chanter ?

Opéra-Comique, Salle Favart, 17 heures. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 250 F. Et ce concert sera diffusé le 8 novembre à 20 h au Châtelet de Versailles (de 300 à 500 F, tél. 38.02.72.72).

Schubert

Quatuor à cordes n° 13

Ravel

Quatuor à cordes

Quatuor de Cleveland

Ennabon de l'Orchestre de Cleveland,

ce quatuor US n'a ni la qualité ni la

notoriété des Juillard (qui leur succède le 12 Salle Gaveau). Mais d'un niveau

évidemment respectable, comme le

continent américain sait en former régulièrement. Beau programme, en demeurant.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Mardi 12

Chausson

Bizet

Hahn

Médias

Wolf

Lieder

Barbara Hendricks (soprano),

Michel Dabeno (piano).

Ces deux-là ont enregistré un disque des

mélodies de Fauré irréprochable de

beauté pianistique, d'une ligne vocale

parfaitement maîtrisée, d'une articula-

tion un brin diffuse parfois. Mais la

mélodie française a tant de secrets...

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 90 F à 500 F.

Beethoven

Quatuor à cordes n° 13

Brahms

Quatuor à cordes n° 3

Quatuor Juillard

Comme les orchestres, les quatuors ont

leurs grosses cylindrées. Iriez-vous écou-

ter la Philharmonie de Vienne dans

Brahms et Beethoven ? Même question

pour les quatre Américains.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-

05-07. De 110 F à 200 F.

COMEDIE DE CAEN

ANATOLE

de Arthur Schnitzler

Mise en scène Jean-Yves Lazennec

25 octobre au 21 novembre

THÉÂTRE D'HEROUILLE

Tél. 31-95-65-00

TGP

PASOLINI

Bête de style

CREATION

mise en scène de Stanislas Nordey

42 43 17 17

Les chants de Maldoror

Lautréamont

Adapté en scène de Christian Clavier

Hans Peter Cloos

"Hans Peter Cloos bâtit une magni-

fique composition théâtrale avec des

poèmes évocateurs d'images, des

images autonomes, des musiques

qui émanent encore ailleurs..."

C'est une splendide symphonie

un tableau fascinant où tout ense-

ble les éléments se forment les uns

aux autres, indissociables. La ten-

sion retenue des acteurs, la grâce

animale des mouvements, la splen-

dor issue des images font ressortir

par contraste la violence du texte.

C'est un moment envoûtant."

COLETTE GODARD - LE MONDE

THÉÂTRE PARIS-VILLETTE

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J... E... service jusqu'à... heures.

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES 42-36-74-24
16, rue Coquillière, 1^{er}

RELAIS BELLMAN 47-23-54-42
37, rue François-I^{er}, 8^e F. sam. dim.

TY COZ 43-78-42-93/34-61
33, rue Saint-Georges, 9^e F/Dim. Lundi soir

LE CORSAIRE 45-20-87-85 et
1, bd Exelmans, 16^e 45-23-53-25

RIVE GAUCHE

NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-31-46-07 et 66-12
39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Clamart

LE MAHARAJAH 43-54-26-07
14, rue Dauphine, 6^e

YUGARAJ (Salle climatisée) 43-26-44-91
14, rue Dauphine, 6^e F. lundi

RESTAURANT THOUVENEL 47-05-49-75
79, rue Saint-Dominique, 7^e

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

LES RAVIOLES DU ROYANS : Soles aux coquelets. FILET A L'ENTRÉE. Omelette de jour.

ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS : CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. LE SOIR « Menu de la mer » 150 F TTC.

Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialité de qualité. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F et carte. Fermé samedi.

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

L'INDO

DE LA SEMAINE

Régions

Fontevraud

Chopin

Nocturnes

Debussy

Préludes pour piano

Les Moravcs (piano).

Il n'est pas dans aucune grande compagnie, c'est à peine d'ailleurs s'il croque. Mais cet ancien élève de Michelangeli joue chaque année avec les plus talentueux orchestres américains sous la direction des plus grands chefs. Raffinement garanti.

Le 11, Abbaye Royale de Fontevraud, 21 heures. Tél. : 41-53-73-52, 100 F.

Lyon

Mozart

Sonates et Transcriptions pour deux pianos et piano à quatre mains

Jean-Claude Penner, Jean-François Heisser (pianos).

Ce genre de programmes, qui comprend souvent les transcriptions et qui flatte la virtuosité des interprètes, commence à se généraliser. Rien n'est plus agréable, en effet, pour ces grands solitaires que sont les pianistes, que de s'appuyer toute une soirée sur un alter ego.

Le 10, Salons de l'hôtel de ville, 11 heures. Tél. : 78-60-37-13. De 100 F à 210 F.

Jazz

Wayne Shorter

Herbie Hancock Quartet

Le plus grand quartet du moment (allons-y !). La grande salle du Grand Rex (n'hésitez pas !). L'anniversaire du plus grand club de jazz du monde (c'est à peine exagéré). Soit le plus grand événement de la semaine, Wayne Shorter, le soprano qui n'a rien de commun avec le plus grand des saxophones, Charles Mingus, qui ne se contente pas de jouer, mais qui compose, et ne saurait s'arrêter. Cinq jours plus tard, dans le même lieu, Abdullah Ibrahim et Banford Marsalis (le 12).

Le 7, Au Grand Rex, 20 h 30. Tél. : 45-08-83-89. De 120 F à 180 F.

Steve Kuhn

Aldo Romano

Hein Van de Geyn

Une vigoureuse révue, un toucher féminin, la délicatesse harmonique qu'ont oubliée les marteaux modernes du piano (eh ! oui, on s'y résout mal parfois, il y a des marteaux dans le piano...). Steve Kuhn est à lui seul un fragment de l'histoire de l'instrument, son compagnonnage est éblouissant avec talent. Aldo Romano aux percussions représente une idée très voisine de l'acte musical vu comme acte poétique et comme renversement d'amour ; et l'un des meilleurs bassistes du moment : Hein Van de Geyn.

Le 12, Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Rock

Kraftwerk

D'un extrême à l'autre de la scène rock, l'influence du duo allemand se fait sentir : de Kylie Minogue à Nine Inch Nails, dirait-on, si la probabilité de trouver les deux artistes dans la même discothèque n'était aussi faible. On dira donc plutôt : de la pop synthétique au rock industriel. Ce qui ne devrait pas faire oublier l'originalité de Kraftwerk : une science exacte de la mélodie simple alliée à un humour irrésistible.

Le 12, Olympia, 23 h 30. Tél. : 47-42-25-48, 150 F.

Tournées

Lloyd Cole

Lloyd Cole a réussi à renouveler l'image, l'idée même, du dandyisme rock. Loin de l'autodestruction et de la flamboyance, il cultive la mélancolie, l'ironie et l'élégance sobre. Sur disque et sur scène où il est accompagné par la crème des musiciens new-yorkais.

Le 11 novembre, Lyon, Transbordeur, 18 heures, 140 F. Le 12, Vitrolles (près de Marseille), salle des fêtes, 21 heures, 130 F. Le 14, Toulouse, salle des fêtes de Portet-sur-Garonne, 20 h 30, 130 F.

NTM

Un concert de NTM, c'est une chose dangereuse. Pas tant à cause des risques physiques qu'on y court, l'infirmerie est généralement moins pleine que pour Patrick Bruel. Mais parce que Joey Starr, Koolhaas et les autres hésitent perpétuellement entre la catastrophe et la fête, entre le n'importe quoi et la colère sublimée. Faites vos jeux, tentez votre chance, le prix peut être de toute beauté.

Le 7 novembre, Avignon, Théâtre des Sources, 21 heures, 50 F et 80 F. Le 8, Montferrand, Espace polyvalent, 20 h 45, 50 F. Le 9, Nice, Théâtre de verdure, Le 14, Lyon, Transbordeur, 20 h 30, 90 F.

Corman et Tuscada

Moment de transition pour le groupe omois : on commence à entendre sur scène de nouvelles compositions, on attend le prochain disque, les souvenirs des débuts s'estompent pour laisser définitivement la place à une aisance et un charme qui font encore toute leur place à la bizarrerie et aux convulsions.

Le 9 novembre, Montluçon, Le Guinguet, 20 h 30.

Steel Pulse

Groupe phare du reggae militant en Grande-Bretagne, Steel Pulse a fini par trouver le chemin du succès commercial en mettant beaucoup d'eau dans son intégrisme. Sur disque, le résultat est assez frustrant mais qui suit ce qui reste de leur flamme sur scène ?

Le 8 novembre, Grenoble, Summum, 20 h 30, 114 F.

FFF

La Fédération française de funk poursuit sa campagne d'adhésion à travers la France sur un programme clair : beaucoup de basse, des guitares qui ne reculent devant rien, no sax qui surgit à l'occasion et passe les temps de la modernité avec synthétiseurs, rythmes d'ailleurs, parfois avec exagération, souvent avec fraîcheur et élégance.

Le 7 novembre, Tours, MJC de J.-B. Tours, Le 8, La Mans, dans le cadre du

Festival Bebop and Roll, Le 8, Fontevraud, Le Confort moderne, 21 h 30, 60 F. Le 13, Bessonnay, Le Montjoye, 20 h 30, 70 F et 80 F.

Calvin Russell

S'il n'avait pas rencontré les Français du label New Rose, Calvin Russell serait encore en train de traîner dans les bars du Texas. Mais voilà, la rencontre a eu lieu, et Russell trébuche sa tristesse, ses cicatrices et son univers (bars de routiers, prisons, mobile homes) à travers la France. Tout le monde y a gagné, finalement.

Le 10 novembre, Tulle, Le Bison.

The Innates

Rhythm'n'blues traditionnel qui n'a rien perdu de son mordant, même - surtout - au bout de quinze ans d'années sèches au nom d'Elmore James et Bo Diddley. En fait la galère sied bien au genre, il n'est que de voir les Innates aujourd'hui, rageurs et précis, pour s'en convaincre.

Le 8 novembre, Coutz (près de Carcassonne), 21 heures, 60 F. Le 9, Toulouse, Le Bédou, 20 heures. Le 10, Saint-Paul (près de Mont-de-Marsan), salle municipale, 20 h 30. Le 13, Jourd'as-Tour (près de Tours), MJC, 20 heures. Le 14, Saint-Rémy-sur-Loire, l'Escalier, 20 heures, de 65 F à 80 F.

Les Objets

Groupe pop, pour de vrai, des mélodies un peu faciles qui vous laissent tout chose. C'est une espèce très rare en France, il faut en profiter tout de suite.

Le 8 novembre, Quimper, Lady Anne, 22 h 30. Le 9, Rennes, l'Espace, Le 13, Nantes, Le Florida, 24 heures. Le 14, Tours, Les Trois Grâces, 22 heures.

Chanson

Valérie Ambroise

du 5 au 10 et du 18 au 24 novembre à 22h30, 20h30 dim.

Eric Zimmermann

du 12 au 14 novembre à 22h30

James Ollivier

du 15 au 17 novembre à 22h30, 20h30 dim.

dans le cadre de l'hommage à Georges Brassens

Le Centre de la chanson d'expression française rend hommage au grand Georges. Avec ceux qui l'ont toujours chanté (Pierre Louki, Valérie Ambroise) et ses principaux interprètes étrangers. Après Gracine Allwright (dont l'album *Albright sings Brassens* est aujourd'hui introuvable), Paco Ibáñez, Nanni Sampa, et bien d'autres.

Du 6 au 9, 22 h 30 (et les 19, 20, 21, 22, 23 et 24 novembre 1991) : le 10, 20 h 30 (et les 18, 20, 21, 22, 23 et 24 novembre 1991). Roseau-Théâtre. Tél. : 42-71-30-20. De 90 F à 100 F.

Génération

Dix élèves de l'école de spectacle d'Alice Dona profitent de l'anniversaire de la mort du maître pour s'attaquer au répertoire Brassens, avec essais de music-hall à la clé. Les chansons sont mises en scène et passées au tamis de la modernité avec synthétiseurs, rythmes d'ailleurs, parfois avec exagération, souvent avec fraîcheur et élégance.

Du 6 au 9, 20 h 30 ; le 10, 17 heures. Robino. Tél. : 40-68-00-05. De 70 F à 130 F.

Charlène Couture

Le Nacéen de passage, toujours convaincu de la beauté de l'Australie, des grands espaces et des distances qui provoquent un regard circulaire sur la planète. Après un très bel album, *Victoria Spirit*, aux influences musicales croisées, rap, reggae, rock et couleur australienne, avec textes souvent corrosifs, Couture repart à la conquête du vieux monde.

Le 8, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00, 175 F.

Tournées

Arthur H

Le malin Arthur continue de tourner partout, dans les petites salles de préférence. De quoi apprendre par cœur le métier, le temps d'affirmer son style, que l'on s'emballe parfois comme Hippolyte, moins Tom Waits. Très jazz, très ambiance, très pensée, les concerts d'Arthur H génèrent le plaisir de la surprise et des envies d'y revenir.

Le 8 novembre, Saint-Barthélemy-d'Anjou, Théâtre de l'Hôtel de Ville, 20 h 45. Le 9, Chartres, Théâtre de Chartres, 21 heures. Le 10, Pithou-Quintilly, 17 heures. Les 12 et 13, Toulouse, Centre culturel Aérospatiale-Salle Nougare, 21 heures.

Jane Birkin

Frêle, forte, chanteuse de style, actrice à fleur de peau, Jane Birkin, Gainsbourg for ever, avec pudeur, délicatesse et savoir-faire.

Le 6 novembre, Mayenne, Salle Polyvalente, 20 h 30. Le 9, Maisons-Alfort, Théâtre Claude-Debussy, 20 h 30. Le 12, Bourges, Palais des congrès, 20 h 30. Le 13, Orléans, Palais des sports, 20 h 30. Le 14, La Mans, Palais des congrès.

Bernard Lavilliers

Rien de très nouveau sur la planète Lavilliers, l'Asie ne lui ayant pas donné le second souffle espéré après la période brésilienne. Mais le reggae n'est pas mort, les belles chansons restent belles, fussent-elles inspirées par d'autres latitudes et réécrites cent fois. Moins mobile, plus solide, Lavilliers joue l'intimité des petites salles.

Le 8 novembre, Mâcon, Grand Théâtre du Centre culturel, Le 9, Saint-Chamond, Salle Aristide-Brion, 20 h 30, 75 F et 130 F. Le 14, Amboise, Le Viva.

Musiques du monde

Kolam

Le cycle « Aux confins de l'Asie » prend fin avec le théâtre et la danse méconnus du Sri Lanka. Le Kolam est un théâtre populaire qui verse dans la dévotion et dont les interprètes sont tous des hommes. Les musiciens ponctuent le spectacle à l'aide d'une conque de nacre ou d'un hautbois à six tons.

Du 6 au 9, 20 h 30 ; le 10, 17 heures. Maison des cultures du monde. Tél. : 45-44-72-30, 100 F.

Marisa Monte

Attention, star qui monte. La jeune Brésilienne, qui a déjà provoqué no effect dévastateur dans son pays, avait séduit l'année dernière à la Cigale. Depuis, elle a commis un nouveau disque (avec le New-Yorkais Arto Lindsay), continué ses ravages d'étoile naissante. Marisa Monte - voix noire, tentation de cantatrice - excelle dans les interprétations du répertoire brésilien. Elle a ainsi remis au goût du jour des sambas des années 30, avec talent et originalité. Sur scène, Marisa est un spectacle, surtout quand elle ne joue pas trop les Billie Holiday, comme une jeune chien fou qui ne sait pas résister à ses dons.

Les 6, 11 et 12, Baiser-ami, 22 h 30 (et les 10, 20 et 25 novembre 1991). Tél. : 42-33-37-71.

Amjad Ali Khan

Début du cycle de musiques traditionnelles à l'Auditorium des Halles, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois. Joueur de sarod sans embellissements virtuosiques, Amjad Ali Khan choisit le rêve méditatif dans un style pur et délié. Une grâce éthérée.

Le 8, Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40, 100 F.

Musique et danses du Bhoutan

Des masques, des habits de couleur, venus du petit Etat himalayen en grande pompe pour y présenter un résumé bien construit de trois jours de cérémonie religieuse et monastique. Découverte totale, proposée par le Festival d'Automne dans l'incomparable décor des Bouffes du Nord.

Les 8, 9 et 12, 20 h 30 ; le 10, 15 h 30. Bouffes du Nord. Tél. : 42-96-96-94, 110 F.

Kassav'

Retour de l'enfant prodige du zouk, toujours prodige, toujours enfant, toujours zouk. Une question : la si belle invention du zouk serait-elle anti-révolutionnaire ?

Le 12, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00. De 140 F à 162 F.

La sélection
« Classique » a été établie par
Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmade.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musiques du monde »
et « Chanson » :
Véronique Mortagne.

"A MOGADOR CITOYENS" LE FIGARO
"ENTHOUSIASMANT ! UNE OVATION DEBOUT"
Le Monde

Les Misérables



EUROPE 1

MOGADOR LOCATION 48 78 04 04
AU THEATRE, AGENCES, FNAC, VIRGIN MEGASTORE, BILLETTEL-MINITEL 3615 CODE THEA

LOUEZ DES MAINTENANT VOS PLACES PAR CORRESPONDANCE

à l'aide du bon ci-dessous à retourner au
THEATRE MOGADOR, Service des Ventes, 25 rue de Mogador 75009 PARIS.

Du mardi au samedi : 20h 30
Matinées samedi et dimanche : 15h 00

PRIX DES PLACES

1^{re} série - Orchestre ou Corbeille 350 F
2^{me} série - Orchestre ou Corbeille 275 F
1^{re} série - Balcon 200 F

Pour toutes réclamations concernant les billets : 48 74 33 73.

BON DE COMMANDE A ADRESSER AU THEATRE MOGADOR, 25 RUE DE MOGADOR 75009 PARIS

NOM : _____
RUE : _____
LOCALITE : _____
CODE POSTAL : _____ TELEPHONE : _____

INDIQUER CI-DESSOUS 2 DATES ET JOURS DIFFERENTS.			
DATES	NOMBRE PLACES	PRIX UNITAIRE	TOTAL
LE A H			
OU LE A H			

Je joint mon règlement de _____ F par chèque bancaire ou postal 3 volets à l'ordre de
"Les Misérables" et une enveloppe timbrée à mon adresse pour l'envoi des billets.

Les demandes seront servies dans l'ordre de leur arrivée et dans la limite des places et contingents disponibles.
Cette formule de location cesse 14 jours avant chaque représentation. Si vos billets ne vous parviennent pas 8 jours
avant la date choisie, réclamez téléphoniquement au 48 74 33 73. Aucune réclamation ne sera admise après la séance.

THEATRE DE L'ATELIER

SUZANNE FLON
HENRI VIRLOGEUX
EMMANUELLE MEYSSIGNAC

L'ANTICHAMBRE
de
JEAN-CLAUDE BRISVILLE

Mise en scène
JEAN-PIERRE MIQUEL

France Inter

du 6 au 24 novembre
Le Trio le Cercle des
JULES VERNE
de Giorgio Battistelli

Michael Lonsdale

هكذا من الأصل

هنا في الجول

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Bernard Rancillac

Avec la galerie Krief et la galerie Thierry Salvador, la galerie 1900-2000 rend hommage à Bernard Rancillac. C'est une bonne idée car voilà longtemps que l'on n'avait vu pareil ensemble de ce peintre qui, depuis les années 60, regarde son époque d'un œil froidement ironique.

Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél. : 43-25-84-20. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Ou 7 novembre au 30 novembre.

Rétrospective Paul Delvaux

Comme l'appât au haut de la ligne, comme la cerise confite sur le gâteau trop épais, une rétrospective du surréaliste belge veut rendre attrayant le Salon des Indépendants. Vaste entreprise.

Grand Palais, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-86-45-12. Tous les jours de 9 heures à 19 heures. Ou 7 novembre au 24 novembre. 45 F. T.A. : 30 F.

Paris

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées de Sri-Lanka prêtent leur chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère et, pour les plus récents, du XIII^e siècle.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-66. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 24 février 1992. 23 F.

Pierre Dunoyer, Robert Gober, Raul Ruiz

Un peintre exigeant, français de souche et de sources, qui a quasiment disparu de la circulation depuis quinze ans : Pierre Dunoyer. Un Américain qui mûle des fragments de corps humains, pour en faire le support d'œuvres d'objets du quotidien : Robert Gober. Un chilien qui succombe à l'envie de jeter un pont entre le cinéma, le théâtre et la peinture, et dont c'est la première installation multimédia : Raul Ruiz.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de

lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retracent sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. Dürer en est le grand maître, dont on pourra voir ici soixante-douze dessins, et la dix-neuf gravures.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Joulard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures, lundi, mardi de 9 heures à 21 heures. Le musée sera fermé le 11 novembre. Jusqu'au 20 janvier 1992. 30 F (ticket d'entrée au musée).

Gravures allemandes du XV^e siècle

Lire ci-dessus.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 21 heures. Le musée sera fermé le 11 novembre. Jusqu'au 20 janvier 1992. 35 F (billet coupé avec « Sculptures allemandes du Moyen Âge »).

Sculptures allemandes de la fin du Moyen Âge

Lire ci-dessus.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures, lundi, mardi de 9 heures à 21 heures. Le musée sera fermé le 11 novembre. Jusqu'au 20 janvier 1992. 35 F (billet coupé avec « Gravures allemandes du XV^e siècle »).

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a plés à ses caprices stylistiques. Naturellement, à l'origine, en prime, une rétrospective de ses œuvres de sa période arts déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actuels, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 heures à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 mars 1992. 20 F.

Léon Lhermitte

Auteur d'une œuvre de la Troisième République vertueuse et agricole, les dessins et les esquisses qui furent nécessaires à l'écriture de ce tableau jadis illustre.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 janvier 1992. 27 F (billet d'entrée au musée).

L'Écrit, le signe

Artaud, Michaux, Quenau, Ferron, Burroughs, Olym et bien d'autres ont glissé de la lettre au signe, de l'écrit à l'image. Pour échapper au verbe, consigner l'indécible, jouer. Une exposition de soixante-douze dessins d'écrivains, proposée par Annie Cohen, écrivain qui dessine.

Centre Georges-Pompidou, Galerie de la BPI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures.



Bronze de l'antique Ceylan exposé au Musée Guimet.

14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 janvier 1992.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'on lui, grâce à François Mathy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marignan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 heures à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 mars 1992. 20 F.

Agnes Martin

Au point extrême d'épuration de l'abstrait, aux couleurs du vide, les œuvres de l'artiste américaine cherchent à tirer de la réflexion sur la peinture une poésie zen.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 heures, mardi de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F).

Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Manet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain... Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. On admettra que la lecture proposée est un peu forcée.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 janvier 1992. 30 F.

Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait satisfaisante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hausmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au XIX^e siècle.

Pavillon de l'Arche, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 14 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Picasso, jeunesse et gentes

Que Picasso ait le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pour le vérifier encore, n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (dépôt), dont certaines n'ont encore jamais été montrées au public.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

Un âge d'or des arts décoratifs

Comment, sous la Restauration et la monarchie de Juillet, roi, princes et bourgeoisie montante ont comblé leurs demeures de somptuosités : lits et fauteuils en soie et brocarts dorés, bureaux marquetés, tapisseries des Gobelins, vaisselles en argent ou porcelaine de Sèvres... On n'est pas obligé de tout aimer.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 décembre. 34 F.

Un certain Derain

Des gravures sur bois jamais montrées, des dessins inédits, des copies d'après les maîtres : ce sont les débuts de Derain qui explore Michel Hoog. Il a rassemblé un beau bulletin de curiosités.

Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 42-87-45-16. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 janvier 1992. 25 F. dim. : 13 F.

Galleries

Eva Aeppli et Jean Tinguely

Peu de temps avant sa disparition, Jean Tinguely avait collaboré avec Eva Aeppli pour exécuter des constructions allégoriques où s'imposent violemment les images de la douleur et de la mort.

Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard, Paris 4^e. Tél. : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Francesco Clemente

De l'ex-trans-avant-gardiste italien qu'on séduit les arts primitifs et orientaux, une suite de peintures où s'entrelacent allusions rares et figures humaines. L'exposition sera l'occasion de vérifier que Clemente est bien l'artiste le plus singulier de sa génération.

Galerie Daniel Temple, 4, avenue Marceau, Paris 8^e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Gérard Garouste

Les peintures, les dessins, les sculptures récentes. Des grands tableaux nocturnes, lunaires ou sataniques, chargés de pictorialité, émergent des semblants d'êtres hybrides plus ou moins formés. Que les sculptures en terre cuite et fer forgé concurrencent, Garouste n'a pas changé.

Galerie Ourand-Oestert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Engèle Leroy

« En peinture, disait volontiers Jacques Villon, ce sont les solitudes premières années les plus dures. » La carrière d'Engèle Leroy vérifie cette maxime. Après des décennies d'indifférence, la mode s'est emparée de ses tableaux riches de couleurs et de matières jusqu'à en paraître saturés. Avec Leroy, l'expressionnisme abstrait a trouvé une nouvelle jeunesse.

Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge, Paris 6^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 décembre.

Peintures et dessins d'écrivains

Une nouvelle galerie dont la première exposition est consacrée aux peintures et dessins d'écrivains. Quand Verhaeghe et ses amis laissent leur plume pour jouer du crayon.

La Galerie, 9, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-54-85-85. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 décembre.

Régions

Bordeaux

Les Réalistes dans la peinture française au XIX^e siècle

Le Musée de Bordeaux compte dans ses collections ce qu'il faut de Millet, de Corot et de réalités officielles du Second Empire et de la Troisième République pour exposer un panorama du réalisme, de ses ambitions idéologiques et de ses difficultés esthétiques.

Musée des beaux-arts, galerie, 20, cours d'Albret, 33000. Tél. : 66-90-91-60. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 avril 1992. 20 F.

Trophées de chasse, chefs-d'œuvre européens du XVII^e siècle

Les Hollandais du XVII^e siècle, Chardin, Oudry : tous ont contribué à élever à la dignité de genre décoratif les natures mortes de lièvres et de perdrix qui ornent les pavillons de chasse et les galeries de l'aristocratie d'autrefois. Plus le motif était conventionnel, plus l'artiste démontrait sa virtuosité technique.

Galerie du Musée des beaux-arts, place du Colonel-Henry, 33000. Tél. : 66-10-16-93. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 janvier 1992. 20 F.

Châtelleraut

Peter Briggs

Peter Briggs, quoique britannique d'origine, vit et travaille en France. Ses sculptures de pierre, de terre cuite et de bronze s'échappent par leur grâce élégante et la suavité de leurs formes.

École municipale d'arts plastiques, galerie de l'ancien collège, 2, rue de la Tourneuse, 89100. Tél. : 49-32-02-12. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 novembre.

Le Cateau-Cambrésis

Robert Jacobsen

Robert Jacobsen, le Danois, est un grand sculpteur aux ressources multiples. De lui on connaît le plus souvent les constructions en métal qui, pour un peu, donneraient de son travail une image austère. Il ne faudrait pas oublier que l'homme, une force de la nature, ne cesse de glisser vers des mondes organiques, et qu'il sait jouer. Jacobsen est aussi un humoriste.

Musée Mattias, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-16. Tous les jours sauf samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

Meymar

Aspects de l'art au XX^e siècle

Autour de quelques idées clés à la mode, le simulateur, la citation, la répétition mécanique, l'exposition se veut exploratoire. Elle réunit quelques-uns des artistes américains « européens » en vogue avant la crise. Lui survivront-ils ?

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 13250. Tél. : 65-55-23-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre. 10 F.

Nîmes

Walker Evans, Edward Steichen, photographes

Des débuts picturaux de Steichen au retour à la rigueur et à l'objectivité prônée par Walker Evans, la confrontation fertile des deux géants de la photographie américaine. Ce rapprochement dynamique est complété par la présentation des collections photos du musée : Ruff, Struth, Calla, Michals, Le Gac, Faiguetbaum, Ropac, Bolanski.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-79-70-78. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Villeneuve-d'Ascq

Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combine images et textes, développe une œuvre plastique à caractère érotique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'un cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétique.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier 1992.

La sélection « Arts »

a été établie par :
Philippe Dagen
et Geneviève Brécourt.
Sélection « Photo » :
Patrick Rogiers.

Reunion des Musées Nationaux

"un certain regard sur l'art..."

Les catalogues des expositions du Grand Palais

Géricault, un vrai livre de synthèse pour découvrir un artiste romantique méconnu qui passe à tort pour le peintre d'une seule œuvre : le *Radeau de la Méduse*. Broché, 240 ill. coul., 180 N.B., 350 F. Exposition jusqu'au 6 janvier 92.

Les Amours des Dieux, relie les grands mythes à travers la peinture française du XVIII^e et du XIX^e siècle. Relié, 160 ill. coul., 300 N.B., 450 F. Exposition jusqu'au 6 janvier 92.

Un âge d'or des arts décoratifs 1814-1848, le rayonnement d'une époque à travers ses meubles, porcelaines, bronzes, orfèvrerie, majoliques peintes, bijoux. Relié, 292 ill. coul., 550 F. Exposition jusqu'au 30 décembre 91.

Galerie Louis Carré & Cie
10 avenue de Messine, Paris 8
Tél. (1) 45 62 57 07

Jacques Villon
Peintures de 1940 à 1960
Exposition prolongée jusqu'au 16 novembre 1991

PARIS TOUR EIFFEL
SALON DES ANTIQUAIRES
7 au 17 NOVEMBRE 1991
11 H. - 20 H.
PRÉSENCE D'UN EXPERT
QUAI BRANLY / ANGLE PONT D'IVERNA

LA GALERIE LOUISE LEIRIS
à
50 ANS
PICASSO
80 estampes
23 Octobre - 23 Novembre
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

Du 6 au 22 novembre 1991
CHRISTINE ROHMER
Exposé à la galerie
PHILIPPE FREGNAC
50, rue Jacob 75006 Paris
ouvert du mardi au vendredi
de 14 h 30 à 18 h 30 et sur rendez-vous.
Tél. : 42-60-86-31.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Moussorgski

Tableaux d'une exposition

Schumann

Klavierwerke

Nikolaus Bachmann (piano) (1)

Schubert

Wanderer Fantasy

quatre autres sonates pour piano par Liszt

Brahms

Fantasies op. 118

Liszt

Rhapsodie hongroise n° 12

Yvonne Klien (piano) (2)

Moussorgski, Schumann : deux compositeurs moins antinomiques qu'il y paraît. Il y a chez ces deux musiciens une indifférence au beau piano, même un refus de prendre l'instrument dans le « sens des touches », de chercher à le faire sonner de la façon la plus agréable qui soit en de magnifier le rôle de l'écriteur. Et pourtant, pour ne pas être de la musique de pianiste, ces deux écrivains n'ont pas moins d'une difficulté qui exige des réflexes de grand sportif, de la mobilité psychologique et, paradoxe des paradoxes, un raffinement d'enluminure, des attentions de jeune marié. Ne pas jouer « sauvage », ne pas surjouer, voilà bien le problème auquel les pianistes sont confrontés.

Nicolas Ecochard éparpille le rêve schumannien, lamie la démarche hypnotique de Moussorgski par son volontarisme pianistique et son excessive instabilité d'humeur. Ses embarcades mal contrôlées surchargent deux des œuvres les plus malmenées du répertoire. Les enfants prodiges ont-ils la vie dure ? Celle de Kissin, né en 1971, l'est assurément : à vingt ans, il parcourt le monde, écartelé entre deux maisons de disques (RCA et Deutsche Grammophon), ballotté de salles de concert en studio d'enregistrement, d'imprésarios en managers, de bons en mauvais pia-

nos, toujours accompagné de sa maman et de son professeur de piano. A quoi rêve un homme de vingt ans ? Les enfants prodiges ont-ils la vie dure ? Leur adolescence surmontée, beaucoup se couchent pour ce plus se relever, victimes de leurs dons, noyés sous les applaudissements. Nous ne souhitions rien de cela au jeune pianiste russe, mais son dernier disque n'est ni mauvais ni bon : auréolé du prestigieux label allemand, ce disque compact se vendra très bien, à n'en pas douter. Kissin semble pourtant jouer sans conviction, il énonce les phrases avec une lassitude, une petitesse de vieux routier. Surtout, il a déjà revu de tout ? En 1933, Edwin Fischer, quarante-huit ans, jouait la *Wanderer Fantasy* comme un jeune homme. Son interprétation reste un modèle (EMI « Références »).

(1) 1 CD Deutsche Grammophon 431 572-2.
(2) 1 CD Deutsche Grammophon 435 028-2.

Brahms

Double Concerto pour violon, violoncelle et orchestre

Dvorak

Concerto pour violoncelle et orchestre

David Oistrakh (violin), Mstislav Rostropovich (violoncelle), Royal Philharmonic Orchestra, Orchestra de Cleveland, George Szell (direction)

Enregistrés en 1969 et en 1957, ces deux interprétations reviennent aujourd'hui sur un seul disque compact de plus de soixante-dix minutes, économique de surcroît. Dirigé par George Szell, les deux musiciens soviétiques respirent comme un seul homme, rivalisent de délicatesse - leurs archets semblent effleurer les cordes, Casals et Thibaud dirigés par Cortot jouaient ainsi le *Double Concerto*, à la fin des années vingt : librement dans la rigueur la plus inflexible. Rostropovich a enregistré au moins cinq fois le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak, peut-être jamais avec un tel aplomb que sous la direction de Sir Adrian Boult, ni avec un tel sens du rebondissement, une telle habileté à s'insérer dans la trame de l'orchestre. Il faudrait être fou pour dépenser plus !

1 CD EMI « Classics » CDM 2 53658-2.
A. L.

Rock

Joe Cocker

Night Calls

Le statut de Joe Cocker relève du ministère des anciens combattants : parce qu'il a chanté à Woodstock, parce qu'il a failli laisser sa peau dans les excès des années post-psychédéliques, on est content de le savoir toujours présent. Depuis quelques années, il a reconstruit un fonds de commerce sympathiquement conservateur : il fait son marché chez les compositeurs du jour ou les classiques, réu-



Maurane.

nit autour de lui quelques requins plus ou moins inspirés, tous surdoués (on retrouvera sur *Night Calls* l'indéfectible Greg Philpott aux claviers, avec le vieux compagnon rescapé des Mad Dogs and Englishmen Chris Stainton), et il chante. Joe Cocker doit tout - sauf la cassure de sa voix - à Ray Charles, mais c'est une dette qui fait richesse. C'est ce qui lui permet de rejouer cinquante fois le même coup : par exemple, de reprendre une chanson des Beatles et d'en faire un hymne gospel. *Vingt-deux ans après With a Little Help from my Friends*, voici *You've Got to Hide your Love Away*. Et puis, parfois, une idée fait mouche, comme la version de *Five Women*, de Prince, ou le bel *Out of the Rain*, de Tony Joe White. On ne pense même pas à ce qui pourrait être, on se contente de ces satisfactions fugitives, on ne peut demander plus à un survivant.

1 CD Capitol-EMI CDP 7 95898-2.

Tony Joe White

Close to the Truth

Ils sont quatre dans un studio dans la campagne de l'Alabama : Tony Joe White avec ses guitares et trois musiciens du groupe résident de Muscle Shoals. Les quatre jouent les chansons de Tony Joe White avec une facilité, une économie de moyens à faire pleurer de jalousie beaucoup de musiciens. Dire Straits par exemple, puisqu'on est dans le couloirage.

Tony Joe White, né en Louisiane, n'a jamais quitté le Sud. Il n'a pas besoin de forcer pour parler comme dans Caldwell, pour raconter des histoires vieilles comme le blues en faisant croire qu'elles sont toutes neuves. Et puis il y a la marque de fabrique de Tony Joe White, paysan qui a quand même réussi à vendre des chansons à Elvis Presley, Tina Turner (*Close to the Truth*, *Steamy Windows* et

Undercover Agent for the Blues avaient un peu le dernier album de Tina Turner) ou Johnny Hallyday : c'est-à-dire qu'il est capable de tirer imperceptiblement son blues vers les hit-parades, en construisant une mélodie sans trop s'effaroucher, sans contourner la facilité ou le mélo. Quand c'est Tony Joe White lui-même qui donne sa version de son blues pop, cette faiblesse devient une force.

1 CD Col. « Masterpieces » 467 917-2.

F. M.

Jazz

The Date

Jimmy Raney/Marshall Solal

Solal attire de plus en plus ses partenaires sur un terrain solitaire, obligeant à une sorte d'échauffement des intelligences. On l'a vu récemment dans ses deux concerts avec Max Roach et Gary Peacock, avec Humair et Jerry Bergonzi. Question : quelle est la limite de cette volonté de contrepied ? De cet envers affecté de la séduction et des complications faciles ? Raison de plus pour redécouvrir ce duo extrêmement rare avec Jimmy Raney, le guitariste le plus délicat du jazz moderne : celui qui va jusqu'à dissimuler sa virtuosité et étouffer sa sonorité comme pour atteindre au foyer nucléaire de la musique.

La rencontre date du 7 mars 1981. Elle atteint au comble de l'art de la conversation sans mots, de technique, d'inconscient à l'inconscient, dans l'oubli et la méthode. Vérification : les huit thèmes traités dans le disque, avec une intention particulière pour *Just Friends* et *Body and Soul*. C'est cela, un disque donné corps

et âme, l'apologie de la sincérité qui rejoint d'ailleurs celle de son producteur Alain Villain.

1 CD Sui 0703 SAN 81.

Interchanges 54

Dave Brubeck

Dave Brubeck est un des musiciens les plus connus, donc les plus décrits de la planète du jazz. Autant remonter cinq ans avant l'inondation mondiale de *Take Five*, qui reste d'ailleurs, quoi qu'on en dise, un bien aimable thème et une jolie surprise rythmique. Mais la réputation parvient à rendre tout détestable, même Soony Rollins usé ad nauseam par l'inductif de la nouvelle émission de Bernard Pivot. Le quartet de Brubeck est ici composé du pianiste, de l'immense Paul Desmond à l'alto, de Bob Bates à la basse, et Joe Dodge aux drums. Conclusions : 1) Quand un musicien dépasse un certain seuil d'imaginaire poétique, qu'il joue *Petite fleur on Sambre et Meuse*, on ne s'en lasse pas. C'est le cas de Desmond : 2) On dira ce qu'on voudra et l'on préférera le flegme philosophique (Philonthel ou chagrin philosophique (Alceste), mais il n'y a pas de fumisterie sans feu.

1 CD Col. « Masterpieces » 467 917-2.

Chanson

Maurane

Ami ou ennemi

En sortant des sentiers battus, Maurane prend des risques et gagne. Loin des flonflons convenus, elle navigue entre les genres, avec la complicité bien placée des anciens (Evert Verbees, Arnould Massart à la musique, Daria de Martinoff aux paroles, Kevin Muligen aux arrangements) et des nouveaux (Daniel Lavoie, Jean-Claude Vannier, Philippe Lafontaine, Louis Calaferte). Equipe solide que Maurane entraîne avec un enthousiasme sans faille, d'une voix sans peur et sans reproche. L'itinéraire, jalonné par le rock (*Décidément*, de Philippe Lafontaine), glisse vers les souvenirs de comédie musicale (*Qui es-tu Marie-Jeanne ?*, allusion au rôle que la jeune Bruxelloise tenait dans *Starmania*), ou la balade sentimentale (*Ca casse*, de Peter Lorne) et la chanson à texte avec piano acoustique (*J'ai tout la vie devant vous*, d'elle-même). Cet album bien fini rassemble trois superbes chansons de Jean-Claude Vannier : *Les Femmes en dessous* (les hommes en pardessus), un thème entraînant et mignon tango, tout en images et en humour noir, avec Maurane dans

le rôle de la chanteuse populaire à la française, *Ami ou ennemi*, tendresse débauchée, et *Sur un prélude de Bach*, où Jean-Claude Vannier égrène des mots qui soulèvent des souvenirs de cargos, de torchères, de grucs, des « chagrins lourds... moi... j'ai pris les remorqueurs pour des gondoles ».

1 CD Polygram 511483.

Charles Aznavour

Aznavour 92

Quel charme ! Il faut oser revenir aujourd'hui avec onze chansons dédiées à Napoli qui chante (le tube), à la petite Marguerite, scolarité romantique, à la grande artiste respectable et sans vertu (avec violons de cour). Bref, Charles Aznavour sait toujours faire des chansons. La voix ne faillit pas, il y a juste une petite lassitude dans l'articulation des syllabes, signe évident d'une carrière remplie jusqu'à plus soif. *Chanson souvenir* est une belle et brève mélodie de cinéma. *Album de toi* un hommage à la famille et aux enfants sur un grand air de music-hall, avec cuivres et chapeau claqué. Parfois dans la droite ligne de ses succès d'autan (*Dis-moi trop tôt*, avec swing mélancolique, à danser enclacé), plus rarement à la limite du ridicule (*L'Amiral*, avec une histoire de petite culotte à la clé), Aznavour persiste et signe. Même longtemps après, c'est toujours Aznavour.

1 CD Trema 710 358.

V. Mo.

Musiques du monde

Jocelyne Béroard

Milans

Zouk, zouk, zouk. Une belle invention qui nous a tant ravi il y a quelques années. Mais aujourd'hui ? Prenons le cas de Jocelyne Béroard, zoukaise des premiers temps de Kassav, voix superbe, danseuse de première, présence féminine réconfortante et forte, dans le panorama du zouk d'avant Zouk Machine. Le rythme ne se dément pas, il donne toujours autant l'envie de danser. Jacob Desvarieux, compositeur de charme, y veille jalousement et met la main à la pâte sans compter, à la réalisation, à la guitare ou dans les chœurs. Mais cette absolue nécessité de zouk, dont on ne sort que par quelques promenades sentimentales (*An le*) laisse le disque dans l'impasse du tout cul.

1 CD Columbia 468723.

V. Mo.

EMI RÉÉDITE NATHAN MILSTEIN

Lui, devant

NATHAN MILSTEIN a beau être « le violoniste des violonistes » (un honneur qu'il partage avec Jascha Heifetz), détenir le record de longévité de la carrière (né en 1904, il jouait impeccablement ses quatre-vingts ans passés), tout sa passe comme s'il était quantifié négligeable pour les multinationales du disque. A l'exception notable de Deutsche Grammophon, qui l'a convié au cours des années 70 à enregistrer les *Sonates et Partites* de Bach, le concerto de Brahms avec Jochum, les concertos de Mendelssohn et Tchaïkovski avec Abbado et un récital avec le pianiste Georges Pludermacher (ces quatre disques sont disponibles) et de RCA, qui a plus ou moins toujours maintenu au catalogue son interprétation de la *Troisième Sonate pour violon et piano* de Brahms avec Vladimir Horowitz. Mais la centaine d'interprétations enregistrées dans les décennies 30, 40, 50 et 60 par celui que l'on a surnommé « le prince des violonistes » dormaient du sommeil du juste depuis si longtemps que deux générations de mélomanes n'avaient pu y avoir accès autrement qu'en copiant sur cassettes leurs rares diffusions sur France-Musique et sur Radio-Classique.

EMI réédite aujourd'hui quatre concertos (Brahms, Bruch, Beethoven et Mendelssohn) dans sa série économique. Enregistrés en 1960 et en 1961, ils témoignent du soin que l'on apportait alors à la production des disques. Le numérique ne régnait pas encore en

maître dans les studios, mais les preneurs de son savaient placer les micros de telle sorte que chaque nuance du jeu des solistes passe la rampe, de telle sorte que chaque détail instrumental soit intégré à la globalité du jeu orchestral. A part un léger souffle de bande et des limbes un peu patinés, il n'est pas certain que les techniciens fassent mieux aujourd'hui ; plus spectaculaire sans aucun doute.

Ces quatre interprétations portant donc leur trentaine avec une telle prestance qu'elles donnent un sacré coup de vieux à beaucoup de disques plus récents joués sans cette conviction, cette clarté d'élocution, cette grandeur qui investit la moindre formule violonistique (gemmes qui moiront qui descendent), cette détermination qui pousse le discours sans cesse de l'avant. S'il fallait, à tout prix, leur trouver un défaut, ce serait pour relever une certaine tendance du violoniste à ne jamais abdiquer son rôle de soliste, à toujours considérer qu'il est le meneur de jeu, le centre du monde. A la façon de Heifetz et de Horowitz.

ALAIN LOMPECH

★ 1 Compact Disc EMI « Classics » CDM 2 53657-2 (Brahms et Bruch). 1 Compact disc EMI « Classics » CDM 2 53654-2 (Beethoven et Mendelssohn). Avec l'Orchestre Philharmonia dirigé par Anatole Fistoulari, Leon Barzin et Erich Leinsdorf.

ASSOCIATION DES FIDÈLES AMIS DE LA MUSIQUE BICENTENAIRE DE LA MORT DE W. MOZART

Soliste exceptionnelle sous le haut patronage de la GRANDE LOGE DE FRANCE avec la participation de la GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE ET DU GRAND ORIENT DE FRANCE.

SAMEDI 16 NOVEMBRE 1991 A 21 HEURES

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

15, avenue Montaigne 75008 Paris

MOZART

œuvres magiques

1^{re} partie

Die Zauberflöte, ouverture K. 620

Die Messe mozartienne K. 622

Die Messe des Weibels K. 429

Maurice André (piano) K. 477

2^e partie

Symphonie en sol-majeur, K. 184

en ouverture de THAMOS ROY EN

CDI Version scénique de Christian BÉLÉMONY

d'après la pièce de Théodore de GÉZIER

Mise en scène de Carlos OTSRO

Commissaire Agnès NÈGRE

Orchestre François d'Amboise

direction : L. J. J. J.

Chœur Elisabeth BRASSEUR

Chor de Chœur Michel ALVAY

Prix des places : Orchestre : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

Location : A.F.A.M. 8, rue Pasteur

75017 Paris. Tél. : 45-22-58-55

FNAC, VIRGIN-MEGACOSTORE

et AGENCES

* Les locations sur les sites de vente sont régies par un règlement, qui est en vente à 1 franc.

سورة المائدة

هذا من اصل

CINÉMA

LE TOURNAGE DU NOUVEAU FILM DE MICHEL DEVILLE

Sur une musique tragiquement douce...

Le dernier film de Michel Deville, un polar psychologique encore sans titre, réunit Jacques Dutronc, Patrick Bruel et Mathilda May. Au bord d'un lac aux eaux faussement endormies, c'est la valse dangereuse des sentiments, plus meurtriers, peut-être, que les armes à feu

NOUS sommes au bord d'un lac qui laisse clapper, paisible, ses eaux hypocrites, devant une belle demeure bourgeoise début de siècle, au luxe un peu rouillé. On imagine des capelines, des canotiers, des rires d'enfants, des parties de croquet sur la pelouse, des pique-niques, l'été, sous le grand cèdre. Le vaste parc débouche sur un port privé avec même un phare miniature où se perchent les mouettes. La maison était abandonnée, elle n'est qu'en sursis, promise à une démolition prochaine, destinée à être remplacée par un « ensemble immobilier de loisirs ». Seul le cinéma lui permet de vivre un dernier automne lumineux.

La maison, provisoirement ressuscitée par le décorateur Thierry Leproust, sert de cadre principal au dernier film de Michel Deville, en tournage, ici, près d'Evian, et aussi à Lyon, Zurich, Rotterdam... Après la claustration volontaire de *Nuit d'été en ville* — un couple, une chambre, un lit — narration minimaliste au plus près de la relation amoureuse, on voit bien que Deville et sa scénariste et épouse Rosalinde ont eu envie de respirer, de sortir, d'exposer une multitude de personnages à d'autres dangers, quoique...

Le film en train de se faire est adapté d'un roman policier américain d'Andrew Coburn, *Sweet Heart*. Titre provisoire, bien entendu. Justement, il y a un problème pour trouver le titre définitif. Michel Deville en est arrivé à proposer *A titre provisoire* : « Etant donné qu'il y a six personnages principaux et que quatre d'entre eux meurent avant la fin, ils sont bien là à titre provisoire ! » De plus en plus fin, gris, gai, Deville semble enchanté de sa trouvaille. Le reste de l'équipe est consterné, fait des gestes de dénégation vigoureuse derrière son dos. Après lecture du scénario, on pourrait aussi bien proposer *Qui perd gagne*, *L'eau qui dort*, *Légitime défiance*, *De l'ac et de corde*, ou, beaucoup mieux, deux autres titres qui ne présentent que l'inconvénient majeur d'avoir déjà servi pour des films précédents de Michel Deville, *Eaux profondes* et *Pétil en la demeure*...

POÈMES LYRIQUES EN PROSE

De quoi s'agit-il ? D'une histoire de gendarmes et de voleurs qui échappe au trivial, s'évade du sordide, que transcende le désir, l'amour, l'amitié. Il y a pourtant des trafiquants méchants et des flics obstinés, des liasses de dollars et de la poudre blanche. Mais on ne sait plus très bien où sont les chasseurs, où est le gibier ; les ennemis se plaisent, s'estiment, sont à la fois manipulateurs et manipulés.

Même la couleur des voitures constitue un élément dramatique : « Un gros point vert qui s'allonge, c'est la longue berline d'Antoine Gardella » (Jacques Dutronc), impitoyable malfaiteur, sûrement, mais si plein de charme et de fragilité... La voiture de l'inspecteur Vade, sympathique et ébouriffé (Patrick Bruel), est vieille et jaune, celle du gradé d'Interpol, petite et rouge. On trouve encore « une bagnole cabossée, boueuse ou marron de nature », « une Alfa-Romeo noire à bandes blanches »...

Dans les scénarios de Michel et Rosalinde Deville, les dialogues sont vifs, économes, ciselés, mais les indications techniques sont aussi d'une qualité, d'une précision exceptionnelles : des poèmes lyriques en prose. On peut lire, par exemple : « *Musique. Un autre thème plus chantant, plus « sentimental ».* Mais écoutez bien. Avec ce genre de musique, on plus exactement avec certains compositeurs, il y a toujours de la menace dans l'air, il y a toujours une angoisse qui rôde. Serait-ce cela le contrepoint ? » Et, plus loin : « *La musique continue tragiquement douce, ou serinement tragique, au choix.* » En fait, il s'agit de quantités de Chostakovitch, qui deviendront les empreintes musicales du film, comme Dvorak a marqué le *Pallotage*, Brahms et Schubert, *Pétil en la demeure*, Beethoven, la *Lectrice*.

On encore ces jeux de regards, de miroirs, véritables épures de mise en scène : « *Le mouvement de caméra-regard de Vade pour suivre la voiture rouge qui s'éloigne se termine sur le rétroviseur extérieur de Vade dans lequel on voit la voiture verte de Gardella quitter sa place de parking.* » ; « *Petit panoramique : nous quittons le miroir central pour recadrer un des miroirs latéraux. On entend, venant du jardin, un éclat de rire. En reflet, on voit Jeanne s'approcher de la fenêtre, elle regarde...* »



Le cinéaste dirige Patrick Bruel, Mathilda May et Jacques Dutronc.

Il est bon, il est excellent d'aller de temps en temps sur un tournage de Michel Deville. On y fait une cure de civililité, et même de civilisation. Pas de cris. Pas de fauteuil au nom du metteur en scène, il n'est jamais assis. Dans une permanente et jubilatoire chorégraphie, il précède, accompagne et suit les évolutions de ses interprètes, ses mains volettent comme des colombes de prestidigitateur, il chuchote à son directeur de la photo, Bernard Luitic : « *Il faut un peu de nuque, c'est joli, la nuque.* » ; lorsqu'il est déçu de la répétition d'un plan, il murmure : « *Il y a un bonheur qui n'est pas revenu.* », on bien demande « *un grand silence, parce qu'un sourire, ça ne fait pas beaucoup de bruit, et il faut l'entendre.* » Mathilda May réussit-elle un jeu de scène, il s'écrie — mezza voce : « *Ah ! la vaillante !* », et dispose d'une infinité de variantes pour demander une nouvelle prise : « *Pour le plaisir d'en revoir une !* » ; « *Très bien, très beau. On recommence plus dense mais aussi juvénile.* » Et enchaîne, toujours dansant : « *On a eu le plan précédent adagio, on repart. Pas scherzo, mais allegro.* »

SUR LE PERRON, EN ROBE D'ÉTÉ

Tout à l'heure, il pleuvait fort. Ce n'était pas dans le scénario. Mathilda (Jeanne Gardella) devait être assise sur le perron, en robe d'été. L'inspecteur Bruel arrivait. Elle disait simplement : « *J'attends mon mari.* » Il ne répondait rien. Là, en revanche, il a répliqué : « *Sous la pluie ?* ». Et elle : « *Oui, j'aime la pluie.* » C'était joli. « *Il ne faut jamais se lamenter quand il arrive quelque chose d'imprévu.* », susurre Michel Deville.

Une autre scène. On est sur Dutronc, il est comme il sait, terriblement Dutronc, totalement Gardella. Avant le clap, il tend ce qui reste de son Partagas, double Corona de 22 cm, à un préposé au ramassage des cigares. Il dit à Mathilda May, qui s'avance vers lui dans le couloir : « *Tu l'es déguisée en mariée ?* », et met dans cette réplique anodine beaucoup de douleur et d'ironie. Elle s'arrête, un peu saisie, avec sa robe blanche et son gros bouquet de camomille sauvage. Contrechamp sur elle, elle fonde en larmes le nez dans la camomille. Michel Deville souffle, comme pour lui-même : « *Il vient de se passer quelque chose de très important. Pour lui et pour elle, quelque chose de bouleversant.* » En fait, elle vient de comprendre qu'il a compris, qu'il sait ce qu'il n'aurait jamais dû savoir : elle l'aime et elle le trahit.

On reprend. C'est de plus en plus tendu, de plus en plus furi. Champ, contrechamp. Deville s'excuse : « *Le champ contrechamp, c'est la démission totale, haïssable. Je l'évite autant que possible, j'essaie d'être toujours un peu en avance sur le spectateur, sinon quel ennui ! Mais là, il y a un échange, un vrai, je suis bien obligé d'en passer par là.* »

Des échanges, des vrais, il y en a entre les trois protagonistes. C'est curieux, presque fortuit. L'un a chanté (Dutronc), le deuxième chante (Bruel), la troisième chantera (Mathilda, qui prépare son premier album). C'est curieux, presque étonnant, ils sont là, en ce moment, chacun pour des raisons différentes, comme des grands brûlés en convalescence.

L'APPEL ENTENDU AUX VALEURS ESSENTIELLES

Jacques Dutronc sort du *Van Gogh* de Maurice Pialat, on pourrait dire qu'il sort de *Van Gogh*, qu'il récupère, se récupère. Il est encore très maigre, comme étonné de se retrouver vêtu de ce costume élégant de cadre sup du crime dans le confort feutré d'un polar sensuel. « *C'est plus facile ?* » « *Rien n'est facile, répond-il. Tout à l'heure, une ligne du scénario précisait que je devais avoir « le visage décomposé ».* Encore fallait-il, n'est-ce pas, pour le décomposer que je l'ai, auparavant, composé... » Il ajoute qu'il admire la constance de Michel Deville, qui, avant ce film-là, lui en avait déjà proposé deux autres, dont le premier, *Bye Bye Barbara* avant qu'il ne songe à devenir acteur. Oui, il confirme, on joue ici, au bord du lac, sur les sentiments, avec les sentiments. « *Mais les sentiments, tout de même, il faut qu'il en reste un peu pour la vie...* » Patrick Bruel, lui, c'est autre chose. Il survit, au bord de l'implosion, à une overdose de succès. Au bout du jardin, sous la pluie, piétinant dans la boue, venant de nulle part, guidées comme par un radar, ses fans sont en permanence agglutinées. De temps en temps, gentiment, sous un parapluie, Bruel exécute une petite sortie. Dès que sa silhouette, bien moderne, bien noire, des cheveux aux yeux, en passant par le blouson, se profile au bout du chemin, les jeunes filles piaillent dans une extase suraiguë : « *Patrick ! Patrick !* » Il serre quelques mains implorantes, signe quelques photos distribuées opportunément, sourit beaucoup.

Un premier disque vendu à vingt mille exemplaires, un deuxième disque vendu à deux millions d'exemplaires, il y a vraiment là de quoi disjoncter. Lui, non. Il est seulement content, très content. De lui, oui. Des autres aussi. Il dit qu'il n'est pas « *le fruit d'arguments de marketing* », mais la manifestation française la plus réussie du syndrome Cercle des poètes disparus, une réponse à l'appel aux valeurs essentielles ». Et que la chanson qui l'a fait exploser, *Casser la voix*, c'est quelque chose qui lui ressemble au plus profond.

De son rôle dans le film, il affirme : « *Ce film ne ressemble pas aux autres films, et n'est pas très éloigné de ce que je suis. Michel Deville me pose sur l'échiquier comme un pion un peu fou et même, si je puis me permettre, un peu trop cavalier.* » Il est ravi de la formule qui lui a sans doute déjà servi. Mais sait être sincère et touchant lorsqu'il avoue : « *Je me prends*

plus pour une nature que pour un acteur de la Royal Shakespeare Company, bien que Peter Brook m'ait proposé l'été dernier d'être Caliban dans sa *Tempête*. » Et qu'il ajoute : « *Le succès m'est arrivé, comme ça. C'est incomparable et dangereux. Tourner avec Deville est pour moi une formidable thérapie.* » Autrement dit un retour assumé et lucide à une certaine modestie.

Pour Mathilda-May, il s'agit, rien de moins, que d'un retour à la vie. Les deux années qu'elle vient de passer loin d'ici, résumées sobrement par un « *je n'ai pas la cote avec les metteurs en scène français* », ressemblent plus à une série d'épreuves ininterrompues qu'à un plan de carrière. Une Isabelle Eberhardt encore assez calme avec Tcheky Karyo et Peter O'Toole, et les horreurs commencent.

D'abord, *Becoming Colette*, tourné à Berlin par Danny Huston, les rapports orageux de la jeune Colette avec son mentor Willy. « *Le film*, raconte Mathilda May, *est vite devenu Becoming Willy, Klaus Maria Brandauer, qui joue mon mari, se révélant odieux, impossible à vivre, rayant rageusement la moitié de mes répliques, violent physiquement.* » Puis ce fut *Naked Tango* de Leonard Schröter. « *Six mois à Buenos-Aires pour danser le tango, c'était tentant. Mais j'étais la seule fille, la seule Française, et, là-bas, ils font des films comme ils font la guerre, peu importe le nombre de morts.* »

Pour se reposer un peu, « *Ah ! la vaillante !* », Mathilda May remet alors son destin entre les mains de Werner Herzog pour le *Cri de la roche* (présenté au dernier Festival de Venise). « *Werner, dit-elle, est adorable, mais il a un monde à lui. Quand il m'a regardé accroché au plafond de son bureau, j'ai compris que ça allait être une aventure. Mais pas une de celles qu'on vous propose dans les agences de voyages.* » Une aventure, en effet, au fin fond de la Patagonie, des marches de deux jours dans la neige, par un vent de 200 km/heure, avec, au fond du sac, un croûton de pain pour seul viatique... Dans sa robe blanche, aujourd'hui, ravissante et sage, très peu maquillée, Mathilda May confie : « *Après tout ça, je ne pourrais plus lire un scénario sans éclater en sanglots. Michel Deville me réconcilie avec le cinéma.* »

À la fin du jour, Deville grimpe sur le pied de la caméra, et il danse sur la musique de Chostakovitch, « *tragiquement douce* », tandis que Dutronc danse avec Mathilda. On se dit que tout le monde pourrait aussi se mettre à danser, les machinos, les techniciens. Cette légèreté peut-être serait contagieuse, sortirait de ce plateau discret, envahirait les rues et les cœurs. Michel Deville au travail est déjà un compteur de rêves.

DANIELE HEYMANN

BILLET

Les dockers à la rue

Après les agriculteurs et les infirmières, c'est au tour des dockers de manifester dans les rues de Paris. Plusieurs milliers de grévistes, débardeurs, surveillants de palanques, venus du Havre, de Dieppe ou de Marseille ont défilé mercredi 6 novembre de la Bastille jusqu'au secrétariat d'Etat à la mer, place Fontenoy, où une délégation devait être reçue. Les ports français sont à la fois en ébullition et en ébullition, l'une expliquant l'autre. En effet, leur trafic total a fortement diminué et celui des six plus grands ports atteint à peine, importations et exportations confondues, le niveau de Rotterdam, le géant néerlandais à nos portes. En même temps, Bilbao, Zeebrugge et surtout Anvers ont gagné des parts de marché. Le grand port belge de l'estuaire de l'Escaut taille des crouilles à ses concurrents du nord de la France, notamment pour ce qui l'ont nommé les marchandises diverses, essentiellement transportées en conteneurs, qui sont les plus génératrices de valeur ajoutée et d'emplois. On estime à 192 milliards de francs la valeur des marchandises qui passent par des ports étrangers et qui échappent donc au produit national.

Les causes de ce relatif déclin sont bien connues : mauvais climat social, fiabilité aléatoire, coût excessif du transit, recul de la marine marchande française, confusion trop longtemps entretenue par les ministres et les ingénieurs des ports entre développement économique et commercial et millions de mètres cubes de béton coulés dans des quais et enrochements, crispation des dockers sur ce qui leur considèrent comme leur bible, la loi de 1947, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle commence à dater. C'est là que prend naissance l'ébullition, avec son cortège de grèves d'avertissement et de manifestations. Se sachent soutenu par le patronat, les chambres de commerce et les armateurs, le secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, qui est maire de Lorient, a décidé d'aller « en avant toutes ». Il va proposer prochainement « un plan de modernisation de l'ensemble de la filière portuaire ». Même s'il prend soin d'annoncer qu'il fera appel à la « concertation avec l'ensemble des partenaires et acteurs », il n'ignore pas qu'il prend le risque d'ouvrir les hostilités avec la toute-puissante fédération CGT des ports et docks. M. Martine Aubry, ministre du travail, a été mise dans la confidence. On n'attend plus que la feu vert de Mignon et de l'Elysée. La manœuvre forte utilisée pour dénouer le conflit de Renault-Cléon donne à croire que, dans les ports aussi, après trop d'années de lachisme, la fermeté sera peut-être le bon recours.

FRANÇOIS GROSCHARD

□ Apaisement dans le conflit des pêcheurs. — Après avoir reçu mardi 5 novembre des représentants des pêcheurs artisans de Dieppe, d'Étaples et de la baie de la Somme, M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, a demandé au directeur des pêches, M. Claude Bernat, de se rendre sur place pour examiner avec les professionnels leurs difficultés et envisager « les mesures d'accompagnement nécessaires ». En effet, les douze ministres de la pêche ont décidé d'augmenter à partir du 1^{er} juillet 1992 le maillage des filets en mer du Nord afin de préserver des ressources qui se raréfient. Les pêcheurs du nord de la France sont directement concernés par cette mesure et ont récemment barré les ports de la Manche et de la mer du Nord. Le gouvernement a également décidé de renforcer les contrôles sanitaires et commerciaux sur les importations de poissons.

Alors que la grève continue au Mans

Le travail va reprendre progressivement dans les usines du groupe Renault

Si un camion a pu livrer l'usine de Flins juste après l'intervention des forces de police à Cléon, le 5 novembre, l'effet de la grève continue de se faire sentir dans les diverses unités du groupe Renault. A Flins, où sont construites les Clio, le travail a pu reprendre dans l'après-midi, tout comme à Sandouville, qui produit les R21 et R25. A Douai, un comité d'établissement devait se réunir le 6 novembre au matin pour examiner les conditions de reprise du travail dans l'après-midi. La direction de la Française de mécanique, à Douvrin (Pas-de-Calais), a annoncé une reprise progressive.

C'est au Mans que la situation est la plus délicate. Lors d'un comité d'établissement extraordinaire, les mesures de chômage partiel ont été levées et le travail devrait pouvoir reprendre normalement, déclare la direction de l'usine. Mais la grève, lancée par la CGT et la CFDT le 4 novembre, continue. Les grilles de deux des trois portes

ont été soudées, un piquet de grève empêche la sortie des camions, mais les salariés peuvent entrer et sortir. Au cours d'une réunion avec les syndicats, le 5 novembre dans l'après-midi, les dirigeants de l'usine ont exigé la suppression de ces entraves avant toute négociation.

De leur côté, les syndicats Force ouvrière et CFDT de Renault ont, séparément, sollicité une entrevue avec le PDG, M. Raymond Lévy. « Seule la pratique contractuelle accrue pourra résoudre durablement cette crise », écrit FO, tandis que la CFDT, s'inquiétant du « grand mécontentement de l'ensemble des salariés », souhaite aborder les problèmes de l'organisation du travail.

De façon générale, les réactions ont été mesurées dans la condamnation de l'intervention des CRS. « L'ultimatum et la manière forte ne règlent pas les problèmes sociaux », a souligné M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT.

A Cléon, les négociations ont lieu dans une ambiance sereine

CLÉON

de notre envoyé spécial

Les négociations entre direction et syndicats de l'usine Renault de Cléon ont repris mercredi matin 6 novembre à Rouen, au siège de la direction départementale du travail et de l'emploi. Elles avaient débuté la veille en fin de matinée, quelques heures à peine après l'intervention des forces de l'ordre pour dégager les accès de l'usine (le Monde du 6 novembre). Et pourtant, au terme de la première séance de discussions, les deux parties se félicitaient déjà du climat dans lequel celles-ci s'étaient déroulées. « Une ambiance sereine où l'on sent une véritable volonté de discuter », notaient les négociateurs de la direction, tandis que les syndicats relevaient le ton employé, « un ton que l'on aurait aimé entendre dès le début du conflit ».

Au même moment, sur le site de l'usine, l'activité redémarrait localement, la direction faisant savoir, en fin de matinée, que 1.800 salariés sur les 3.200 attendus étaient à leur poste (350, selon les estimations des syndicats). Si le face-à-face entre CRS et grévistes rendait toujours difficile l'accès des salariés par la porte principale de l'établissement, la circulation par les autres entrées redevenait,

progressivement, presque normale. Et, en fin de journée, en dépit des tentatives d'intimidation de la part des grévistes — plusieurs centaines ont défilé dans les ateliers, — deux chaînes de production de moteurs et de boîtes de vitesses avaient redémarré.

Les sanctions contre les salariés

Dans la salle des négociations, le menu des discussions qui, selon les deux parties, pourraient s'étaler sur plusieurs jours, devrait permettre d'aborder, dans un premier temps, la question financière et celle des quatorze salariés susceptibles d'être sanctionnés. Parmi eux, deux peuvent faire l'objet d'un licenciement, dont un salarié protégé.

Les négociateurs devaient aussi étudier la question des conditions de la reprise, tant sur les pertes de salaire pour fait de grève que sur le rattrapage du retard pris dans la production. Enfin — et il s'agit vraisemblablement de l'élément le plus important de cette négociation — les deux parties devaient se pencher sur le dossier des classifications et de l'organisation du travail dans l'usine.

Ce dernier élément a, semble-t-il, pesé lourd dans le malaise ressenti par les salariés en grève de l'usine. Les efforts de remise à

niveau du personnel, qui eût dû, en l'espace de quelques années, s'adapter à une technologie de plus en plus fine dans ce secteur particulier de la fabrication, ne se sont apparemment pas retrouvés dans l'organisation du travail jugée encore trop « taylorienne ». On reconnaît, en outre, à la direction générale, que le critère financier de valorisation de ces efforts était sans doute « plus strict » à Cléon qu'ailleurs.

En ce qui concerne la négociation relative à la bonification financière, les délégués syndicaux ont constaté, en fin d'après-midi, que « la direction pratiquait une politique de petits pas ». « Cela constitue un changement par rapport à la ligne définie ces dernières années qui consistait, pour la direction, à nous annoncer un chiffre à première et à laisser », a commenté M. Jean-Marie Gheres (CFDT).

Sur le chapitre des sanctions, M. Jacky Touzain (CGT), a déclaré qu'« il y avait eu des avancées sur quelques points ». Ainsi la direction aurait-elle proposé, selon les délégués syndicaux, que les sanctions des grévistes menacés d'un licenciement soient transformées en mises à pied. Mais, « là encore, rien n'est défini ».

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Après la signature du contrat de plan avec l'Etat

France Télécom a quatre ans pour s'adapter

France Télécom vit désormais sous contrat de plan. Ce document, qui fixe pour quatre ans des objectifs financiers et tarifaires à l'exploitant public et cadre ses relations avec l'Etat, a été signé mardi 5 novembre. Les priorités stratégiques retenues — réforme tarifaire, désendettement, effort soutenu d'investissement et politique active d'internationalisation — doivent ainsi permettre à France Télécom de quitter le régime d'administration publique de celui d'entreprise publique du secteur concurrentiel.

L'enthousiasme était de rigueur mardi 5 novembre, avenue de Ségur, siège du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications. Pour célébrer l'événement — le premier contrat de plan de France Télécom, devenu entité autonome et distincte de la Poste depuis la loi du 2 juillet 1990, — le ministre de tutelle, M. Jean-Marie Rauch, et M. Marcel Roulet, patron de l'exploitant public, se sont réunis sans trop de difficultés à l'exercice de signature officielle sous les flashes des photographes et devant les caméras. Bref, le jugement plutôt abrupt délégué, le 4 octobre dernier, par la commission supérieure du service public des PTT sur le contrat de plan première mouture en était presque oublié.

Priorité au désendettement

Le document en lui-même comporte peu de surprise. « C'est un bon plan », estime M. Marcel Roulet, qui voit ses principales orientations stratégiques validées. Priorité des priorités : le désendettement. L'ob-

jectif assigné à France Télécom est de réduire d'ici à 1994 ses 120 milliards de francs de dettes à un montant, jugé plus raisonnable, de 104 milliards, les frais financiers supportés devant représenter à cette échéance 7 % du chiffre d'affaires contre 11 % l'an passé. Le montant d'investissement retenu pour la période 1991-1994 est de 150 milliards de francs ; 5 % à 10 % de ce total devraient être consacrés à des opérations sur l'étranger.

En matière tarifaire, France Télécom s'engage à baisser en moyenne de 3 % par an le prix de ses tarifs par rapport à l'inflation. La facturation globale de l'opérateur public devrait donc être stable en francs courants, ce qui n'exclut pas certains réajustements. France Télécom a ainsi l'intention de réduire ses tarifs sur l'interurbain et l'international, services qui seront les plus concurrentiels. En contrepartie, le prix des communications locales devrait être augmenté. Par ailleurs (voir encadré ci-dessous), l'opérateur public va revoir sa géographie tarifaire, qui n'a guère évolué depuis 1956.

Dans ce souci de clarification, deux points cruciaux restent toutefois obscurs : le rôle exact assigné à France Télécom dans la politique industrielle des pouvoirs publics et la réaffectation des bénéfices de l'opérateur public avant que celui-ci ne retrouve, en 1994, le droit commun fiscal des sociétés. En clair, c'est maintenant que tout commence. Un contrat de plan — l'exemple EDF l'a montré par le passé — ne règle pas forcément tout entre une entreprise publique et sa tutelle.

CAROLINE MONNOT

La grande ouverture des ZLE

Elles étaient à l'étude depuis longtemps. Leur mise en place, progressive d'ici à 1994, figure dans le contrat de plan. Les Zones locales élargies glissent, les « Zleg », raccourcies en ZLE par l'exploitant public, sans doute troublé par la consonance très « spéléologique » du premier sigle, va introduire un bouleversement notable dans la géographie tarifaire de France Télécom, lui permettant au passage de mieux respecter l'un des principes de base d'un service public, à savoir l'égalité de traitement entre utilisateurs. La carte tarifaire actuelle, qui date de la réforme de 1956, distingue en effet des circonscriptions très disparates, par leur taille et leur nombre d'abonnés.

Deux sources majeures d'inégalités. Les abonnés des

grandes agglomérations sont privilégiés au détriment de ceux de certaines circonscriptions rurales, puisqu'ils ont accès à un nombre bien plus élevé de correspondants au tarif local. Sans oublier les effets « frontalière » qui sont difficilement explicables aux usagers. Tout franchissement de frontière est en effet facturé au tarif interurbain. Résultat : un coup de fil à un correspondant situé à une dizaine de kilomètres peut revenir bien plus cher qu'un appel plus longue distance mais qui reste dans la même circonscription. Le redécoupage auquel va procéder France Télécom devrait effacer les aberrations les plus criantes, en plaçant chaque usager au centre d'une zone locale élargie de trois cent mille à quatre cent mille abonnés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Octobre 1991 : l'UAP couronnée meilleur gestionnaire de SICAV sur 5 ans par le magazine Mieux-Vivre Votre Argent, toutes catégories confondues.

LES SICAV DE L'UAP

L'UAP gère plus de 250 milliards d'actifs, dont une partie par l'intermédiaire de 8 SICAV. Sa gestion est marquée par trois principes majeurs : sécurité, rentabilité, liquidité. Ils permettent d'assurer au souscripteur de SICAV UAP, essentiellement par le biais de contrat d'assurance vie, le meilleur rendement long terme.

SITUATION AU 30/09/91	Catégorie (1)	Valeur liquidative (en FF)	Acq. total (en MF)	SUR 5 ANS en cumul		SUR 9 MOIS	
				Indice SBF : +30,07%	Inflation : +17%	Indice SBF : +19,5%	Inflation : +2,3%
				Perf. %	Classement	Perf. %	
SICAV ACTIONS	MONORY-CEA	568,17	2150	55,46	3/23	19,71	
	UAP-ACTIONS FRANCE	60% minimum en actions françaises					
	UAP-AEDIFICANDI	IMMOBILIÈRES	571,49	3285	17,10	2/13	5,52
	UAP-INVESTISSEMENTS	actions de sociétés immobilières	437,52	1520	46,89	2/49	18,49
SICAV OBLIGATIONS	DIVERSIFIÉES	50% maximum en actions étrangères					
	UAP-ACTIONS SELECTIONNÉES	DIVERSIFIÉES	616,54	1211	38,53	8/49	19,87
	UAP-ALTO	OBLIGATIONS françaises à long terme	156,50	2532	39,67	16/52	9,22
	UAP-ALTER	OBLIGATIONS internationales	199,46	1187	39,84	5/30	9,71
UAP-MOYEN TERME	OBLIGATIONS françaises à moyen terme	126,46	671	NC		8,48	
	UAP-1 ^{re} CATEGORIE	OBLIGATIONS françaises garanties par l'Etat	10536,79	609	37,48	21/35	9,09

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS, Tour Voltaire, 1, Place des Degrés, Cedex 58 92059 Paris La Défense (Tél. 49 07 50 50) et dans ses diverses agences.

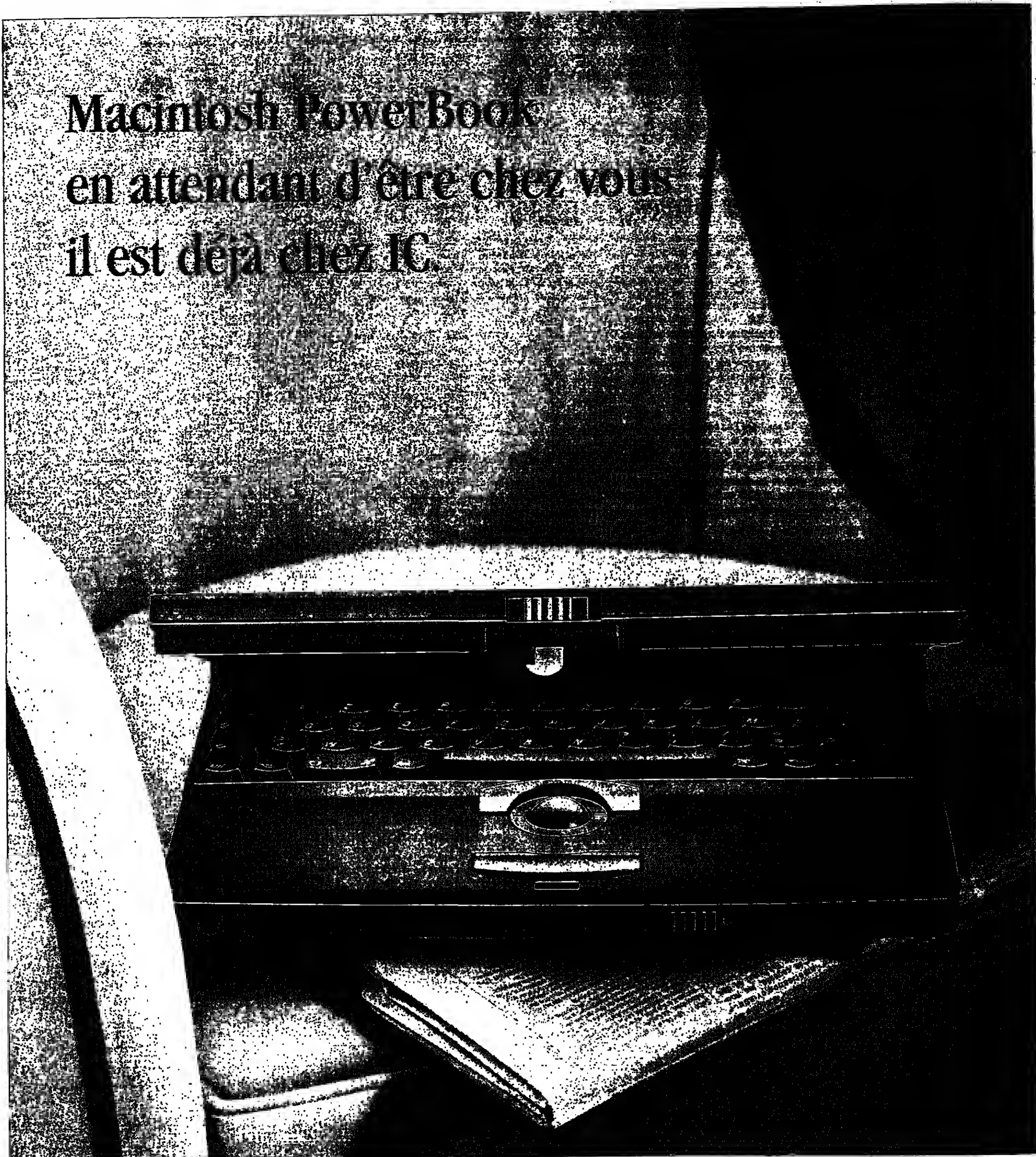
(1) Catégories FININFO

كلنا من أجل

هنا في ابيد

32 Le Monde • Jeudi 7 novembre 1991 •

Macintosh PowerBook
en attendant d'être chez vous
il est déjà chez IC.



100, 140, 170, les Macintosh PowerBook associent à un niveau de puissance extrêmement élevé toute la simplicité d'utilisation Macintosh. Tirant pleinement parti du système 7, ils offrent un trackball, des écrans très rapides et un confort de frappe inconnu jusqu'à ce jour. Conçus pour communiquer, ils se connectent à tous les périphériques et grâce à leur Port Local Talk s'intègrent à tous réseaux Mac. Apple Talk Remote leur permet de communiquer à distance et même d'avoir accès aux sites centraux.

Avec le fax modem, envoyer une télécopie se fait aussi simplement que lancer une impression...

Il y a tant à dire que la vraie révélation vous l'aurez en venant chez IC. Là, vous vous demanderez comment vous avez fait pour vous en passer. Vous choisirez celui des trois Macintosh PowerBook qui deviendra votre inséparable compagnon. En devenant client chez IC, vous bénéficierez de plus de 10 ans d'expérience Apple, des conseils et des services du premier distributeur Apple d'Europe. A bientôt.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90
IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38

ÉCONOMIE

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'accord franco-soviétique sur la viande

Matignon et la diplomatie des marchands

L'accord de troc viande-pétrole annoncé par M. Cresson fin octobre a été préparé par une transaction on ne peut plus privée avec la concurrence des négociants Sucres et Denrées et Interagra. Voilà un exemple achevé de diplomatie économique souterraine.

Pendant que le premier ministre, M. Edith Cresson, annonçait tout sourire, le 31 octobre, l'accord de compensation « viande contre pétrole » signé avec l'Union soviétique, un petit homme adroit et silencieux déjouait son succès à l'écart des caméras de télévision. La France pouvait se targuer d'une bonne opération de politique intérieure en puisant d'un coup ses stocks de viande bovine pour calmer les colères paysannes. M. Alexandre Krivenko, patron de Prodintorg, la plus grande centrale d'achat alimentaire d'Union soviétique - et du monde - rentrait le soir-même à Moscou avec un joli paquet cadeau. De la viande à profusion, mais aussi du sucre, de la poudre de lait, des rations pour nourrissons et un montage un brin complexe qui lui permettrait de prendre ses distances vis-à-vis de Cuba et de la République d'Ukraine... Opération gigogne comme les aime les Russes, mais aussi Matignon et le négociant international Sucres et Denrées (Sudcra), à l'origine de cette affaire marquée au coin de la raison d'Etat et de la diplomatie économique souterraine.

Au commencement, il y a une transaction privée, on ne peut plus privée. Elle est scellée au printemps, lorsque Alexandre Krivenko contacte son ami, M. Serge Varsano, PDG de Suedco (1), pour lui demander d'urgence 100 000 tonnes de sucre. Cuba se fait prier pour honorer ses engagements de livraison, et la pénurie menace à Moscou et à Leningrad. La Havane veut des dollars. L'URSS n'a que des rosbifs - mais aussi du pétrole - à lui offrir. Difficulté supplémentaire : le sucre cubain est exporté brut, il doit ensuite être raffiné en Ukraine avant d'être vendu dans le (s) reste (s) de l'Union, notamment en République de Russie. Et les Ukrainiens veulent eux aussi des dollars. De Moscou, Krivenko lorgne sur le sucre français. En mai, un premier contrat est signé avec Suedco : 100 000 tonnes de sucre contre 850 000 tonnes de gazole repris par la filiale énergétique de Suedco, Marimpex. Krivenko est soulagé. Les Cosaques vont voir ce pétrole filer vers la France et l'Ukraine fera son deuil du raffinage du sucre de canne. Quelques semaines plus tard, le patron de Prodintorg revient à la charge : il veut 240 000 tonnes supplémentaires. Une lettre de crédit est ouverte par la VEB, la banque soviétique du commerce extérieur.

« Vous ne serez pas déçu ! »

La transaction se déroule normalement entre juillet et septembre, et le marchand français sera payé dans les délais. Face aux Cubains et à l'Ukraine, Krivenko gagne du temps. Mais, fin septembre, il forme sous les yeux de Serge Varsano un chiffre minifique : 300 000 tonnes de sucre. « Oubliez le paiement cash ou le pétrole cash », précise-t-il à son interlocuteur. « Il nous faut un délai de deux ans. » Le Soviétique propose de livrer en différé pour 130 millions de dollars de produits pétroliers (environ 750 millions de francs), par le biais de la centrale Rossette Export, avec en contrepartie une garantie de la VEB. Les sommes en jeu sont considérables, il faut se prémunir. Suedco contacte la DREE (direction des relations économiques extérieures, au ministère de l'économie et des finances) et la Coface (2). Celle-ci accepte un crédit revolving d'un an, et le négociant français reçoit le soutien de ses banquiers. L'opération se déroule sans encombre. On est à la mi-octobre, les paysans français multiplient les actes de violence, et dans l'entourage du premier ministre, on considère avec convoitise le montage sucre-pétrole mis au point par Suedco.

Contact est pris par Matignon et la Coface avec le négociant des Champs-Élysées. Avec un message simple : « Notre problème, ce n'est pas le sucre. Montrez-nous une opération similaire sur la viande. Le plus vite possible. » Serge Varsano joint Alexandre Krivenko. « Alexandre, nous sommes des amis... » La direction de Prodintorg, qui ne déteste pas plonger dans l'eau glacée, fonce sur l'opération. Il sait qu'on a besoin de lui. Il entend pas se déplacer pour

70 000 tonnes de viande, le chiffre alors avancé. Il veut pour 600 millions de dollars de marchandise, avec un différé de livraison de deux ans pour la contrepartie pétrolière. Suedco reste prudent : « Venez, vous verrez bien, vous ne serez pas déçu ! »

Cependant, Krivenko interrompt ses vacances et, en huit jours, parvient à former une délégation représentative, capable d'engager à la fois la responsabilité de l'Union et celle de la République de Russie. Les cartons officiels d'invitation sont envoyés en hâte de Matignon à Moscou. Seront du voyage le ministre du commerce extérieur, l'adjoint au maire de Moscou en charge de l'approvisionnement, le vice-président de Rosneft, un représentant de la VEB. « Il fallait ensuite s'entendre sur la longueur et la largeur », explique Serge Varsano. Quel tonnage, quels délais ?

Toujours les fameuses poupées russes

La question sera tranchée rapidement, après une négociation serrée entre les hommes de Matignon et les officiers soviétiques. Participe aussi, outre Suedco, la compagnie Interagra de Michel Doumeng, qui travaille en pool avec Serge Varsano sur les affaires de viande. On trouve aussi Elf et Total qui auront à triturer la contrepartie russe : du pétrole brut, des produits pétroliers (du mazout essentiellement) et du gaz. Au final, l'accord portera sur 100 000 tonnes de viande, autant de sucre, 20 000 tonnes de poudre de lait et 7 000 tonnes d'aliments pour bétail, pour une valeur de 275 millions de dollars (1,6 milliard de francs). Moscou s'engage à livrer pour 45 millions de dollars de produits énergétiques dans les douze mois, et le restant au bout de vingt-trois mois. Avant le 31 mars 1992, les Soviétiques devront ainsi avoir fourni 500 000 tonnes de mazout, 1 million de tonnes de pétrole brut et 1,5 milliard de mètres cubes de gaz naturel.

Edith Cresson ne laissera à personne le soin d'annoncer la bonne nouvelle. La dimension privée de l'opération est gommée. Il s'agit désormais d'un protocole d'Etat à l'Etat, une transaction bilatérale qui aura permis à la France de régler un problème agricole crucial, sans recourir au levier communautaire. C'est une opération nouvelle du commerce international qui a vu le jour sous la houlette de Suedco mais aussi d'Interagra qui a très tôt ouvert le dialogue avec les Français. Le préfinancement des importations de produits pétroliers par les banques permet la livraison immédiate des denrées alimentaires (en réalité, elles arriveront au mieux fin mars en URSS, et plus probablement vers mai-juin). Si d'aventure la partie soviétique ne livrait pas le pétrole comme prévu, la France disposerait d'une garantie solide de la VEB, elle-même « convertie » par les autorités politiques de l'Union. Toujours les fameuses poupées russes. « C'est une affaire à parachutes », affirme un responsable de Suedco. « Une compensation inhabituelle, qui arrange tout le monde », réchète-t-on chez Interagra. La firme de Michel Doumeng se chargera de la partie viande de l'accord, pendant que Sucres et Denrées restera dans sa spécialité en traitant la partie sucre.

Si le cadre de l'accord est fixé, les détails de l'exécution sont encore en discussion actuellement à Moscou, où Sucres et Denrées a dépêché un expert. L'effet d'annonce passé, le commercial reprend le pas sur le politique. « Fils de Mercure », les négociants ont le sentiment de contribuer par l'échange à une certaine paix du monde, au moins à on certain ordre. Dans le chaos que traverse aujourd'hui l'URSS, ils reviennent à une économie de troc où, faute de devises et de moyens, tout est monnaie. « Quand la signature d'un Etat est par terre, il n'y a pas d'autre solution », observe un expert de ces opérations particulières qui consistent à faire jaillir la disponibilité de la matière première et non de la monnaie. Par le passé, pareils montages bénéficiaient au tiers-monde africain ou latino-américain.

ERIC FOTTORINO

(1) Sucres et Denrées, société de siège international et première entreprise française d'agroalimentaire, fondée en 1952 par M. Maurice Varsano, père de l'actuel PDG, a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de près de 4 milliards de francs et comptait pour la première fois une perte consolidée de 476 millions de francs. Le groupe est actuellement en cours de restructuration (Le Monde du 25 octobre 1991).

(2) Compagnie française d'assurance du commerce extérieur, la Coface est l'organisme public chargé de la garantie des crédits à l'exportation.

TRANSPORTS

Alors que les syndicats de salariés se désolidarisent

Les barrages des artisans routiers paralysent la circulation dans la région lyonnaise

LYON

de notre bureau régional

M. Paul Quillès, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, s'est dit prêt à recevoir les représentants de la « coordination » des petits transporteurs routiers qui paralysent la circulation autour de Lyon, près de Châtelleraut et à Caen, à condition que soient levés les barrages de camions sur les autoroutes. Les artisans-camionneurs réclament, notamment, l'établissement de tarifs minimums, des délais de paiement plus courts et une diminution des contrôles effectués par les forces de l'ordre.

Les syndicats CGT, CFDT et FO des chauffeurs-routiers salarés se sont désolidarisés de ces mouvements de protestation, car les petits patrons veulent, selon eux, « une déréglementation totale » sur la durée du travail. De son côté, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), la plus importante organisation professionnelle qui prépare des opérations « escargots » pour le mardi 19 novembre, appelle ses adhérents à ne pas participer aux barrages routiers.

« Au début, on a guégué », reconnaît un chauffeur-routier de trente-sept ans, pris dans les réts, dès le 3 novembre, alors qu'il avait parfaitement planifié, pour la semaine suivante, un circuit de quatre livraisons en Espagne. Deux jours plus tard, son changement de bicyclette n'avait pas accompli un tour de roue. Et pourtant, le chauffeur ne « gueulait » plus à l'encontre de ceux qui

l'avaient arrêté dans sa course. Dans le petit groupe frissonnant, qui barrait calmement l'accès de la zone industrielle - patrons et salariés, mêmes frimas - on avait même le sentiment d'une destinée commune. Les salariés étaient là pour protester contre leurs horaires à rallonge : « Je vais te montrer mon disque de la semaine dernière, tu vas pleurer », une paie et une retraite de misère - « Mon père a fait la route pendant trente-sept ans et il se retrouve avec une retraite de 4 300 francs par mois ». Un jeune employeur de la Loire, propriétaire d'une flotte de quatre véhicules, déclarait être venu, lui, car il se sent prisonnier de la concurrence, qui permet à la grande distribution d'augmenter ses exigences.

On pronostiquait amèrement qu'une kyrielle de défaillances d'entreprises suivra celle du groupe Extram, fraîchement placé en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Lyon, après son rachat par un concurrent : « Les gros vont continuer de manger les petits et le dépôt de bilan devient une technique de gestion », s'indignait un artisan, après avoir subi le « gel » d'une créance.

La puissante Fédération nationale du transport routier (FNTR) était incriminée par le syndicat de la Loire, maintenant dissident, pour

n'avoir pas su défendre la profession, alors même qu'elle fut à l'origine, voici quelques jours à peine, d'un premier « barrage filtrant » au péage de Saint-Quentin-Fallavier sur l'A43 (Lyon-Grenoble). Un de ces petits patrons, parti pour Anse dans la soirée de dimanche, en assurant à sa femme que l'affaire durerait deux heures au plus, reconnaissait tout de même que « les pouvoirs publics n'ont pas tout à fait tort, de nous demander de laver notre linge sale en famille pour fixer de meilleurs prix ».

Au pied des collines du Beaujolais, certains ont découvert des vertus au système allemand de transport, dans lequel le « permis à points » est pourtant déjà instauré : « Ils n'ont jamais abandonné un système de tarification obligatoire (TRO) qui joue comme un garde-fou et ils roulent à 7 francs du kilomètre ». Et on n'ose plus trop chercher qui demande en France - et obtient... - la suppression de la TRO. Un système simplement stakhanoviste en est issu, dans lequel un conducteur, les yeux rouges de fatigue, confesse avoir accompli en vingt heures, sans discontinuer, le parcours entre Toulouse, Pau, et Salon-de-Provence. En « donnant la main » pour les opérations de chargement et déchargement. Ce qui fait tout de même beaucoup.

GÉRARD BUÉTAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Quand le temps prend son temps, notre gestion prend toute sa dimension.

Octobre 1991 : une nouvelle fois, le magazine "Mieux-Vivre Votre Argent" décerne à l'UAP les lauriers du meilleur gestionnaire de Sicav. Après la première place sur un an en 1990, nous obtenons le prix de la meilleure performance sur cinq ans, toutes catégories confondues. Quoi de plus naturel pour le N°1 français de l'assurance vie que de consacrer tout son savoir-faire de gestionnaire au rendement à long terme de ses produits ? Reparlons-en... dans 5 ans.



Numéro 1 oblige



لدي في الحبل



Le Conseil d'Administration de la Société MMB, réuni le 30 octobre 1991 sous la présidence de Monsieur Philippe CAMUS, a examiné les comptes du premier semestre de l'exercice 1991.

Les résultats sont les suivants :

DONNÉES SOCIÉTÉ MÈRE	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990
En millions de francs		
Résultat d'exploitation	(5,9)	(5,0)
Résultat courant	(8)	(4,2)
Résultat net	(8)	(3,2)

DONNÉES CONSOLIDÉES	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990
En millions de francs		
Résultat d'exploitation	(7,5)	(6,7)
Résultat courant	(12,7)	(11,1)
Résultat exceptionnel	(0,6)	0,5

Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	2,7	108,6
Autres éléments	(13,1)	(7,1)
Résultat net consolidé part du Groupe	(23,7)	91,9

La part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, essentiellement les groupes MATRA et HACHETTE, qui constituent les éléments majeurs de la consolidation, diminue fortement en raison de la baisse des résultats semestriels de ces deux groupes, annoncée par ailleurs.

La filiale MMB DEVELOPPEMENT, dont la vocation est d'affirmer la présence du Groupe dans le domaine des médias électroniques, poursuit la première phase de sa stratégie, à savoir la constitution de son fonds de commerce par acquisitions et créations.

Pour l'exercice en cours, le résultat net consolidé part du Groupe (hors plus et moins value) sera, conformément à l'évolution constatée sur ses principales filiales, en baisse sur celui de 1990 mais devrait être globalement en amélioration par rapport à la tendance observée au premier semestre 1991.

sogera

Filiale de la SNEA

M. André TARALLO a été nommé Président de Sogera, filiale majoritaire d'Elf Aquitaine, lors du Conseil d'Administration du 30 octobre 1991.

Il remplace à ce poste M. Michel MOREAU, Directeur à la Direction Financière, qui, après 32 ans d'activité au sein d'Elf Aquitaine, a demandé à faire valoir ses droits à la retraite en vue de créer sa propre société de conseil.

Le Conseil a par ailleurs décidé de porter M. Alain BECHTEL à la Direction Générale de la société.

Le Conseil d'Administration de Sogera se compose donc de :

M. André TARALLO Président

M. Alain BECHTEL Directeur Général, Administrateur

Administrateurs :

M. Jacques BONNET de la TOUR

M. Charles-Henri FILIPPI

M. Philippe HUSTACHE (représentant SNEA)

M. Aimery LANGLOIS-MEURINNE (représentant Parifinance)

M. Pierre MESTCHERSKY (représentant Compagnie de Suez)

M. Philippe MOIROUD

Mme Brigitte MOKHOU



IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

SICOMI TOUJOURS

Le Conseil d'Administration d'ICC, pôle SICOMI d'ISM SA, s'est réuni le 23 octobre 1991 sous la présidence de Christian Sabbe pour examiner l'activité et les résultats prévisionnels de l'exercice en cours.

L'année 1991 marquera un tournant dans le développement d'ICC, qui, en optant pour le statut de SICOMI et en absorbant CODÉBAIL, est devenue l'instrument privilégié du Groupe pour la distribution du crédit-bail SICOMI.

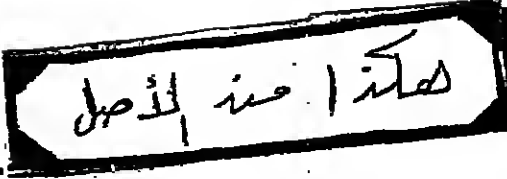
Fort de 30 septembre d'un montant cumulé d'engagements bruts de près de 2,5 milliards répartis à raison de 60 % en location simple et 40 % en crédit-bail, elle devrait achever son exercice avec une croissance de sa production de 33 % par rapport à l'an passé, réalisée principalement en crédit-bail sur des immeubles professionnels autres que de bureaux.

Les produits locatifs devraient dépasser 280 MF pour l'exercice en cours, marquant une progression supérieure à 16 % par rapport à 1991.

Ainsi, malgré les coûts inhérents à toute fusion, et malgré l'accroissement de 66 % du nombre de titres à rémunérer, la société sera de toute façon en mesure de distribuer au titre de l'exercice 1991 un dividende au moins équivalent à celui de l'exercice précédent.

Groupe ISM SA

634 000 LECTEURS
CADRES SUPÉRIEURS,
le Monde
est la première source d'information
des cadres supérieurs.
(PSOS 90)



AGRICULTURE

Pour faire avancer leur cause

Les agricultrices européennes comptent sur Bruxelles et sur elles-mêmes

Les agricultrices européennes, sous l'égide de la section féminine du Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA), qui réunit les présidentes des syndicats professionnels des douze pays de la CEE, viennent d'achever leur congrès annuel à Barbotan-les-Thermes (Gers). Sans ignorer la crise générale traversée par l'agriculture ni l'actualité bruxelloise, ces agricultrices ont abordé essentiellement les problèmes liés au travail et aux conditions de vie des femmes dans les exploitations. Objectif : harmoniser les législations et les pratiques.

AUCH

de notre correspondant

Les agricultrices européennes comptent sur Bruxelles pour améliorer les textes, et sur elles-mêmes pour faire appliquer les directives communautaires. Un

double niveau d'action, d'autant plus difficile que leur situation reste marquée, d'un pays à l'autre, par de notables différences économiques, juridiques et sociales, aggravées, dans l'Europe du Sud, par le poids des mentalités. « En général, les pays les plus avancés sur les différents problèmes sont les six premiers pays qui ont constitué la CEE », selon M^{me} Cécile Boersave-Derycke, présidente belge de la section féminine du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles), même si l'Italie pose un problème particulier. « Il est absolument nécessaire que les autres rattrapent leur retard. »

Aussi critiques que les hommes vis-à-vis de la politique agricole commune (PAC), les agricultrices sont bien décidées à contraindre à saisir les chances offertes par la politique communautaire en matière de droit des femmes. « Même si cela signifie l'apprentissage de la patience », souligne M^{me} Christiane Pieters, organisatrice du congrès de Barbotan et présidente de la section féminine

de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). En témoigne la fameuse directive 613, point de repère dans l'histoire de l'émancipation des femmes, négociée depuis 1982 et obtenue seulement... quatre ans plus tard : « Cette directive concernant le statut des femmes travailleurs, indépendants, donc les agricultrices, a repris le principe de notre revendication essentielle », explique M^{me} Boersave-Derycke. A travail égal avec les hommes, droit égal pour les femmes. Ce qui signifie pour les agricultrices le droit reconnu de représenter l'exploitation, bénéficier d'un revenu et d'un système de protection sociale.

La vérité

du terrain

Mais, des instances bruxelloises aux campagnes profondes des douze pays, les distances sont longues. D'où, depuis Barbotan, un nouvel appel lancé à la CEE par les agricultrices européennes :

« La circulaire 613 demandait spécialement aux pays membres d'examiner une situation, explique M^{me} Pieters. Nous voulons maintenant que Bruxelles demande le bilan écrit, pays par pays, de la situation des femmes. »

Car les retards pris sur le terrain sont considérables. « Dans les années 80, explique par exemple M^{me} Hara Georgiadou, déléguée grecque, les femmes de mon pays ont bénéficié de lois favorables. Mais sur le terrain les mentalités n'ont pas suivi. C'est ainsi qu'une agricultrice grecque a le droit de contracter un emprunt. Mais le banquier ne veut négocier qu'avec le mari! »

Des retards aussi au niveau des services de remplacement agricoles, qui permettent de recevoir une aide technique en cas d'absence (maladie, formation, vacances et, pour les femmes, maternité). Ces services n'existent pas en Grèce, au Portugal, en Irlande et en Italie.

DANIEL HOURQUEBIE

Menacés par les campagnes anti-fumeurs

Les « tabaculteurs » se mobilisent contre la politique des quotas

BORDEAUX

de notre correspondant

« Quel est le fonctionnaire qui accepterait de réduire d'un coup son salaire de 20 % à 40 % ? C'est pourtant ce que Bruxelles voudrait nous imposer dès 1992. » La menace d'une révision du régime des primes et quotas fixés par la CEE inquiète et mécontente les tabaculteurs du Sud-Ouest. Ils affirment que cette réforme amputerait leurs revenus de 150 millions de francs environ.

De Sarlat aux Pyrénées-Atlantiques, l'Aquitaine produit 60 % du tabac français (la production totale en France est de 29 000 tonnes). Près de six mille exploitations, pour beaucoup encore axées sur la polyculture, tirent du tabac l'essentiel de leurs revenus. Déjà malmenés par les campagnes anti-fumées, les producteurs ont dû opérer des reconversions vers des variétés plus légères que les traditionnelles tabacs bruns, correspondant mieux au goût actuel des consommateurs. Certains ont, pour ce faire, engagé de gros investissements. Ils s'efforcent aussi de réduire la main-d'œuvre.

La culture du tabac exige en effet de multiples et minutieuses interventions. Dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune, les quotas fixés aux pays producteurs de tabac d'Europe, du Nord et du Sud confondus, devraient baisser la production de 410 000 à 340 000 tonnes. Dans la foulée, la prime au kilo serait revue. Cette prime était conçue pour compenser les coûts de production et aider les cultivateurs européens à rester compétitifs sur le marché mondial. Elle est actuellement différenciée selon que les producteurs sont rattachés à

l'Europe du Nord (France, Belgique, Allemagne) ou à l'Europe du Sud (Espagne, Italie). Le projet communautaire instaurerait une prime par variété cultivée (Virginia, Burley, etc.) et non plus par zone géographique.

Selon M. André Mariette, président de la Fédération nationale des producteurs de tabac (FNPT), « si cette formule était appliquée, elle entraînerait une grave baisse de rémunération des planteurs. A l'heure où s'ouvre la perspective de marchés nouveaux à l'est, voudrait-on supprimer la culture du tabac en France ? ». La prime aux tabaculteurs représente actuellement 1,4 million d'euros. Les producteurs français estiment que ce « dérapage » est dû essentiellement aux producteurs d'Europe du Sud. « Peut-être le tabac est-il devenu une culture embarrassante ? Mais des agriculteurs en vivent, qui ont beaucoup investi, et le tabac représente aussi de jolies perspectives fiscales dans les caisses de l'Etat », fait remarquer M. Mariette, qui a développé ces arguments auprès de la CEE, mais également auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des finances.

Dans le Sud-Ouest, M. Mariette a saisi le député de l'une des principales zones de production, M. Paul Duval, lui-même ex-président de la FNPT et suppléant de M. Roland Dumas (ministre des affaires étrangères) à l'Assemblée nationale. « Nous demandons, explique M. Mariette, des mesures transitoires au moins sur cinq ans, dans le cas où la limite de nos responsabilités politiques ne permettrait pas purement et simplement d'annuler les mesures envisagées par la CEE. »

GINETTE DE MATHA

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont LA CÔTE D'OR à Saumur, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables le feu qui valorise la saveur des mets les plus fins.

volvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AMÉNAGEMENT

L'avenir de l'arc atlantique

Les chambres de commerce de l'Ouest redoutent la marginalisation

BAYONNE

de notre correspondant

Réunies à la fin du mois d'octobre à Bayonne, les vingt chambres de commerce qui, du Portugal à Cork en Irlande, constituent la Conférence des chambres de commerce et d'industrie et de navigation de l'Atlantique (CCA) ont, dénoncé le déséquilibre grandissant en matière d'aménagement du territoire entre cet arc atlantique et l'axe Londres-Lyon-Barcelone. « Nos régions sont en voie de marginalisation. Leurs infrastructures routières, ferroviaires, aériennes et portuaires souffrent de tels déficits que nous devons les financer nous-mêmes », a lancé M. Patrick de la Sota MacMahon, président de la Chambre de commerce de Bilbao. A l'instar des responsables politiques - et notamment de ceux de la Communauté autonome basque (CAV), en Espagne - l'inquiétude gagne les responsables et acteurs économiques de la façade atlantique de l'Europe.

Répétant que « les choix européens actuellement retenus risquent de mettre à part l'axe de transit entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud par l'Atlantique au profit de la Méditerranée et des voies qui y aboutissent », M. Jose-Antonio Quiroga, président de la Chambre de la Coruna (Espagne), a annoncé qu'une série de démarches allaient être entreprises auprès des responsables politiques.

Un Livre blanc, mettant en évidence les carences d'infrastructures, va être rédigé rapidement à l'attention des instances européennes.

Les choix d'aménagement concernant les futures liaisons ferroviaires à grande vitesse ont sans doute accéléré la prise de conscience. Alors que la géographie plaide en faveur d'une liaison TGV entre Paris et Madrid par le Pays basque, la première ligne à grande vitesse passera par Lyon-Barcelone-Madrid pour aboutir à Séville. Le TGV Atlantique arrive à Bordeaux, mais aucune date n'est encore arrêtée pour poursuivre la ligne en direction d'Henriade.

Et comme pour donner raison à ceux qui dénoncent le « façonnage d'une sorte de triangle vert à vocation dominante de loisirs entre Bordeaux, Toulouse et la Navarre espagnole », une étude récente de la Chambre régionale de commerce et d'industrie d'Aquitaine vient, d'ailleurs, encore mettre en lumière ces différences. Madrid a, en 1990, absorbé 46 % des investissements étrangers en Espagne ; dans la même période, la Catalogne a capté 30 % de ces capitaux et l'Andalousie, 5,5 %. Alors que ces trois régions attirent donc 81,5 % des investissements étrangers en Espagne, la province du Nord-Ouest espagnol n'en capte que 4 %.

PATRICK BUSQUET

CONJONCTURE

Augmentation de la production industrielle française

L'indice trimestriel de la production industrielle en France s'est inscrit à 113,4 au deuxième trimestre contre 112,4 au cours du trimestre précédent (base 100 en 1985), soit une augmentation de 0,9 %. Par rapport à la même période de 1990, le recul est de 0,9 %, le creux de la fin 1990 et du début 1991 n'ayant pas encore été comblé.

La reprise du deuxième trimestre a surtout été le fait de la branche « automobile-biens d'équipement ménager » qui a progressé de 6 % par rapport au premier trimestre, et dans une moindre mesure des biens de consommation courante (+2,5 %) et des biens intermédiaires (+1,2 %). Le bâtiment et les travaux publics progressent de 4,1 % d'un trimestre à l'autre et de 3 % en un an.

Les livres anciens sur les
PROVINCES
DE FRANCE
2 catalogues par an
Librairie GUENEAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
01 46 33 77 79

J. Freyssinet
Le chômage

REPÈRES

F. Milewski
Le commerce
extérieur de
la France

REPÈRES

M. Husson et N. Hoicblat
L'industrie
française

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE

**JEUNE ADJOINT COMMERCIAL
INDUSTRIEL DU D.G.****Prêt-à-Porter**Ingénieur ENSITM, ENSAIT, ESIV ou
équivalent de talent.
300.000 brut/an + intéressement.Une INDUSTRIE proche de Strasbourg, performante, en bonne situation
financière, fabricant de prêt-à-porter en maille, femme et enfant (tricotage
et confection), recherche un jeune ingénieur textile aspirant à des res-
ponsabilités de dirigeant polyvalent, technique et commercial.Disposant d'une première expérience de l'ordre de cinq à dix ans en fabri-
cation (confection, tissu confection), et connaissant les applications de
l'informatic et la gestion de production, il (ou elle) assurera progressivement
à des responsabilités variées (gestion industrielle, commerciale, géné-
rale) sous l'autorité de la Direction Générale.Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence
SLP à :**SELETEC**
CONSEIL DE DIRECTION25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 35090
67009 STRASBOURG CEDEX**Ingénieur après-vente
à l'export****SIDEL**Notre société est le n°1 des machines de
soufflage des bouteilles en plastique pour
les liquides alimentaires (CA 750 MF, 360
pers. 80% du CA à l'export). Nous
renforçons notre Direction Technique et
recherchons un Ingénieur Après-Vente.Après une formation à nos produits et techniques, vous ferez
partie de l'équipe responsable de la mise en route des machines
chez nos clients (répartis dans 85 pays) ainsi que des interventions
après-vente. Vous fournirez le support technique nécessaire aux
techniciens chargés des opérations sur sites. Vous traiterez
personnellement les situations complexes et, après analyse des
problèmes rencontrés, communiquerez au Bureau d'Etudes toute
suggestion d'amélioration et d'adaptation des équipements.Ingénieur mécanicien, vous souhaitez valoriser une première
expérience et vous investir dans une Société performante et
innovante. Vos qualités de jugement et de créativité techniques,
votre excellent sens relationnel s'ajoutent à votre grande
disponibilité (30% de déplacements de courte durée). Très bonne
maîtrise de l'anglais. Poste basé au HAVRE. Ecrire s/réf. E.282/M
à notre conseil Elisabeth CHENEVIER, 49, r. St Roch, 75001 PARIS.**Oberthur Consultants****ORGANISME BANCAIRE**

SITUÉ EN LANGUEDOC-ROUSSILLON recherche :

**Directeur
du marché des entreprises**Mission : membre du comité de direction, basé au siège, vous
dirigez une agence "Entreprises conseil" et êtes responsable
de la gestion du marché des professionnels.Profil : de formation supérieure, vous avez nécessairement
une solide expérience bancaire, et connaissez parfaitement la
gestion du "RISQUE CLIENT".Poste proposé à un candidat de classe VII (convention
collective banque).

Entretiens possibles à Paris ou à Montpellier.

Adresser CV et photo, sous la référence LR1191C, à Ariette Garcia,
Florian Mantione Institut, BP 9227, 34043 Montpellier Cedex 01.**Florian Mantione Institut**
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement**IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION
IMPLANTÉ EN BRETAGNE**

5 établissements • 130 salariés

recrute

DIRECTEUR

centre de formation de Rennes

Il a pour mission de gérer
et développer quantitativement (10 M de F)
et qualitativement son centre,
animer une équipe de 40 personnes,
développer les relations avec les administrations
et les milieux économiques.Les candidats de formation supérieure
seront des professionnels de la formation.Envoyer lettre manuscrite + CV et rémunération actuelle
au CLPS - BP 1649 - 35016 Rennes Cedex**GRAND ÉTABLISSEMENT BANCAIRE MAROCAIN**

recherche

pour sa Direction Informatique à CASABLANCA :

« UN DIRECTEUR INFORMATIQUE »(environnement IBM grands systèmes,
avec des méthodes et des outils avancés).**« CINQ CHEFS DE PROJETS »**

en vue du développement de son plan informatique.

Une formation de grandes écoles d'ingénieurs
(X, Mines, Télécom, Ponts, Centrale, Supélec...).

Ces postes seront évolutifs

au sein de la Direction de la Banque.

Une expérience minimum de 3 ans est souhaitée.

La connaissance du milieu bancaire
et la nationalité marocaine seront des atouts importants.Sous n° 8416 Le Monde Publicité
15-17, rue du Col. Pierre-Avie
75002 Paris Cedex 15Le Département MARCHÉS DE TAUX
de la Société de Bourse FERRI S.A.recherche dans le cadre du développement
de son activité sur le MATIF :**CADRE COMMERCIAL réf. M1**de haut niveau qui deviendra responsable
de la clientèle internationale

- Formation commerciale : SUP de CO, ingénieur...
- Le candidat, qui parle l'anglais, couramment,
devra être désireux de s'intégrer durablement au
sein d'une équipe ambitieuse.

ANALYSTE réf. M2

débutant ou première expérience

- Formation universitaire (mini : bac + 4) ou grande
école d'ingénieurs.
- Solides connaissances en statistiques.
- Bonne maîtrise de la micro-informatique (APPLE).
- Formation actuelle appréciée.

Prière d'adresser les candidatures avec CV
et prétentions en mentionnant la référence choisie à la
Société FERRI S.A., service du personnel,
53, rue Vivienne - 75002 ParisImportante société
d'études et de conseil
recherche**GESTIONNAIRES****JUNIORS
SENIORS**Pour prestations de longue durée dans le cadre
de projets de développement rural en AFRIQUE.
Formation Ecole de Commerce et/ou DECS.
Petite expérience en Afrique souhaitée pour les
candidats juniors qui seront âgés d'environ 30 ans.
Expérience de 5 ans minimum en Afrique
exigée pour les candidats seniors.Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. 528 à MEDIA PA - 5904, rue de Sully
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX,
qui transmettra.**CONTRÔLEUR DE GESTION UNICR**Vous participerez :
- Au développement des outils informatiques de gestion
- Au reporting et au contrôle budgétaire
- A des missions d'audit et à des études diverses.
Vous avez complété votre formation (Ecole de Commerce, Sciences ECO)
par une expérience de 2 ans en audit, contrôle de gestion ou comptabilité
analytique, acquise de préférence en milieu industriel.
Localisation : Metro Maïne d'Yvel.
Envoyer votre candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) à :
PAN MEDICA - Raymond BARGE - 29 rue Cachin - 94204 IVRY CEDEX**GRENOBLE et ORSAY**DELTA S.A. construit et diffuse des systèmes d'essai et des instruments de mesure
à forte dominante aéronautique des fluides, notamment :
- vélocimétrie et granulométrie laser-doppler systèmes Deltalab/Aerometrics.
Ses clients : centres de recherche universitaires et écoles d'ingénieurs...
Pour des activités en très forte expansion et pour renforcer son équipe
d'ingénieurs technico-commerciaux de haut niveau, à Grenoble et à Orsay,**INGÉNIEURS ou DOCTEURS-INGÉNIEURS**

- Études d'applications des systèmes.
 - Démonstrations et essais chez les utilisateurs.
- Préférence sera donnée aux candidats avec une première expérience de recherche expérimentale
ou technico-commerciale dans les domaines cités.
Fréquentes déplacements, exigent une grande disponibilité. Maîtrise de l'anglais indispensable.
Adresser lettre de candidature avec CV détaillé à :

Président Directeur Général, DELTA S.A. 38340 VOREPPE

SACM DIESEL, fabricant de moteurs

recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

DIPLOMÉ ICAM, ENSAM, INSA, etc.

1^{re} expérience souhaitée en milieu indust.MISSION : gestion des coûts, qualité et performances des moteurs,
industrialisation des produits.

Anglais courant. Déplacements en France et à l'étranger.

CV + photo : SACM Diesel

Daniel Herwegh

B.P. 599

59308 VALENCIENNES.

91 EVRY**L'INSTITUT DE RECHERCHE ET DE FORMATION
A L'ACTION SOCIALE DE L'ESSONNE (IRFAS)**RECRUTE, pour la formation d'éducateurs spécialisés
et d'assistants de service social :

- **SOCIOLOGUE**. Intérêt pour le secteur social.
- **PSYCHOLOGUE**. Expérience clinique des apprentissages.
- **JURISTE**. Spécialiste du secteur social.

AYANT EXPÉRIENCE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE.

Lettre et CV, 25, desserte de la Butte-Creusé
91025 EVRY Cedex. Tél. : 80-79-47-47**BIS Strategic Decisions
Cabinet de Conseil, recherche****2 CHARGES D'ETUDES**Fonction : assister les consultants dans la réalisation de leurs missions.
Profil exigé : ☐ Bac + 3 ☐ Anglais écrit et oral ☐ 2 ans d'expérience
Marketing dans les secteurs Informatique ou Télécommunications ☐ Capacité
d'adaptation et vivacité sont les qualités requises pour réussir dans ce poste.
Ambiance de travail motivante dans un environnement international.
Perspectives d'évolution attractives pour un candidat à fort potentiel.
Adresser CV, photo et prétentions à BIS Strategic Decisions
Annie PLAZANET - 132, boulevard de la Colline - 92213 Joinville-le-Pont**L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE met au concours un poste de :
PROFESSEUR ORDINAIRE DE LANGUE
ET LITTÉRATURE FRANÇAISES MODERNES**Il s'agit d'un poste à charge complète : 6 h de cours et séminaires
hebdomadaires ; direction de recherches.
Titre exigé : doctorat ès lettres ou titre jugé équivalent, publications.
Entrée en fonction : 1^{er} octobre 1993.
Les dossiers doivent être adressés avant le 7 JANVIER 1992 au
Décanat de la Faculté des lettres, rue de Candolle 3, CH - 1211
Genève 4, auprès duquel des renseignements complémentaires
peuvent être obtenus sur le cahier des charges et les conditions.
Désirant associer tant les femmes que les hommes à l'enseignement
et à la recherche, l'Université souhaite recevoir davantage de
candidatures féminines.Notre groupe est parmi les 20 premiers en expertise comptable, audit. Notre
activité Systèmes d'Information traite des contrats de conseil en architecture
de systèmes. Ses interlocuteurs sont les directions générales de grands
groupes. Pour intégrer une équipe de 7 consultants, nous recherchons une :**Assistante d'Études**En étroite collaboration avec les consultants vous assurerez la qualité de leur
production par une validation formelle, le suivi des dossiers et le recueil d'informa-
tions. A 23-27 ans, vous êtes diplômée de l'enseignement supérieur (BAC+3/5, Ecole
de Commerce, Dauphine). Débutante ou avec une première expérience, votre fort
potentiel vous permettra dans un contexte de croissance rapide avec un salaire
fort, d'acquiescer à terme à des responsabilités plus étendues.

Merci d'envoyer s/réf. LASS02M à notre Conseil qui vous garantira toute confidentialité.

EQUIPES ET ENTREPRISES

3, rue de la Bourree 75002 PARIS

PARIS • LONDRES • MANCHESTER • FRANCFORT • STUTTGART • MILAN • MADRID

DEVENEZ**ASSISTANTE DU SERVICE COMMUNICATION
à la Société des Eaux de Paris (SAGEP)**Vous possédez le niveau BTS et maîtrisez
parfaitement le traitement de texteVous avez le sens de l'organisation et la capacité de traiter,
en temps réel, plusieurs situations urgentes.Vous assurerez le secrétariat du service, constituerez les
revues de presse et participerez à l'organisation de toutes les
actions communication.

Anglais souhaité.

ARMELLE SYLVESTRE (SAGEP)

9, rue Schoelcher - 75014 Paris. Tél. 40-48-98-15

36 15
LM Déposez votre CV sur 3615 LM
pour découvrir des annonces
qui correspondent à votre profil.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

فيلسوف

FORMATION
PROFESSIONNELLE

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

SECTEURS SPECIALISES
IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Le Monde • Jeudi 7 novembre 1991 37

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 53 m², 1 ^{er} étage Parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 350 + 1 083 5 913	2 PIÈCES 75 m², 4 ^e étage poss. parking	27, avenue Kléber CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	9 970 + 1 015 7 448	4 PIÈCES 83 m², 2 ^e étage parking	COURBEVOIE 27, rue de Bezons SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 200 + 1 073 3 744
8^e ARRONDISSEMENT								
7 PIÈCES 228 m², 2 ^e étage	116, rue La Boétie SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	22 400 + 2 320 16 128	2/3 PIÈCES 86 m², 5 ^e étage	19, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 800 + 1 827 6 912	3 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage poss. parking	NEUILLY 5, rue du Général-Lanzone CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 830 + 500 5 907
11^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 44 m², 1 ^{er} étage cave, parking	12-14, rue des Bleuets AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 500 + 360 2 490	4 PIÈCES 121 m², 8 ^e étage	11-13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	15 000 + 1 986 10 800	6 PIÈCES 210 m², 5 ^e étage cave	NEUILLY 105, avenue A. Peretti AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	26 000 + 2 400 16 502
3 PIÈCES 71 m², 3 ^e étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	7 042 + 840 5 382	DOUBLE LIVING 89 m², 1 ^{er} étage	19, rue Raynaud SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 620 + 1 881 5 630	6 PIÈCES 126 m², 4 ^e étage 2 caves	SAINT-CLOUD 11, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 989 + 1 227 8 243
12^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 85 m², 4 ^e étage cave	20 bis, boulevard de la Bastille AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 1 040 4 982	5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5/6 ^e étages parking	4, rue Félien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 870 + 1 185 15 378	4/5 PIÈCES Immeuble neuf 110 m², 4 ^e étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Lacour SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	8 050 + 1 635 5 795
15^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 45 m², 4 ^e étage parking, balcon	4, rue du Bocage LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 950 + 432 3 634	78 - YVELINES			3 PIÈCES 78 m², rez-de-chaussée parking	SURESNES 27, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 900 + 1 172 4 248
3 PIÈCES 71 m², 7 ^e étage parking	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 385 + 889 6 174	PAVILLON 7 PIÈCES 146 m², parking	NOISY-LE-ROI 6, rue Nicolas-Coustou AGIFRANCE - 30-74-01-13 Frais de commission	10 611 + 481 7 750	94 - VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES 81 m², 3 ^e étage parking	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 255 + 1 056 8 092	3 PIÈCES 88 m², 4 ^e étage parking	POISSY 5, avenue des Ursulines AGIFRANCE - 30-74-32-14 Frais de commission	3 188 + 801 2 592	4 PIÈCES 91 m², 8 ^e étage terrasse parking	LE KREMLIN-BICETRE 23-25, avenue de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	5 607 + 620 5 243
4 PIÈCES 90 m², 7 ^e étage 2 parkings, balcon	16, rue Fozzard LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	9 200 + 813 6 890	MAISON 8 PIÈCES 134 m², garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 22 bis, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 657 + 1 210 7 601	3 PIÈCES 75 m², 1 ^{er} étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 651 3 456
4 PIÈCES 79 m², 1 ^{er} étage parking	17-19, rue Bausseret CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	7 110 + 1 520 5 389	5 PIÈCES 109 m², rez-de-chaussée parking	VERSAILLES 8, rue du Général-Pershing SAGGEL - 45-08-80-36 Frais de commission	6 700 + 1 422 5 284	2 PIÈCES 50 m², 1 ^{er} étage terrasse parking	SAINT-MANDÉ 4, rue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	5 178 + 586 4 014
5 PIÈCES 103 m², 2 ^e étage	5, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 281 + 1 350 7 315	PAVILLON 4 PIÈCES 101 m², parking	VILLEPREUX 60, av. de la Croix-du-Moine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	5 885 + 284 4 382	3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 7, rue Fays LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	6 430 + 731 4 914
16^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO 44 m², 4 ^e étage	1-9, rue Rémusat SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 000 + 811 2 880	4 PIÈCES 102 m², 4 ^e étage balcon, parking	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	8 630 + 1 600 6 483	5 PIÈCES 95 m², 5 ^e étage balcon 2 parkings	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 910 + 1 039 5 598
92 - HAUTS-DE-SEINE								
3 PIÈCES 82 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 197, avenue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	7 398 + 850 6 750	5 PIÈCES DUPLEX 180 m², 4/5 ^e étage terrasse	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pastour SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	26 000 + 1 791 19 525	4 PIÈCES 92 m², 3 ^e étage cave, parking	VINCENNES 5, allée J.-Daguerra AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 095 + 1 080 5 472
95 VAL-D'OISE								
5 PIÈCES 93 m², entresol parking	ENGIEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 140 + 1 147 5 141	4 PIÈCES 123 m², 4 ^e étage cave, 2 parkings	BOULOGNE 33-36, rue Anna-Jacquini AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 089 + 2 680 8 603			

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens, 642 000 d'entre eux appartenant à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

AGFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

GFC

GENERALI

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

LOC INTER
Publication hebdomadaire

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

سكنا من الحاصل

... ou publie une enquête sur
les télévisions payantes en Europe.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 NOVEMBRE

Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Préviens cours	Dernier cours	% + -	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Préviens cours	Dernier cours	% + -	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Préviens cours	Dernier cours	% + -	Comparison	VALEURS	Cours précéd.	Préviens cours	Dernier cours	% + -
4100	C&E S.S.	4115	4115	4100	- 0.38	4100	C&E S.S.	4115	4115	4100	- 0.38	4100	C&E S.S.	4115	4115	4100	- 0.38	4100	C&E S.S.	4115	4115	4100	- 0.38
800	B.M.P. T.P.	902	902	915	+ 1.88	800	B.M.P. T.P.	902	902	915	+ 1.88	800	B.M.P. T.P.	902	902	915	+ 1.88	800	B.M.P. T.P.	902	902	915	+ 1.88
1302	C-Lyon, T.P.	354	354	345	- 1.00	1302	C-Lyon, T.P.	354	354	345	- 1.00	1302	C-Lyon, T.P.	354	354	345	- 1.00	1302	C-Lyon, T.P.	354	354	345	- 1.00
1450	Financ. Prod. T.P.	1475	1481	1486	+ 0.31	1450	Financ. Prod. T.P.	1475	1481	1486	+ 0.31	1450	Financ. Prod. T.P.	1475	1481	1486	+ 0.31	1450	Financ. Prod. T.P.	1475	1481	1486	+ 0.31
1900	Salin. Chem. T.P.	1040	1046	1052	+ 0.54	1900	Salin. Chem. T.P.	1040	1046	1052	+ 0.54	1900	Salin. Chem. T.P.	1040	1046	1052	+ 0.54	1900	Salin. Chem. T.P.	1040	1046	1052	+ 0.54
2000	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	2000	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	2000	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	2000	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
715	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	715	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	715	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	715	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
680	Al Airline	671	671	678	+ 0.70	680	Al Airline	671	671	678	+ 0.70	680	Al Airline	671	671	678	+ 0.70	680	Al Airline	671	671	678	+ 0.70
600	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	600	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	600	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	600	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
630	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	630	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	630	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	630	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
2300	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	2300	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	2300	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	2300	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
400	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	400	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	400	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	400	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33	100	Alcan. T.P.	905	905	908	+ 0.33
100	Alcan. T.P.	905	905	908</																			

COMPTANT (sélection)**SICAV** (sélection)

5/11

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations												Etrangères											
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	C.I.M.	1223	1187	Mécat.	750	750	A.A.A.	1039 92	1014 96	Fuoch-Epagn.	32 64	31 84	32 64	31 84	120 73	127 22	32 64	31 84	120 73	127 22	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	C.I.T.R.A.M. (R)	2600	2600	Mécat. Dépt.	591	591	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.Élec. 8,9% 72	122 40	4 01	Colas	56 10	56 20	Alcoa	70 05	65	Asiatic	2203 12	214 15	Fuoch-Epagn.	86 04	84 08	86 04	84 08	206 98	206 98	86 04	84 08	206 98	206 98	
Eng.																							

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

LA MORT DE ROBERT MAXWELL

L'empire d'un seul homme

« Je suis aussi léger que le vent », avait coutume de lancer Robert Maxwell. Si la boutade plaisait aux rédactions, elle laissait marbrer les analystes financiers. Ces derniers ont pourtant eu à cœur de comprendre les arcanes de l'empire Maxwell, que d'aucuns qualifient de « byzantin », et les inflexibles stratégies que lui imposait le président de Maxwell Communication Corporation. Mais sans vraiment y parvenir.

Car ce conglomérat était l'ambition d'une vie et la concrétisation des idées d'un seul homme : Robert Maxwell. « Quand une idée me touche, je ne suis pas dire non ; mes amis prétendent que si j'étais une femme, je serais toujours enceinte », plaisait-il à ce propos (le Monde du 18 juillet 1989). Désireux d'appartenir au club des fermes des dix principaux groupes multimédias du monde, Robert Maxwell n'a ménagé ni les shows médiatiques lors des introductions en Bourse de son groupe, ni les relations au plus haut niveau, ni les investissements tous azimutés pour atteindre cet objectif. A grand renfort d'offres publiques d'achat (OPA) et de prises de participation, la décennie 1980 l'a vu progresser vers ce but, avant que le groupe ne change radicalement de physionomie ces trois dernières années, notamment depuis l'acquisition des éditions américaines Macmillan.

La décennie prodigieuse

Le berceau de l'empire Robert Maxwell, c'est d'abord Pergamon Press, une maison d'édition et d'impression comprenant quelque quatre cents titres scientifiques, installée à Oxford. Dans les années 60, son succès fait de Robert Maxwell l'un des premiers éditeurs scientifiques mondiaux. Sa tactique consistait alors à faire souscrire des abonnements à des revues ou à des journaux qu'il n'avait pas encore vu le jour. Mais en 1971, un coup dur l'attend : le secrétariat d'Etat britannique à l'Industrie le met en cause dans un rapport qui le juge « incapable de gérer une société cotée en Bourse ». « Captain Bob », se fait oublier un temps, avant de réapparaitre.

La décennie 1980 sera pour lui prodigieuse. Et d'abord européenne. En 1981, Robert Maxwell rachète un groupe d'imprimeries cotées en Bourse, la British Printing and Communication Corporation Limited (BPCC), nouvelle enseigne de Purnell and Sons Ltd., une société d'édition britannique créée en 1935 mais dont la fondation remonterait au dix-huitième

siècle. Robert Maxwell indique dès lors « aspirer, modestement, à figurer parmi les dix grands groupes mondiaux occupant d'information et de communication ». La BPCC servira de socle au groupe Maxwell (MCC), qui ne sera formé qu'en octobre 1987.

Entre-temps, en 1984, Robert Maxwell a mis la main sur le Mirror Group Newspapers. Celui-ci publie le quotidien populaire Daily Mirror, qui, avec plus de 3 millions d'exemplaires, devient le concurrent du très conservateur Sun — propriété de son rival de toujours, l'Américain Rupert Murdoch — mais aussi le Sunday Mirror et le People. Il parvient à redresser le groupe Mirror au prix de 2 100 millions de livres en deux ans, et en fait surtout le second pilier de son empire, au côté de MCC.

Déboires en France

A ce stade, l'empire Maxwell devient d'une redoutable complexité. Car outre l'imprimerie et la presse, il comprend AGB International, l'une des plus importantes entreprises européennes d'études en marketing. Mais ces trois pôles sont flanqués d'une cascade de sociétés — impression, édition, banques de données, immobilier, écoles de langue, etc. — réparties dans le monde entier, en Grande-Bretagne d'abord, mais aussi en France, en Allemagne, puis, à partir de 1988, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, en Israël et aux États-Unis. Les analystes financiers se cassent les dents sur les modes de contrôle de ces filiales, où les intérêts de la famille Maxwell s'écabillent et avec les actions dont elle dispose dans les sociétés cotées en Bourse.

Les deux sociétés les plus appétissantes, toutes deux contrôlées majoritairement par Robert Maxwell et sa famille, sont Headlighton Investments, au Royaume-Uni, et la Fondation Maxwell, coregistrée pour sa part au Liechtenstein. Mais une autre société existe aussi à Gibraltar, à laquelle participerait l'ancien premier ministre du Royaume-Uni, Lord Hailsham. Toutes ces sociétés fonctionnent selon le principe des vases communicants.

La complexité de ce réseau, que seul maîtrisait Robert Maxwell, a sans doute favorisé les conquêtes. Au milieu des années 80, le très francophile patron du Daily Mirror s'intéresse à la France. En 1987, il participe à la privatisation de TF1 à l'invitation, dira-t-il, de M. Edouard Balladur, alors ministre de l'Économie et des Finances, dont il détient 12,5 % avant de

les céder trois ans plus tard, après des déclarations tonitruantes concernant son désaccord avec M. François Bayrou. En France toujours, il détient 5 % du groupe Havas mais admettra lui-même n'être qu'un « partenaire dormant » avant de se retirer, puis il prendra le contrôle de l'Agence centrale de presse (ACP), des participations significatives dans Sigma et TCF-télévision et dans différentes imprimeries, avant d'envisager le rachat du Matin de Paris et d'échouer dans son acquisition du groupe de presse marseillais.



Le Provençal, face au groupe Macmillan, auquel il intentera un long procès.

Ses déboires en France l'incitent à se tourner vers d'autres horizons. « Si la France ne veut pas de mon théâtre, j'irai le jouer aux États-Unis », lance-t-il, toujours provocant (le Monde du 18 juillet 1989). Les États-Unis seront à la fois sa terre d'élection et son chemin de Damas. En 1988, il rachète pour 750 millions de dollars (plus de 4 milliards de francs) le groupe de guides et de magazines de voyages Official Airlines Guide, avant de faire passer le groupe américain KKR dans une offre publique d'achat de la maison d'édition Macmillan, qu'il emportera pour 2,6 milliards de dollars.

Parallèlement, il s'installe au Kenya, pays trépassé en matière de ventes de livres scolaires à destination de l'Afrique, et en Israël, où il prend notamment le contrôle du deuxième quotidien, Maariv, et de Sefer, le leader mondial de l'impression informatisée en couleurs.

Enfin, il s'occupe aussi des pays de l'Est et notamment de la Hongrie, avec les journaux Magyar Hírlap et Esti Hírlap. Aux États-Unis toujours, il prend l'an der-

nier le contrôle du quotidien newyorkais The Daily News. Sa stratégie se joue dorénavant aux États-Unis mais ses acquisitions lui coûtent cher. Seul le lancement de The European en 1990 semble un ultime pari sur le Vieux Continent. Lui qui avait vocation à être imprimeur et éditeur, décide de s'intéresser surtout aux journaux et à l'édition. Et lui qui répugnait à plonger dans la spirale de l'endettement, doit faire appel à diverses lignes de crédits et souscrire des emprunts colossaux. En outre, la fin des années 80, écoulées par les fameuses affaires de junk bonds (« actions pourries »), sème le doute sur ses réelles capacités de financement. Enfin, la récession économique qui sévit outre-Atlantique handicape Robert Maxwell dans ses cessions de sociétés, destinées à éponger ses dettes et à rembourser ses crédits.

En 1990, l'endettement du groupe Maxwell est estimé à 22 milliards de francs par le Financial Times, pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 14 milliards. « Captain Bob » est contraint de céder Pergamon Press, le berceau de son empire, à l'éditeur néerlandais Elsevier, sème le doute sur ses réelles capacités de financement. Enfin, la récession économique qui sévit outre-Atlantique handicape Robert Maxwell dans ses cessions de sociétés, destinées à éponger ses dettes et à rembourser ses crédits.

Sa conquête aventureuse de l'Amérique, mais aussi une conjoncture difficile, ont quelque peu lézardé l'empire. Et ses deux fils, Kevin et Ian, dont le premier prend les rênes de Maxwell Communication Corporation tandis que le second s'occupera du groupe Mirror, vont devoir prendre des décisions difficiles. Le premier, qui accompagnait depuis dix ans son père dans les négociations qu'il menait à l'achat de la maison d'édition Macmillan, bénéficie d'une réputation de véritable homme d'affaires, trépassé et sérieux. Ian, qui fut un temps aux commandes de l'Agence centrale de presse, en France, est selon plusieurs témoignages, doté d'un sens aigu des relations publiques. « L'un a un profil de tueur, l'autre celui d'un ambassadeur, le duo peut très bien être complémentaire et se révéler », comme un ami de Robert Maxwell. Mais les analystes, saisis par la rapidité avec laquelle le successeur s'organise, n'excluent pas que l'état financier du groupe contrainne les héritiers à brader des parts entières de l'empire dont les deux principales sociétés, MCC et Mirror Group, ont vu leurs cotations suspendues à Londres.

YVES-MARIE LABÉ

La presse britannique s'interroge sur les circonstances du décès

LONDRES

de notre correspondant

« La mystère Maxwell : est-il tombé, a-t-il sauté ? ». Ce titre, qui barre toute la première page du Sun, le journal concurrent du Daily Mirror du groupe Maxwell, résume les interrogations du monde médiatique et politique britannique au lendemain d'une disparition qui marque, comme l'écrit le Times, « le dernier chapitre de l'histoire d'un réfugié tchèque qui devint un héros de la guerre, un parlementaire, un président de club de football et un mogul de la presse ». Est-il tombé ? Rien, dans les circonstances de sa mort, ne permet d'accréditer a priori une telle hypothèse.

Robert Maxwell a été vu pour la dernière fois, arpentant le pont de son gigantesque yacht, mardi 5 novembre, vers 4 h 25 du matin, alors que le Lady-Ghislaine croisait, sur la Tamise, à 20 miles de l'île de la Grande-Bretagne, au large des côtes marocaines.

Six heures plus tard, l'alerte a été donnée, lorsque le bateau est arrivé à Los Christians, sa destination. Seul passager à bord de ce navire de 55 mètres de long dont l'équipage comprend treize personnes, Robert Maxwell avait passé des appels téléphoniques dans la soirée à plusieurs responsables de son groupe et rien, dans sa voix, n'indiquait une quelconque émotion. Selon Camper et Nicholson, l'agence internationale de yachts, il « aurait été aussi difficile de tomber du pont d'un ferry », tant celui du Lady-Ghislaine était bien protégé par des rambardeurs. A-t-il sauté ? Cette explication, avancée avec prudence par la presse britannique, est récusée par ceux qui étaient proches de « Captain Bob ». Il avait, certes, l'habitude de partir nager à l'improviste, mais de jour.

« Citizen Kane de son époque »

Pour M. Charles Wilson, directeur général du groupe Mirror, il s'agit d'un mystère « qui ne sera peut-être jamais résolu ». Il professe des pressions, et des critiques contre lui, il allait de l'avant et grimpait sur la montagne suivante et accomplissait la tâche suivante », déclare-t-il. « C'était une immense, gigantesque personnalité. Je ne peux pas imaginer qu'il aurait pu être dans un état tel qu'il aurait pu envisager de mettre fin à sa propre vie. Il avait trop d'arrogance quant à ses propres capacités pour envisager une telle chose ».

Arrogance ? Cette épithète est sans doute insuffisante pour décrire la personnalité flamboyante de

Robert Maxwell, mais il est vrai que sa manière d'être était souvent abrupte. C'est avec un certain dédain qu'il avait agité les accusations dont il était l'objet, lors d'une controverse récente. Seymour Hersh, un journaliste américain auteur d'un best-seller *Sanson Option* — ouvrage qui relate comment Israël s'est doté de l'arme atomique — a accusé l'un des journalistes vedettes du Daily Mirror, Nicholas Davies, d'être un agent du Mossad, les services secrets israéliens, et son patron direct, Robert Maxwell, d'entretenir des relations aussi étroites qu'amicales avec la même organisation. Robert Maxwell avait immédiatement entamé une action en justice contre le journaliste américain, lequel, mardi soir, a souligné qu'« on ne connaît pas 10 % des activités » de celui qu'un parlementaire du parti conservateur a qualifié de « Citizen Kane de son époque ».

La presse et le monde politique britanniques lui ont rendu un hommage à la mesure de sa personnalité et de sa puissance. Le Daily Mirror, fleuron de son empire, souligne que « Captain Bob » lui-même voulait que l'on se souvienne d'abord de lui comme « l'homme qui avait sauvé le Daily Mirror ». Adulté ou non, il était, selon un commentateur du journal, « un colosse turbulent », un homme qui, écrit Le Guardian, « collectionnait les ennemis comme d'autres les timbres-postes ». Le premier ministre, M. John Major, a salué pour sa part « une grande personnalité », ajoutant : « Personne ne peut mettre en doute son intérêt pour la paix et sa loyauté envers ses amis ». Le chef de file du Labour (Robert Maxwell soutenait politiquement et financièrement le parti travailliste), M. Neil Kinnock, a, de son côté, évoqué un « homme unique qui a attiré la controverse, l'enfer et la louange tout au long de sa vie tumultueuse ».

Mêmes sentiments en Israël, où l'ancien réfugié juif avait de nombreux amis. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a déclaré la mort d'un « ami passionné d'Israël » et le chef de file de l'opposition, M. Shimon Peres, a décrit Robert Maxwell comme « un empire entier de sentiments, d'actions et d'entreprises ». Le Times, qui appartient à M. Murdoch, le rival de toujours de Robert Maxwell, résume ainsi cette étonnante carrière : « Ses réalisations ont été accomplies par sa mainière arrogante et brutale de gouverner, qui semble avoir été dictée par l'insécurité de ses débuts modestes ».

LAURENT ZECCHINI

Une galaxie

Praasa, édition à quelques vastages d'imprimerie. A caa trois branches de l'empire Maxwell, massivement arrosées dans le secteur de la communication, à fait élargir quelques clubs de football et des sociétés d'électronique. Trois grands holdings concentrent donc l'activité de Robert Maxwell. Maxwell Communication, Corporation contrôlée à 68 % par la famille à travers une fiducia basée au Liechtenstein regroupe tout le secteur édition et sociétés de services (actifs évalués à 8,5 milliards de francs environ).

En son sein, on trouve des entreprises ou des groupes de services pratiquant comme Macmillan, Barlitz, Mac Grew Hill Education, basés essentiellement aux États-Unis et en Grande-Bretagne. La holding presse, contrôlée à 51 % par le holding Robert Maxwell Group (évaluée à 8 milliards de francs environ), est essentiellement représentée par les journaux du groupe Mirror (Daily Mirror, Sunday Mirror, People), auxquels il faut ajouter quelques centres d'impression au Canada. D'autres participations dans le capital de titres comme The Independent ou Maariv (Israël) sont détenues en direct par le famille ou à travers des sous-holdings du Robert Maxwell Group.

La troisième importante secteur (AGB International) est représentée par les sociétés d'études marketing et de médias électroniques. Le pôle imprimerie qui représentait auparavant l'un des points forts du groupe a considérablement fondu au cours des dernières années. Des cessions importantes ont eu lieu dans le but de désendetter la galaxie Maxwell.

L'insatiable

Suite de la première page

En 1943, il devient soldat britannique sous le nom de Leslie du Maurier, emprunté à une marque de cigarettes.

Le mince et séduisant caporal, puis sergent, polyglotte et tireur d'élite, est versé dans le renseignement. Débarqué en Normandie, il rejoint Paris en septembre 1944 en tant que Leslie Jones. Ayant adopté le patronyme écossais de Robert Maxwell, c'est alors qu'il rencontre Elisabeth (Betty) Maynard, une fille de soyeux lyonnais, la future mère de ses sept enfants « tous nés à Maisons-Laffitte », comme ne manquait jamais de le rappeler ce francophile que la gauche française croira pouvoir utiliser dans ses manœuvres audiovisuelles après 1985.

Maxwell termine la guerre comme officier, décoré de la Military Cross par Montgomery lui-même pour son courage au combat. Récompensé des balles allemandes et de l'holocauste où périront ses parents, le jeune marié s'installe à Berlin. Le capitaine Maxwell — plus tard, une bande dessinée du Private Eye décria les tribulations du « Captain Bob » — est chargé de contrôler la presse et l'édition berlinoises pour le compte des troupes d'occupation.

Dans l'Allemagne ruinée, l'ambition et l'occasion vont forger une vocation. Déjà, son entourage fait merveille pour aider le quotidien Der Tagesspiegel, qui absorbe rapidement son concurrent Der Berliner. Quarante-cinq ans plus tard, le mur de la honte tombé, Maxwell se précipite pour acheter la moitié de Berliner Verlag qui édite deux quotidiens de la ville dont le Berliner Zeitung. En 1947, les restrictions empêchent les prestigieuses éditions scientifiques de Ferdinand Springer d'exporter.

Démobilisé en 1946, Maxwell s'ennuie, obtient l'exclusivité de la distribution mondiale de l'éditeur qui a publié Einstein et Max Planck. Outre ce commerce de

livres et revues, il troque à tout va, de la soude caustique au bois de construction. Il accumule les voyages, se légitime par une autoconstruction voulant qu'il fut le premier passager à parcourir 1 million de miles sur les lignes de la compagnie aérienne BOAC.

Le virus du papier tenaille déjà ce commerçant habile. Il achète en 1951 ce qui deviendra Pergamon, autre chef de ce secteur scientifique. Le monde entier en leur offrant argent et renommée. Quand son association avec la maison Springer est rompue après dix ans de mutuelle prospérité, Robert Maxwell roule en Rolls Royce et s'installe dans un manoir à côté d'Oxford. Certains visiteurs s'étonneront d'une bibliothèque décorée de faux livres chez un éditeur, peut lui en chaut. La fortune est là, il est temps d'assouvir ses ambitions politiques.

L'art du rebond

Candidat malheureux en 1959, il est élu député travailliste en 1964. Le bouillonnant parlementaire tient à intervenir dès sa première séance aux Communes : quoi qu'il arrive, Bob Maxwell aimait rarement attendre. Et cet autodidacte entendait toujours avoir le dernier mot : il sera l'ultime orateur de la législature.

Réélu en 1966, il met ses talents d'entrepreneur au service de la cantine du Parlement, dont il redresse les comptes. Mais il n'obtiendra pas de Harold Wilson, dont il fut un généreux financier, le poste de ministre qu'il convoitait. En 1970, il quitte les Communes et la politique électorale. Un scandale financier révèle par une OPA sur Pergamon l'obligé l'année précédente à abandonner le joyau de son empire. Cinq ans plus tard, Captain Bob est de nouveau à la barre de Pergamon, plus prospère que jamais.

Cet art du rebond, il a désespérément décidé de l'appliquer à la

presse. En 1981, il reprend la BPCC, le principal imprimeur de Grande-Bretagne, aux abois. La « baleine tueuse », comme le surnommait le Financial Times, tranche dans le vif, licencie, aggrave, redresse l'entreprise, courbant les syndicats. En 1984, la bagarre sera tout aussi vive quand il reprend le Daily Mirror, un quotidien populaire dont les gros titres flattent son ego boulimique. Le voilà baron de Fleet Street. Ce n'est pas le premier, mais le dernier, nétaire, incorrigible et un brin mégalomane.

Entre deux coups de téléphone dans l'une des neuf langues qu'il parle, il multiplie les annonces fracassantes, et même si toutes ne se réalisent pas, sa renommée et ses affaires s'élèvent. Le voilà au Kenya, refaisant le quotidien du parti unique. En Israël, où il reprend le quotidien de gauche Maariv. Aux États-Unis bien sûr, où il concentre ses activités après 1989, autour de l'éditeur Macmillan, après une OPA ratée sur Harcourt Brace.

La France ne sera qu'un épisode de cette quête tumultueuse. Déclarations flatteuses à la bouche pour les dirigeants politiques — pas seulement socialistes — et échouer en mai, il triomphe en devenant le second actionnaire de TF1 en 1987 aux côtés de son « ami » Francis Bouygues. L'Agence centrale de presse (ACP), confiée à son fils Ian, se voit promise à un destin grandiose, tout comme les imprimeries rachetées à la pelle. La grande arche de la Défense scelle dans le béton cet empiètement français.

Soleil et ombre

Mais changement de cap en 1990 : le magnat se retire de l'ACP, revendiquant 1991 l'essentiel de ses parts dans TF1, cherche à liquider ses imprimeries. Tout Robert Maxwell est dans ces volte-face inattendues. Seul maître à bord, insaisissable ou débordant, affable et brutal, il mène son entourage comme aux croisées. « Il était le soleil et nous devions être ses planètes ou nous en aller », résume un de ses proches employés, cité par un biographe dont le colérique Maxwell tentera d'interdire l'ouvrage (1).

Ce soleil-là avait aussi ses ombres. Ses multiples contacts à l'Est et les hagiographies de dirigeants staliniens qu'il publiait l'ont désigné à la rumeur comme espion venu du froid, un livre récent (2) l'accusant d'avoir été un agent du Mossad israélien. Balivernes, démentait-il dans un édit de rictus tonitruant. Une chose est sûre : Robert Maxwell n'aurait rien tant que fréquenter les grands de ce monde, de Gorbachev à Mitterrand et de Reagan à Deng Xiaoping, en passant, écolierisme on faute de goût, par Caeussens et Honecker.

Pourtant, sa soif de reconnaissance ne lui avait jamais guère baillé les portes de l'establishment britannique. Les clubs qu'il possédait n'étaient pas de golf, mais de football, dans un pays où ce sport est celui des prolétaires. Et Robert Maxwell, qui n'hésitait pas à parader en maharajah lors de l'anniversaire fastueux du milliardaire Forbes, demeurait une sorte de paria dans la City, un « bourgeois gentilhomme » pour la gentry. Peut-être est-ce ce dédain qui maintenait ses yeux toujours vifs sous des sourcils broussaillés. Car l'incassable M. Maxwell, tout au long d'un parcours exceptionnel, n'a jamais compris qu'on lui résiste.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) Maxwell, par Tom Bower, éditions Plon, 1989. Une autre biographie, *L'incroyable Monsieur Maxwell*, aux éditions Odile Jacob, est due à l'un des rivaux en chef du Mirror, Joe Haines, appuyé par la famille Maxwell.

(2) *The Sanson option*, par Seymour Hersh.

Le témoignage de M. Lionel Stoleru

Dans un texte qu'il a adressé au Monde, M. Lionel Stoleru, rédacteur en chef de *The European*, écrit : « C'était un plaisir de travailler avec Robert Maxwell. La phrase surprenante plus d'un qui le croyait rude, mais il ne l'était qu'à bon escient, et jamais il n'aurait eu un mot d'humilité, surtout envers quelqu'un de faible ou de modeste. Sa vie lui avait appris le sens de la dignité humaine. Il m'avait soutenu dans mon action à la chambre de commerce Franco-Israélienne et pour la maison France-Israel parce qu'il croyait en Israël. Il m'avait soutenu dans mon action pour son journal *The European* parce qu'il croyait en l'Europe. Je reviens de Budapest, d'une rencontre qu'il m'avait organisée avec le président Göncz, qu'il devait recevoir à Londres dimanche prochain : il était l'un des rares à avoir investi en Hongrie dès les premiers jours parce qu'il croyait en une grande Europe pour demain. C'était un homme de croyance. C'est dur de parler de Robert Maxwell au passé ».

Rectificatif. — Le numéro de téléphone de l'Institut Multimédias est le 49-24-92-97 et non le 42-24-92-97 comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans nos éditions du 2 novembre.

Le Monde ÉDITIONS
Une histoire de la démocratie en Europe
sous la direction de Antoine de Baecque
EN VENTE EN LIBRAIRIE

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

LEGENDE

- ECLAIRCIE
- ECLAIRCIES AVEC NUAGES
- NUAGES
- TÊTES NUAGEUSES OU ORAGES
- PLUIE OU BRUINE
- NEIGE
- NUAGES
- ORAGES
- VAGUES ET COURANTS

METEO

TEMPS PREVU LE : 7. 11. 91

APRES-MIDI

née, les éclaircies seront belles l'après-midi. Le vent de nord s'atténuera et soufflera à 50/60 km/heure.

Les températures matinales seront de l'ordre de 0. à 3 degrés sur une bonne partie du pays, de 4 à 6 degrés

L'après-midi, le thermomètre atteindra de 7 à 9° degrés sur le Nord-Est, de 10 à 13 degrés sur le Nord-Ouest et de 14 à 16 degrés près de la Méditerranée.

FRANCE				TULOUSE				LOS ANGELES			
ALACHO	16	11	C	TOURNAI	11	4	D	LIDZBURG	29	16	D
BARRETT	10	11	C	TOURNAI	10	0	D	LIDZBURG	14	14	D
BOWEN	11	11	C	TOURNAI-PTER	26	23	C	MARASCHER	31	15	D
BOURGIES	11	11	C	ÉTRANGER				MEXICO	17	11	D
BRESEY	11	11	C	ALICE	21	11	C	MILAN	17	11	D
CALIN	10	11	C	AMSTERDAM	11	14	D	MONTREAL	3	1	C
CORDEBOUR	10	10	C	ATHENS	11	26	D	MOSCOW	1	1	C
DEBON	10	11	C	BELGRADE	11	11	C	MURRAY	26	13	D
DELON	9	11	C	BARCELONA	18	6	D	NEW-YORK	7	2	D
FERRELL	14	5	C	BELGRADE	12	1	D	OSLO	3	1	C
FRANCOIS	11	11	C	BERLIN	11	11	C	PALMA REMA	19	12	C
LYON	11	11	C	BIRMINGHAM	11	11	C	PESCH	8	1	C
LEWIS	21	2	D	BIRMINGHAM	24	12	D	PRAGUE-BRNO	20	7	D
MAGNUS	11	11	C	LE CAHIER	8	1	D	SRGAPPOER	20	7	D
MARSEILLE	14	6	D	COPENHAGEN	3	4	D	STOCKHOLM	23	1	C
NANCY	7	4	D	DAKAR	30	29	D	SWEDEN	2	1	C
NANTES	11	11	C	DELTA	27	17	D	TAKEVO	16	3	C
PARIS-MONTY	3	4	D	GENEVE	17	17	C	TEASVOTE	10	1	D
PARIS-SANTS	3	4	D	GENEVE	17	17	C	VENISE	11	6	D
PAU	11	11	C	HONGKONG	26	23	D	VIZNNE	12	5	D
PERLIN	18	7	D	KYANGON	14	3	D				
POISSON	11	11	C	LA PALME	11	11	C				
ST-EVRENE	10	12	C	LEONOR	17	8	D				
ST-EVRENE	10	12	C	LONDON	3	1	D				
ST-EVRENE	10	12	C								

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le Monde DES LIVRES

flamée dans le genre, «Château du Haut de la Colline, Château Bas Valon», ou, simple suggestion, «Château de ma mère». Les négociants indélicats, des viticulteurs au prise avec des surplus, peuvent ainsi jouer avec l'ignorance des consommateurs.

La fraude est fille du vin. La preuve évolue, car administrative, en est l'existence de la dépression dans fraudes. Ce service redoutable visite régulièrement chais et cantions-citernes, des caves, des celliers, des caves basses l'an et s'efforce de bien trier les grappes et cépages.

«Mardi soir», et Daniel Billelin ont tenté de faire de même en croquant un débat sur le thème

incroyable «Le bon vin et le autres». Le titre choisi, et vaguement frauduleux car il n'était pas sans rappeler celui du livre publicé il y a près de vingt ans par le regretté Pierre-Michel Doutréant montre bien que le souci, séparé le bon grain de l'ivraie, restera permanent.

Et ce ne sont pas les remarques faites dans un joli désordre par les invités de l'émission, restaurant, sommeliers, négociants, cavistes, entre autres, qui augmentent l'intérêt de ce programme. Les connaissances, elles les écoutant, en les regardant surtout, on a vite deviné à leurs regards, à leurs sourires qu'ils tous ces initiés préfèrent de

beaucoup parler du bon vin plutôt que des autres.

C'est assez normal pour des passionnés que de préférer le plaisir aux turpitudes. Le débat primitif fut donc très largement escamoté. Car il doit être entendu, une fois pour toutes, qu'il y a des gens malhonnêtes dans chaque profession et que les restaurateurs ont des frais incompressibles. Ce qui autorise les plus médicreux d'entre eux à transformer une carte de vins en arnaque à la fois, et le génie comptable des coefficients multiplicateurs. Trois, contre, jusqu'à dix et vingt fois le prix d'achat. A ce niveau, effectivement, on touche au mauvais génie du vin.

Mercredi 6 novembre

20.50 Variétés : Sacrée soirée.
22.50 Magazine : Perdu de vue.
0.20 Journal, Météo et Bourse.

20.45 Téléfilm : Chamarra soirée.
22.15 Soirée spéciale :
► Et les gosses dans tout ça ?
Fictions : Boy, de Jerry Lewis ; OCA, de
Lino Brocka ; Liouba, de Rolan Bytkov ; Mas-
sane, d'Euzhan Païcy ; Carmelo, de Cirio
Duren ; L'enfance de l'art, de Jean-Lu-
Gardet et Anne-Marie Mieville.
23.45 Magazine :
Musiques au cœur de l'actualité.
0.50 Journal et Météo.

20.45 Magazine : La Marche du siècle.
En direct du toit de la Grande Arche de la Défense.
22.20 Journal et Météo.
22.45 Série : Gabriel Bird.
23.35 Traverses.
0.30 Musique : Carnet de notes.

20.10 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Liverpool-Auxerre, en direct.

3.35	Feuilleton : Les Faux de l'amour.
4.30	Feuilleton : Côte Ouest.
5.30	Feuilleton :
6.15	La Clinique de la Forêt-Noire.
6.25	Tiercé à Vincennes.
6.45	Feuilleton : Riviera.
7.05	Club Dorothée.
7.28	Série : 21 Jump Street.
8.20	Jeu : Une famille en or.
8.40	Feuilleton : Santa Barbara.
9.15	Jeu : La Roue de la fortune.
9.35	Overdoses : La Bête Show.
9.50	Tac-O-Tac, Journal, Tiercé, Météo.
	Loto sportif et Tapis vert.
10.50	Série : Imogène.
	36-15 Bise marine.
	Un chef de village africain en théâso...
12.30	Magazine : Droit de savoir.
	Magazine : Télétrévin.
0.15	Journal. Le Débat. Météo et Bourse.

3.50 Série : Les Enquêtes du commissaire Maigret.
5.15 Variétés : Le Chêne aux chansons.
6.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
6.15 Magazine : Défendez-vous.
8.15 Magazine : Giga.
8.15 Série : Mac Gyver.
9.05 Jeu : Question de charme.
9.40 Divertissement : Le Caméra indiscret.
0.00 Journal et Météo.
0.40 INC.
0.45 Magazine : Envoyé spécial.
Mickey s'offre l'Europe / Super focus : Mystère d'un punch.
Manipulations en tout genre...
2.15 Cinéma : Un filic...
Film français de Jean-Pierre Melville (1972).
Avec Alain Delon, Catherine Deneuve, Renaud.
0.00 Magazine : Merci et encore Bravo.
1.00 1, 2, 3. Théâtre.
1.05 Journal et Météo.

3.40 **Série : Le Père Dowling.**
4.30 **Magazine : Carré vert.**
Les Couloirs.
5.00 **Débat sur l'immigration au Sénat.**
7.00 **Documentaire : Durrell en Russie.**
Le Retour du bison.
7.30 **Jef.**
8.15 **Magazine : Une pêche d'enfer.**
Invité : Diane Tell.
8.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
Le 19-20 de l'information.
De 19,12 à 19,35, le journal de la région.
9.00 **Un livre, un jour.**
Je recommande bien, de Jean Fermenit.
9.10 **Diversissement : La Cisse.**

22.05 Le Journal du cinéma.
22.30 Cinéma : Hiver 54, l'abbé Pierre. ■
Film français de Denis Amar (1989).
0.10 Cinéma : Le Siderme Dolgt. ■
Film franco-ivoirien d'Henri Duparc (1990).
1.40 Cinéma : Zombie 3. □
Film italien de Lucio Fulci (1988).

20.50 Téléfilm : Une habitude invouable.
22.30 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Dynamo de Moscou-Cannes, en direct.
0.20 Journal de la nuit.
0.30 Demain se décide aujourd'hui.
0.35 Le Club du télé-achat.
1.20 Rediffusions.

20.40 Téléfilm ;
Mais qui veut tuer ma femme ?
22.15 Téléfilm : Droit de vengeance.
23.50 Magazine : Vénus.
0.20 Six minutes d'informations.
0.25 Magazine : Dazibao.
2.00 Rediffusions.

21.00 Documentaire : La Temps verrouillé.
De Sibylla Schönmeyer.

Jeudi 7 novembre

20.45 La Dernière Séance.

20.55 1^{er} film : Les Bravados. ■■
Film américain de Henry King (1858).
Avec Gregory Peck, Joan Collins, Stephen Boyd.

22.30 Dessins animés.
The Car of Tomorrow; Dödeland Droopy.

22.55 Journal et Météo.

23.15 2^e film : La Scène du crime. ■■
Film américain de Roy Rowland (1949).
Avec Van Johnson, Arlene Dahl, Gloria De Haven (v.o.).

0.50 Musique : Carnet de notes.
Joyeuse marche, de Chabrier, par l'Orchestre
du Capitole de Toulouse. dir. Michel
Plasson.

13.35 Cinéma : Punisher. □
Film américano-australien de Mark Goldblatt (1989). Avec Dolph Lundgren, Louis Gossett Jr., Jeroen Krabbe.

15.00 Magazine : 24 Heures.

15.00 Cinéma : Hiver 54, l'abbé Pierre. ■
Film français de Denis Amar (1988).

17.40 Dis Jérôme... ?

18.00 Canaille peluche.

18.30 Ça cartoon.
18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : La Désenchantée. ■■■
Film français de Benoît Jacquot (1990).
Avec Judith Godrèche, Marcel Bonzonnet,
Dany Boon.

21.45 Flash d'informations.

21.55 Cinéma : Jumeaux. ■
Film américain d'Ivan Reitman (1988). Avec Arnold Schwarzenegger, Danny DeVito, Kelly Preston (v.o.).

23.35 Cinéma : Grandview USA. □
Film américain de Randal Kleiser (1984).

1.10 Cinéma : Les Pirates de Mélasie. ■
Film franco-italo-espagnol d'Umberto Lenzi (1964). Avec Steve Reeves, Jacqueline Sessard, Mimmo Palmara.

13.20 Série : L'inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.55 Série : L'Enquêteur.
16.50 Youpi! L'école est finie.
18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal, Météo,
et Le Temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.
20.50 Téléfilm : Mission danger à Sucrcrest.
Une terrible machination.
0.05 Magazine : C'est tout comm.
0.25 Journal de la nuit.

22.45 Cinéma :
Paysage dans le brouillard. ■■■
 Film grec de Théo Angelopoulos (1987).

0.45 Court métrage :
Le Père Noël venu de la mer.
De Vassilis Douros.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Antipodes.
Littérature sud-africaine.
- 21.30 Correspondances.
- 22.00 Communauté des radios publiques
de langue française.
Le baroque (2).
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 1^{er} octobre à Laon)
Quintette pour piano et vents en mi bémol
majeur K 452, de Mozart; Quintette pour
piano et vents en ré mineur op. 8, de
Magnard; Septuor en si bémol majeur pour
piano, vents et contrebasse op. 79, de
Onslow, par le Quintette à vent Nielsen
Mark Marder, contrebasse, Jean Hubert
piano.

M 6

13.30 Série : Brigade de nuit.
14.20 Téléfilm : American Geisha.
15.55 Magazine : Accusé de réception.
16.50 Série : L'homme de fer.
17.40 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Cinéma :

Signes extérieurs de richesse. ■
Film français de Jacques Monnet (1983)
Avec Claude Brasseur, Josiane Balasko
Jean-Pierre Marielle.

22.30 Cinéma : La Grande Bouffe. ■■
Film français de Marco Ferreri (1973), Avec
Marcello Mastroianni, Ugo Tognazzi, Michele
Piccoli.

0.40 Six minutes d'informations.

0.45 Magazines : Dazibao.

0.50 Sexy Clip.

LA SEPT

16.30 Magazines ; Cinéma de poche.
17.35 Téléfilm : Pierre qui roule.
19.05 Documentaire : L'Anthropographe
8, Dialogue secret.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Avis de tempête.

22.35 Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Yuri Bashmet.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Bizarries, de Serge Martel.

21.30 Profils perdus, Dominique de Roux.

22.40 Les Nuits magnétiques.
De près, de loin (1), par Robert Kramer.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Sironi.

0.50 Musique : Coda. Le jazz de Cortazar. 9
Les «Takes»: esquisses et inachevés -

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 28 août lors du Festival de Salzbourg : Symphonie n° 28 en ut majeur K 200, Réquiem et air K 486a, Ariette K 579, de Mozart ; Symphonie n° 4 en sol majeur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado ; sol : Cheryl Studer, soprano.

23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore. Œuvres de Van Malderie, Dussak, Haydn, Sor, Paisiello, Beethoven, Pleyel, Schumann, Méhul, Liszt, Chopin, Rossini, Cherubini, Berlioz.

Avant leur manifestation

Les infirmières
« enterrent »
leur profession

Pour l'enterrement de « leur belle et chère profession », les infirmières avaient troqué, mardi 5 novembre dans les rues de Paris, leur blouse blanche pour une tenue de deuil.

Elles étaient environ 400 à défiler du ministère de la Santé à l'hôtel Matignon dans un simulateur de cortège funéraire. « On fait le deuil de nos revendications, expliquait l'une d'elles. Les propositions qui nous ont été faites sont tellement dérisoires... ». Aux abords de l'hôtel Matignon, rue de Varenne, elles avaient brûlé le projet de protocole d'accord du ministère de la Santé en se donnant rendez-vous, le jeudi 7 novembre, devant le ministère de la Santé.

Après une quarantaine d'heures de négociations au ministère, le mouvement infirmier cherche à maintenir la pression, mais avec des mots d'ordre et des initiatives séparées. L'intersyndicale CFTD, CFTC, CFE - CGC, avait appelé, mardi 5 novembre, à une journée « 100 hôpitaux bloqués ». A l'heure des bilans, les représentants annonçaient une mobilisation réussie.

« Des actions, qui ont pris des formes très diverses se sont déroulées dans presque tous les départements », expliquait M. Marc Dupont, secrétaire général de la Fédération nationale de la CFTD. Il faut que le ministre de la Santé fasse un pas supplémentaire s'il veut que le conflit prenne fin. De son côté, le collectif inter-hôpitaux, l'Union infirmière France et la CGT-Santé ont appelé à une manifestation, jeudi 7 novembre, de la place Denfert-Rochereau au ministère de la Santé.

Mardi 5 novembre, le Centre national des professions de santé (CNPS), Action Santé, et le Rassemblement du corps des médecins hospitaliers avaient appelé, eux aussi, les professionnels de santé du secteur privé et public, à se mobiliser. Cette journée avait comme objectif « d'informer l'opinion publique et d'inviter les Français à venir massivement le 17 novembre prochain à Paris défendre leur santé ».

M. La.

FOOTBALL : Lyon éliminé en coupe de l'UEFA. - L'Olympique lyonnais a été éliminé, mercredi 6 novembre, en seizièmes de finale de la coupe de l'UEFA. Après avoir été battu sur leur terrain (4-3), les Lyonnais se sont encore inclinés (4-1), au match retour en Turquie contre l'équipe de Trabzonspor.

L'affaire de la transfusion sanguine

Les associations de défense des personnes
contaminées refusent les propositions d'indemnisation

L'accord sur l'indemnisation pour les personnes contaminées par le virus du sida après transfusion sanguine conclu entre l'Etat et les compagnies d'assurances « ne répond en rien à l'attente des victimes », ont déclaré mardi 5 novembre les responsables de l'AFH (Association française des hépatites) et de l'ADT (Association de défense des transfusés). Ces deux associations réclament le vote d'une loi.

La prise de position des responsables de l'AFH et de l'ADT est un rebondissement dans le dossier de l'indemnisation des personnes contaminées par le virus du sida à la suite de transfusions de produits sanguins infectés. Après l'accord intervenu la semaine dernière entre le gouvernement et les compagnies d'assurances (le Monde du 1^{er} novembre) on laissait en effet entendre en haut lieu que l'accord des associations n'était plus qu'une formalité ou presque. L'ADT avait donné son accord de principe, l'AFH toutefois se montrait plus circonspecte, son président, M. Bruno de Laugre, expliquant ne pouvoir prendre

position qu'après un examen approfondi des propositions gouvernementales.

L'accord prévoyait l'indemnisation selon les règles du droit commun de toutes les personnes - 5 000 estime-t-on généralement - contaminées avant le 1^{er} janvier 1990 par le virus du sida à la suite de l'usage thérapeutique du sang. Le financement des indemnités devait être pris en charge par le budget de l'Etat. Pour leur part, les assureurs, via une taxe additionnelle sur les contrats d'assurance de biens (obtenue après vote d'un texte de loi), participaient à l'indemnisation à hauteur - indiquait-on de bon sens - de près de 2,5 milliards de francs.

La principale critique des responsables de l'AFH et de l'ADT porte sur le fait que la commission présidée par un magistrat (et chargée de proposer les indemnités aux personnes contaminées, malades ou à leurs ayants droit) n'a pas dans ce dispositif d'existence légale. « Compte tenu des sommes en cause, plusieurs milliards de francs, de la durée de la procédure et des problèmes soulevés par le système de recours, nous estimons qu'il faut que la loi intervienne et crée une structure équivalente au fonds d'indemnisation créé en 1986 par la loi

concernant les victimes d'attentats », explique M. de Laugre.

Une proposition de loi en ce sens vient d'être soumise aux parlementaires par les deux associations. « Toute personne contaminée par le virus du sida et/ou par les virus des hépatites non-A, non-B et qui aura au préalable subi une ou plusieurs transfusions de produits sanguins ou dérivés sanguins délivrés en France, une greffe d'organe ou de tissus médullaires ou encore une insémination à partir d'un produit provenant d'une banque de sperme agréée pratiquée sur un territoire français sera réputée avoir été contaminée par cette transfusion, cette greffe ou cette insémination, précise l'article 1^{er} de ce texte. Il en sera de même des conjoints, concubins et enfants contaminés de ces personnes ».

Ce texte prévoit des indemnités allant de 1 million de francs pour les personnes âgées de plus de 60 ans jusqu'à 2 millions de francs pour les personnes âgées de moins de trente ans et malades du sida. Une somme de 1 million de francs est prévue pour les personnes séropositives.

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

Au conseil des ministres

Le gouvernement souhaite que la CEE respecte « l'exigence de rigueur budgétaire »

Au cours du conseil des ministres du mercredi 6 novembre, M. Roland Dumas s'est épanché sur la tenue de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient. Le ministre des affaires étrangères, cité par M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a expliqué que s'est ainsi « ouvert le chemin vers la paix ».

Au cours de ce même conseil, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a présenté un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. Dans celui-ci figurent notamment la création d'une aide aux associations logeant temporairement des personnes défavorisées, et une réglementation des établissements accueillant et conservant les dons de sperme.

MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse ont présenté une communication sur l'importance du budget de la Communauté économique

européenne, en soulignant que celui-ci, a expliqué M. Lang, avait fortement augmenté « en corrélation avec l'accroissement des tâches de la Communauté ». Après avoir rappelé que la France était un « contributeur net », le ministre des finances et le ministre délégué au budget ont indiqué qu'il « était indispensable que l'exigence de rigueur budgétaire soit inscrite dans le plan national d'équilibre aussi à la Communauté ». Ils ont aussi estimé, au moment où le Parlement européen et le conseil des ministres de la Communauté doivent se mettre d'accord sur le budget pour 1992, que la discipline budgétaire devait être renforcée. Il a été convenu que l'an prochain les documents budgétaires présentés au Parlement français souligneraient les liens entre les dépenses du budget national et celles du budget communautaire.

Enfin M. Jack Lang, ministre de la culture a présenté une communication sur « le cinquième centenaire de la réception des deux mondes ». Il a annoncé que M. Michel Vuilleumier, député socialiste des Bouches-du-Rhône et président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présiderait le Comité national français.

L'ENA à Strasbourg ?

Le comité interministériel d'aménagement du territoire, qui se réunit jeudi 7 novembre sous la présidence de M. Cresson, doit examiner divers projets de déconcentration administrative, qui prévoient le transfert en province de plusieurs organismes actuellement situés dans la capitale. Parmi ces projets figure l'éventualité de faire quitter à l'Ecole nationale d'administration son siège actuel de la rue de l'Université à Paris.

Aucune décision n'est encore arrêtée. Les diverses hypothèses à l'égard de la situation actuelle au transfert de l'Ecole à Strasbourg, en passant par un aménagement de la scolarité dans une partie aurait lieu en province.

Dans l'entourage du ministre d'Etat chargé de la fonction publique, M. Jean-Pierre Solson, tuteur de l'ENA, on se montre plutôt partisan de la recherche d'une solution qui permettrait de délocaliser partiellement l'enseignement de l'ENA. On envisage ainsi la création, pendant la scolarité, d'un cycle communautaire européen qui pourrait pendre quelques mois, pour chaque promotion, se dérouler à Strasbourg. Ce cycle serait également destiné à accueillir les fonctionnaires déjà en poste, mais dans le cadre de la formation continue.

On considère en effet qu'il existe un certain déficit dans l'enseignement actuel de l'ENA en ce

qui concerne non seulement le traitement des ressources humaines, mais aussi celui de l'adaptation des futurs grands commis de l'Etat aux problèmes européens. On souligne enfin qu'un transfert total de l'Ecole nationale d'administration dans une ville de province risquerait de dénaturer cette institution et de la transformer en un simple institut universitaire de technologie réservé aux fonctionnaires.

En marge du compte-rendu du conseil des ministres, M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, a souligné que le transfert éventuel de l'ENA, dont il a appelé la « vocation internationale », serait une « force symbolique très grande ». Il a ajouté : « Nous devons être audacieux ».

D'autre part, la municipalité de Strasbourg a indiqué, mercredi, dans un communiqué, qu'une telle décision « démontrerait la place prise par la capitale de l'Alsace dans le domaine de l'enseignement supérieur » et qu'elle serait « exemplaire » tant dans le domaine de la déconcentration des services publics que pour l'équilibre de l'aménagement du territoire, mais qu'elle ne pourrait en aucun cas remettre en cause l'engagement du gouvernement pour la vocation européenne de Strasbourg.

A. P.

Etudes en Université
CALIFORNIE
FLORIDE

Stage linguistique ou études
Année : 60 000 F env.
Semestre : 35 000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
French Office, 57, rue Charles-Lafitte
92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La gueuse

ELLE date de quand, déjà, la Constitution? La dernière, s'entend, parce que, sur ce chapitre, on est vachement sportif. Les règles du jeu, on les change à la demande. C'est pas comme ces vieux jetons de British. De 1958? Ça fera bientôt quarante ans. Et voilà qu'on s'interroge brusquement. On se frappe le front : Dites donc, j'y pense, à quoi ça sert, au fond, un premier ministre? Est-ce qu'il a vraiment besoin d'un maître d'hôtel ou d'une gouvernante, le Mimi?

Bon, O.K., ils s'occupent de son linge sale, ils repassent ses affaires, et Dieu sait qu'il en a, mais il ne tiennent pas ses comptes et ils n'ont aucun pouvoir sur les valets et autres femmes de chambre engagées directement par le château. Alors, là, voyez, moi je suis pas d'accord! A l'heure où tous les rois en exil retournent au pays, où le grand-duc Vladimir parade à Saint-Petersbourg, où Alexandre de Yougoslavie se pointe à Belgrade, où Lika I^{er}, essai sur ses valises, attend d'embarquer pour Tirane, s'est vraiment pas le moment de réduire son train de

maison, à notre souverain bien-aimé.

Au lieu de loger bêtement sur la Maison Blanche, où ce pauvre Bush se fait continuellement rappeler à l'ordre par un Congrès tout-puissant, on ferait mieux de regarder du côté de Buckingham. Sortis des frusques des jeunes « royaux », eux c'est les York et les Galles, à la cour d'Angleterre, ça baigne. Suffirait de changer le titre du premier ministre, d'en faire le secrétaire privé de Sa Majesté Mimi I^{er} et de condescendre à lui donner ses huit jours avant de le virer, pour rétablir sa fonction en lui redonnant le blason.

Pas question non plus de réduire la durée du règne. A 75 balais, notre monarque n'a pas, et c'est heureux, les mêmes scrupules que la Queen, de dix ans sa cadette, qui se serait décidée, le Tout-Londres ne bruisse que de ça, à prendre sa retraite. Vous me direz, sa succession est assurée, alors qu'ici... Evidemment! Si, au nom de la démocratie, on veut changer cette gueuse de République, le seul article de la Constitution à revoir, c'est bien celui-là. Un chef d'Etat élu. A vie.

Battant Karpov dans la dernière ronde

Kasparov, brillant vainqueur
du tournoi d'échecs de Tilburg

C'est avec un brio extrême (10 points sur 14 points possibles) que Garry Kasparov a remporté le traditionnel tournoi Interpolis de Tilburg (Pays-Bas) qui s'est achevé lundi 4 novembre. Avec une moyenne ELO de 2 615, catégorie 17 (le maximum), Tilburg représentait pour le champion du monde une étape importante. « Seulement » deuxième à Linas en février, puis troisième à Amsterdam en juin, Kasparov, qui n'avait perdu jusqu'à aucun tournoi en dix ans, a démontré que sa baisse de forme n'avait été que passagère.

Dans ce tournoi de huit participants, aller et retour, il a remporté 7 victoires : 2 contre Timman, 2 contre Bariev, 1 contre Korneichev, 1 contre Anand et la dernière, mais pas la moindre, contre Karpov. C'était leur cent cinquante-cinquième rencontre. La cent cinquante-huitième avait eu lieu dans la septième ronde, et Karpov, avec les Blancs, n'avait accepté la nulle qu'après 114 coups! Dans la quatorzième et dernière ronde de Tilburg, Kasparov créait son rival en 44 coups. Il était maintenant face à son « grand partenaire », avec le score de 24 victoires, 20 défaites et 115 nuls.

Deux jeunes loups étaient invités à Tilburg : Kamski, dix-sept ans, et Anand, vingt et un ans. Le premier, Américain de nationalité, mais un produit de l'école soviétique, a bien résisté à Kasparov (2 nuls) et encore mieux à Karpov, partageant d'abord le point puis le battant, avec les Noirs, dans la douzième ronde. Quant à l'Indien Anand, il a infligé à Kasparov sa seule défaite du tournoi (en 29 coups), et a battu Karpov dans la treizième ronde. Short, bon

domine, a annulé ses quatre parties face aux deux Soviétiques.

Tout ce beau monde, plus Lautner, Youssoupov, Salov, Gelfand, Beliavsky, Khalifman, Gurevich et Speelman, se retrouvera à Paris, du 8 au 11 novembre, pour le trophée Immopar au Théâtre des Champs-Élysées. Il s'agit plus d'échecs-spectacle que de compétition. « Seulement » deuxième à Linas en février, puis troisième à Amsterdam en juin, Kasparov, qui n'avait perdu jusqu'à aucun tournoi en dix ans, a démontré que sa baisse de forme n'avait été que passagère.

B. de C.

Classement final : 1. Kasparov (Russie), 10 points sur 14 ; 2. Short (G.-B.), 8,5 ; 3. Anand (Inde), 7 ; 4. Karpov (URSS), 7 ; 5. Kamski (E.-U.), 6 ; 6. Timman (Pays-Bas), 6,5 ; 7. Korneichev (Suisse), 5,5 ; 8. Bariev (URSS), 5.

Dessins : un magazine du « Monde »

« Terres d'hiver »

Avec le prochain numéro du Monde, du vendredi 8 novembre sera distribué gratuitement le magazine Terres d'hiver, qui, chaque année à cette époque, propose un choix de voyages ou de séjours pour les vacances de fin d'année : au soleil dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique ou à la neige dans les stations françaises et européennes. Des reportages, des propositions pratiques, des adresses utiles sur 70 pages en couleurs.

5 JOURS EXCEPTIONNELS :
Jeudi 7, Vendredi 8, Samedi 9, Dimanche 10 et Lundi 11 NovembreA BAS LE
CACHEMIRE

DES PRIX A LA BAISSE POUR LES PLUS BEAUX CACHEMIRE

VESTE 100% CACHMIRE 2990F

MANTOU 100% CACHMIRE 2990F

POUL 100% CACHMIRE 2990F

ECHARPE 100% CACHMIRE 2990F

MANTOU CACHMIRE / LAIN 1990F

VESTE CACHMIRE ET LAIN 1490F

ET DES HERNIES DE 00 A 700 SUR DES MILLIERS D'ARTICLES DE L'ÉCART

TOUT L'HIVER ET LA PÉRIODE

DAVID SHIFF

Club des D.S.

PARIS 8^e : 13 RUE ROYALE de 10h à 18h

60 BIS RUE DE PARIS 75009 SAINT GERMAIN EN LAYE - 2 RUE DES ARCHES LEON 2

SOMMAIRE

DÉBATS

Faut-il modifier la Constitution? : « Une réforme nécessaire », par Jacques Barrot ; « Un faux problème », par Pierre-André Wiltzer. Assemblée nationale : « L'Europe sans le peuple », par Jean-Pierre Chevènement..... 2

ÉTRANGER

Le ministère soviétique des affaires étrangères lutte pour sa survie..... 3
Les médiateurs européens pourraient ajourner la conférence de La Haye sur la Yougoslavie..... 4
Le roi Hussein envisage toujours la création d'une confédération jordan-palestiniennne..... 4
Un débat sur le droit d'ingérence à l'ONU..... 6
Torture à Djibouti : un rapport d'Amnesty International..... 6
Les Khmers rouges se sont reconvertis à l'action politique clandestine..... 6
Le nouveau gouvernement japonais..... 6

POLITIQUE

L'examen du budget à l'Assemblée nationale..... 9
Le débat sur la réforme du mode de scrutin..... 10

SOCIÉTÉ

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant le cour d'assise des Alpes-Maritimes..... 11
Après les obsèques d'Ingrid et de Muriel..... 12
La « grande » Agence de l'environnement, toujours en panne..... 12

POINT

Les chiffres de l'immigration..... 14

ÉDUCATION • CAMPUS

La longue marche universitaire de l'Europe • L'école découvre le maraboutisme • Journées lycéennes en liberté surveillée..... 15 à 17

ARTS • SPECTACLES

Rédaction de l'intégrale « Stravinsky par Stravinsky » • Le Centre Pompidou rend hommage à la Warner • Le tournage du nouveau film de Michel Deville..... 19 à 30

ÉCONOMIE

Le travail va reprendre progressivement dans les usines du groupe Renault..... 31
La signature du contrat de plan à France Telecom..... 31
L'accord franco-soviétique sur la viande : Matignon et la diplomatie des marchands..... 33
Les « tabacuteurs » se mobilisent contre la politique des quotas..... 34
Les suites de l'accord Volkswagen-Suzuki..... 36

COMMUNICATION

Le mort de Robert Maxwell..... 40

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 35 à 37
Automobile..... 18
Marchés financiers..... 38-39
Météorologie..... 41
Camet..... 18
Mots croisés..... 10
Radio-télévision..... 41
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1991 a été tiré à 505 508 exemplaires.